*S
J
103
H44
1957-58
ex.2

CANADA. PARLEMENT.
C. des C.

Procès-verbaux.

DATE	NAME - NOM

N° 1

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 14 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin.

Aujourd'hui est le premier jour de séance de la première session du vingt-troisième Parlement convoqué pour l'expédition des affaires. M. Léon-J. Raymond, O.B.E., greffier de la Chambre des communes, M. Thomas Russell Montgomery, greffier adjoint de la Chambre des communes, et le lieutenant-colonel William John Franklin, M.C., V.D., sergent d'armes de la Chambre des communes, commissaires nommés *per dedimus potestatem* pour faire prêter serment aux membres de la Chambre des communes, sont présents dans l'exercice de leurs fonctions. Ledit M. Léon-J. Raymond, O.B.E., dépose sur le bureau la liste des députés élus à ce Parlement, liste certifiée et signée par M. N. Castonguay, directeur général des élections, qu'il a reçue en sa qualité de greffier de la Chambre des communes. Ledit certificat et ladite liste sont ainsi conçus:

VINGT-TROISIÈME ÉLECTION GÉNÉRALE

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

LES PRÉSENTES ATTESTENT que les brefs de Son Excellence le Gouverneur en conseil en vue de l'élection d'un député (ou de députés) à la Chambre des Communes pour chaque district électoral du Canada, brefs émis le 12 avril 1957, jour de la dissolution du vingt-deuxième Parlement, et adressés aux divers officiers rapporteurs mentionnés sur la liste ci-jointe, ont ordonné, sous réserve des exceptions ci-dessous, la présentation des candidats pour le 27 mai 1957 et, le cas échéant, la tenue d'un scrutin le 10 juin 1957. Dans les districts électoraux de Cochrane, Kenora-Rainy-River, Port-Arthur, Chapleau, Saguenay, Bonavista-Twillingate, Burin-Burgeo, Grand-Falls-White-Bay-Labrador, Humber-St. George's, Trinity-Conception, Churchill, Mackenzie, Meadow-Lake, Prince-Albert, Athabasca, Jasper-Edson, Peace-River, Cariboo, Skeena, Yukon et Mackenzie-River, la présentation des candidats eut lieu le 13 mai 1957.

LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE qu'une élection a été tenue dans chaque district électoral du Canada le 10 juin 1957, sauf dans le district électoral de Wellington-Sud, dans la province d'Ontario, où l'un des candidats décéda immédiatement avant le 10 juin et où il devint nécessaire, aux termes du statut, d'ajourner l'élection à une date postérieure. L'officier rapporteur ajourna, en conséquence, l'élection dans le district électoral de Wellington-Sud, conformément au statut régissant le cas, jusqu'au 15 juillet 1957, et la nouvelle présentation des candidats fut fixée au 2 juillet de la même année.

ET LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE que, d'après les rapports communiqués, les personnes nommées sur la liste ci-jointe ont été élues députés à la Chambre des Communes, aux termes desdits brefs. Leurs noms ont été dûment inscrits, selon l'ordre de la réception des rapports, dans le livre tenu à cette fin, en vertu des dispositions du statut s'y rattachant. Avis de ces derniers a été dûment publié, à l'occasion, dans la *Gazette du Canada*.

Donné sous mon seing, à Ottawa, le 26 septembre 1957.

Le Directeur général des élections,
N. CASTONGUAY.

LISTE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

VINGT-TROISIÈME PARLEMENT

PROVINCE D'ONTARIO

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Algoma-Est	L'hon. Lester B. Pearson	J. Farquhar Anglin
Algoma-Ouest	George E. Nixon	R. P. G. Laurence
Brantford	Jack Wratten	Alexander Bruce Patterson
Brant-Haldimand	John A. Charlton	Lyla E. Kelman
Bruce	Andrew E. Robinson	Andrew H. McTavish
Carleton	Richard Albert Bell	George Humble
Cochrane	J. A. Anaclet Habel	F. J. Donahue
Dufferin-Simcoe	L'hon. W. Earl Rowe	Richard McCulloch
Durham	Percy Vivian	Carroll Nichols
Elgin	James Alexander McBain	C. E. Connor
Essex-Est	L'hon. Paul Martin	Sylvester McGuire
Essex-Sud	Richard Devere Thrasher	Murray H. Smith
Essex-Ouest	Don Brown	LeRoy Rodd
Fort-William	Dan McIvor	C. E. McDevitt
Glengarry-Prescott	Osie-F. Villeneuve	J. Lorenzo Montpetit
Grenville-Dundas	A. Clair Casselman	Jacob Steen
Grey-Bruce	Eric Alfred Winkler	Walter Chisholm
Grey-Nord	Percy Vermer Noble	Robert E. Trout
Halton	Alexander Best	Alexander Stewart Cooke
Hamilton-Est	Quinto Martini	Jack C. Beemer
Hamilton-Sud	Robert Mathew T. McDonald	Kenneth B. Crockett
Hamilton-Ouest	Ellen Louks Fairclough	Douglas B. Gordon
Hastings-Frontenac	George Stanley White	Norman Lewis Bertram Coburn
Hastings-Sud	Lee Grills	Felix Rashotte
Huron	Elston Cardiff	James Kenneth Hunter
Kenora-Rainy River	William Moore Benidickson	John Kenneth McQuarrie
Kent	Blake Huffman	John F. Fletcher
Kingston	William James Henderson	John Stewart McDonell
Lambton-Kent	Ernest John Campbell	W. P. Macdonald
Lambton-Ouest	Joseph Warner Murphy	R. Harold Gibb
Lanark	William G. Blair	R. Vern. McCarten
Leeds	Hayden Stanton	A. E. Thompson
Lincoln	John Smith	Kenneth G. Thorne
London	G. Ernest Halpenny	F. E. Underhill
Middlesex-Est	Harry Oliver White	Charles Cousins
Middlesex-Ouest	W. H. A. Thomas	Ross Parsons
Niagara-Falls	William L. Houck	Charles McClive Jacklin
Nickel Belt	J.-Léoda Gauthier	Adrien Joliat
Nipissing	John Richard Garland	Ls. Rodolphe Vannier
Norfolk	John Evans Knowles	Elmo L. Riddle
Northumberland	Ben Thompson	Gordon F. Rutherford

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Ontario	Michael Starr	Ralph A. Wallace
Ottawa-Est	J. T. Richard	Edmond Cusson
Ottawa-Ouest	George McIlraith	G. Mitchell Dent
Oxford	Wally Nesbitt	Charles Blueman
Parry-Sound-Muskoka	Gordon Harvey Aiken	J. E. Armstrong
Peel	John Pallett	C. Carman Core
Perth	J. Waldo Monteith	Roy Butson
Peterborough	Gordon Knapman Fraser	W. W. Dawson
Port-Arthur	Douglas M. Fisher	Joseph L. McCormack
Prince-Edward-Lennox	Clarence A. Milligan	James A. Clark
Renfrew-Nord	James Moffat Forgie	George Garwood Warren
Renfrew-Sud	James William Baskin	Herbert A. Jordan
Russell	Joseph-Omer Gour	Nelson Charlebois
Simcoe-Est	Philip Bernard Rynard	Joseph D. J. McMamara
Simcoe-Nord	Heber Smith	Albert Edwin Culham
Stormont	Albert Peter Lavigne	J. Ambrose McMahon
Sudbury	Rodger Mitchell	Xyst Ducharme
Timiskaming	Arnold Peters	G. Clifford Krick
Timmins	Murdo Martin	Victor M. Power
Victoria	Clayton Wesley Hodgson	S. C. Benson
Waterloo-Nord	Norman C. Schneider	John E. Wagner
Waterloo-Sud	William Anderson	W. C. Woods
Welland	William Hector McMillan	George H. Pudge
Wellington-Huron	Marvin Howe	J. Arthur Wilson
Wellington-Sud	Alfred Dryden Hales	Hugh Bertram Gibson
Wentworth	Frank Exton Lennard	Harold A. Thompson
York-Centre	Fred C. Stinson	Barbara Burt
York-Est	Robert Henry McGregor	Zetta Howe
York-Humber	Margaret Aitken	Charles E. Ring
York-Nord	C. A. Cathers	Fred G. Hare
York-Scarborough	Frank C. McGee	Rosemary L. Clark
York-Sud	William G. Beech	Charles Andrew Milner
York-Ouest	John B. Hamilton	H. Ward Allen
	CITÉ DE TORONTO	
Broadview	George Hees	Joseph R. Galbraith
Danforth	Robert Hardy Small	Harold Ross Anderson
Davenport	Murray Douglas Morton	William S. Rosen
Eglinton	Donald Methuen Fleming	Eugene Wilfred Victor Scott
Greenwood	James MacKerras Macdonnell	Thomas H. Lane
High Park	John W. Kucherepa	L. A. Leslie
Parkdale	Arthur Maloney	John E. Madden
Rosedale	David J. Walker	B. Leslie Sharpe
Saint-Paul	Roland Michener	V. E. Titford
Spadina	Charles E. Rea	Joseph McKerry
Trinity	Stanley Haidasz	Harry Gilbert
	PROVINCE DE QUÉBEC	
Argenteuil-Deux-Montagnes	Philippe Valois	Richard Valois
Beauce	Raoul Poulin	Edwin Gendron
Beauharnois-Salaberry	Robert Cauchon	J.-R. Lapointe
Bellechasse	Ovide Laflamme	Philippe Plante
Berthier-Maskinongé-Delanaudière	Joseph Langlois	Bertrand Gervais
Bonaventure	Nérée Arsenault	Bertram David Law
Brome-Missisquoi	Joseph-Léon Deslières	Rodolphe Arsenault
Chambly-Rouville	Yvon L'Heureux	Daniel Beauregard
Champlain	Irénée Rochefort	J.-G.-A. Marchand
Chapleau	Charles-Noël Barbès	Trefflé Bolduc
Charlevoix	Auguste Maltais	Elzéar Villeneuve
Châteauguay-Huntingdon-Laprairie	Jean Boucher	Léo Parent
Chicoutimi	Rosaire Gauthier	Léon-Georges Gauthier
Compton-Frontenac	J. -A. Blanchette	Henri Casavant
Dorchester	J.-Armand Landry	Gérard Fauchon
Drummond-Arthabaska	Samuel Boulanger	Horace Bergeron
Gaspé	Roland English	Joseph Beaudin
Gatineau	Rodolphe Leduc	Laurent Latour
Hull	Alexis Caron	Claude Bernard
Îles-de-la-Madeleine	Charles-Arthur Cannon	Léger-A. Chiasson
Joliette-L'Assomption-Montcalm	Maurice Breton	Joseph-A. Bélanger
Kamouraska	Benoît Chabot	Adalbert Anctil
Labelle	Henri Courtemanche	Lucien Pelletier
Lac-Saint-Jean	André Gauthier	Louis-Henri Savard
Lapointe	Augustin Brassard	P.-E. Bouliane

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Lévis	Maurice Bourget	Antoine Bourget
Longueuil	Auguste Vincent	Yvon Joyal
Lotbinière	Raymond O'Hurley	Joseph Bédard
Matapédia-Matane	Léandre Thibault	Gérard Dionne
Mégantic	Joseph Lafontaine	J.-G. Lafontaine
Montmagny-L'Islet	L'hon. Jean Lesage	Louis Pelletier
Nicolet-Yamaska	Paul Comtois	Charles-Édouard Villeneuve
Pontiac-Témiscamingue	Hugh Proudfoot	Clifford Robillard
Portneuf	Pierre Gauthier	Alfred Naud
Québec-Est	Le très hon. Louis-Stephen St-Laurent	Ernest Godbout
Québec-Ouest	René Bégin	Lucien Laverdière
Québec-Sud	Frank G. Power	J. French DesPrés
Québec-Montmorency	Wilfrid LaCroix	Marc-Édouard Côté
Richelieu-Verchères	Louis-Joseph-Lucien Cardin	Paul-A. Bélanger
Richmond-Wolfe	Ernest-Omer Gingras	J. -Alcidas Roux
Rimouski	Gérard Legaré	Philippe Michaud
Roberval	Georges Villeneuve	Roland Dion
Saint-Hyacinthe-Bagot	J.-H.-Théogène Ricard	Jean-Paul Brault
Saint-Jean-Iberville-Napierville	J.-Armand Ménard	Jean Frederick
Saint-Maurice-Laflèche	Joseph-Adolphe Richard	William Vennes
Saguenay	Lomer Brisson	Roger Savard
Shefford	Marcel Boivin	Jean Goyette
Sherbrooke	Maurice Gingues	Léonidas Bachand
Stanstead	Louis-Édouard Roberge	Adrien-M. Lacroix
Témiscouata	Jean-Paul St-Laurent	Jacques Miville
Terrebonne	Raymond Raymond	J.-Marc Vermette
Trois-Rivières	Léon Balcer	J.-A. Villeneuve
Vaudreuil-Soulanges	L'hon. Louis-René Beaudoin	Ubald Larivée
Villeneuve	Armand Dumas	Jean-Louis Baillargeon

ÎLE DE MONTRÉAL ET ÎLE JÉSUS

Cartier	Leon David Crestohl	Samuel J. Gasco
Dollard	Guy Rouleau	Henri Marchand
Hochelaga	Raymond Eudes	J.-Marcel Dupré
Jacques-Cartier-Lasalle	Robert John Pratt	Rodolphe Paré
Lafontaine	J.-Georges Ratelle	Ulric Leblanc
Laurier	L'hon. Lionel Chevrier	Ruben Lévesque
Laval	Léopold Demers	Adolphe Prévost
Maisonneuve-Rosemont	Jean-Paul Deschatelets	Edmond Goulet
Mercier	Marcel Monette	Robert Roy
Mont-Royal	Alan Aylesworth Macnaughton	W. G. Brown
Notre-Dame-de-Grâce	William McLean Hamilton	Brodie J. Snyder
Outremont-Saint-Jean	Romuald Bourque	Émile Trottier
Papineau	Adrien Meunier	Arthur Cloutier
Sainte-Anne	Gérard Loiselle	Thomas Clarke
Saint-Antoine-Westmount	L'hon. George C. Marler	Harold Samuel Upton
Saint-Denis	Azellus Denis	Léonard Derome
Saint-Henri	Joseph-Arsène Bonnier	André Limoges
Saint-Jacques	Roland Beaudry	Benoît Poupart
Saint-Laurent-Saint-Georges	Claude Richardson	Théodore B. Laberge
Sainte-Marie	Hector Dupuis	Édouard Pharon
Verdun	Yves Leduc	Laurent-E. Juneau

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Antigonish-Guysborough	Angus Ronald MacDonald	Hugh D. McGillivray
Cape-Breton-Nord et Victoria	Robert Muir	Theodore Sullivan
Cape-Breton-Sud	Donald MacInnis	J. F. Chiasson
Colchester-Hants	Cyril F. Kennedy	James M. Soy
Cumberland	Robert Carman Coates	James O. Fairbanks
Digby-Annapolis-Kings	George Clyde Nowlan	Harry G. Parker
Halifax	Robert McCleave	F. G. H. Leverman
"	Edmund Morris	"
Inverness-Richmond	Allan Joseph MacEachen	Austin P. MacDonnell
Pictou	Russell MacEwan	A. M. MacIntoshh
Queens-Lunenburg	Lloyd R. Crouse	Kendall J. Kenney
Shelburne-Yarmouth-Clare	Tremas Andrew Murray Kirk	Harold M. Huskilson

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Charlotte	A. Wesley Stuart	Daniel R. Bresnahan
Gloucester	Hedard J. Robichaud	Frank X. Grant
Kent	Hervé J. Michaud	Robert J. Melanson
Northumberland-Miramichi	George Roy McWilliam	Frank M. Delaney
Restigouche-Madawaska	Joseph Charles Van Horne	J. Ludger Bernard

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Royal	Alfred Johnson Brooks	Arlie L. Palmer
Saint-Jean-Albert	Thomas M. Bell	Arthur W. Whelly
Victoria-Carleton	Gage W. Montgomery	Glen F. Foster
Westmorland	Henry J. Murphy	Carl R. Wolfe
York-Sunbury	J. Chester MacRae	Emmett M. Lyons

PROVINCE DE TERRE-NEUVE

Bonavista-Twillingate	L'hon. John W. Pickersgill	Levi Sweetland
Burin-Burgeo	Chesley William Carter	George R. Bartlett
Grand-Falls-White-Bay-Labrador	Thomas Gordon William Ashbourne	Joseph Yetman
Humber-St. George's	Herman Maxwell Batten	Lewis Andrews
Saint-Jean-Est	James A. McGrath	Louise M. Saunders
Saint-Jean-Ouest	William Joseph Browne	Joseph Fitzgibbon
Trinity-Conception	Leonard T. Stick	Kitchener Crowley

PROVINCE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Kings	John Augustine MacDonald	Howlan Mullally
Prince	Orville H. Phillips	William L. Delaney
Queens	J. Angus MacLean	Gilbert A. Gaudet
Queens	Heath MacQuarrie	Gilbert A. Gaudet

PROVINCE DU MANITOBA

Brandon-Souris	Walter Gilbert Dinsdale	Robert A. Clement
Churchill	Robert Simpson	J. Wilbert Campbell
Dauphin	Fred S. Zaplitny	Vernon H. Rampton
Lisgar	George Muir	Cecil D. Treble
Marquette	Nicholas Mandziuk	Joseph Morris Lavery
Portage-Neepawa	George Clark Fairfield	Henry A. Lye
Provencher	Warner H. Jorgenson	Jos. Odilon Bois
Saint-Boniface	Louis Deniset	Lucien Daoust
Selkirk	W. Scottie Bryce	Hallur O. Hallson
Springfield	Jake Schulz	William Horodyski
Winnipeg-Nord	Alistair Stewart	David Levin
Winnipeg-Nord-Centre	Stanley H. Knowles	Joseph R. Doiron
Winnipeg-Sud	Gordon Chown	John Gurzon Harvey
Winnipeg-Sud-Centre	Gordon Churchill	T. Kells Moore

PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Burnaby-Coquitlam	Erhart Regier	Ronald J. Fielding
Burnaby-Richmond	Thomas J. Irwin	F. H. Mileson
Cariboo	Bert Raymond Leboe	J. W. Baker
Coast-Capilano	L'hon. James Sinclair	William Allen
Comox-Alberni	Thomas Speakman Barnett	P. Leo Anderton
Esquimalt-Saanich	George Randolph Pearkes	S. S. Penny
Fraser-Valley	Alexander Bell Patterson	Thomas E. Heaton
Kamloops	Edmund Davie Fulton	George Clunie Hay
Kootenay-Est	Jim Byrne	Aaron Walde
Kootenay-Ouest	Herbert Wilfred Herridge	F. J. Plester
Nanaimo	Colin Cameron	F. G. Spencer
New-Westminster	George Hahn	Albert G. Beatty
Okanagan-Boundary	Frank Claus Christian	Don H. McLeod
Okanagan-Revelstoke	George William McLeod	William Rogers Pepper
Skeena	Frank Howard	E. Victor Whiting
Vancouver-Burrard	John Taylor	James B. Stewart
Vancouver-Centre	Douglas Jung	J. Horace Sinclair
Vancouver-Est	Harold Edward Winch	Charles Howard Giffen
Vancouver-Kingsway	Alex Macdonald	Arthur B. Walker
Vancouver-Quadra	Howard Charles Green	Edward W. Morris
Vancouver-Sud	Ernest James Broome	Ernest Thompson Murray
Victoria	Albert DeBurgo McPhillips	Alan B. Macfarlane

PROVINCE DE SASKATCHEWAN

Assiniboia	Hazen R. Argue	Jack W. O'Neil
Humboldt-Melfort	Hugh Alexander Bryson	D. L. Menzies
Kindersley	Merv. Johnson	Anton B. Heit
Mackenzie	Alexander Malcolm Nicholson	John Edward Parkinson
Meadow-Lake	John Hornby Harrison	Louis N. Vey
Melville	Le très hon. James G. Gardiner	William Hall
Moose-Jaw-Lake Centre	Louis Harrington Lewry	Wilfred J. Matthews
Moose-Mountain	Ed. McCullough	Frank Mather
Prince-Albert	John George Diefenbaker	Samuel Lorne Small

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Qu'Appelle	Alvin Hamilton	William A. Hack
Regina-City	Alfred Claude Ellis	Frank M. Smith
Rosetown-Biggar	M. J. Coldwell	William Walker Mitchell
Rosthern	Walter Adam Tucker	Robert M. Simpson
Saskatoon	Henry Frank Jones	Henry P. Toews
Swift-Current-Maple Creek	Irvin W. Studer	Irving Hansen
The Battlefords	Max Campbell	Joseph M. Policha
Yorkton	George Hugh Castleden	Arthur White
	PROVINCE DE L'ALBERTA	
Acadia	Victor Quelch	George K. Haverstock
Athabasca	Joseph-Miville Dechêne	Earl D. Wright
Battle-River-Camrose	James A. Smith	David Reginald Mitchell
Bow-River	Charles Edward Johnston	E. H. Read
Calgary-Nord	Douglas Scott Harkness	Victor Pryce
Calgary-Sud	Art Smith	Leishman McNeill
Edmonton-Est	Ambrose A. Holowach	Stewart Allan Graham
Edmonton-Strathcona	Sydney Herbert Stewart Thompson	Jack Lang Chapman
Edmonton-Ouest	Marcel Lambert	James A. McCool
Jasper-Edson	Charlie Yuill	Chris Nielsen
Lethbridge	John Horne Blackmore	Donald E. Rossiter
Macleod	Ernest George Hansell	R. E. G. Armstrong
Medicine-Hat	Horace Andrew Olson	J. W. Campeau
Peace-River	Solon Earl Low	Charles J. Schurter
Red-River	Frederick Davis Shaw	William Henry Miller
Vegreville	Peter Stefura	Heman Stanley Hurlburt
Wetaskiwin	Ray Thomas	Lawrence F. Wilson
	TERRITOIRE DU YUKON	
Yukon	James Aubrey Simmons	J. O. Redmond
	TERRITOIRES DU NORD-OUEST	
Mackenzie-River	Mervyn A. Hardie	Albert J. Anderson.

Le greffier de la Chambre dépose aussi sur le bureau le certificat d'élection suivant d'un député:

CANADA
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, en date du huitième jour de juillet 1957, adressé à R. V. McCarten de Carleton Place, dans la province d'Ontario, en vue de l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Lanark, en remplacement de William Gourlay Blair, décédé, George H. Doucett, Carleton Place (Ontario), cultivateur, a été proclamé élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce vingt-septième jour d'août 1957.

Le Directeur général des élections,

N. CASTONGUAY L.S.

Les députés qui ont prêté et souscrit le serment d'office prescrit par la loi prennent séance.

Le greffier donne communication de la lette ci-après:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

le 14 octobre 1957.

Monsieur,

Je suis chargé de vous faire part du fait que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat, à onze heures du matin, aujourd'hui le 14 octobre 1957, pour ouvrir la première session du vingt-troisième Parlement du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur le Greffier, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Gouverneur général,
(à l'Administration)

J. F. DELAUTE

Monsieur le Greffier
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

Membres de la Chambre des communes,

Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate des honorables députés dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, les députés se rendent à la salle du Sénat; et le président du Sénat prononce les paroles suivantes:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je suis chargé par Sa Majesté la Reine de vous informer qu'Elle ne juge pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont portée à convoquer le présent Parlement du Canada avant que la Chambre des communes ait choisi son Orateur, conformément à la loi; mais, cet après-midi même, à trois heures, Sa Majesté fera connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Au retour des députés:

Le très honorable John G. Diefenbaker, s'adressant au greffier, propose, appuyé par le très honorable Louis-S. St-Laurent: Que M. Roland Michener, député du district électoral de Saint-Paul's (Toronto), prenne le fauteuil de cette Chambre en qualité d'Orateur.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le greffier ayant déclaré M. Roland Michener dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par le très honorable John G. Diefenbaker et le très honorable Louis-S. St-Laurent; et il exprime à la Chambre ses humbles remerciements pour le grand honneur qu'il lui a plu de lui conférer en le choisissant comme son Orateur.

La masse est posée sur le bureau.

La séance est suspendue jusqu'à trois heures, cet après-midi même.

Trois heures de l'après-midi

La Chambre reprend sa séance.

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

le 14 octobre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Sa Majesté la Reine arrivera à l'entrée principale de l'Hôtel du Parlement à trois heures de l'après-midi aujourd'hui, le lundi 14 octobre 1957, et que, lorsqu'on aura avisé Sa Majesté que tout est prêt, Elle se rendra à la salle du Sénat pour ouvrir officiellement la première session du vingt-troisième Parlement du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Gouverneur général,
LIONEL MASSEY

L'honorable
Orateur de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Un message de Sa Majesté la Reine est apporté par le gentilhomme huissier de la verge noire; les députés se tiennent debout.

M. l'Orateur,

La Reine ordonne à cette honorable Chambre de se rendre immédiatement auprès de Sa Majesté dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend à la salle du Sénat. Puis M. l'Orateur dit:

Qu'il plaise à Votre Majesté,

La Chambre des communes m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de faire une erreur, je demande que la faute m'en soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur, et qui, par ma voix, en vue de s'acquitter le mieux possible de leur devoir envers leur Reine et leur patrie, réclament humblement la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats, ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Majesté en tout temps convenable, et demandent que Votre Majesté veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations.

L'honorable président du Sénat répond en ces termes:

M. l'Orateur,

Sa Majesté la Reine m'ordonne de déclarer qu'Elle a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté et, ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, Elle lui accorde ses privilèges constitutionnels et, en toute occasion, saura les reconnaître.

J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Sa Majesté, et que leurs délibérations, ainsi que vos paroles et vos actes, seront toujours interprétés par Elle de la manière la plus favorable.

Et au retour de la Chambre:

M. l'Orateur fait connaître que les Communes se sont rendues au Sénat et qu'en leur nom il a demandé la reconnaissance habituelle de leurs privilèges, qu'il a plu à Sa Majesté de bien vouloir confirmer.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Sa Majesté la Reine aujourd'hui, dans la salle du Sénat, il a plu à Sa Majesté de lire un discours aux deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, il en a obtenu le texte, qui est ainsi conçu:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

C'est à titre de reine, votre reine, que je vous salue. Ensemble nous constituons le Parlement du Canada. C'est la première fois que les représentants du peuple du Canada et leur souveraine se trouvent réunis à l'occasion de l'ouverture du Parlement. C'est pour nous tous un moment mémorable.

Le gouvernement parlementaire est le fruit de la sagesse de bien des siècles. Sa justice, son autorité et sa dignité sont chères aux hommes de bonne volonté. Mes Ministres s'appliqueront non seulement à préserver ces qualités, mais aussi à faire en sorte que les deux Chambres de ce Parlement s'acquittent plus efficacement de leurs fonctions au service du peuple du Canada.

Pour constituer ce nouveau Parlement, vous êtes venus de toutes les parties d'un pays immense, d'un pays beaucoup plus vaste que chacun des pays aînés dont il est issu. C'est avec fierté que je considère le grand patrimoine de cette nation: ses minéraux, ses forêts, ses terres, ses eaux, ses sources de puissance et d'énergie motrice qui alimentent vos industries toujours grandissantes. Mais je suis plus fière encore de considérer l'esprit et les idées qui ont élevé ce pays au rang de nation et qui maintenant, fortifiés et enrichis des apports de nombreux autres pays, donnent au Canada un caractère national qui lui est propre.

Pourtant, à notre époque, aucune nation ne peut vivre dans l'isolement. A travers le brouillard des affaires internationales, le Commonwealth, cette brillante constellation, illumine notre temps. L'admission continue de nations nouvellement orientées vers la capacité à s'administrer elles-mêmes élargit et affermit à la fois notre Commonwealth déjà divers, à mesure qu'un plus grand nombre d'entre nous venons à participer au riche patrimoine des institutions et idéals qui font de notre association une force bienfaisante, discrète mais de vaste portée dans un monde inquiet. Cela a été manifeste lorsque les Premiers Ministres du Commonwealth se sont réunis à Londres, en juin dernier, pour s'entretenir de grands problèmes, et de nouveau, il y a quelques jours à peine, lorsque les ministres des Finances, sur l'invitation du Canada, se sont réunis à Mont-Tremblant et, dans un esprit de camaraderie, ont dressé les plans d'une Conférence commerciale et économique du Commonwealth pour l'an prochain.

Le même état d'esprit s'est manifesté dans le Plan de Colombo, qui fait partie de la grande entreprise d'expansion nationale des populations du Sud et du Sud-Est asiatiques, et que mon gouvernement continuera d'appuyer.

Mes ministres estiment que la participation active du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est essentielle à la sauvegarde de la paix. Il vous sera donc demandé de maintenir en puissance des forces de défense modernes qui, de concert avec celles de nos alliés, continueront à décourager toute agression contre quelque membre de cette alliance.

Mes Ministres sont convaincus qu'en plus de participer pleinement à l'œuvre de ces diverses associations, le Canada doit continuer, dans le cadre plus large de l'Organisation des Nations Unies, à rechercher des accords propres à préserver la sécurité et à assurer le désarmement dans une grande mesure. En effet, nous devons continuer d'espérer que, grâce aux Nations Unies, l'aspiration des hommes et des femmes à la paix et à la sécurité sera comblée.

En ce qui concerne les affaires intérieures, mes Ministres se préparent à prendre contact, le mois prochain, avec les chefs des gouvernements provinciaux pour discuter de relations d'ordre fiscal et chercher à obtenir une meilleure intelligence et un meilleur règlement de certains aspects de nos finances publiques.

Dans le programme législatif dont vous serez saisis, il convient de mentionner en premier lieu les mesures visant l'amélioration du sort de nos citoyens âgés. Vous serez donc appelés à augmenter la pension prévue par la Loi sur la sécurité de la vieillesse et à raccourcir la période de résidence qui ouvre droit à cette pension. Il sera proposé des modifications aux conditions de l'aide offerte aux gouvernements provinciaux, afin qu'ils puissent porter à un niveau correspondant les prestations à verser en vertu de la Loi sur l'assistance-vieillesse, de la Loi sur les aveugles et de la Loi sur les invalides.

Vous serez également invités à élever le barème des allocations aux anciens combattants et à élargir les groupes auxquels elles sont versées. Des modifications seront aussi proposées à l'égard de plusieurs articles de la Loi sur les pensions.

Afin d'assurer aux cultivateurs du Canada une juste part du revenu national, vous serez invités à approuver une mesure législative visant à stabiliser davantage les prix de leurs produits. Tout ce qui est possible continuera d'être fait, comme en ce moment, pour trouver de nouveaux débouchés aux produits agricoles et pour regagner en même temps ceux qui ont été perdus.

Parce qu'ils ne pouvaient vendre leurs céréales, les cultivateurs des provinces des Prairies se sont trouvés depuis quelque temps déjà gravement à court d'argent pour faire face à leurs besoins immédiats. Afin de leur permettre de toucher des acomptes sur les céréales qu'ils peuvent s'attendre de livrer cette année, vous serez appelés à autoriser un régime d'avances en espèces sur les céréales entreposées à la ferme.

Mon gouvernement s'efforcera de trouver de nouveaux marchés pour les produits de nos pêches et de favoriser l'établissement de règlements internationaux propres à sauvegarder cette vivante richesse de la mer.

Mes Ministres estiment qu'une politique nationale de mise en valeur, appliquée en collaboration avec les provinces et dans les Territoires, s'impose si l'on veut que toutes les régions du Canada puissent participer aux avantages qui découleront du développement des ressources de ce grand pays. Ils ont l'intention de vous proposer de temps à autre des programmes et des projets visant à mettre en œuvre cette politique.

En vue de l'inauguration immédiate d'un programme de mise en valeur plus poussée des provinces atlantiques, vous serez priés d'autoriser, de concert avec les gouvernements provinciaux, la création d'aménagements destinés à la production et à la transmission d'énergie électrique à meilleur marché dans ces régions. Vous serez aussi priés d'aider au financement de l'entreprise de Beechwood, déjà commencée au Nouveau-Brunswick.

Mes Ministres feront progresser davantage ce programme national de mise en valeur en prenant l'initiative de nouveaux entretiens avec le gouvernement de la Saskatchewan, afin que puisse bientôt commencer la construction du barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan.

Mes Ministres s'appliquent à obtenir une heureuse solution des problèmes internationaux relatifs au fleuve Columbia afin que, de concert avec la province de Colombie-Britannique, on puisse exploiter les immenses ressources énergétiques de ce fleuve.

Mes Ministres vous saisiront d'une mesure qui assurera des vacances annuelles payées aux employés des industries relevant de la compétence fédérale.

Vous serez priés d'approuver des projets de loi relatifs à certains embranchements ferroviaires, ainsi que des modifications à la loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, et, dans la mesure où le permettra alors l'état de vos travaux, à certaines autres mesures législatives.

Membres de la Chambre des communes,

Vous serez invités à voter les crédits nécessaires à l'administration du Canada pour le reste de la présente année financière.

Des modifications à certaines lois fiscales seront soumises à votre approbation.

Honorables Membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

Je tiens à vous exprimer, à vous et à la population du Canada, ma gratitude et celle de mon mari pour la chaleur du loyalisme et de l'affection avec lesquels nous avons été accueillis ici, au Canada.

M'adressant à vous, ici, pour la première fois, j'aimerais vous rappeler les paroles de cette autre Elisabeth qui, en Angleterre, il y a plus de trois siècles, parlant du fond de son cœur, déclarait à l'Orateur et aux membres de son dernier Parlement: "Dieu m'a élevée bien haut, mais la gloire de ma couronne aura été d'avoir régné entourée de votre amour." Maintenant, ici, dans le Nouveau-Monde, j'aimerais vous dire, à mon tour, que mon plus grand désir est que, dans les années à venir, je puisse ainsi régner au Canada et rester ainsi présente à vos mémoires.

En ce jour heureux où nous rendons grâces à Dieu pour tout ce dont Il nous a comblés, je Le prie de vous bénir et de vous guider.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, il est ordonné,—Que le discours de Sa Majesté la Reine aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est), il est résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, Lui témoignant la fidélité et l'attachement de cette Chambre et de tous Ses sujets canadiens, exprimant la joie que leur procure la présence de Sa Majesté et de Son Altesse Royale le prince Philippe en ce pays, ainsi que leur profonde reconnaissance à Sa Majesté d'avoir gracieusement ouvert le Parlement, geste historique que les Canadiens n'oublieront jamais.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, que M. l'Orateur lit ainsi qu'il suit:

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique d'un décret du Conseil, nommant l'honorable Donald Methuen Fleming, ministre des Finances, l'honorable Léon Balcer, Solliciteur général, l'honorable George Clyde Nowlan, ministre du Revenu national, et l'honorable Ellen Louks Fairclough, Secrétaire d'État, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des communes à titre de commissaires aux fins et en vertu des dispositions du chapitre 143 des Statuts revisés du Canada, 1952, intitulé: Loi sur la Chambre des Communes.

Ottawa, le 14 octobre 1957.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, M. Henri Courtemanche, député du district électoral de Labelle, est nommé président des comités pléniers de la Chambre.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que M. Arza Clair Casselman, député du district électoral de Grenville-Dundas, soit nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

La question est mise en délibération, et, du consentement unanime, ladite motion est réservée.

Du consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les subsides à accorder à Sa Majesté.

Du consentement unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les voies et moyens d'obtenir les subsides à accorder à Sa Majesté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport du Bibliothécaire parlementaire, suivant l'article 120 du Règlement, dont voici la teneur:

A l'honorable Président de la Chambre des Communes,

Le Bibliothécaire parlementaire a l'honneur de soumettre son rapport pour les neuf premiers mois de l'année 1957.

Nous avons maintenant dans l'édifice de la Bibliothèque près de 200,000 volumes, dont 89,385 avaient été recatalogués au 30 septembre dernier. Depuis le dernier rapport, le service agrandi du catalogue a recatalogué 17,259 volumes. Au cours de la même période, notre personnel a répondu à 2,512 questions de référence et a prêté 10,613 livres.

Nous avons rapporté à l'édifice de la Cour Suprême toutes les boîtes de livres qui étaient entreposées dans l'édifice du Bureau fédéral de la Statistique, à l'exception de celles qui étaient destinées à la Bibliothèque Nationale. On a commencé à reclasser les livres actuellement à la Cour Suprême et à les examiner pour décider lesquels il convient de garder et lesquels devront être remis à la Bibliothèque Nationale. C'est là une longue opération qui ne sera vraisemblablement pas achevée avant deux ou trois ans.

Conformément à la recommandation adoptée par le Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement à sa réunion du 19 mars 1957, le ministère des Travaux publics a étudié les divers moyens possibles d'améliorer l'éclairage de la grande salle de lecture et on a entrepris les démarches nécessaires pour donner suite à cette recommandation.

Respectueusement soumis,

Le Bibliothécaire parlementaire,
FRANCIS A. HARDY

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 14 octobre 1957.

Par l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du Directeur général des élections, présenté en conformité de l'article 58 de la Loi électorale du Canada, chapitre 23 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de la Loi sur le département des Affaires des anciens combattants, chapitre 80 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—État financier (en français et en anglais) relatif aux opérations découlant de la Loi sur l'assurance des anciens combattants pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 20 de ladite loi, chapitre 279 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—État financier (en français et en anglais) relatif aux opérations de la Loi sur l'assurance des soldats de retour au pays, pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 12 de ladite loi, chapitre 54 modifié des Statuts du Canada (1920).

Par M. Brooks,—État (en français et en anglais) relatif aux engagements financiers conclus et aux dépenses faites sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 42 de ladite loi, chapitre 280 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Brooks,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, chapitre 10 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1956, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228 des Statuts revisés du Canada (1952).

Procès-verbaux (en français et en anglais) de la Société royale du Canada pour l'année 1956, conformément à l'article 9 de la Loi constituant en corporation la Société royale du Canada, chapitre 46 des Statuts du Canada (1883).

Exemplaire de l'état financier de la Société royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Sur motion de M. Diefenbaker, la Chambre s'ajourne à 4h.45 du soir jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article deux du Règlement.

L'Orateur,

ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Hahn—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 1)—1. Au cours de chacune des années 1954, 1955 et 1956, combien d'accidents est-il survenu entre des véhicules à moteur des services armés et des véhicules à moteur appartenant à des civils, ailleurs que sur des terrains de campement?

2. Quelle somme globale les services armés ont-ils versée annuellement pour des dommages?

3. Dans combien de cas la partie requérante a-t-elle poursuivi en dommages-intérêts?

4. Dans combien de poursuites en dommages-intérêts la partie civile a-t-elle prouvé le bien-fondé de sa réclamation?

5. Dans combien de cas les services armés ont-ils versé une indemnité sans que la partie civile ait eu à poursuivre en dommages-intérêts?

6. Quelles mesures prend-on afin de savoir qui est responsable lorsqu'un véhicule à moteur des services armés a un accident avec un véhicule à moteur conduit par un civil?

M. Hahn—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 2)—1. Quel est le nombre de veuves d'anciens combattants du service impérial qui demeurent au Canada depuis dix ans et dont le mari est décédé avant de devenir admissible à une allocation aux termes de la Loi sur les allocations aux anciens combattants?

M. Hahn—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 3)—1. Quel est, au Canada, le nombre d'anciens combattants âgés de plus de soixante ans?

2. Combien d'anciens combattants, célibataires et mariés, ont reçu une pension d'ancien combattant au cours de l'année écoulée?

3. Quelle somme globale a-t-on versée en allocations aux anciens combattants au cours de l'année écoulée?

4. Quelle somme globale a-t-on dépensée pour l'administration des pensions octroyées à ces anciens combattants d'après l'évaluation de leurs ressources?

5. Quelle somme estimative dépenserait-on en accordant des pensions d'ancien combattant à tous les ex-militaires âgés de plus de soixante ans?

M. Knowles—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 4)—1. Y a-t-il des membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, corporation, etc.?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou corporations s'agit-il et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés membres de ces conseils d'administration?

3. Depuis qu'ils ont été appelés au Conseil privé, des ministres ont-ils résigné leurs fonctions de membre de conseils d'administration?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, à quelle date ont-ils résigné et de quelles sociétés ou corporations s'agit-il?

M. Irwin—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 5)—1. A-t-on demandé l'application de l'article 8 de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales (1938), chapitre 180 des Statuts revisés du Canada (1952)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date?

3. Depuis 1940, combien de demandes a-t-on reçues de la part de municipalités aux termes de cette loi?

4. Quel a été le nombre de demandes antérieures à 1940?

M. Chevrier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 6)—1. Exigera-t-on des taux de péage sur la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Dans le cas de l'affirmative, comment fixera-t-on ces taux?

3. Fixera-t-on ces taux selon la cargaison de marchandises, le tonnage net enregistré ou la nature des marchandises?

4. Exigera-t-on des taux de péage sur le canal maritime Welland?

5. A quels endroits percevra-t-on les péages à l'égard des navires circulant en amont et des navires circulant en aval?

6. Le Canada et les États-Unis ont-ils institué un comité chargé d'étudier la question des taux de péage et de faire rapport?

7. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les membres de la section américaine et de la section canadienne du comité?

8. Combien de séances le comité a-t-il tenues depuis son institution?

9. Le comité en est-il venu à une entente quant *a*) au mode d'imposition des taux de péage, *b*) au montant de l'amortissement, c) aux endroits où les péages seront perçus, *d*) à la question de savoir si les taux de péage seront perçus conjointement par les deux pays, ou par chaque pays respectivement, ou par le Canada pour le compte des deux pays?

M. Chevrier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 7)—1. Lorsque la voie maritime du Saint-Laurent sera ouverte à la navigation, qu'adviendra-t-il des canaux ci-après: *a*) Lachine, *b*) Soulanges, c) Cornwall?

2. Fermera-t-on à la navigation l'ensemble ou l'un ou l'autre de ces canaux?

3. Établira-t-on des taux de péage sur les canaux qui resteront ouverts à la navigation?

4. *a*) Les navires pourront-ils traverser le canal Lachine en contournant les installations du chenal de 27 pieds sises sur la rive sud? *b*) Sinon, la partie en amont du canal sera-t-elle fermée à la navigation? c) Les industries situées sur les rives du canal continueront-elles à être desservies par des navires aménagés pour la circulation sur des canaux?

5. Les navires pourront-ils utiliser le canal de Cornwall? Jusqu'à quelle distance en amont pourront-ils circuler et les industries et autres entreprises commerciales situées sur ses rives continueront-elles à être desservies par des navires aménagés pour les canaux?

M. Chevrier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 8)—1. Quelle étendue *a*) de terres indiennes, *b*) d'autres terres, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a-t-elle expropriée dans la section de Lachine?

2. Quel prix moyen l'acre a-t-elle versé à chacun des propriétaires *a*) de terres indiennes, *b*) d'autres terres?

3. Tout le terrain exproprié dans ce secteur servira-t-il à l'exploitation du chenal de navigation d'une profondeur de vingt-sept pieds? Sinon, quelle étendue servira *a*) au chenal maritime, *b*) à des parcs et à des fins de récréation, c) aux quais, *d*) à l'aménagement industriel, *e*) à des bassins de desserte?

4. Quels plans l'Administration de la voie maritime a-t-elle élaborés en vue d'autoriser l'aménagement d'industries sur la rive sud sur les terrains qu'elle a expropriés et qui ne sont pas exigés pour l'exploitation de la navigation requérant un chenal de vingt-sept pieds?

5. Un comité a-t-il été institué en vue de faire enquête et rapport sur l'aménagement méthodique d'industries sur la rive sud et de coordonner le travail de tous les organismes gouvernementaux à cette fin?

6. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les membres de ce comité?

7. Quand ont-ils été nommés?

8. Combien de fois ont-ils tenu séance?

9. Quelles recommandations ont-ils présentées?

M. Chevrier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 9)—1. Quelle étendue de terrain l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a-t-elle expropriée à Iroquois-Point?

2. A l'égard de quelle étendue de terrain l'Administration a-t-elle réglé l'indemnisation avec chaque propriétaire et à l'égard de quelle étendue l'indemnisation d'expropriation reste-t-elle à régler?

3. Quel prix moyen l'acre a-t-elle versé dans les cas d'expropriation réglés?

4. Tout le terrain exproprié dans ce secteur servira-t-il à l'exploitation du canal et de l'écluse? Sinon, quelle étendue servira *a*) au canal et à l'écluse, *b*) à des parcs et à des fins de récréation, *c*) aux quais, *d*) à l'aménagement industriel?

5. Remplira-t-on l'ancien canal actuellement exploité au bénéfice des navires d'une longueur de quatorze pieds? S'il en est ainsi, quand?

**M. Martin (Essex-Est)*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 1)—1. Depuis le 10 juin 1957, le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque particulier ou groupement concernant les fabricants canadiens de chaussures en caoutchouc?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement fera-t-il connaître si certaines de ces observations proviennent de quelques syndicats ouvriers ou de quelques sociétés de fabricant de chaussures en caoutchouc?

3. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour donner suite aux observations formulées?

**M. Martin (Essex-Est)*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 2)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque groupement ou particulier au Canada en vue de la suppression de la taxe d'accise sur les automobiles?

2. Si l'on supprime cette taxe, prendra-t-on des dispositions afin de s'assurer que le consommateur bénéficie de cette diminution de taxe?

3. Le gouvernement est-il au courant de la grave question du chômage à laquelle fait face l'industrie de l'automobile?

**M. Martin (Essex-Est)*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 3)—1. Des accords ont-ils été conclus entre le gouvernement fédéral et l'une ou l'autre des provinces ci-après: Colombie-Britannique, Saskatchewan, Alberta, Ontario, Terre-Neuve et Île du Prince-Édouard, aux termes de la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée à la dernière session du Parlement?

2. Depuis le 10 juin 1957, quels pourparlers ont été entamés entre le gouvernement fédéral et les provinces en vue d'assurer une assurance-hospitalisation et des services de diagnostic?

3. Depuis le 10 juin dernier, quelles dispositions le gouvernement fédéral a-t-il prises pour obtenir un accord relatif à l'assurance-hospitalisation dans les provinces de Québec, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick?

4. Le gouvernement fédéral a-t-il, en ce qui concerne la province d'Ontario, pris des dispositions relatives à l'établissement de l'assurance-hospitalisation dans cette province avant le 1er janvier 1959?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque province en vue que soit tenue une conférence générale sur l'assurance-hospitalisation?

6. Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement fédéral?

*M. *Knowles* (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 1)—État indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses d'élection n'a pas été présenté.

*M. *Martin* (*Essex-Est*)—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 2)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée par le Parlement le 10 avril 1957.

M. Breton—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait examiner l'à-propos d'instituer un comité parlementaire spécial qui aurait pour mandat d'étudier l'établissement d'un mode de traduction simultanée, dans la langue officielle que n'emploie pas alors le député qui adresse la parole, de tous les débats de la Chambre des communes et des comités parlementaires.

M. Murphy (*Lambton-Ouest*)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité spécial représentant tous les partis, autorisé à assigner des témoins et à demander la production de documents et de dossiers, aux fins de faire enquête et rapport sur l'opportunité de prévoir des attraits propres à encourager et à activer les travaux dans le domaine des recherches.

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un Comité du centième anniversaire, composé de représentants fédéraux et provinciaux, chargé d'élaborer des entreprises d'envergure pour le développement économique et social du pays, qui comprendraient entr'autres des projets d'habitation, de suppression des taudis, de

conservation, d'irrigation et d'aménagement hydro-électrique, des améliorations dans le transport, la construction de routes, la suppression des passages à niveau, l'érection d'hôpitaux, l'aide financière aux projets municipaux, l'entreprise d'autres travaux publics, et d'élaborer les moyens de consolider l'économie de chaque secteur du pays; et qu'il y a lieu d'envisager l'à-propos d'entreprendre immédiatement un tel programme et d'en poursuivre l'exécution avec vigueur d'année en année, de sorte que, le premier juillet 1967, le peuple canadien soit en mesure de commémorer le centième anniversaire de naissance de la nation non seulement par des feux d'artifice et des discours mais surtout par des réalisations assurant le bien-être et l'abondance à toute la population.

M. McIvor—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative propre à augmenter la pension des fonctionnaires publics et des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui, après de longs états de service, ont pris leur retraite à une époque où les traitements étaient peu élevés, de manière qu'elle se rapproche davantage du niveau des pensions actuelles.

M. White—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et les règlements édictés aux termes de ladite loi, afin que, à l'égard des déclarations d'impôt sur le revenu produites pour l'année civile précédente par des particuliers dont le revenu imposable s'élève à dix mille dollars ou à une somme inférieure, on accorde

a) une quittance finale reconnaissant que le particulier a acquitté sa dette envers le ministère du Revenu national, dans les deux années qui suivent le 30 avril de quelque année civile.

b) dans le cas de tous les contribuables à la déclaration desquels est jointe une constatation certifiée par des comptables agréés ou diplômés ou par d'autres autorités reconnues par le ministère du Revenu national;

c) et afin que la méthode de calcul du revenu imposable fondée sur le revenu net soit abolie.

M. Coldwell—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis qu'il y a lieu d'examiner l'à-propos de prendre toutes mesures nécessaires pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en vue d'y insérer les rubrique et articles suivants:

"XII DROITS DE L'HOMME

148. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, il ne sera pas loisible au parlement du Canada ou à la législature de l'une quelconque des provinces de faire des lois

a) restreignant la liberté de parole et d'expression, ou la liberté de religion, ou la liberté de la presse ou des autres moyens de communication des idées, ou le droit de réunion, d'association ou de groupement licites;

b) privant toute personne de la vie ou de la liberté à la suite de mesures arbitraires ou contraires aux lois, ou refusant d'accorder l'égalité de protection de la loi à toute personne;

c) exigeant ou imposant un cautionnement excessif ou une peine cruelle ou exceptionnelle, ou prescrivant l'exil de citoyens canadiens;

d) assujettissant toute personne à des immixtions injustifiées dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance;

e) permettant l'arrestation ou la détention arbitraire de toute personne, ou privant toute personne, après son arrestation, du droit d'être renseignée immédiatement sur les accusations portées contre elle et d'être jugée dans un délai raisonnable, ou d'être mise en liberté;

f) suspendant le droit à l'*habeas corpus,* ou privant toute personne d'un procès équitable, ou du droit de se faire assister d'un avocat.

149. Les droits énoncés à l'article 148 seront assurés sans distinction de race, de sexe, de religion ou de langue, et le droit de voter à toute élection de membres du parlement du Canada ou de l'assemblée législative de toute province ne sera pas refusé ou restreint en raison de race, de religion, de langue ou de sexe.

150. Les droits accordés par les articles 148 et 149 dudit acte ne seront pas censés priver quelque personne de tout droit dont elle est investie."

M. Doucett—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre à brève échéance des mesures destinées à protéger l'industrie canadienne du textile contre une concurrence déloyale et le dumping des produits textiles en provenance de pays dont les travailleurs obtiennent des salaires inférieurs à ceux du Canada.

M. McMillan—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de favoriser, là où l'on n'a pas adopté de dispositions équitables à cet égard, la reconnaissance, dans un délai raisonnable, des droits dévolus aux employés en matière de pension, en refusant, en tout ou en partie, les demandes de déduction des frais découlant de la pension présentées par les employeurs pour les fins de l'impôt sur le revenu.

M. Herridge—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de convoquer une conférence fédérale-provinciale au sujet de la conservation en vue d'instituer, pour le Canada, une ligne de conduite nationale en matière de conservation du sol, des forêts et des ressources hydrauliques et d'utilisation des terres.

M. Bryce—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que l'on devrait étudier l'à-propos de modifier l'article 65 (1) du Règlement, en y ajoutant, immédiatement après l'alinéa *l*), le nouvel alinéa suivant: "*m*) les Affaires des anciens combattants (nombre de membres: 50; quorum: 15)".

M. Quelch—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait songer à présenter, au cours de la présente session du Parlement, des mesures législatives qui assureront aux cultivateurs, à l'égard des produits agricoles, des prix de soutien fondés sur un juste rapport entre le prix de revient et le prix de vente, ce qui permettra à l'agriculture de recevoir une part du revenu national fondée sur la parité.

M. Kucherepa—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devait étudier l'à-propos de modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse ainsi que la Loi sur la sécurité de la vieillesse, afin de prescrire que les conditions de résidence soient abaissées de vingt ans à dix ans.

M. McBain—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter, à la plus brève échéance, une mesure législative exigeant que l'on fasse usage de méthodes humanitaires dans l'abatage des animaux domestiques.

M. Zaplitny—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une loi concernant le rétablissement agricole, qui étendrait la portée et les fins de la loi actuelle sur le rétablissement agricole des Prairies, afin qu'elle embrasse toutes les régions agricoles du Canada, et qui pourvoirait à la prévention des inondations, à l'assainissement des terres ainsi qu'au rétablissement des cultivateurs présentement sur des terres peu propices à la culture.

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre des dispositions pour aider à parer à la crise financière dont souffre actuellement l'industrie agricole, en étendant le champ d'application et en relevant les bénéfices de la loi actuelle sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

M. McLeod—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier immédiatement l'à-propos d'établir, d'une façon générale avec les provinces, un régime d'allocations pour les veuves, fondé sur leurs besoins et tenant compte des enfants à charge.

M. Fisher—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre des mesures destinées à mettre fin à la crise financière qui sévit dans le domaine de l'instruction, sans empiéter en aucune façon sur la juridiction exclusive des provinces en cette matière, en octroyant une aide financière aux diverses provinces en vue d'accroître et de répartir également les avantages de l'instruction au Canada.

M. Schulz—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer, à l'égard des produits agricoles vendus sur le marché domestique, un programme de soutien des prix à un niveau de parité par rapport aux autres prix, et établir ainsi un juste rapport entre les prix agricoles et le prix que les cultivateurs doivent verser pour leurs achats, ce qui supprimerait l'inégalité économique actuelle entre l'agriculture ne jouissant pas de protection, et l'industrie, qui est protégée, et relèverait le faible pouvoir d'achat actuel d'un groupe qui constitue un élément important dans notre économie nationale.

M. Hahn—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait examiner l'à-propos d'instituer un comité, en vue d'étudier les conséquences des méthodes de commerce au détail suivies par les établissements commerciaux exploités par des familles par rapport à celles des magasins à succursales multiples, ainsi que les effets que produisent sur le coût de la vie les méthodes commerciales non assujéties à un contrôle.

M. Crestohl—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la loi de l'impôt sur le revenu afin d'autoriser une exemption d'impôt sur le revenu à l'égard des frais de scolarité versés aux universités, aux écoles de formation professionnelle, aux collèges militaires, aux académies et aux autres institutions d'enseignement supérieur, ainsi qu'à l'égard des frais versés par les étudiants pour tout manuel et tout instrument scientifique nécessaires pour les cours suivis dans ces institutions d'enseignement.

M. Richardson—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de collaborer avec les autorités provinciales et avec les groupements professionnels et autres qui peuvent y être intéressés, en vue d'entreprendre une enquête nationale sur la portée des maladies mentales, leurs causes, leurs problèmes et leurs modes de traitement.

M. Shaw—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'apporter des modifications à la Loi électorale du Canada, en vue de prescrire que tout électeur habile à voter, dont le nom apparaît sur la liste des électeurs, dans tout arrondissement de votation compris dans le district électoral, et qui a des raisons de croire qu'il sera inévitablement absent du lieu ordinaire de sa résidence le jour du scrutin, reçoive un certificat de vote à un bureau provisoire de votation.

M. Coates—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un Office fédéral de vente de charbon, chargé de la vente de tous les charbons bitumineux produits au Canada.

M. Leduc (Verdun)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de recommander aux chemins de fer Nationaux du Canada, au conseil municipal de la cité de Montréal et (ou) à toute autre autorité établie, la construction immédiate d'un viaduc ou d'une voie élevée au passage à niveau de chemin de fer situé sur la rue Atwater, entre les rues Notre-Dame et St-Jacques, en la cité de Montréal, en vue de parer aux dangers et aux inconvénients du passage à niveau et pour mettre fin à l'obstruction quotidienne de la circulation routière et améliorer les conditions de circulation des véhicules-moteurs à ce point stratégique reliant le sud-ouest de la métropole du Canada aux cités environnantes, telles que Verdun, Ville-Lasalle, Lachine et aux autres endroits.

M. Villeneuve (Roberval)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'établir un mode d'interprétation simultanée, dans la langue officielle que n'emploie pas alors le député qui adresse la parole, de tous les débats de la Chambre des communes et de ses comités permanents et spéciaux.

M. Simpson—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier à brève échéance l'à-propos d'établir un programme d'aménagement routier à travers les régions minières du nord de la province du Manitoba, sous forme d'entreprise fédérale-provinciale conjointe.

M. McPhillips—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le moment est venu pour le gouvernement d'étudier sérieusement l'à-propos de verser la pension de vieillesse aux Canadiens résidant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada.

M. Crouse—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier à brève échéance l'à-propos d'établir un service efficace de garde-côte au Canada.

M. Beech—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi électorale du Canada, dans le dessein d'adapter davantage ses dispositions aux conditions actuelles, en insistant sur les considérations suivantes:

a) étendre à un plus grand nombre d'électeurs le privilège de voter aux bureaux provisoires de votation;

b) faciliter l'addition des noms des personnes habiles à voter, qui ne figurent pas sur les listes, en vue de permettre aux personnes autorisées d'ajouter sur les listes les noms des personnes qui souscrivent un affidavit.

M. Morton—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité spécial de la Chambre, qui aurait pour mandat d'examiner la façon dont le gouvernement du Canada peut accorder une aide financière plus grande pour l'instruction, dans le cadre des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et en collaboration avec les provinces.

M. Jones—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures jugées nécessaires pour commencer le plus tôt possible la construction du projet d'irrigation et d'aménagement hydroélectrique sur le bras sud de la rivière Saskatchewan.

M. Campbell (*Lambton-Kent*)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles, en vue d'y inclure le blé d'hiver de l'Ontario, de sorte que les cultivateurs d'Ontario puissent, à l'occasion, avoir recours à la loi.

M. Thomas (*Middlesex-Ouest*)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures requises pour aider à l'exportation des marchandises canadiennes en établissant la parité de valeur entre le dollar canadien et celui des États-Unis.

M. Morris—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour que les automobiles, les machines et les autres produits fabriqués au Canada et destinés à l'exportation soient expédiés par des ports canadiens.

M. Kennedy—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement fédéral devrait étudier l'à-propos d'adopter une loi prévoyant que les subventions versées pour le transport de la provende constituent un élément permanent du programme financier du gouvernement.

M. MacEwan—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'établir un programme de décentralisation industrielle tendant

1) à permettre aux provinces de l'Atlantique de participer le plus équitablement aux dépenses relatives à la défense;

2) à établir des sociétés de la Couronne dans la région;

3) à consentir des avantages fédéraux particuliers aux entreprises privées qui encourageront l'établissement d'industries dans la région de l'Atlantique.

M. Thrasher—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de protéger notre économie agricole en établissant le contrôle des importations et en relevant les tarifs sur les denrées en provenance d'autres pays et importées au Canada.

M. Hansell—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos que la route transcontinentale, après son parachèvement, porte officiellement le nom de "chemin de la reine", et qu'une signalisation appropriée et distinctive, portant une couronne ou tout autre symbole efficace, serve à indiquer la route d'un océan à l'autre.

M. Irwin—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier l'article 37 de la Partie 8 du décret du conseil C.P. 1957-16565, afin que la subvention destinée aux lits d'hôpitaux déjà installés soit plus conforme aux besoins véritables.

M. Johnson (Kindersley)—Mercredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi sur l'assurance-chômage en vue d'en étendre l'application aux ouvriers agricoles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées".

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi accordant aux employés des jours de fêtes statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours".

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi établissant un salaire minimum pour les employés".

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations)".

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires)".

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Communication de renseignements)".

M. Knowles (*Winnipeg-Nord-Centre*)—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Appels portés par des corporations)".

M. Poulin—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'administration financière".

M. McCullough—Mercredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle)".

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 2

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 15 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, transmet des messages de Son Excellence le Gouverneur général, lequels messages sont lus par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (1) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

VINCENT MASSEY

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (2) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 15 octobre 1957

Sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, lesdits messages et budgets sont déférés au Comité des subsides.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les enquêtes, chapitre 154 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1386, approuvé le 15 octobre 1957: nommant MM. Henry Borden, J.-Louis Levesque, George Edwin Britnell, Gordon G. Cushing, Robert D. Howland et Leon J. Ladner, commissaire aux fins d'enquêter et de faire des recommandations relativement à certains aspects de la politique en matière d'énergie relevant de la compétence du Parlement du Canada, y compris la production, le transport et l'exportation de l'énergie et des sources d'énergie, et tous autres sujets connexes que les commissaires jugeront nécessaire d'inclure pour faire rapport sur ces problèmes.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, M. Arza Clair Casselman, député du district électoral de Grenville-Dundas, est nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

Il est fait appel de l'ordre décrétant la prise en considération du discours de Sa Majesté la Reine aux deux Chambres du Parlement.

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault, propose: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. St-Laurent (Québec-Est).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport des délibérations de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes (séance tenue le 8 avril 1957), selon les dispositions de l'article 81 du Règlement.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire d'un sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er mars au 30 septembre 1957.

Par M. Diefenbaker,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 10 et 24 avril, 8 et 22 mai, 12 et 26 juin, 10 et 24 juillet, 14 et 28 août, 11 et 25 septembre et 9 octobre 1957, ainsi que de l'Index codifié et du Tableau des modifications pour les périodes allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1956, du 1er janvier 1955 au 31 mars 1957 et du 1er janvier 1955 au 30 juin 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Bureau fédéral de la statistique pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de l'*Eldorado Mining and Refining Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 85 (3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport du Conseil national de recherches pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 16 (3) de la Loi sur le Conseil de recherches, chapitre 239 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport de l'*Atomic Energy of Canada Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Rapport (en français et en anglais) de la *Northern Transportation Company Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Churchill,—Exemplaire du rapport supplémentaire de la Commission canadienne du blé pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1956, selon l'article 7 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre 44 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport daté du 10 octobre 1957, indiquant les mandats spéciaux émis aux termes de l'article 28 de la Loi sur l'administration financière, pour l'année expirant le 31 mars 1958, selon l'article 28(3) de ladite loi, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 9, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées le 5 avril 1957, selon l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53 des Statuts du Canada (1952-1953).

Par M. Hamilton,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 7, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest et sanctionnées le 7 juin 1957, selon l'article 15 de la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, chapitre 331 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la Commission maritime canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur la Commission maritime canadienne, chapitre 38 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees,—Rapport de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 23 de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, chapitre 42 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Starr,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission d'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 95(2) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Par M. Starr,—Rapport du Comité consultatif de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 89(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Sur motion de M. Diefenbaker, la Chambre s'ajourne à quatre heures cinq minutes du soir jusqu'à demain, à deux heures et demie de l'après-midi, suivant l'article deux du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

QUESTIONS

1957

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 10)—1. Les Ouvriers unis de l'automobile ont-ils fait des démarches auprès du gouvernement pour qu'il prenne des mesures propres à favoriser l'essor des industries secondaires au Canada, suivant le rapport de la Commission Gordon, et, en particulier, à promouvoir l'établissement d'une industrie de machinerie industrielle à Windsor (Ontario)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises pour mettre ces mesures à exécution?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 11)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque organisme ou particulier voulant que les taux des droits de douane sur toutes les huiles végétales importées au Canada et destinées à des fins de consommation devraient être exigés à l'égard des fèves soya importées au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises, s'il y a lieu, pour relever les droits de douane sur les fèves soya et les huiles végétales importées au Canada à des fins de consommation, compte tenu des produits en provenances des pays du Commonwealth et actuellement importés au Canada en franchise?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 12)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations du Conseil canadien des Ouvriers unis de l'automobile l'invitant à reviser le mode de calculer les contributions hebdomadaires en vue d'assurer aux ouvriers des prestations d'assurance-chômage?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de donner suite à cette proposition visant à relever les prestations d'assurance-chômage?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 13)—1. Les Ouvriers unis de l'automobile ont-ils fait des démarches auprès du gouvernement pour qu'il fasse effectuer immédiatement une enquête sur les rapports qui existent entre les salaires et le bénéfice des prix dans les industries de l'automobile, de l'acier, des salaisons, des brasseries et des autres industries de base?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on pris des dispositions pour instituer une telle enquête?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 14)—1. Les Ouvriers unis de l'automobile ou tout autre organisme ont-ils fait des démarches auprès du gouvernement demandant d'interdire les injonctions données par la cours dans les différends ouvriers?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on pris des mesures pour interdire ces injonctions?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 15)—1. Depuis le 10 juin, le gouvernement a-t-il poursuivi des négociations avec quelque province concernant la participation d'autres provinces aux avantages de la Loi sur l'assurance-chômage (1956)?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque organisme de la province d'Ontario au sujet de la participation éventuelle de l'Ontario aux avantages de la Loi sur l'assurance-chômage (1956)?

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 16)—1. A-t-on demandé des soumissions pour certains travaux de dragage et la construction d'un mur de soutènement à Pike Creek, dans la circonscription électorale d'Essex-Est?

2. Dans le cas de l'affirmative, le ministère des Travaux publics a-t-il octroyé des soumissions au cours de l'été dernier?

3. A-t-on entrepris les travaux?

4. Sinon, pour quelle raison?

M. Poulin—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 17)—1. Quel a été le coût d'installation du dispositif actuel de transmission des débats à la Chambre des communes, par le moyen de microphones et de haut-parleurs?

2. Depuis son installation, quel en a été le coût annuel d'entretien et de fonctionnement?

M. Poulin—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 18)—1. Le gouvernement a-t-il mis en service, dans la salle des séances de la Chambre des Communes, un dispositif servant à la traduction simultanée des délibérations, lors de la tenue récente, dans les édifices du Parlement, du Congrès postal international?

2. Quel a été le coût d'installation de ce dispositif?

3. Pendant combien de semaines a-t-il fonctionné?

4. Quel en a été le coût d'entretien et de fonctionnement?

5. Les résultats obtenus ont-ils été satisfaisants?

6. De quelle façon le gouvernement a-t-il disposé de l'outillage: *a*) a-t-il été donné, vendu, loué, prêté ou autrement aliéné; *b*) à quel prix ou à quelles conditions?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 3

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 16 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Quatre pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 3, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 6, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 7, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Communication de renseignements), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 8, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (Appels portés par des corporations), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Poulin, appuyé par M. Chabot, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. McCullough, appuyé par M. Castleden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

> Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes.

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Coldwell.

Du consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions.*

Du consentement unanime, sur motion de M. Green appuyé par M. Fleming, il est ordonné,—Que, jeudi prochain, les ordres du jour inscrits au nom du Gouvernement auront priorité sur toutes les autres affaires, sauf les affaires courantes ordinaires; la Chambre se réunira à onze heures du matin et les dispositions de l'article 2(1) du Règlement au sujet des heures de séance seront suspendues à cet égard.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) de la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* pour la période allant du 7 juin au 31 décembre 1956, suivant l'article 6 de la Loi sur la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line,* chapitre 10 des Statuts du Canada (1956).

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport présenté le 1er septembre 1956 par les commissaires chargés de diriger l'arpentage et la délimitation de la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest, et Atlas accompagnant ledit rapport.

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Fulton,—Rapport sur le nombre et le montant des prêts consentis aux Indiens au cours de l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 69(6) de la Loi sur les Indiens, chapitre 149 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton,—Rapport indiquant le nombre et le montant des prêts consentis en vertu de l'article 69(1) de la Loi sur l'immigration pendant l'année terminée le 31 mars 1957, suivant l'article 69(6) de ladite loi, chapitre 325 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur le soutien des prix agricoles, chapitre 3 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office des produits agricoles pour 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur l'Office des produits agricoles, chapitre 4 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness,—Rapport (en français et en anglais) concernant les conventions conclues sous le régime de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de ladite loi, chapitre 5 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain à 11 heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

L'Orateur
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Chevrier—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 19)—1. Quels sont les membres du Comité mixte d'ingénieurs de la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Quelles sont les fonctions du comité?

3. Le comité a-t-il aprouvé les plans des gouvernements respectifs du Canada et des États-Unis en ce qui a trait au transfert du côté canadien au côté américain de la navigation à 14 pieds de profondeur?

4. Le comité est-il convaincu que ce plan sera mis en œuvre et en vigueur au 1er juillet 1958? Quelles en seront les conséquences quant à la circulation sur le pont à bas niveau situé sur le chenal sud à Cornwall?

5. Après le 1er avril 1958, la circulation sera-t-elle interrompue sur ce pont? Dans le cas de l'affirmative, à quels autres moyens de transport auront recours les résidents du Canada et des États-Unis dans cette région?

6. Le comité a-t-il approuvé les plans des commissions hydroélectriques respectives pour l'élargissement du chenal depuis Chimney Point jusqu'au barrage de régularisation à Iroquois?

7. Que prévoient ces plans quant aux exigences de la navigation?

8. Les plans sont-ils exécutés selon les prévisions?

9. Répondront-ils, sous tous rapports, aux exigences de la navigation, lorsque *a*) le transfert, du Canada aux États-Unis, de la navigation à 14 pieds de profondeur entrera en vigueur le 1er juillet 1958, *b*) la navigation à 27 pieds de profondeur commencera en avril 1959?

M. Chevrier—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 20)—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans l'île Sheek, sur le fleuve Saint-Laurent?

2. Combien d'acres de terre la Commission hydroélectrique d'Ontario a-t-elle expropriés?

3. Quelle somme la Commission hydroélectrique a-t-elle versée à titre d'indemnisation à la Division des affaires indiennes?

M. Chevrier—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 21)—1. Quelle étendue de terrain le ministère des Transports a-t-il expropriée dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine et le canal, pour les fins de la voie maritime?

2. A quelle étendue de terrain exproprié a-t-on renoncé?

3. Quel a été le nombre de règlements effectués? Quelle somme l'acre a-t-on versée en moyenne?

M. Chevrier—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 22)—1. La Commission conjointe internationale a-t-elle présenté un rapport sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York, par voie du Richelieu et du lac Champlain?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand?

3. Quelles en étaient les recommandations?

4. A combien évaluait-on le coût de l'entreprise?

5. A-t-on revisé ces estimations depuis 1938?

6. Quelle est la profondeur des eaux depuis la rivière Richelieu jusqu'à New-York, par voie du canal Chambly, du lac Champlain et de la rivière Hudson?

7. Quel est le nombre de ponts sur ce parcours?

8. Quelle distance gagnera-t-on entre Montréal et New-York grâce à cet itinéraire?

9. Le Richelieu est-il le seul parcours dont on puisse se servir? Quels sont les autres parcours?

10. Lorsque la voie maritime sera terminée, combien de navires aménagés pour les canaux affectera-t-on ailleurs?

11. A-t-on songé à utiliser l'ensemble de ces navires sur la route fluviale canalisée Richelieu-Champlain?

M. Chevrier—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 23)—1. Le gouvernement est-il au courant que la frontière entre Ontario et Québec, sur le lac Saint-François, n'a jamais été déterminée?

2. Quand a-t-on effectué le dernier arpentage de cette frontière?

3. Depuis cette date, a-t-on accompli des progrès en vue d'en venir à une entente?

4. Le gouvernement tentera-t-il d'en venir à une entente au sujet de cette ancienne et fâcheuse question?

M. Shaw—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 24)—1. Quelle somme globale a-t-on dépensée jusqu'à ce jour pour les rénovations effectuées à la salle d'exercice d'Innisfall (Alberta)?

2. Quelle somme estimative dépensera-t-on pour parachever ces travaux?

M. Christian—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 25)—1. Au cours des dix dernières années, combien de personnes au Canada, *a*) ont été condamnées à la peine capitale, *b*) ont été pendues?

2. Au cours de chacune de ces années, combien de personnes ont obtenu une commutation de peine?

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 26)—1. Dispose-t-on d'installations à l'un quelconque des ports de Vancouver pour le chargement du charbon destiné à être exporté sur des océaniques?

2. Dans le cas de l'affirmative, en quoi consistent ces installations?

3. Sinon, quelles mesures prend-on afin de doter ces ports d'installations de chargement convenables?

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 27)—1. Au cours du mois d'août, le ministère de la Production de défense a-t-il conclu un contrat avec une société de Toronto pour l'achat de charbon?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le nom de cette société?

3. A-t-on demandé des soumissions publiques? Dans le cas de l'affirmative, quelles sociétés ont soumissionné?

4. Quelles étaient les caractéristiques du charbon mentionnées dans l'appel de soumissions?

5. Ce charbon devait-il provenir de houillères canadiennes?

6. Quel était le montant du contrat?

7. De quelle quantité de charbon faisait mention l'appel de soumissions?

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 28)—1. Au cours du mois d'août, le ministère de la Production de défense a-t-il conclu un contrat avec une société de Montréal pour l'achat de charbon?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le nom de cette société?

3. A-t-on demandé des soumissions publiques? Dans le cas de l'affirmative, quelles sociétés ont soumissionné?

4. Quelles étaient les caractéristiques du charbon mentionnées dans l'appel de soumissions?

5. Ce charbon devait-il provenir de houillères canadiennes?

6. Quel était le montant du contrat?

7. De quelle quantité de charbon faisait mention l'appel de soumissions?

**M. Chevrier*—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 4)—1. Le gouvernement projette-t-il l'aménagement de ports et havres le long de la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Quels travaux exécute-t-on au port de Montréal? Les plans soumis par l'ancien gouvernement sont-ils mis en œuvre? Quels projets élabore-t-on quant à l'aménagement de la rive sud?

3. Ce secteur sera-t-il cédé à la Commission des ports nationaux? Aménagera-t-on des installations portuaires à cet endroit en vue de faire face à l'expansion éventuelle du commerce?

4. Quels travaux exécute-t-on au port de Trois-Rivières?

5. Songe-t-on à l'aménagement d'autres quais et entrepôts?

6. La Commission des ports nationaux dotera-t-elle le port de l'outillage propre à la manutention des marchandises afin que le chargement et le déchargement puissent être faits verticalement, ainsi que de plus d'espace libre sur les quais actuels et les docks nouveaux?

7. Songe-t-on à l'érection d'un élévateur à grain à cet endroit?

8. Quels travaux exécute-t-on au port de Sorel?

9. La Commission des ports nationaux dotera-t-elle le port de l'outillage propre à la manutention des marchandises afin que le chargement et le déchargement puissent être faits verticalement, ainsi que de plus d'espace libre sur les quais actuels et les docks nouveaux?

10. Juge-t-on que les installations portuaires de cette région sont suffisants pour le trafic de la voie maritime?

**M. Chevrier*—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 5)—1. Quel a été le coût du pont Victoria qui relie Montréal et St-Lambert?

2. Quels ont été les frais et les dépenses d'exploitation, et le compte des profits et pertes au cours des vingt-cinq dernières années?

3. Quelles sommes a-t-on perçues en droits de péage sur ce pont au cours des dix dernières années?

4. Abolira-t-on les droits de péage sur ce pont?

**M. Chevrier*—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 6)—1. Quel a été le coût du pont Jacques-Cartier qui relie Montréal et Longueuil?

2. Quels ont été les frais et les dépenses d'exploitation, et le compte des profits et pertes au cours des dix dernières années?

3. La ville de Montréal a-t-elle contribué au déficit selon l'entente tripartite?

4. La province de Québec a-t-elle contribué au déficit selon l'entente tripartite?

5. Le gouvernement songe-t-il à prendre quelque mesure à l'égard de ce pont?

6. Quelles sommes a-t-on perçues en droits de péage depuis l'ouverture de ce pont?

7. Le gouvernement songe-t-il à abolir les droits de péage sur le pont Jacques-Cartier?

M. Muir—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier les dispositions relatives à la baisse des subventions de capital aux universités, afin que les universités des provinces Maritimes reçoivent un traitement égal à celui des universités des autres parties du Canada.

Le ministre du Commerce—Vendredi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence.

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'assurer des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans la région désignée, selon que le définit la Loi sur la Commission canadienne du blé, avant la livraison de ce grain, sous réserve de l'obligation pour les producteurs de livrer leur grain à la Commission canadienne du blé; et en vue de pourvoir aux frais, dépenses et autres obligations financières que ces avances exigent; une telle mesure devant inclure toutes autres dispositions qui y sont connexes et en découlent, et sont nécessaires pour donner suite à ce qui précède.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 4

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 17 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant que nous poursuivions l'appel de l'ordre du jour, les honorables députés me permettront-ils un mot au sujet des questions orales? J'aimerais consigner au compte rendu une ou deux autorités dont pourront désormais s'inspirer les membres désireux de se renseigner sur les pratiques admises, sur ce point qui est assez difficile. Au début de toutes les nouvelles législatures, les Orateurs n'ont jamais manqué de se prononcer au sujet de la tolérance admise à l'égard des questions orales posées aux ministres ou à d'autres.

Aucune disposition de notre règlement ne vise directement ces questions; néanmoins il existe une pratique assez bien définie par des décisions antérieures. Qu'on me permette de citer les journaux de la Chambre, volume C, 1956, pages 299 et suivantes. L'Orateur de la dernière Chambre avait fait sa propre déclaration en citant les observations d'un certain nombre de ses prédécesseurs. Le principal commentaire, est le commentaire 297 de Beauchesne, dont on me permettra de donner lecture. Il est en effet assez bref. Il résume bien la situation.

> 297. Dans la pratique, les députés peuvent, sans préavis, poser de vive voix un certain nombre de questions avant l'appel de l'ordre du jour; c'est toutefois par pure courtoisie, et les questions doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique. Elles doivent toujours être brèves; aucune discussion n'est permise et les réponses sont aussi concises que possible. Le ministre interrogé peut répondre sur-le-champ, ou encore exiger que le préavis ordinaire soit donné. Ces questions sont soumises aux mêmes règlements d'ordre que celles dont il a été donné préavis.

Je puis aussi renvoyer aux *Procès-verbaux* du jeudi 24 janvier 1957 qui contiennent une autre déclaration sur le même sujet. Les nouveaux députés plus particulièrement auront avantage à le consulter. Ils sauront alors exactement

à quoi s'en tenir au sujet des tolérances admises et pourront ainsi éviter à l'Orateur la désagréable obligation de chercher à appliquer des règles que je trouve moi-même assez vagues et assez peu faciles à comprendre.

La Chambre se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $260,912,255.50, soit un douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 52, 57, 116, 117, 131, 132, 156, 248, 281, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 399 et 460 présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $165,433.34, soit un sixième du total des montants des articles 100, 307 et 365 dudit budget; une somme n'excédant pas $2,576,712.09, soit un douzième du montant total des articles 69, 306, 313, 359, 373, 389 et 518 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,497,738.25, soit un douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit un neuvième du total des montants des articles 669 et 670 contenus dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes à la session actuelle du Parlement; et une somme ne dépassant pas $125,000, soit un douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

et, en outre, une somme n'excédant pas $27,108,666.34, soit un tiers du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes à la session actuelle du Parlement; une somme n'excédant pas $280,974.17, soit les sept douzièmes du total des montants des articles 754 et 759 dudit budget; et une somme n'excédant pas $10,416,666.67, soit un tiers du montant de l'article 692 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année finan-

cière expirant le 31 mars 1958, la somme de $305,222,335.25 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée aujourd'hui en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill n° 11, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Du consentement unanime, M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bourque,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Christian,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deschatelets,
Deslières,
Doucett,
Dumas,
Dupuis,
Ellis,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howard,
Howe,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Lennard,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,

Mitchell,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Murphy (Westmorland),
Nicholson,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Pickersgill,
Poulin,
Quelch,
Raymond,
Rea,
Regier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Shaw,
Simmons,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thomas (Wetaskiwin),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vivian,
Walker,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Zaplitny—194.

CONTRE

Monsieur

LaCroix—1.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:
TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Coldwell.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Copie de lettres en date des 19 et 24 août 1957, échangées entre le premier ministre et M. Stanley H. Knowles, député, concernant le présidence de la Chambre des communes.

Premier rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérantes suivantes, déposées le 16 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La *Brazilian Traction, Light and Power Company,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger l'article 5, chap. 131 des Statuts 4-5 George V.—*M. Morton.*

La *Sao Paulo Electric Company Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

La *Brazilian Hydro Electric Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

La *Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger, sous réserve de certaines conditions, le chap. 119 des Statuts du Canada 4 Édouard VII et le chap. 156 des Statuts du Canada 6 Édouard VII; à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil; et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.—*M. Morton.*

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article deux du Règlement.

L'Orateur
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. *Marler*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 7)—1. A-t-on conclu un accord avec le Royaume-Uni en vue de l'aménagement d'un nouveau câble téléphonique entre le Canada et le Royaume-Uni?

2. Si un tel accord n'a pas été conclu, quelles mesures a-t-on prises en vue de pourvoir à de nouvelles facilités téléphoniques entre le Canada et le Royaume-Uni?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 29)—1. Est-il de nécessité que les relais amplificateurs de la Société Radio-Canada, desservant actuellement de petits centres isolés, ne diffusent que les seuls programmes du réseau Trans-Canada, même si les programmes du réseau Dominion peuvent leur être fournis?

2. La Société Radio-Canada a-t-elle reçu des demandes de la part des localités que desservent ces stations, en vue de passer du réseau Trans-Canada au réseau Dominion ou d'alterner les programmes des deux réseaux?

3. Des préposés à ces stations ont-ils été menacés de renvoi parce qu'ils avaient passé d'un réseau à l'autre de leur propre initiative?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 30)—1. Depuis combien de temps la Société Radio-Canada a-t-elle publié une codification des règlements régissant les postes émetteurs privés de radio et de télévision?

2. Si une telle codification n'a pas été publiée récemment, songe-t-on à le faire?

3. Au cours de chacune des trois dernières années civiles, quel a été le nombre de règlements édictés annuellement?

4. Lorsqu'un règlement est abrogé ou remplacé, quelles mesures prend-on pour que les stations privées obtiennent des renseignements suffisants à ce sujet?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 31)—1. Quel a été le coût définitif du terrain de jeux et des estrades aménagés près de la chaussée au Collège militaire royal de Kingston?

2. Dans quelle mesure fait-on usage de ce terrain de jeux?

3. Si l'on n'en fait pas usage, quelle en est la raison?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 32)—1. Durant chaque année, depuis 1948, combien de diplômés d'université ont été admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours?

2. Pour chaque année et à l'égard de chaque université canadienne, quelle est la répartition des candidats admis ou refusés, en tenant compte des grades de bachelier et non des diplômés de gradué.

3. Quelle est, à l'égard de ces années, la répartition globale des candidats, en tenant compte de la catégorie de grades (v.g., histoire, sciences économiques, science politique, gradué sans spécialité, etc.)?

4. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien peuvent être désignés comme canadiens-français?

5. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien ont quitté le service?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 33)—1. A-t-on formulé des plans en vue de donner suite à la recommandation de la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision, voulant que les stations de télévision auxiliaires de la Société Radio-Canada soient établies aux points nodaux d'une population de 5,000 âmes ou plus, qui sont au-delà des limites réelles de réception des stations ayant actuellement un permis?

2. Quel est le coût estimatif d'un tel aménagement?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes d'aide partielle de la part de quelques centres en vue de l'établissement de tels postes émetteurs?

4. Le gouvernement a-t-il offert des conseils techniques à titre gratuit aux localités désireuses d'aménager leur propre poste émetteur ou une antenne commune?

M. Howard—Lundi prochain—QUESTION—(N° 34)—1. Verse-t-on un loyer pour l'usage d'édifices ou de locaux occupés par des bureaux, dans la ville de Prince-Rupert (Colombie-Britannique)?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quels ministères et à quelles fins servent ces lieux, *b*) quel loyer chaque ministère verse-t-il, et pour quelle période de temps, c) quelle somme a-t-on versée en loyers jusqu'à ce jour, *d*) de qui loue-t-on chacun de ces locaux?

M. Barnett—Lundi prochain—QUESTION—(N° 35)—Depuis qu'il est au pouvoir, quelles mesures, s'il en est, le gouvernement a-t-il prises en vue de l'établissement d'un service canadien de garde-côte?

M. Broome—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que l'on devrait, durant la présente session, étudier l'à-propos d'apporter des amendements à la Loi électorale du Canada en ce qui a trait aux bureaux provisoires de votation, qui auront pour résultat de supprimer les restrictions et les inégalités de traitement auxquelles les électeurs sont présentement assujétis.

M. Thomas—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote)."

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 5

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 18 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit;

M. Low, appuyé par M. Quelch, propose en sous-amendement:

Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Rea.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office fédéral du charbon pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 15 de la Loi sur l'Office fédéral du charbon, chapitre 86 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 77 du chapitre 212 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacLean, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office des prix des produits de la pêche pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, chapitre 120 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacLean,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 4 de la Loi sur les pêcheries maritimes, chapitre 61 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-371, approuvé le 21 mars 1957: autorisant le mode d'affectation des primes de pêche à verser sous le régime de ladite loi pendant l'année expirant le 31 mars 1957.

Par M. MacLean,—Exposé de la manière dont les primes de pêche autorisées sous le régime de la Loi sur les pêches maritimes ont été versées pendant l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 4 de ladite loi, chapitre 61 des Statuts revisés du Canada (1952).

Sur motion de M. Green, la Chambre s'ajourne à 5h. 56 du soir jusqu'à lundi prochain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 8)—1. Quel a été le roulement des travailleurs dans chacune des équipes employées par les quatre entrepreneurs chargés de l'aménagement du pipeline à l'ouest de Port-Arthur, au cours de la période allant jusqu'au 1er octobre 1957?

2. Quel était, en moyenne, le nombre d'hommes composant chaque équipe, au cours de chaque mois, depuis avril jusqu'à octobre 1957?

3. Quel pourcentage de la main-d'œuvre dans chaque équipe était des travailleurs américains, au cours de chacun de ces mois?

4. Sur le nombre d'hommes de chaque équipe qui n'étaient plus employés, combien avaient été congédiés?

5. Quel pourcentage des Américains qui travaillaient dans ce secteur du pipeline étaient au Canada grâce à un permis de six mois?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 9)—1. Le président de l'*Atomic Energy of Canada Ltd.* a-t-il déjà détenu quelque poste à la *Penryn Securities Company* ou la *Penryn Holding Company*?

2. Quels sont les directeurs actuels de cette société?

3. Si le président de l'*Atomic Energy of Canada Ltd.* a détenu un poste quelconque dans ces sociétés, à quelle date a-t-il détenu ce poste?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 36)—1. Quelles sommes a-t-on dépensées sur les crédits du budget des dépenses de 1957-1958 attribués aux travaux de port de tous genres à Fort-William et à Port-Arthur?

2. A l'égard de quelles phases des travaux a-t-on dépensé ces crédits?

3. Certaines sommes sont-elles spécifiquement réservées à des travaux prévus pour la fin de l'automne et l'hiver?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 37)—1. Combien de prêts ont été consentis par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour la construction de maisons dans les centres ci-après de la circonscription électorale de Port-Arthur: Hornepayne, Nakina, Geraldton, Nipigon, Beardmore et Armstrong?

2. Quelle a été la valeur globale de ces prêts dans chacun de ces centres?

3. Quel pourcentage des demandes de prêts approuvées par les bureaux de la Société centrale d'hypothèques et de logement, provenait de centres canadiens dont la population est supérieure à cinq mille âmes?

M. Zaplitny—Lundi prochain—QUESTION—(N° 38)—1. Des militaires qui ont servi dans les forces armées durant la deuxième grande guerre et qui ont été licenciés depuis la fin des hostilités ont-ils reçu des soins dentaires?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre et quelle somme globale a-t-on dépensée jusqu'à ce jour pour ces soins dentaires?

M. McGregor—Lundi prochain—QUESTION—(N° 39)—1. Dans quels pays le Canada maintient-il des Services de délégués commerciaux?

2. A l'égard de chaque pays, (i) quel est le nombre *a*) de délégués commerciaux, *b*) d'autres employés; (ii) quelle somme dépense-t-on pour ces Services de délégués commerciaux *a*) en traitements, *b*) à d'autres titres?

M. McGregor—Lundi prochain—QUESTION—(N° 40)—1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 41)—1. Du 1er janvier au 30 septembre 1957, le ministère des Pêcheries a-t-il publié dans des quotidiens ou des hebdomadaires du Nouveau-Brunswick des annonces ou des informations concernant la conservation du homard?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces quotidiens ou hebdomadaires et quel est le nombre des annonces publiées dans chacun de ces journaux?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 42)—1. Depuis le 10 juin 1957, le ministre des Travaux publics a-t-il reçu, de la part du gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, des observations ou des demandes sollicitant une aide financière pour l'aménagement d'un chemin de fer maritime ou d'un service de remorquage à Caraquet ou à Shippegan dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on pris une décision à ce sujet?

M. Cameron—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité spécial représentant tous les partis, autorisé à assigner des témoins et à demander la production de documents et de dossiers, aux fins de procéder à l'examen des dépenses relatives à la défense et relevant des ministères de la Défense nationale et de la Production de défense.

M. Macdonald (King's)—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'entreprendre dans le plus bref délai possible l'aménagement d'une chaussée entre les provinces de l'Île du Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 6

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 21 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Thomas (Wetaskiwin), appuyé par M. Patterson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 12, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Churchill, appuyé par M. Fleming, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'assurer des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans la région désignée, selon que le définit la Loi sur la Commission canadienne du blé, avant la livraison de ce grain, sous réserve de l'obligation pour les producteurs de livrer leur grain à la Commission canadienne du blé; et en vue de pourvoir aux frais, dépenses et autres obligations financières que ces avances exigent; une telle mesure devant inclure toutes autres dispositions qui y sont connexes et en découlent, et sont nécessaires pour donner suite à ce qui précède.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Deniset.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Secrétaire d'État du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 8 de la Loi sur le secrétariat d'État, chapitre 77 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office national du film du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 20 de la Loi sur l'Office national du film, chapitre 185 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation commerciale canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 13(1) de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, chapitre 35 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation de disposition des biens de la Couronne pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne, chapitre 260 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la *Defence Construction (1951) Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Rapport (en français et en anglais) de la *Canadian Arsenals Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semences, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre 1957, conformément à l'article 2 de la Loi concernant certaines créances de la Couronne, chapitre 51 des Statuts du Canada (1926-1927).

Sur motion de M. Green, la Chambre s'ajourne à 9h. 56 du soir jusqu'à demain, à 11 heures du matin, selon l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. Stewart (Winnipeg-Nord)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 10)—1. Le satellite terrestre a-t-il été lancé à la suite de quelque entente intervenue durant l'année géophysique internationale?

2. Le satellite terrestre soviétique viole-t-il les droits aériens du Canada?

3. Jusqu'à quelle hauteur s'étend la souveraineté du Canada?

*M. Johnston (Bow-River)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 11)—1. Sur les $150,000,000 destinés à la construction d'habitations, quelles sommes a-t-on effectivement prêtées dans chacune des provinces?

2. De combien de maisons a-t-on entrepris la construction depuis que les $150,000,000 ont été mis à la disposition de la construction d'habitations dans chacune des provinces, en les classant selon leurs modèles et le coût de construction?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 43)—Au cours de la période allant du 1er janvier au 30 septembre 1957, quel a été le nombre total de permis pour la pêche au homard émis dans chacun des comtés ci-après: Charlotte, Westmorland, Kent, Northumberland, Gloucester, Restigouche?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 44)—1. Au cours des mois de mai et juin 1957, quel a été le nombre total de caisses de conserves de homard transformé dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Au cours des mois d'août et de septembre 1957, quel a été le nombre approximatif de caisses de conserves de homard transformé dans la même région?

3. Au cours de la période allant du 1er août au 30 septembre 1957, quel a été le nombre total de casiers à homard détruits ou confisqués dans les eaux adjacentes au comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 45)—1. Le gouvernement a-t-il approuvé une dépense de $1,400,000, en plus du tiers de tous frais additionnels, pour la construction d'un pont sur la rivière Restigouche, devant relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Cross-Point (Québec)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on adopté un décret du conseil à cette fin?

M. McWilliam—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 46)—1. Le conseil municipal de la ville de Newcastle (Nouveau-Brunswick) a-t-il fait des démarches auprès du ministre des Travaux publics afin que soient changés l'emplacement et les dimensions de l'édifice de l'État en voie de construction dans cette ville?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle décision a-t-on prise et sur quoi s'est-on fondé pour prendre cette décision?

M. McWilliam—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 47)—1. Le premier ministre et (ou) les ministres de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports ont-ils reçu une demande d'aide financière de la part du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick et (ou) du conseil municipal de Chatham (Nouveau-Brunswick), du *Board of Trade* de Chatham (Nouveau-Brunswick), ou de tous autres groupements ou particuliers, pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, entre Chatham et Ferry-Road (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel est le programme administratif du gouvernement en ce qui a trait à l'aide financière requise pour la construction des ponts situés sur les grandes routes dans les limites des provinces, à l'exclusion des ponts de la route transcanadienne?

M. Zaplitny—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 48)—1. M. Henry Borden, c.r., de Toronto, a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement du Canada avant sa nomination récente comme membre de la Commission royale chargée d'enquêter sur l'énergie et les sources d'énergie?

2. Dans le cas de l'affirmative, pendant combien de temps et à quel titre?

M. Fisher—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 49)—1. Combien de transporteurs par air de la catégorie 4 sont titulaires de licences à Port-Arthur?

2. Des organismes ou des personnes ne possédant pas d'aéronefs détiennent-ils de telles licences?

3. Au cours des cinq dernières années, combien de demandes a-t-on reçues pour de telles licences?

4. A-t-on coutume de délivrer plus d'une licence dans une région?

5. Combien de licences détiennent *O. Wieben* et (ou) *Superior Airways* en Ontario septentrional et à l'égard de quelles bases sont détenues ces licences?

M. Fisher—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 50)—1. Quelles modifications songe-t-on à apporter aux écluses canadiennes du Sault, en vue de les rendre utilisables par des navires destinés au transport maritime?

2. Si l'on envisage de telles modifications, quel en sera le coût global estimatif et pour quelle date en a-t-on fixé le parachèvement?

3. Quelles comparaisons peut-on établir entre les écluses canadiennes du Sault et les écluses du canal Welland quant à la largeur, la profondeur et la longueur des navires pouvant en faire usage?

M. Fisher—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 51)—1. De combien de membres se compose le personnel de la Bibliothèque nationale?

2. Quel est le nombre de fonctionnaires de langue française?

3. A-t-on fixé une date pour l'achèvement de l'édifice destiné à abriter la Bibliothèque nationale?

M. Fisher—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 52)—1. Existe-t-il, à l'intention des personnes qui veulent en faire l'achat, une liste des publications de la Commission géologique du Canada indiquant les publications épuisées?

2. Sinon, la publication d'une telle liste est-elle actuellement à l'étude?

M. Regier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 53)—1. Quelles sommes globales le gouvernement a-t-il dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires, dans la municipalité du district de Coquitlam?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui on a versé des sommes d'argent et quels montants a-t-on versés dans chaque cas?

3. A-t-on vendu cette propriété? Dans le cas de l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. La municipalité de Coquitlam a-t-elle fait une demande d'achat de cette propriété?

5. Dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-on fait de cette demande et pour quelles raisons en a-t-on ainsi disposé?

M. Regier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 54)—1. En 1957, a-t-on exporté à la Tchécoslovaquie des aéronefs de fabrication canadienne? Dans le cas de l'affirmative, quels en ont été le nombre, le type et la valeur?

2. Les exportations, dont il est fait mention dans la question numéro un, exigent-elles des permis d'exportation?

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Mercredi prochain —En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter de trois mois à six mois la durée des absences temporaires du Canada permises aux pensionnés.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Mercredi prochain —En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiments peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance versée, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Mercredi prochain —En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Mercredi prochain —En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi; de prescrire, sous réserve de règlements, des paiements à l'égard de certaines autres personnes malades et hospitalisées dans des institutions; et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 7

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 22 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Trois pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire d'un relevé des recettes et dépenses de la Commission du district fédéral pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 19 de la Loi sur la Commission du district fédéral, chapitre 112 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi que l'exemplaire du rapport de l'auditeur général concernant les comptes et l'état financier de ladite Commission.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Revenu national contenant des relevés relatifs aux recettes des douanes et de l'accise et à d'autres services, par bureaux secondaires et principaux, ainsi qu'à l'accise et aux impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu national, chapitre 75 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Nowlan,—Rapport (en français et en anglais) de la Société Radio-Canada pour l'année treminée le 31 mars 1957, selon l'article 23 de la Loi canadienne sur la radiodiffusion, chapitre 32 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—État concernant les pensions et gratifications versées au cours de l'année terminée le 31 mars 1957 sous le régime de la Loi sur les pensions des services de défense, et état concernant les opérations du Compte de pension des services permanents pour l'année terminée le 31 mars 1957 et la situation financière dudit Compte au 31 mars 1957, conformément à l'article 65 de ladite loi, chapitre 63 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes,—État concernant les sommes reçues et déboursées dans le Fonds spécial affecté au remplacement du matériel pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 11(4) de la Loi sur la défense nationale, chapitre 184 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes,—Rapport concernant l'évaluation actuarielle du Compte de pension des services permanents au Fonds du revenu consolidé pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 1955, conformément à l'article 65(2) de la Loi sur les pensions des services de défense, chapitre 63 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. *Fisher*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 12)—1. Quel était le coût prévu de l'édifice administratif projeté de la bibliothèque, au Collège militaire royal de Kingston?

2. A-t-on pris la décision *a*) soit de retarder la construction de cet édifice, *b*) soit d'amender entièrement le projet de construction?

M. MacEachen—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 55)—1. De quelle façon établit-on le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada?

2. Quel est le salaire horaire actuel de chaque catégorie de ces employés dans chaque parc national du Canada?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 56)—1. Le gouvernement a-t-il passé un contrat avec *Canada Coal Ltd.*, de Toronto, pour l'achat de charbon au cours du mois de septembre de cette année?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel était le montant de cette commande, quelle quantité de charbon a-t-on commandée, et ce charbon devait-il provenir de mines canadiennes?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 57)—1. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Canada a-t-il entamé des pourparlers avec quelque personne, société ou corporation, en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique, à Blairmore (Alberta) ou dans tout autre centre de la section albertaine du Pas du Nid-de-Corbeau?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et quels ont été les résultats de ces négociations?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 58)—1. De juin 1956 à juin 1957, quel a été le nombre mensuel de voyageurs à bord des avions d'Air-Canada à destination et en provenance de la tête des Lacs?

2. Durant la période susmentionnée, combien de voyageurs éventuels en provenance de la tête des Lacs ont demandé le remboursement de leurs billets ou ont échangé ces billets contre un autre mode de transport?

3. Durant la période susmentionnée, combien d'envolées supplémentaires Air-Canada a-t-il effectuées à destination et en provenance de la tête des Lacs?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 59)—1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

M. Nicholson—Jeudi prochain—ADRESSE—(N° 3)—Copie de tous télégrammes et lettres échangés jusqu'à ce jour, durant l'année 1957, entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

M. Hansell—Jeudi prochain—ADRESSE—(N° 4)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés pendant les deux dernières années entre le gouvernement, l'Office fédéral du charbon ou tout autre service du gouvernement, et toute personne, société ou corporation, relativement à tout relèvement éventuel des subventions pour le transport du charbon depuis la région du Pas du Nid-de-Corbeau jusqu'à toute autre partie du Canada ou de quelque pays étranger.

M. Hansell—Jeudi prochain—ADRESSE—(N° 5)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés au cours de l'année écoulée entre le gouvernement, l'Office fédéral du charbon ou tout autre service du gouvernement, et toute personne, société ou corporation, relativement à la vente et à l'exportation éventuelles de charbon au Japon.

M. Dinsdale—Jeudi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'adopter des mesures législatives permettant de profiter de toutes les occasions pour encourager la décentralisation industrielle, notamment les industries de défense et les sociétés de la Couronne, et par là:

1. aider à mettre un frein au mouvement de la population qui se dirige vers les grands centres métropolitains et aux plaies sociales qui en découlent,

2. encourager une répartition de la population et une mise en valeur plus équitables à travers le Canada,

3. aider à stabiliser les régions rurales agricoles en déclin, et

4. assurer la dispersion stratégique des industries de guerre vitales dans l'intérêt de la défense et de la sécurité nationales.

M. Landry—Jeudi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative durant la présente session du Parlement, aux fins d'aider les travailleurs saisonniers de l'industrie de la coupe du bois, en abaissant de quinze à dix le nombre de semaines pendant lesquelles ils doivent verser des contributions, et en remplaçant la période actuelle des prestations saisonnières par une période allant du 1er décembre au premier lundi qui suit le 15 avril de l'année suivante.

M. Laflamme—Jeudi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative durant la présente session du Parlement, aux fins d'aider les cultivateurs ainsi que ceux qui travaillent dans l'industrie de la coupe du bois ou dans d'autres industries, en décentralisant l'administration de la Commission d'assurance-chômage et en abaissant à dix le nombre de semaines durant lesquelles ils doivent verser des contributions.

Le ministre des Affaires des anciens combattants—Jeudi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, en vue d'augmenter le taux mensuel de certaines allocations et de certains revenus admissibles; d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories d'anciens combattants, de veuves et d'orphelins; et d'augmenter les traitements des membres de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Le ministre des Affaires des anciens combattants—Jeudi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant, qui a été recommandé à la Chambre par Son Excellence:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les pensions aux fins suivantes: placer les personnes à la charge de ceux qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale dans une situation analogue à celle des personnes à la charge de ceux qui ont servi dans la première guerre mondiale, lorsque l'invalidité ou le décès est dû à la mauvaise conduite; assurer que des pensions peuvent être versées aux personnes à la charge de membres décédés des forces résidant et domiciliés à Terre-Neuve; prescrire le maintien des pensions d'invalidité et des pensions aux veuves jusqu'à la fin du mois où le décès est survenu, sauf dans les cas où n'est payable aucune pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge; pourvoir au paiement d'une pension à la fille d'un veuf pensionné lorsque l'établissement domestique est maintenu après sa mort; accorder une augmentation d'allocation d'habillement au titre de l'amputation ou de l'usage d'appareils de prothèse; pourvoir à une augmentation des allocations accordées pour les frais des services funèbres et de l'enterrement; supprimer la restriction sur le montant de la pension payable à un parent à la charge d'un pensionné décédé après la cessation de pension aux autres persones à charge; autoriser le paiement de pensions aux veuves aux taux courants après le rétablissement des pensions discontinuées; supprimer la restriction sur le paiement de pensions aux enfants ou relativement aux enfants nés après une date spécifiée, ou aux épouses dont le mariage à un membre des forces ou à un pensionné a eu lieu après une date spécifiée; une telle mesure devant inclure, en outre, certains amendements propres à clarifier la loi ou découlant de ce qui précède.

M. LaCroix—Jeudi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive)."

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 8

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu de l'honorable juge J. E. Gibben, de la Cour territoriale du Yukon, et de l'honorable juge J. O. Wilson, de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, les deux juges choisis pour l'instruction d'une pétition d'élection conformément à la Loi sur les élections fédérales contestées, le certificat du jugement rendu au sujet de l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957. Voici la teneur dudit jugement:

(*La version française du jugement sera publiée dans un prochain fascicule des Procès-verbaux.*)

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que, conformément aux dispositions de l'article 69 de la Loi sur les élections fédérales contestée, chapitre 87 des Statuts revisés du Canada (1952), il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral du Yukon.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué, en date du 1er octobre 1957, relatif à la réunion des ministres des Finances du Commonwealth, tenue à Mont-Tremblant (Québec), en septembre et octobre 1957.

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire de la déclaration, en date du 4 octobre 1957, relative à la conférence sur le commerce tenue à Ottawa en octobre 1957 entre les ministres du Canada et du Royaume-Uni.

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué, en date du 8 octobre 1957, relatif à la troisième réunion du Comité canado-américain pour le commerce et les affaires économiques, tenue à Washington en octobre 1957.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter de trois mois à six mois la durée des absences temporaires du Canada permises aux pensionnés.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiments peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance versée, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi; de prescrire, sous réserve de règlements, des paiements à l'égard de certaines autres personnes malades et hospitalisées dans des institutions; et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi de 1956 sur le financement provisoire des producteurs de grain des Prairies pour la période allant du 15 novembre 1955 au 31 mai 1957, selon l'article 12(2) de ladite loi, chapitre 1er des Statuts du Canada (1956).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles pour l'année terminée le 31 décembre 1956, selon l'article 13 de ladite loi, chapitre 110 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche pour la période allant du 12 décembre 1955 au 31 mars 1957, selon l'article 12(2) de ladite loi, chapitre 46 des Statuts du Canada (1955).

Par M. Fleming,—Rapport concernant l'application de la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de ladite loi, chapitre 278 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année close le 31 mars 1957, accompagné du rapport de l'auditeur général visant les comptes de ladite Commission, selon l'article 85 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—État concernant l'application de la Loi sur l'assurance du service civil pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 21(2) de ladite loi, chapitre 49 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume I-Précis des rapports des compagnies d'assurance-vie au Canada pour l'année close le 31 décembre 1956, selon l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume II-États annuels relatifs aux compagnies d'assurance autre que l'assurance-vie, pour l'année close le 31 décembre 1955, selon l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume III-États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuel, pour l'année close le 31 décembre 1955, selon l'article 9 du Chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 10 de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales, chapitre 59 des Statuts du Canada (1947).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle),—Rapport de la Commission d'énergie du Nord canadien pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 24 de la Loi sur la Commission d'énergie des territoires du Nord-Ouest, chapitre 196 modifié des Statuts revisés du Canada (1952).

Deuxième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, déposées le 22 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La *British Columbia Telephone Company* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.—*M. Jung.*

Hugh Windsor Cooper et sept autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi constituant en corporation *Investors Trust Company.—M. Chown.*

La *New York Central Railroad Company* et la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York aux fins d'une loi dissolvant la dernière compagnie.—*M. McIlraith.*

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Boulanger—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 60)—1. Le ministère de la Production de défense a-t-il passé des contrats avec la *Dominion Textile Company* pour des approvisionnements de l'armée?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont *a*) les dates de ces contrats? *b*) le montant de chaque contrat?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 61)—1. Quel est, actuellement, le nombre de personnes inscrites comme chômeurs dans la province de la Nouvelle-Écosse?

2. Quelles en étaient les données statistiques il y a un an?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 62)—1. Quel est le nombre de mineurs employés dans les régions ci-après de la Nouvelle-Écosse: *a*) Cap-Breton, *b*) Pictou, *c*) Springhill?

2. Quel était le nombre de mineurs employés en octobre 1956 dans les régions ci-après de la Nouvelle-Écosse: *a*) Cap-Breton, *b*) Pictou, *c*) Springhill?

M. Martin (Essex-Est)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 63)—1. A-t-on adopté un décret du conseil édictant l'admission en franchise des transmissions automatiques d'après le poste tarifaire n° 438N?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date, et a-t-on imposé des conditions à l'industrie de l'automobile du Canada relativement à la fabrication de ces transmissions au Canada?

3. A-t-on reçu des observations de qui que ce soit demandant que les transmissions automatiques soient admises en franchise sous réserve que, après une période déterminée, elles seront fabriquées au Canada?

M. Peters—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 64)—1. Au cours des douze derniers mois, de combien de nouvelles maisons a-t-on entrepris la construction à Blind River, Elliott Lake et Bancroft?

2. Sur ce nombre, combien ont été construites sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation?

3. Quel paiement initial exigeait-on pour l'achat de ces maisons ?

4. Quel était le taux de l'intérêt?

5. A-t-on tenu compte du caractère provisoire des régions minières ci-dessus désignées?

M. Peters—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 65)—1. Quel est aujourd'hui, le nombre de mines d'or en activité au Canada?

2. Combien, s'il en est, ont cessé leur activité au cours des douze derniers mois?

3. Quelles sommes a-t-on versées en subventions durant cette période?

4. Quelles mines ont reçu une aide en vertu de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or et quelle en est le montant dans chaque cas?

5. Quel était le montant des dividendes déclarés dans chaque cas?

M. Murphy (*Westmorland*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 66)—1. En ce qui a trait à la possibilité d'aménager le canal de Chignectou en vue de relier la baie de Fundy et le détroit de Northumberland, quelle étude effectue-t-on à ce sujet?

2. Quelles sont les personnes chargées de cette étude complète?

3. Quelles sont les personnes chargées de l'étude sur *a*) le coût estimatif de l'entreprise, *b*) les autres éléments d'ordre économique qu'elle comporte?

4. Quand prévoit-on terminer cette étude?

M. Henderson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 67)—1. Quelles mesures prennent les ministères du gouvernement fédéral et (ou) le gouvernement de la province d'Ontario en vue d'établir et de maintenir un niveau permanent des eaux dans le lac Ontario?

2. Quand établira-t-on un tel niveau permanent?

3. Quel sera alors le niveau des eaux du lac Ontario?

M. Henderson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 68)—A-t-on pris des dispositions pour accorder la semaine de travail de cinq jours et de quarante heures aux cuisiniers, aides de cuisine et préposés au service d'alimentation dans les établissements de la défense?

M. Henderson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 69)—1. Quelle suite donne-t-on au projet de construction d'une nouvelle gare à Kingston (Ontario)?

2. Quand achètera-t-on l'emplacement?

3. Quand la nouvelle gare sera-t-elle parachevée?

4. A quelles fins utilisera-t-on l'emplacement actuel de la gare?

M. Leduc (*Verdun*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 70)—Quels ont été, annuellement, les revenus bruts et nets dont a bénéficié le Gouvernement de la province de Québec sous l'empire de la Loi de la faillite de 1949 (13 Georges VI-Chapitre 7) depuis 1950?

**M. McIlraith*—Vendredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 6)—Copie de l'ordre relatif au transport postal n° 107 du directeur de district des services postaux, daté du 7 août 1957 et adressé aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes dans tout le Canada.

**M. Boulanger*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 7)—Copie de toute correspondance et autres documents échangés durant les six derniers mois entre la ville de Drummondville (Québec) et le ministre des Transports, au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville.

M. Legaré—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de favoriser la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent, à l'est de la rivière Saguenay.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 9

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 24 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 24 octobre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable juge Robert Taschereau, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 24 octobre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur,
l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont adopté de bill suivant:

Bill n° 11, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

M. LaCroix, appuyé par M. Gour, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 13, Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive), qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, en vue d'augmenter le taux mensuel de certaines allocations et de certains revenus admissibles; d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories d'anciens combattants, de veuves et d'orphelins; et d'augmenter les traitements des membres de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les pensions aux fins suivantes: placer les personnes à la charge de ceux qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale dans une situation analogue à celle des personnes à la charge de ceux qui ont servi dans la première guerre mondiale, lorsque l'invalidité ou le décès est dû à la mauvaise conduite; assurer que des pensions peuvent être versées aux personnes à la charge de membres décédés des forces résidant et domiciliés à Terre-Neuve; prescrire le maintien des pensions d'invalidité et des pensions aux veuves jusqu'à la fin du mois où le décès est survenu, sauf dans les cas où n'est payable aucune pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge; pourvoir au paiement d'une pension à la fille d'un veuf pensionné lorsque l'établissement domestique est maintenu après sa mort; accorder une augmentation d'allocation d'habillement au titre de l'amputation ou de l'usage d'appareils de prothèse; pourvoir à une augmentation des allocations accordées pour les frais des services funèbres et de l'enterrement; supprimer la restriction sur le montant de la pension payable à un parent à la charge d'un pensionné décédé après la cessation de pension aux autres personnes à charge; autoriser le paiement de pensions aux veuves aux taux courants après le rétablissement des pensions discontinuées; supprimer la restriction sur le paiement de pensions aux enfants ou relativement aux enfants nés après une date spécifiée, ou aux épouses dont le mariage à un membre des forces ou à un pensionné a eu lieu après une date spécifiée; une telle mesure devant inclure, en outre, certains amendements propres à clarifier la loi ou découlant de ce qui précède.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans une région désignée, avant la livraison de ce grain.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958"

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans une région désignée, avant la livraison de ce grain.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'assurer des avances à titre de versements initiaux à l'égard du grain produit dans la région désignée, selon que le définit la Loi sur la Commission canadienne du blé, avant la livraison de ce grain, sous réserve de l'obligation pour les producteurs de livrer leur grain à la Commission canadienne du blé; et en vue de pourvoir aux frais, dépenses et autres obligations financières que ces avances exigent; une telle mesure devant inclure toutes autres dispositions qui y sont connexes et en découlent, et sont nécessaires pour donner suite à ce qui précède.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire national pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 13 de la Loi sur la Bibliothèque nationale, chapitre 330 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Copies d'arrêtés en conseil aux termes de l'article 19 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada (1955), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-943, approuvé le 11 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer de la baie d'Hudson en vue de l'établissement d'une zone d'habitation destinée aux préposés civils à l'aéroport de Churchill.

Arrêté en conseil C.P. 1957-983, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain appartenant au chemin de fer Transcontinental dans la ville de La Tuque (Québec) et autorisant la cession de ce terrain à la Corporation de la ville de La Tuque.

Arrêté en conseil C.P. 1957-984, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada un terrain dans la ville de Corner-Brook (Terre-Neuve) et autorisant la cession de ce terrain à la ville de Corner-Brook.

Arrêté en conseil C.P. 1957-985, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans le comté de Queens (Île du Prince-Édouard) et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ces terrains du ministre des Transports au ministre des Travaux publics, sous réserve de certaines conditions spécifiées.

Arrêté en conseil C.P. 1957-986, approuvé le 23 juillet 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans le premier rang du canton de Mailhot dans le comté de Laviolette (Québec) et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain du ministre des Transports au ministre des Travaux publics.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1171, approuvé le 27 août 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain dans la ville d'Halifax (Nouvelle-Écosse) et transférant au Conseil des ports nationaux l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1355, approuvé le 9 octobre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain située dans le lot 28 près de la ville de Borden (Île du Prince-Édouard) et transférant du ministre des Transports au ministre des Travaux publics l'administration, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1357, aprouvé le 9 octobre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain située dans le township 87, rang 21, E.P.M., au Manitoba, et transférant à Sa Majesté, du chef de la province du Manitoba, la gestion et le contrôle de ce terrain.

Par M. MacDonald,—État indiquant les terrains vendus par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique pendant l'année terminée le 30 septembre 1957, selon l'article 8 de la Loi modifiant de nouveau la loi concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique, chapitre 9 des Statuts du Canada (1886).

A 10h. 10 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Sinclair—Lundi prochain—QUESTION—(N° 13)—1. Quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) en Colombie-Britannique, *b*) au Canada, durant chacun des mois de juillet, d'août et de septembre 1957?

2. Combien de chômeurs étaient inscrits *a*) en Colombie-Britannique, *b*) au Canada, durant chacun des mois correspondants de 1956?

M. Lesage—Lundi prochain—QUESTION—(N° 71)—1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on demandé des soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque cas, quand a-t-on demandé ces soumissions et quand ont-elles été ouvertes?

3. A-t-on accordé des concessions?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) à qui dans chaque cas, *c*) quelles en étaient les modalités, *d*) quelles en étaient les conditions?

5. Quels étaient les avantages et les désavantages relatifs de chaque soumission dans les cas où des concessions ont été accordées?

M. Lesage—Lundi prochain—QUESTION—(N° 72)—Sur les $750,000 prévus pour les ouvrages de protection à l'article 381 du budget principal des dépenses de la présente année financière:

1. Quelle somme avait-on affectée à des ouvrages dans chaque circonscription électorale de la province de Québec?

2. Quelle somme a-t-on dépensée pour les travaux entrepris dans chacune de ces circonscriptions électorales *a*) avant le 22 juin 1957, *b*) depuis le 22 juin 1957?

M. Howard—Lundi prochain—QUESTION—(N° 73)—1. Depuis le 31 mars 1957, a-t-on effectué des arrestations pour des infractions à la loi sur l'opium et les drogues narcotiques?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quel a été le nombre d'arrestations, *b*) quel a été le nombre de condamnations, pour trafic et pour possession de drogues?

M. Howard—Lundi prochain—QUESTION—(N° 74)—1. Quelle somme d'argent y a-t-il dans la caisse de fiducie à l'égard de chacune des bandes indiennes ci-après: Glen Vowell, Kispiox, Kitwancool, Moricetown, Bella Bella, Kitimat, Oweekano, Cheslatta, Fort Babine, Old Fort, Skin Tyee, Skidegate, Gitlakdamix, Greenville (Lachkaltzap), Kincolith, Kitselas, Metlakatla, Hazelton, Kitsequkla, Kitwanga, Tsitsk, Bella Coola, Kitasoo, Burns Lake, Decker Lake, François Lake, Maxim Lake, Massett, Canynon City (Gwinaha), Hartley Bay, Kitkatla, Kitsumkalum, Port Simpson?

2. D'où provenait cette somme à l'égard de chaque bande?

M. Howard—Lundi prochain—QUESTION—(N° 75)—1. La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle versé des sommes, à titre d'honoraires, à des prêteurs approuvés selon la loi nationale sur l'habitation, à l'égard de prêts effectués ou consentis aux termes de ladite loi? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-on versées durant chacune des années 1954, 1955, 1956 et 1957?

2. A-t-on versé des sommes, à titre d'honoraires, pour la Société centrale d'hypothèques et de logement, à des prêteurs approuvés selon la loi nationale sur l'habitation, à l'égard de l'administration des prêts consentis en vertu de cette loi? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-on versées durant chacune des années 1954, 1955, 1956 et 1957?

3. La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle versé des sommes, à titre d'honoraires, à des prêteurs approuvés selon la loi nationale sur l'habitation, à toutes autres fins que celles énumérées dans les deux questions susdites? Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelles fins a-t-on effectué ces versements, *b*) quelles sommes a-t-on versées durant chacune des années 1954, 1955, 1956 et 1957?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 76)—1. Quel est, actuellement, le nombre de personnes inscrites comme chômeurs dans la province de la Colombie-Britannique?

2. Quelles en étaient les données statistiques il y a un an?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 77)—1. Combien en coûte-t-il par jour à la population canadienne *a*) pour nourrir, *b*) pour vêtir, un détenu dans un pénitencier, *c*) pour pourvoir aux autres dépenses relatives aux détenus?

2. Quel est, indiqué séparément, le nombre total d'hommes et de femmes détenus dans tous les pénitenciers du Canada, selon les plus récentes statistiques connues?

3. Quel est le coût global d'entretien des pénitenciers du Canada, compte tenu du coût dont il est fait mention à la première question?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 78)—1. Le gouvernement a-t-il examiné les recommandations du comité parlementaire mixte de 1946 chargé de faire l'étude d'un motif approprié pour un drapeau canadien distinctif?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des dispositions en vue de présenter une mesure législative donnant suite aux recommandations du comité?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 79)—1. Le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique a-t-il demandé une assistance financière au gouvernement fédéral pour la remise en état du réseau d'irrigation et d'eau destinée à la consommation, situé à Naramata (Colombie-Britannique)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles dispositions le gouvernement fédéral a-t-il adoptées ou adoptera-t-il à ce sujet?

**M. Martin* (*Essex-Est*)—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 8)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de cette province à la loi de 1956 sur l'assurance-chômage.

M. Robichaud—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 9)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1956 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet du projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Cross-Point (Québec).

M. Campbell (The Battlefords)—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de maintenir les allocations familiales au delà de la limite d'âge actuelle à égard des enfants qui fréquentent encore l'école ou l'université.

M. Rouleau—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative, durant la présente session du Parlement, en vue de faciliter l'emploi dans les entreprises, affaires ou ouvrages fédéraux, selon la définition de l'article 2 du chapitre 38 des Statuts du Canada (1956), ou dans toute corporation établie en vue d'accomplir quelque fonction ou devoir au nom du gouvernement du Canada, des personnes, de sexe masculin ou féminin, qui sont âgées de plus de quarante-cinq ans et à qui, en raison de leur âge, il est difficile ou impossible d'obtenir un emploi convenable à l'heure actuelle.

Le ministre du Travail—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux".

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 10

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 25 OCTOBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 28 février 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les produits bruts et demi-produits sidérurgiques—Référence n° 118; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 28 février 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les tuyaux et tubes de fer ou d'acier—Référence n° 119; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 14 mars 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant la production, la consommation, la vente, les importations et les exportations de chaussures imperméables et de souliers de toile à semelles de caoutchouc—Référence n° 121; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Fleming dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du tarif, en date du 30 septembre 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant

le zinc et les ouvrages en zinc—Référence n° 122; et exemplaire de la transcription des témoignages déposés aux audiences publiques, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

Du consentement unanime, il est fait appel de la rubrique *Avis de motions portant production de documents.*

Sur motion de M. Coldwell, pour M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses d'élection n'a pas été présenté. (**Avis de motion n° 1*)

Sur motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Sinclair, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée par le Parlement le 10 avril 1957. (**Avis de motion n° 2*)

Sur motion de M. Deniset, pour M. Boulanger, appuyé par M. Raymond, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et autres documents échangés durant les six derniers mois entre la ville de Drummondville (Québec) et le ministre des Transports, au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville. (**Avis de motion n° 7*)

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, selon l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 10 à 17 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 10, Loi modifiant la loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle);

M. McCullough, appuyé par M. Argue, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Chown.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre 95 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi des enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 44 de ladite loi, chapitre 314 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en date du 24 juillet 1957, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, concernant la fabrication, la distribution et la vente des tuyaux métalliques pour ponceaux et des produits connexes.

Premier rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

La *Brazilian Traction, Light and Power Company,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger l'article 5, chap. 131 des Statuts 4-5 George V.

La *Sao Paulo Electric Company Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *Brazilian Hydro Electric Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies, en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited,* en vue d'obtenir une loi tendant à abroger, sous réserve de certaines conditions, le chap. 119 des Statuts du Canada 4 Édouard VII et le chap. 156 des Statuts du Canada 6 Édouard VII; à autoriser le transfert de son siège social de Toronto (Ont.) aux États-Unis du Brésil; et à suspendre, à compter d'une date déterminée, l'application de la loi canadienne sur les compagnies en tant qu'elle vise ladite compagnie.

La *British Columbia Telephone Company,* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.

La *New York Central Railroad Company* et la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New York, aux fins d'une loi dissolvant la dernière compagnie.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

APPENDICE AUX PROCÈS-VERBAUX

du vendredi 25 octobre 1957

Version française du jugement rendu au sujet de l'élection tenue dans le district électoral du Yukon le 10 juin 1957 et déposé à la Chambre le mercredi 23 octobre 1957.

COUR TERRITORIALE DU YUKON

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES, C. 87, SRC. 1952, ET DE L'ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ À LA CHAMBRE DES COMMUNES POUR LE DISTRICT ÉLECTORAL DU YUKON (TERRITOIRE DU YUKON) TENUE LE DIXIÈME JOUR DE JUIN 1957.

ENTRE:

ERIK NIELSEN

PÉTITIONNAIRE

ET:

JAMES AUDREY SIMMONS

INTIMÉ

M. le juge J. E. Gibben
Cour territoriale du Yukon

M. le juge J. A. Wilson
Cour suprême de la Colombie-Britannique

JUGEMENT

M. Nielsen, le candidat défait à l'élection générale du 10 juin 1957 dans la lutte pour un siège de député représentant le district électoral de Yukon à la Chambre des communes, a présenté une pétition en vue de l'annulation de l'élection. Il ne demande pas que le siège lui soit attribué; il se contente de solliciter la tenue d'une nouvelle élection.

A la demande des avocats des deux parties, à laquelle nous accédons volontiers, nous déclarons qu'aucune accusation de recours à des pratiques corruptrices ou illégales dans la conduite de l'élection n'a été portée contre M. Simmons ou l'un de ses agents. Nous insistons sur ce point parce que le public est porté à croire qu'annulation d'une élection et manœuvres corruptrices vont ensemble. Il est ici évident que M. Simmons doit être exonéré de tout blâme. Les allégations du pétitionnaire portent sur des irrégularités commises par des électeurs et des officiers d'élection, et M. Simmons était impuissant à les empêcher. Il convient d'ajouter qu'aucun acte répréhensible n'a été reproché au requérant ni à ses agents.

Après l'élection, un recomptage pratiqué à la demande de M. Nielsen a établi que 2,422 votes avaient été déposés en faveur de M. Simmons et 2,358 en faveur de M. Nielsen, ce qui donnait à M. Simmons une majorité de 64 voix.

Les motifs invoqués par le pétitionnaire en faveur de l'annulation de l'élection se résument ainsi:

1. L'officier rapporteur spécial à Halifax a illégalement disposé de vingt bulletins de vote déposés sous l'empire des Règlements électoraux concernant les forces canadiennes.

2. Cent quatre-vingt-cinq personnes dont les noms ne figuraient pas sur la liste des électeurs dressée pour les arrondissements où elles se sont présentées pour voter ont pu illégalement obtenir un bulletin et être admises à voter.

3. Vingt-sept personnes ne résidant pas ordinairement dans le district électoral de Yukon le 12 avril 1957, date de l'émission du bref d'élection, ont été illégalement admises à voter.

4. Contrairement à la loi, certains Indiens résidant ordinairement dans des réserves indiennes ont été admis à voter.

5. Deux personnes mineures ont voté sans en avoir le droit.

6. Une personne n'ayant pas résidé ordinairement au Canada pendant les douze mois précédant le jour du scrutin a été admise à voter.

7. Quatorze personnes ont voté plus d'une fois.

8. Deux cent cinquante-deux personnes non inscrites sur la liste des électeurs dressée pour l'arrondissement où elles se sont présentées pour voter ont illégalement obtenu un bulletin de vote et été admises à voter contrairement à l'article 37 de la Loi électorale du Canada, et sans observer les prescriptions de l'article 46 de la même loi, ou autres prescriptions.

9. Quatre-vingt-dix-neuf personnes non inscrites sur la liste des électeurs dressée pour l'arrondissement où elles se sont présentées pour voter malgré qu'elles ne résidaient pas ordinairement dans cet arrondissement, ont illégalement obtenu un bulletin de vote et été admises à voter contrairement à l'article 37 de la Loi électorale du Canada, et sans observer les prescriptions de l'article 46, paragraphe (2), de la même loi, ou autres prescriptions.

Quelques-uns de ces points peuvent être réglés sommairement. Nous y reportant dans l'ordre numérique qui précède, nous disons ceci.

1. Le paragraphe 70 des Règlements électoraux concernant les forces canadiennes énonce ce qui suit:

"70. (1) Toute enveloppe extérieure qui ne porte pas les signatures à la fois de l'électeur des forces canadiennes et du sous-officier rapporteur intéressés (sauf dans les cas prévus aux paragraphes 36 et 38) ou les signatures de l'électeur ancien combattant et des deux sous-officiers rapporteurs spéciaux intéressés (sauf dans les cas visés par les paragraphes 58 et 59), ou sur laquelle n'apparaît pas une description suffisante de l'endroit de résidence ordinaire de cet électeur, doit être mise de côté, non décachetée. L'officier rapporteur spécial inscrit sur chacune de ces enveloppes extérieures la raison pour laquelle elle a été ainsi mise de côté, et cette inscription doit porter les initiales d'au moins deux scrutateurs. Le bulletin de vote renfermé dans cette enveloppe extérieure doit être considéré comme bulletin de vote rejeté.

(2) Toute enveloppe extérieure reçue par un officier rapporteur spécial après neuf heures du matin, le lendemain du jour du scrutin, doit aussi être mise de côté sans être ouverte. L'officier rapporteur spécial doit inscrire sur cette enveloppe la raison pour laquelle elle a été mise de côté, et cette inscription doit porter les initiales d'au moins deux scrutateurs. Le bulletin de vote renfermé dans cette enveloppe extérieure doit être considéré comme bulletin de vote rejeté.

(3) L'officier rapporteur spécial doit garder en lieu sûr toutes les enveloppes extérieures non ouvertes, mentionnées aux sous-paragraphes (1) et (2), et, après le comptage des votes, il doit les transmettre au directeur général des élections, de la manière prescrite au paragraphe 81."

Lorsque l'officier rapporteur spécial a reçu les vingt bulletins de vote en cause, il a remarqué que les enveloppes qui les renfermaient ne portaient pas les signatures et les indications prescrites par le présent et le précédent articles. Dès lors, il a retourné, par des courriers de l'armée, les enveloppes, afin qu'elles soient dûment endossées, ce qui fut fait, de sorte que les enveloppes lui revinrent. On ne prétend pas que les personnes qui ont voté n'avaient pas qualité ni que les enveloppes ont été manipulées. Ceci étant, et à la lumière de l'article 84 de la Loi électorale du Canada, sur lequel nous reviendrons plus longuement, nous déclarons que cette partie du scrutin s'est tenue en conformité des principes prévus par la Loi. Nous déclarons que ces votes sont valides.

2. Il en sera question plus loin.

3. Il a été établi que quatre personnes, M. et Mme Carr, Billy Evans et Alex. Nicholls, ont voté à un arrondissement de scrutin où elles n'étaient pas inscrites. Leur résidence ordinaire à la date de l'émission du bref (voir l'article 14 de la Loi électorale du Canada) n'était pas comprise dans ces arrondissements de scrutin. Malgré ce fait, si elles avaient été inscrites sur la liste, nous n'estimerions pas que leur qualité d'électeur dût être contestée dans l'occurrence. Mais elles n'étaient pas inscrites sur la liste de sorte qu'il leur a été permis de voter à cause de l'article 46 et parce que, probablement, quelque personne ou des personnes ont déclaré sous serment qu'elles étaient des résidents habituels dans leur arrondissement de scrutin respectif lorsque le bref a été émis. Mais elles n'étaient pas de tels résidents. Or l'article 46 prévoit seulement le vote d'électeurs qualifiés. La preuve afférente à l'article 14 démontre qu'elles n'avaient pas qualité. Leurs votes sont repoussés.

4. Cette allégation a été abandonnée.

5. Nous constatons qu'une personne, Frank Peters, qui n'avait pas qualité du fait de sa minorité, a été admise à voter.

6. Cette allégation est admise par l'intimé.

7. Cette allégation a été abandonnée.

Il reste à examiner les allégations 2, 8 et 9. D'une façon générale, la plainte repose sur la non-conformité aux articles 37 et 46 de la Loi électorale du Canada, dont voici des extraits pertinents:

"37. (1) Sous réserve de la prestation de tout serment ou affidavit que la présente loi autorise à exiger d'elle, toute personne dont le nom figure sur une liste électorale officielle est admise à voter au bureau

de votation sur la liste électorale duquel son nom figure. Dans un arrondissement urbain, elle n'est pas admise à voter si son nom n'y figure pas, à moins qu'elle n'ait obtenu un certificat de transfert, en conformité de l'article 43, et ne se conforme pleinement aux dispositions du paragraphe (5) dudit article, ou à moins qu'elle n'ait obtenu de l'officier rapporteur un certificat selon la formule n° 20, délivré conformément au paragraphe (11) de l'article 17, ou un certificat selon la formule n° 21, délivré conformément au paragraphe (12) dudit article, lequel certificat doit être remis au sous-officier rapporteur avant que l'électeur soit admis à voter. Dans un arrondissement rural, tout électeur qualifié peut voter sauf les dispositions de l'article 46, quoique son nom ne figure pas sur la liste électorale officielle de l'arrondissement de votation où cet électeur réside ordinairement."

"46 (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, quiconque est habile à voter dans le district électoral où une élection est en cours, et, le jour du scrutin, réside ordinairement dans un arrondissement rural peut, nonobstant l'omission de son nom de la liste électorale officielle de cet arrondissement rural, voter au bureau de votation approprié établi à cette fin.

(2) La personne décrite dans le paragraphe (1) n'est habile à voter que

a) si un électeur, dont le nom figure sur la liste électorale officielle de cet arrondissement rural et qui y réside ordinairement et vient personnellement avec elle au bureau de votation et prête un serment selon la formule n° 50, répond d'elle; et

b) si elle prête elle-même serment selon la formule n° 49."

Encore une fois, d'une façon générale, les personnes dont les votes sont contestés tombent dans deux catégories:

1. Personnes dont les noms n'apparaissaient pas sur la liste électorale d'un arrondissement rural où elles ont voté et dont elles n'étaient pas des résidents habituels le jour de la votation. On prétend que les votes de ces personnes doivent être rejetés, qu'elles aient ou non prêté le serment et qu'elles aient eu un répondant comme l'exige le paragraphe (2) de l'article 46, simplement parce qu'elles étaient des non-résidents le jour de la votation. Il y a 209 personnes dans ce cas.

2. Personnes dont les noms n'étaient pas sur la liste électorale d'un arrondissement rural et au sujet desquelles on allègue que, quoiqu'il ne soit pas prouvé qu'elles ne résidaient pas, le jour de la votation, dans l'arrondissement de scrutin, leur vote n'en est pas moins illégal parce qu'on ne s'est pas conformé au paragraphe (2) de l'article 46. En l'occurrence, il y a des sous-catégories:

   a) Personnes pour lesquelles il n'y a eu aucun répondant. Il ressort de la preuve et des admissions faites au cours des plaidoiries que 68 personnes sont de cette catégorie.

   b) Personnes qui ont prêté le serment et à l'égard desquelles il y a eu un répondant qui, au regard de l'article 46, n'avait pas qualité pour répondre d'elles. Il se trouve dans cete catégorie 188 personnes, ainsi que le démontre la preuve.

Il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de liste d'électeurs générale pour le district électoral du Yukon, mais une liste électorale particulière à chaque arrondissement de scrutin. L'inscription du nom sur une telle liste ne confère pas à l'électeur inscrit le droit de voter dans un arrondissement de scrutin autre que celui pour lequel son nom est inscrit. Par conséquent, au sujet des 209 personnes qui ont voté dans des arrondissements de votation où elles n'avaient pas de résidence ordinaire le jour du scrutin, on peut dire qu'il n'importe aucunement qu'elles aient ce jour-là demeuré au Yukon ou ailleurs. Le fait de résider au Yukon ne changera rien à leur inhabilité à voter.

Deux catégories de personnes sont admises à voter dans un arrondissement de votation, savoir:

1. Les personnes dont les noms sont inscrits sur la liste des électeurs pour cet arrondissement;

2. Les personnes non inscrites sur ladite liste qui

   a) résident ordinairement dans l'arrondissement de votation de jour de la votation et qui

   b) répondent aux exigences du paragraphe (2) de l'article 46.

Il ressort clairement des aveux de l'intimé que le nombre de personnes réputées habiles à voter en vertu de l'article 46 mais qui, en fait, ne résidaient pas ordinairement dans les arrondissements de votation où elles ont déposé leur bulletin de vote, est assez considérable pour influer sur le résultat de l'élection.

Il découle clairement aussi de la preuve que le nombre de personnes qui, qu'elles fussent ou non résidentes ordinaires, le jour du scrutin, de l'arrondissement de votation où elles ont voté, n'ont pas satisfait aux exigences du paragraphe (2) de l'article 46 est également assez considérable pour influer sur le résultat de l'élection.

Nous sommes en présence d'un cas de violation des articles 37 et 46 par quelque 465 électeurs. Cette violation devrait-elle annuler l'élection ou ces erreurs de la part des électeurs et des officiers d'élection devraient-elles être jugées insuffisantes pour annuler l'élection?

L'intimé invoque l'article 84 de la Loi électorale du Canada, rédigé comme il suit:

> "84. Aucune élection ne doit être déclarée nulle en raison de l'inexécution des prescriptions de la présente loi relatives aux délais, à moins qu'il n'apparaisse au tribunal connaissant de l'affaire que cette inexécution a pu avoir effet sur le résultat de l'élection ou sur la votation ou le dépouillement du scrutin, ou en raison de l'inhabilité à voter des personnes qui ont signé un bulletin de présentation, ou de quelque erreur de nom, ou d'erreur ou d'omission au sujet de l'adresse ou occupation d'un candidat, dans l'énoncé de ce bulletin de présentation reçu par l'officier rapporteur, ou de quelque lacune dans la publication d'une proclamation, d'un avis ou d'un autre document, ou d'une erreur dans l'emploi des formules contenues dans la présente loi, s'il apparaît au tribunal connaissant de l'affaire que l'élection a été dirigée conformément aux principes établis par la présente loi, et que cette inexécution n'a pas influé sur le résultat de l'élection."

Dans la cause *Lamb vs McLeod* (1932) 3 W.W.R. 596, l'hon. juge Turgeon a discuté une disposition semblable de la Loi électorale de la Saskatchewan et nous sommes aujourd'hui en face d'une situation à peu près analogue. Nous empruntons le passage suivant à la page 598:

"Dans des pétitions de ce genre, le tribunal ne se borne pas à comparer les droits et mérites relatifs de deux candidats. L'enquête peut dépasser le plan des candidats et aborder celui de l'élection même. Comme l'a signalé le juge Madden dans la cause *North Louth* (1911) 6 O'M & H. 103, à 114, "une élection peut être annulée dans deux catégories de cas très différentes, visant personnellement le candidat ou son agent, ou atteignant l'ensemble de la circonscription électorale." Dès lors la question se pose (et dans le présent cas elle s'est bien posée) de savoir si, *eu égard aux droits des électeurs,* l'élection était valide. Le pétitionnaire prétend le contraire, et il lui incombe dès lors de prouver qu'il s'est produit à un certain stade de l'élection des faits qui ont gravement entravé le libre choix d'un député de la circonscription par la majorité des électeurs, en conformité des principes énoncés dans la *Loi électorale de la Saskatchewan,* R.S.S. 1930, chapitre 4. Or, la loi est formelle à ce sujet: pour être élu dans une circonscription, le député doit avoir réuni la majorité des votes des électeurs habiles à voter sur son plus proche adversaire. Si les faits établis ne permettent pas de déterminer que l'un des candidats a obtenu ladite majorité des votes, aucun candidat ne peut être déclaré validement élu, et l'élection est nulle. Je suis persuadé qu'il incombe au tribunal d'enquêter sur des questions de ce genre. L'article 4 de la Loi sur les élections fédérales contestées dispose que le pétitionnaire peut s'adresser au tribunal pour faire déclarer l'élection nulle et invalide, et l'article 5 de la Loi électorale de la Saskatchewan stipule qu'aucune élection ne sera invalidée en raison de certaines irrégularités énumérées dans l'article en question, s'il apparaît au tribunal que, nonobstant lesdites irrégularités, l'élection a été dirigée en conformité des principes posés par la loi, et que le résultat de l'élection n'a pas été changé. Comme la Loi sur les élections fédérales contestées est la seule loi qui accorde aux tribunaux juridiction sur les élections à l'Assemblée législative, l'article 5 de la Loi électorale de la Saskatchewan doit être interprété comme indiquant la nature et l'étendue de la juridiction devant être ainsi accordée. Au reçu d'une pétition de ce genre, le tribunal a donc le pouvoir, et le devoir, de déterminer si le pétitionnaire a établi l'existence de circonstances qui invalident l'élection dans l'intérêt de l'ensemble de la circonscription électorale. S'il en est ainsi, le pétitionnaire a prouvé ses avancés et l'élection doit alors être annulée, si malheureux que soit le résultat pour l'intimé, qui peut souffrir d'une disqualification ne l'atteignant pas personnellement et qui peut ne mériter aucunement d'être blâmé.

"Dans le cas qui nous est soumis, il ressort de la preuve présentée par le pétitionnaire que 17 personnes inhabiles à voter ont cependant voté à l'élection. La majorité de tous les votes déposés (sans compter les bulletins gâtés) était de cinq en faveur de l'intimé. La loi interdit la violation du secret du vote, même dans le cas de votants inhabiles à exercer ce droit de vote (article 170 de la loi; dans la pétition visant l'élection de Lincoln, page 210). Il est donc impossible de déterminer en faveur de quel candidat ces bulletins illégaux, s'il y en a eu, ont été déposés. Mais comme la majorité en faveur de l'intimé n'est que de cinq voix, on ne peut dire qu'il y a eu élection d'un député par une majorité d'électeurs qualifiés comme l'exige la loi. Dans un tel cas, sur la foi des autorités que j'ai citées, l'élection doit être déclarée nulle."

Ce raisonnement s'applique si bien au cas qui nous est soumis qu'il devient irréfutable.

Passant du général au particulier, nous entendons tout d'abord aborder les causes où les votants n'avaient pas de répondants ou, s'ils en avaient, ces derniers n'étaient pas qualifiés.

Dans la cause de *Blanchard c. Cole* (1950) 4 D.L.R. 316, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a examiné une situation à peu près identique à la lumière d'une législation semblable. Les deux personnes dont les votes font l'objet d'une contestation n'étaient pas inscrites sur la liste électorale. La législation pertinente stipulait, comme dans le cas actuel, que même si leurs noms n'étaient pas inscrits, elles pouvaient voter si elles résidaient dans l'arrondissement de votation le jour de l'élection, à la condition que ces personnes fassent une déclaration sous serment et que des votants du district répondent d'elles sous serment. Or, les deux votants n'ont pas prêté serment et n'ont pas eu de répondants, comme l'exige la loi. Les votes ont été rejetés et l'élection annulée. Voici un passage du jugement du magistrat Macdonald, page 353:

> "D'après la preuve, je suis persuadé que Faulkner et Rasmussen étaient inhabiles à voter aux termes de l'article 38 et qu'en conséquence leurs votes étaient illégaux.
>
> Dans les circonstances, j'estime qu'en raison du dépôt et du comptage de ces votes illégaux et de l'incapacité juridique dans laquelle se trouve le tribunal de déterminer au nom de qui ils ont été déposés ainsi que de l'impossibilité dans laquelle il se trouve alors de décider qu'aucun candidat n'a obtenu la majorité des suffrages légalement donnés, le tribunal se voit dans l'obligation de déclarer l'élection nulle."

La cause de *Blanchard c. Cole susmentionnée,* ne fait autorité qu'à l'égard des votants de qui personne n'a répondu. A ce sujet, nous devons faire observer que, bien indépendamment de l'imperfection de la garantie donnée par des personnes dont le nom ne figurait pas sur les listes électorales intéressant les arrondissements où elles se portaient garantes, et qui de ce fait n'avaient pas qualité pour répondre d'autrui, il y avait 68 votants pour qui personne n'a répondu; c'est un nombre suffisamment élevé pour modifier le résultat de l'élection. On a compté 188 votants identifiés par des personnes inhabiles à se porter garantes. Lorsque l'identité est attestée par une personne non qualifiée, le résultat est le même que s'il n'y avait pas d'identification par autrui. En conséquence, tous ces cas sont de ceux à qui pourrait s'appliquer le jugement rendu dans la cause de *Blanchard c. Cole.*

Les suffrages des 209 personnes qui ont voté dans des arrondissements où elles ne résidaient pas le jour de l'élection, ne tombent pas sous le coup de ce jugement. Toutefois, il ressort clairement des aveux et de la preuve

1. que ces personnes n'étaient pas inscrites sur la liste électorale des arrondissements où elles ont voté;
2. qu'elles ne résidaient pas, le jour de l'élection, dans les arrondissements de votation appropriés;
3. que si ces personnes et leurs répondants ont juré qu'elles habitaient l'arrondissement approprié, ils ont tous fait un faux serment;
4. que si les votants ou leurs répondants n'ont pas prêté serment, les prescriptions de l'article 46 n'ont pas été observées.

A supposer que ces 209 votants aient été assermentés et identifiés par des répondants, il est manifeste que votants et répondants se sont parjurés. Dans le cas de quelque 176 votants, la vérité de ce fait a été doublement établie par les aveux inscrits aux plaidoyers. La validité de ces votes ne se défend certes pas.

Il nous apparaît que les propositions que nous avons énoncées et que les deux cas dont nous avons fait mention infirment la thèse générale de l'intimé suivant laquelle des irrégularités de la part des officiers d'élection devraient être excusées en vertu de l'article 84, de même que son argument particulier d'après lequel le genre d'irrégularité qui fait l'objet de la présente plainte n'est pas de nature à motiver l'annulation d'une élection. Tout en admettant tout ce qu'il a affirmé au sujet de l'opportunité d'une interprétation large des dispositions législatives sur le droit de vote, et en appliquant sans réserve aucune l'article 84, nous demeurons convaincus que l'élection contestée doit être annulée. Nous ne mentionnons pas les autres causes qui nous ont été signalées, parce qu'à notre avis les deux autorités citées, appliquées aux présents faits, suffisent à montrer qu'il y a eu "élection irrégulière", aux termes de l'article 9 de la Loi sur les élections fédérales contestées.

Force nous est aussi de rejeter l'argument de l'intimé fondé sur l'irrecevabilité et l'acquiescement. Il est vrai que le pétitionnaire comptait des agents dans les bureaux de votation où les irrégularités ont été commises et que ces agents ne se sont pas opposés au dépôt des votes que nous avons rejetés. Toutefois, nous ne voyons pas comment cela équivaut à un acquiescement ou donne lieu à une fin de non recevoir. Ainsi que le révèle l'interrogatoire du pétitionnaire pour fins de communication de pièces, il est également vrai que certains de ses agents ont répondu de 13 personnes qui ont voté de façon irrégulière. Or, s'il était prouvé que ces agents se fussent portés garants d'un nombre suffisamment élevé de personnes pour justifier l'annulation de l'élection, cette circonstance équivaudrait, en effet, à permettre au pétitionnaire de tirer profit de ses propres actes répréhensibles, et nous pourrions être obligés d'envisager l'affaire différemment. Mais au regard du total des personnes qui ont voté illégalement, le nombre de 13 ne pouvait pas modifier le résultat du scrutin et nous ne saurions maintenir que ces actes de la part des agents du pétitionnaire aient entraîné l'irrecevabilité ni privé le pétitionnaire du droit d'élever les objections que nous avons retenues.

Nous devons également rejeter l'argument de M. Lewis suivant lequel les circonstances et coutumes particulières au Yukon autorisent les habitants de cette région à ne tenir aucun compte des lois relatives aux élections.

L'élection est annulée.

Quant aux dépens, nous ordonnons que le pétitionnaire taxe ses dépens, sauf ceux qui ont trait aux témoins venus déposer à propos de votants Indiens, et que l'intimé paie au pétitionnaire les trois quarts des dépens ainsi taxés.

J. E. GIBBEN, Juge.
J. O. WILSON, Juge.

Le 11 octobre 1957.

COUR TERRITORIALE DU YUKON
DAWSON

Neilson c. Simmons

Les avocats des parties ont pris connaissance des détails plaidés de part et d'autre et conviennent de ce que le tribunal détient à présent la preuve concernant huit personnes, nommément M. et Mme Carlyle, M. et Mme Carr, Billy

Evans, M. Gerlitsky, Louis Duchemin et Frank Peters. Une vérification des cahiers de scrutin révèle également le nom d'un résident de Vancouver, Alec Nicol, non compris dans les huit personnes susmentionnées.

Les avocats des parties reconnaissent que 209 particuliers dont les noms ne figuraient pas sur la liste dressée pour les arrondissements où ils ont respectivement voté ne résidaient pas dans ces arrondissements; que 68 autres particuliers dont les noms n'apparaissaient pas sur la liste dressée pour l'arrondissement où ils ont voté n'avaient pas de répondants et que 188 autres dont les noms ne figuraient pas sur la liste dressée pour l'arrondissement où ils ont voté avaient des répondants dont les noms n'étaient pas inscrits sur la liste dudit arrondissement.

Des 209 non-résidents mentionnés ci-dessus, un nombre indéterminé n'avait pas de répondants ou avait été identifié par des personnes n'étant pas inscrites sur la liste de l'arrondissement approprié.

RESPECTUEUSEMENT SOUMIS à Whitehorse (Yukon), ce 10 octobre 1957.
Gowan Guest, avocat du pétitionnaire,
Frank Lewis, avocat de l'intimé.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Henderson—Lundi prochain—QUESTION—(N° 80)—Quelle somme additionnelle représente, pour l'année financière 1957-1958, l'augmentation de solde accordée en 1957 aux membres des forces armées?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 81)—1. Le gouvernement a-t-il examiné la question de faire du port de Miramichi (Nouveau-Brunswick) un centre de navigation ouvert l'année durant en vue de l'acheminement des métaux communs, des concentrés, du minerai de fer et des autres marchandises, en provenance du nord-est du Nouveau-Brunswick?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est l'état actuel de la question?

**M. Chevrier*—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 10)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec, au sujet de la limite entre Ontario et Québec sur le lac Saint-François.

Le ministre de la Justice—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant le Code criminel."

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 11

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 28 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que les honorables sénateurs Barbour, Blais, Bouffard, Bradette, Bradley, Comeau, Davies, Euler, Isnor, McGrand, Nicol, Pearson, Savoie, Smith (Kamloops), Stambaugh, Turgeon et Wood ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat durant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Un message est reçu du Sénat en vue d'informer cette Chambre que Son Honneur le Président et les honorables sénateurs Beaubien, Fergusson, Hodges, Howard, McLean et White ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Son Honneur le Président et les honorables sénateurs Aseltine, Blais, Cameron, Fournier, Gershaw, Gouin, Lambert, McDonald, Reid, Vien, Wall et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur le Président à administrer la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et à agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre, —Rapport du surintendant des faillites concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers durant l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 41(2) de ladite loi, chapitre 111 des Statuts revisés du Canada (1952).

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du communiqué (Déclaration d'objectif commun) publié conjointement par le président des États-Unis et le premier ministre du Royaume-Uni à Washington le 25 octobre 1957.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Argue, pour M. Nicholson, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes et lettres échangés jusqu'à ce jour, durant l'année 1957, entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. (**Avis de motion n° 3*)

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. McWilliam, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet du projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Cross-Point (Québec). (**Avis de motion n° 9*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces d'Ontario et de Québec, au sujet de la limite entre Ontario et Québec sur le lac Saint-François. (**Avis de motion n° 10*)

A l'appel de l'ordre du jour portant deuxième lecture du Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison;

M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 23 octobre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1957-1033, approuvé le 31 juillet 1957: nommant le maréchal de l'air C. R. Slemon, C.B., C.B.E., C.D., au poste de commandant en chef adjoint des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis.

Par M. Pearkes,—Exemplaire de la déclaration faite conjointement par le secrétaire à la Défense des États-Unis et le ministre de la Défense nationale du Canada le 1er août 1957 relativement à l'intégration des opérations des forces aériennes de défense du Canada et des États-Unis.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. *Barnett*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 14)—1. A-t-on reçu des demandes pour l'institution d'une Commission royale en vue d'enquêter sur les restrictions des permis pour la pêche commerciale en Colombie-Britannique?

2. Dans le cas de l'affirmaitve, de qui a-t-on reçu de telles demandes?

3. A-t-on reçu des observations s'opposant à l'institution d'une telle Commission royale et, dans le cas de l'affirmative, de la part de qui?

4. Quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises relativement à l'institution d'une telle Commission ou quelles autres mesures a-t-il prises pour examiner cette question?

*M. *St-Laurent (Témiscouata)*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 15)—1. Le 1er août, le 1er septembre et le 1er octobre 1957, quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) dans la province de Québec, *b*) dans Témiscouata?

2. Le 1er août, le 1er septembre et le 1er octobre 1956, quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) dans la province Québec, *b*) dans Témiscouata?

*M. *Broome*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 16)—Le gouvernement songe-t-il à adopter des règlements qui exigeront expressément de faire usage de méthodes humanitaires dans l'abatage des animaux domestiques?

M. *Regier*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 82)—1. Au cours de 1957, a-t-on accordé des permis d'exportation pour l'envoi d'avions de fabrication canadienne à la Tchécoslovaquie?

2. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de combien et de quel type d'avions, et quelle somme globale représentent ces expéditions?

3. En 1957, le ministère a-t-il refusé des demandes de permis?

4. A-t-on accordé des permis d'exportation d'avions militaires à quelque pays communiste autre que la Tchécoslovaquie?

M. *Hahn*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 83)—1. Au cours de 1956, combien d'accidents est-il survenu entre des véhicules à moteur des services armés et des véhicules à moteur appartenant à des civils ailleurs que sur des terrains de campement?

2. Quelle somme globale les services armés ont-ils versée pour des dommages résultant d'accidents de véhicules à moteur au cours de l'année 1956?

3. Quelles mesures prend-on afin de savoir qui est responsable lorsqu'un véhicule à moteur des services armés a un accident avec un véhicule à moteur conduit par un civil?

M. *Mandziuk*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 84)—1. Combien de réfugiés hongrois ont été renvoyés en Hongrie à leur demande?

2. Sur ce nombre, combien se sont déclarés des communistes notoires?

3. Quel est le nombre de réfugiés hongrois en chômage?

4. Sur ce nombre, combien reçoivent une aide financière du gouvernement fédéral?

M. Mitchell—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 85)—1. A-t-on fait l'acquisition d'un terrain dans la ville de Sudbury destiné à une nouvelle salle d'exercice?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont les modalités de la transaction et de qui en a-t-on fait l'acquisition?

3. A-t-on pris des mesures en vue de la construction de cette salle d'exercice?

4. Quel est l'état actuel d'avancement des travaux de construction?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 86)—1. La *Brunswick Mining and Smelting Corporation* a-t-elle fait savoir au ministre des Travaux publics qu'elle était prête à participer au projet d'aménagement d'un havre à Pointe-Caron, près de Bathurst (Nouveau-Brunswick)?

2. Dans le cas de l'affirmative, prend-on des dispositions pour la mise en œuvre de ce projet?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 87)—1. A-t-on demandé des soumissions pour la construction d'un édifice de l'État à Bathurst (Nouveau-Brunswick)? Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre total de soumissions reçues?

2. Le devis descriptif accompagnant les appels de soumissions exigeait-il des soumissionnaires la mention d'un double prix, selon qu'il s'agissait de la fourniture et de l'installation de huit pouces de brique ou de la fourniture et de l'installation de granit?

3. Quel était le montant de la soumission acceptée et quel était l'adjudicataire?

4. L'entrepreneur général à qui le contrat a été accordé s'est-il conformé aux directives, en faisant mention du prix de la brique?

M. Lafontaine—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 88)—1. Le ministère des Travaux publics a-t-il demandé des soumissions publiques pour la construction d'un édifice à Plessisville (Québec)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on demandé des soumissions et à quelle date ces soumissions ont-elles été ouvertes?

3. Quels sont les noms des soumissionnaires et quel montant a été soumis par chacun d'eux pour l'exécution des travaux?

4. Le contrat a-t-il été adjugé?

5. Dans le cas de l'affirmative, à qui?

6. Sinon, quelles sont les raisons pour lesquelles on retarde à adjuger ce contrat?

M. Lafontaine—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 89)—1. Depuis le début du mois d'août 1957, le gouvernement fédéral a-t-il reçu du gouvernement de la province de Québec des observations ou des demandes sollicitant une aide financière afin de secourir les nombreux sinistrés, dans les comtés de Mégantic et de Beauce, qui ont souffert de lourds dommages causés par l'inondation du 3 août dernier?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on considéré cette demande, a-t-on pris une décision, et quelle est cette décision?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 12

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 29 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Starr, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan: Que le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Fleming invoque le Règlement, déclarant qu'il est irrégulier d'aborder l'étude de ce bill, vu qu'un projet de loi, inscrit au nom du Gouvernement et contenant des dispositions semblables quant au fond, est inscrit au *Feuilleton*.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je me suis entretenu avec le greffier sur le point soulevé par le ministre; il est d'avis que les autorités donnent raison à ceux qui se sont élevés contre le rappel au Règlement. On me renvoie à May, 15e édition, page 499:

> Il n'existe ni règle ni coutume qui empêche la présentation de deux ou de plusieurs projets de loi se rapportant au même sujet et renfermant des dispositions analogues.

Un problème ne surgit que lorsque la Chambre a rendu une décision mais, apparemment, rien n'empêche, que deux projets de loi soient placés sur le même pied, comme le dit l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Je dois donc, je crois, rejeter le rappel au Règlement.

Avant que le débat se poursuive, il y a peut-être lieu que je complète ce que j'ai dit à cause du problème qui découle de la présence au *Feuilleton* de deux projets de loi analogues. J'ai signalé qu'aucun n'avait préséance sur l'autre, mais que, si on prenait une décision au sujet de l'un d'eux, cette décision pourrait modifier le statut de l'autre, et je n'ai pas donné lecture de tout le commentaire de May dont j'ai parlé. Ce commentaire paraît à la page 499 de la 15e édition et je dois en continuer la lecture parce qu'il peut influer sur l'avis de la Chambre au sujet de la présente situation, qui est assez exceptionnelle. Voici ce qu'écrit May:

> Il n'y a ni règle ni coutume qui empêche la présentation de deux ou plusieurs bills concernant le même sujet et contenant des dispositions semblables. Mais, si la Chambre a déjà pris une décision à l'égard d'un bill de ce genre, par exemple, si le bill a reçu ou s'est vu refuser la deuxième lecture, on ne procède pas à l'étude de l'autre s'il renferme à peu près les mêmes dispositions, et un tel bill n'aurait pu être présenté sur motion en demandant l'autorisation. Mais, lorsqu'un bill est retiré après que son examen a fait quelque progrès, un autre bill visant les mêmes objets peut être examiné.

On trouve le commentaire de Bourinet à la page 548 de la quatrième édition. Je ne prendrai pas la peine de lire ce commentaire, mais j'ai cru bon de développer ce que j'avais déjà dit.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, pour M. Churchill, appuyé par M. Nowlan: Que le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Carter,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crestohl,
Crouse,
Deniset,
Dinsdale,
Doucett,
Ellis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Forgie,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Langlois,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Meunier,
Milligan,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearson,
Phillips,
Poulin,
Pratt,
Quelch,
Raymond,
Rea,
Regier,
Ricard,
Richardson,
Robinson,
Rouleau,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Schulz,
Shaw,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Studer,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thomas (Wetaskiwin),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Walker,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—188.

CONTRE

Messieurs

Barbès,	Brown (Essex-Ouest),	LaCroix,	Villeneuve (Roberval)—6.
	Huffman,	Stuart (Charlotte),	

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les accords de Bretton Woods pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 7 de ladite loi, chapitre 19 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale, chapitre 186 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales et à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les allocations familiales, chapitre 109 des Statuts revisés du Canada (1952), et à l'article 12 de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, chapitre 200 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith,—État (en français et en anglais) concernant les recettes et les dépenses en application de la partie V de la Loi sur la marine marchande du Canada (Marins malades) pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 321 de ladite loi, chapitre 29 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10h. 15 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 17)—1. En vertu de quel statut le ministère des Postes a-t-il émis la directive n° 9/4 MS du 8 août 1957?

2. Cette directive ne s'applique-t-elle aux entrepreneurs de transport postal que pendant le temps qu'ils sont de service? En d'autres termes, les entrepreneurs de transport postal sont-ils libres de se livrer à des activités politiques lorsqu'ils ne sont pas actuellement de service?

M. Shaw—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 90)—Durant chaque année civile depuis le 1er janvier 1952, quels ont été:

1. Le nombre total de houillères exploitées en Alberta?
2. La production globale de charbon en Alberta?
3. Le nombre des houillères d'Alberta dont on a discontinué l'exploitation?
4. La quantité globale de charbon importée au Canada?

M. Broome—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 91)—Au cours de chaque trimestre des années 1955, 1956 et 1957, quelle quantité de contre-plaqué a-t-on importée du Japon?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 92)—1. A-t-on disposé des pipelines de deux, de trois et de quatre pouces qui se trouvaient au Yukon?

2. Sinon, quel est l'état d'avancement des négociations entamées à ce sujet avec le gouvernement des États-Unis?

3. Dans le cas de l'affirmative, comment et selon quelles modalités a-t-on disposé de ces pipelines?

M. Barnett—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 93)—1. A-t-on mis en œuvre cette année un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée de Quatsino Sound Nimpkish, au nord de l'île de Vancouver?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels insectes avait-on l'intention de détruire et quels insecticides a-t-on employés?

3. Quelle superficie globale a-t-on traitée et quel est le nombre estimatif de millions de pieds m.p. de bois de chaque catégorie traitée?

4. Sur la superficie globale traitée, quelle étendue, en acres et en pieds m.p., *a*) était des concessions forestières inaliénées de la Couronne, *b*) était détenue en vertu d'un permis de gestion, en donnant le nom des détenteurs, *c*) était détenue d'autre façon de la Couronne, en donnant le nom des détenteurs?

5. A quels organismes, *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, a-t-on confié les travaux de pulvérisation?

6. Quels autres organismes *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, ont pris part à ce programme de pulvérisation ou ont été consultés à son sujet?

7. Quel a été le coût global des travaux, par qui et dans quelle mesure les frais en ont-ils été soldés?

8. A-t-on préparé un rapport au sujet des résultats obtenus dans les forêts? Dans le cas de l'affirmative, à combien évalue-t-on le nombre de pieds m.p. de bois sauvé *a*) de la destruction, *b*) des dégâts causés par les insectes, et quelle valeur estimative représente ce nombre *a*) en bois non coupé, *b*) en billes flottantes, *c*) en produits forestiers traités?

9. Projette-t-on ou envisage-t-on un autre programme de pulvérisation dans la même région? Dans le cas de l'affirmative, pour quand?

10. Quels sont les noms des cours d'eau et des lacs où se fait la ponte des saumoneaux, situés en tout ou en partie dans l'étendue traitée, et quelle est la montaison dans chaque cours d'eau et lac, classée selon l'espèce, le nombre moyen annuel et la valeur moyenne annuelle calculée aux prix courants de la pêche?

11. Le ministère fédéral des Pêcheries a-t-il, seul ou en collaboration avec quelque autre organisme, effectué un relevé ou parachevé une estimation des pertes causées au saumon? Dans le cas de l'affirmative, ce relevé a-t-il ou sera-t-il publié, et sous quelle forme?

12. Si le saumon a subi des pertes, que représentent-elles au point de vue *a*) du pourcentage des montaisons affectées, *b*) de la valeur globale estimative des prises?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 94)—1. Depuis l'institution de la Commission des transports aériens, combien de lignes aériennes américaines ont demandé l'autorisation d'établir un service régulier à destination et en provenance du Canada?

2. De telles demandes ont-elles déjà été approuvées sans une entente bilatérale avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique?

3. Dans le cas de l'affirmative, quelles lignes aériennes et quels parcours ont été approuvés?

4. Tient-on, à intervalles réguliers, des pourparlers à l'échelon international sur la question des demandes de services aériens?

5. Sinon, qui doit prendre l'initiative de présenter une entente unilatérale visant à approuver un service aérien?

**M. Campbell (The Battlefords)*—Jeudi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 11)—État indiquant le nom *a*) de toutes les personnes nommées depuis le 1er septembre 1947 à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) de tous les anciens inspecteurs qui ont été réengagés depuis le 1er septembre 1947, dans le district électoral de The Battlefords.

**M. Stuart (Charlotte)*—Jeudi prochain—ADRESSE—(N° 12)—Copie de toute correspondance échangée depuis le 10 juin 1957, entre le ministre des Travaux publics et tout particulier, recommandant ou approuvant le congédiement du contremaître de brise-lames dans le comté de Charlotte (Nouveau-Brunswick).

Le ministre de l'Agriculture—Jeudi prochain—En comité plénier à la prochaine séance de la Chambre—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles qui y seront désignés et prévoyant la garantie des prix à l'égard de tout autre ou tous autres produits agricoles que le gouverneur en conseil

pourra désigner à l'occasion. Ladite mesure comprendra des dispositions: pour l'établissement d'un Office et d'un Comité consultatif, la nomination des membres et des préposés de cet Office et de ce Comité et le paiement de leurs traitements et leurs dépenses; pour le paiement des frais et des dépenses d'administration; pour l'établissement d'une caisse renouvelable dans le Fonds du revenu consolidé et pour autoriser les dépenses, sur cette caisse, pour les objets de la mesure projetée, qui ne dépasseront pas dans l'ensemble deux cent cinquante millions de dollars, en plus de la dépense provenant de la vente des produits agricoles et des autres revenus en découlant; la mesure comprendra en outre toutes autres dispositions qui y sont connexes et qui en découlent, et sont nécessaires pour donner suite au régime susmentionné.

Le ministre de la Justice—Jeudi prochain—En comité plénier à la prochaine séance de la Chambre—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les juges, en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges puînés de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et au traitement d'un autre juge de cour de comté pour la province d'Ontario.

M. Argue—Jeudi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'intérêt."

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 13

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 30 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copies (en français et en anglais) des lettres échangées entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces, entre le 16 septembre et le 7 octobre 1957, au sujet de la tenue d'une conférence fédérale-provinciale afin de revoir les arrangements actuels concernant le partage des impôts.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 4 par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Y a-t-il des membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, corporation, etc.?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou corporations s'agit-il et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés membres de ces conseils d'administration?

3. Depuis qu'ils ont été appelés au Conseil privé, des ministres ont-ils résigné leurs fonctions de membre de conseils d'administration?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, à quelle date ont-ils résigné et de quelles sociétés ou corporations s'agit-il?

Question n° 47 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le premier ministre et (ou) les ministres de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports ont-ils reçu une demande d'aide financière de la part du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick et (ou) du conseil municipal de Chatham (Nouveau-Brunswick), du *Board of*

Trade de Chatham (Nouveau-Brunswick), ou de tous autres groupements ou particuliers, pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, entre Chatham et Ferry-Road (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel est le programme administratif du gouvernement en ce qui a trait à l'aide financière requise pour la construction des ponts situés sur les grandes routes dans les limites des provinces, à l'exclusion des ponts de la route transcanadienne?

Question n° 53 par M. Regier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes globales le gouvernement a-t-il dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires, dans la municipalité du district de Coquitlam?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui on a versé des sommes d'argent et quels montants a-t-on versés dans chaque cas?

3. A-t-on vendu cette propriété? Dans le cas de l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. La municipalité de Coquitlam a-t-elle fait une demande d'achat de cette propriété?

5. Dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-on fait de cette demande et pour quelles raisons en a-t-on ainsi disposé?

Question n° 59 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Marler, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de l'ordre relatif au transport postal n° 107 du directeur de district des services postaux à Ottawa, daté du 7 août 1957 et adressé aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes. (**Avis de motion n° 6*)

Sur motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Sinclair, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de cette province à la loi de 1956 sur l'assurance-chômage. (**Avis de motion n° 8*)

Le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport de l'auditeur général concernant la vérification des comptes de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année close le 31 mars 1957, contenant un état relatif aux recettes et dépenses, conformément à l'article 12 de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec, chapitre 57 des Statuts du Canada (1907-1908).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 6*), demandant la copie de l'ordre relatif au transport postal n° 107 du directeur de district des services postaux à Ottawa, daté du 7 août 1957 et adressé aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Lesage—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 95)—1. Le ministère des Travaux publics a-t-il effectué un relevé au sujet de la route Stewart-Cassiar?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles ont été les conclusions des ingénieurs en ce qui a trait au parcours, au coût approximatif, etc.?

3. A-t-on conclu une entente définitive avec le gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet de sa participation aux frais d'aménagement de la route?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont les principales conditions de cette entente?

M. McWilliam—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 96)—1. Quelles dispositions a-t-on prises pour supprimer la maladie répandue parmi les huîtres dans les gisements publics et privés de Miramichi?

2. Quelles dispositions a-t-on prises pour repeupler d'huîtres exemptes de maladie les gisements publics et privés situés dans l'estuaire de Miramichi?

3. Pour quand prévoit-on la reprise normale de la pêche aux huîtres exemptes de maladie dans l'estuaire de Miramichi?

M. Lesage—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 97)—1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire affectées au ministère du Nord canadien et des Ressources nationales?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. Hahn—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 98)—1. Au cours de l'année écoulée, des fonctionnaires subalternes de la Division de l'Immigration du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, aux ports d'entrée situés en Colombie-Britannique, ont-ils été priés de remplir des fonctions plus importantes et avaient-ils droit, en conséquence, à un traitement provisoire plus élevé?

2. Dans le cas de l'affirmaitve, combien et quel a été le nombre de cas de ce genre à chacun de ces ports d'entrée au cours de cette période?

3. Ce traitement provisoire avait-il été recommandé par le surveillant régional?

4. Dans le cas de l'affirmative, combien de demandes a-t-on refusées et pour quelles raisons?

M. Hahn—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 99)—1. A-t-on congédié des fonctionnaires à cause de leur activité politique au cours de la récente élection fédérale, *a*) entre la date d'émission des brefs d'élection et le 19 juin 1957, *b*) depuis le 10 juin 1957?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les faits qui ont motivé le congédiement de ces fonctionnaires?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 100)—1. Quelle est la réduction estimative des dépenses du ministère de la Défense nationale par suite de la décision d'abaisser de soixante à quarante les jours d'instruction militaire?

2. Cette réduction s'appliquera-t-elle à la région militaire de l'Est?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 101)—1. Au cours de chaque année, de 1950 à 1956, inclusivement, quelle a été la production annuelle de charbon dans la province de la Nouvelle-Écosse?

2. Au cours de chaque année de production, quelle partie de la production a-t-on vendue *a*) en Nouvelle-Écosse, *b*) dans les provinces de l'Atlantique, *c*) dans la province de Québec, *d*) en Ontario, *e*) à l'étranger?

3. Sur la quantité vendue dans la province de la Nouvelle-Écosse, combien de tonnes, chaque année, étaient destinées *a*) à la consommation domestique, *b*) à la consommation industrielle, *c*) à la production d'énergie électrique?

4. Sur la quantité vendue pour des fins industrielles, combien de tonnes a-t-on utilisées pour la production de l'acier en Nouvelle-Écosse?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 102)—1. Quelle somme globale a-t-on versée en subventions pour le charbon au cours des années financières *a*) 1954-1955, *b*) 1955-1956?

2. Quel serait le coût additionnel des subventions pour aider au transport du charbon dans la région de l'Atlantique?

3. Quel serait le coût additionnel des subventions pour le charbon utilisé dans la production de l'électricité dans la province de la Nouvelle-Écosse?

M. Kirk—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 103)—Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour qu'une aide financière fédérale soit accordée aux municipalités aux fins de l'instruction?

M. Kirk—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 104)—1. Y a-t-il des pêcheurs qui peuvent acheter des cigarettes sans avoir à verser la taxe?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle catégorie de pêcheurs et pour quel motif?

3. Songe-t-on à accorder ce privilège à tous les pêcheurs?

M. Deschatelets—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer, de concert avec les provinces et les municipalités, chaque année, vers le milieu du mois de janvier, une "semaine d'embauchage national", aux fins d'enrayer le chômage saisonnier, en prenant des dispositions pour que les organismes intéressés, tels les dix gouvernements provinciaux, les quatorze mille municipalités de ce pays, les industries, les sociétés commerciales et autres, y compris le public en général, collaborent étroitement avec le ministère fédéral du Travail à diriger des milliers de chômeurs vers les bureaux d'embauchage dans tout le pays.

M. Bell (Carleton)—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter, dans le plus bref délai possible, une nouvelle mesure législative

visant à adopter un plan d'ensemble, élaboré en commun, pour l'embellissement de la Capitale nationale. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la nouvelle mesure comprendrait: la réorganisation de la Commission du district fédéral, dont le président recevrait un traitement; la délimitation géographique et fonctionnelle de la zone de la ceinture de verdure projetée et l'indemnisation suffisante et immédiate des propriétaires des terrains situés dans cette zone; l'aide en vue d'éliminer promptement la pollution des eaux de la rivière Ottawa; le parachèvement rapide du projet de Queensway; l'aménagement d'un terminus ferroviaire en commun et le transfert, de Bell's Corners à Ottawa-Ouest, de la voie principale du Pacifique-Canadien; l'entreprise de routes de parc le long de la rivière Ottawa et de l'est à l'ouest; la construction de nouveaux ponts, sur la rivière Ottawa, aux rapides de Deschênes et entre Quyon et Fitzroy-Harbour; l'établissement, dans le township de Nepean, du nouvel immeuble de l'administration centrale de la Défense nationale; la coopération de toutes les municipalités de la région aux diverses phases de l'élaboration des plans et leur représentation au sein des comités d'élaboration; l'adoption de toutes autres dispositions jugées utiles et nécessaires pour signifier au Canada que la Capitale nationale demeurera, à tous égards, digne d'une grande nation en plein essor.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 14

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 31 OCTOBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose devant la Chambre,—Exemplaire des témoignages déposés lors de l'instruction d'une pétition d'élection, faite à Whitehorse (Territoire du Yukon) les 8, 9 et 10 octobre 1957, aux termes de la Loi sur les élections fédérales contestées, concernant l'élection fédérale du 10 juin 1957 dans le district électoral du Yukon.

M. Argue, appuyé par M. Nicholson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 17, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles qui y seront désignés et prévoyant la garantie des prix à l'égard de tout autre ou tous autres produits agricoles que le gouverneur en conseil peut désigner au besoin. Ladite mesure comprendra des dispositions aux fins suivantes: l'établissement d'un Office et d'un Comité consultatif, la nomination de membres et de préposés et le paiement de leurs traitements et frais; le paiement des frais et des dépenses d'administration; l'établissement, au Fonds du revenu consolidé, d'une caisse renouvelable et l'autorisation de dépenses, sur cette caisse, pour les objets de la mesure projetée, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante millions de dollars, en plus de la dépense des sommes provenant de la vente des produits agricoles et des autres revenus qui en sont retirés. La mesure comprendra en outre toutes autres dispositions qui y sont connexes et qui en découlent, et sont nécessaires pour donner suite au régime susmentionné.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les juges, en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges puînés à la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et au traitement d'un autre juge de cour de comté pour la province d'Ontario.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Le Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié dans sa forme modifiée.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse et, après avoir fait de nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. Martin (Essex-Est)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 18)—Quand se propose-t-on d'inaugurer officiellement le nouvel édifice du ministère des Transports à l'aéroport de Windsor?

M. Bourget—Lundi prochain—QUESTION—(N° 105)—1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire, affectées au ministère des Travaux publics?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et, dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 106)—1. A-t-on reçu des requêtes de la municipalité de Northumberland (Nouveau-Brunswick) et (ou) des villes de Chatham et de Newcastle (Nouveau-Brunswick) ou de tout autre organisme public, sollicitant l'aménagement d'une station-relais de télévision dans la région de Newcastle et de Chatham de la province du Nouveau-Brunswick?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles dispositions prend-on en vue d'améliorer la réception des programmes de télévision dans cette région?

M. Martin (Essex-Est)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 107)—1. Le premier ministre a-t-il reçu des requêtes de municipalités du sud-ouest de l'Ontario, y compris la ville de Windsor, sollicitant une aide financière pour des projets municipaux de construction d'égouts?

2. Dans le cas de l'affirmative, le premier ministre a-t-il donné suite à ces requêtes et quelle est la teneur de la réponse?

3. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il reçu des requêtes de même nature, sollicitant une aide financière à l'égard de projets municipaux de construction d'égouts?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur des réponses du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ces requêtes?

5. Le gouvernement étudiera-t-il les demandes d'aide financière à cette fin?

6. Le premier ministre a-t-il fait savoir que l'on examinera cette question?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 108)—Dans chaque district de placement de la province d'Alberta, quel est, à la date actuelle, le nombre de personnes qui touchent des prestations d'assurance-chômage?

M. Lavigne—Lundi prochain—QUESTION—(N° 109)—1. A-t-on demandé au gouvernement d'aménager un aéroport dans la ville de Cornwall?

2. Dans le cas de l'affirmative, l'emplacement a-t-il été approuvé par les fonctionnaires du ministère des Transports?

3. Quel est le coût de cette entreprise?

4. Quelle sera la participation financière du ministère des Transports et quelle sera celle de la municipalité?

5. Le gouvernement précédent avait-il inscrit un article au budget du ministère à ce sujet et, dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant?

6. Où en est-on dans la construction de cet aéroport?

7. A cause de l'importance de la ville de Cornwall et de sa situation stratégique sur la voie maritime, le gouvernement étudiera-t-il la question d'assurer des terrains et de l'outillage pour cet aéroport?

*M. *Henderson*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 13)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents que possède le ministère des Transports relativement au congédiement, à cause de partialité politique, de M. George W. Forrester, employé audit ministère.

M. Lambert—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'entamer des pourparlers avec les provinces intéressées, en vue d'aménager un tronçon secondaire de la route transcanadienne dans le col de Yellowhead.

Le ministre des Transports—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'autoriser et d'assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ cinquante-deux milles, selon une dépense estimative de $8,840,000, cette dépense ne devant pas dépasser de plus de quinze pour cent ladite estimation; de permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'acheter de l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* une ligne ferroviaire depuis un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie d'Hudson à ou près Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood à ou près Mystery Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ trente milles, à un prix ne dépassant pas $5,400,000. La mesure autorisera ladite Compagnie de chemin de fer à émettre des valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de la construction et de l'achat desdites lignes. Afin que ladite Compagne de chemin de fer puisse procéder immédiatement à la construction et à l'achat desdites lignes ferroviaires, des prêts temporaires peuvent lui être consentis, sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions déterminées par le gouverneur en conseil, ces prêts étant garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

M. Howard—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Indiens".

M. Howard—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale du Canada".

M. Johnson (Kindersley)—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes".

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 15

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 1er NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".—*M. Jung.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur la sécurité de la vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant de la pension mensuelle payable aux termes de la loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter de trois mois à six mois la durée des absences temporaires du Canada permises aux pensionnés.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-vieillesse, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'assistance à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, d'abaisser de vingt ans à dix ans la période de résidence minimum exigée des bénéficiaires, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, y compris l'assistance versée, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les aveugles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les aveugles, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi, et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les invalides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13 à 19 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 12, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Bulletins de vote);

M. Thomas (Wetaskiwin), appuyé par M. Shaw, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'Index codifié et du Tableau des modifications des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, pour la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1957.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 53*), en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes globales le gouvernement a-t-il dépensées pour l'achat et l'aménagement du terrain destiné à des magasins militaires, dans la municipalité du district de Coquitlam?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes à qui on a versé des sommes d'argent et quels montants a-t-on versés dans chaque cas?

3. A-t-on vendu cette propriété? Dans le cas de l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. La municipalité de Coquitlam a-t-elle fait une demande d'achat de cette propriété?

5. Dans le cas de l'affirmative, qu'a-t-on fait de cette demande et pour quelles raisons en a-t-on ainsi disposé?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 14 de la Loi sur les pénitenciers, chapitre 206 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fulton, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) de la Galerie nationale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale, chapitre 186 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Pickersgill—Lundi prochain—QUESTION—(N° 19)—1. La Commission maritime canadienne ou le gouvernement accorde-t-il des subventions au service de transbordement desservant l'île Pelée, dans le lac Erié?

2. Ce service ne fonctionne-t-il pas exclusivement dans les limites d'une province?

3. Le gouvernement accorde-t-il des subventions à d'autres services de transbordement ou de transport fonctionnant exclusivement dans les limites d'une province et, s'il en est ainsi, quels sont ces services?

4. Le gouvernement accorde-t-il des subventions au service de transbordement entre Portugal-Cove et l'île Bell (Terre-Neuve)?

5. Sinon, pourquoi la subvention fédérale accordée à un transbordeur en Ontario ne peut-elle pas être versée à l'égard de Terre-Neuve?

M. Pickersgill—Lundi prochain—QUESTION—(N° 20)—1. Jan Wojtala, qui avait déserté son navire, a-t-il été expulsé du Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, dans quel pays a-t-il été renvoyé?

3. Combien cette expulsion a-t-elle coûté à la Trésorerie?

4. La compagnie de navigation n'était-elle pas tenue d'acquitter les frais de l'expulsion?

5. Dans le cas de l'affirmative, pourquoi la compagnie ne s'est-elle pas chargée, à ses propres frais, du transport de ce particulier?

M. Martin (Essex-Est)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 110)—1. A-t-on demandé des soumissions pour l'exploitation d'un restaurant à l'aéroport de Windsor?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on octroyé un contrat ou une concession pour l'exploitation de ce restaurant?

3. A quelle société ou à quel particulier a-t-on octroyé ce contrat ou cette concession?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 111)—1. Quels ont été les résultats du relevé des salaires effectué en mai et en juin 1957, dans la région de Miramichi, concernant les civils employés aux stations de l'aviation royale du Canada de Chatham et de St. Margarets (Nouveau-Brunswick), et au dépôt d'approvisionnement naval de Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Depuis 1950 jusqu'à ce jour, quelles augmentations de salaires a-t-on autorisées à l'égard des civils employés à ces trois centres de la défense?

M. Lesage—Lundi prochain—QUESTION—(N° 112)—1. L'une ou l'autre des provinces a-t-elle signé un accord avec le gouvernement fédéral relativement à la lutte contre les feux de forêts?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles provinces et quelle est la date de chaque accord?

M. Pickersgill—Lundi prochain—QUESTION—(N° 113)—1. Depuis le 21 juin 1957, a-t-on autorisé, par décrets du conseil l'admission d'immigrants au Canada? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Quel est le nom de la personne au Canada qui a fait une demande pour l'admission de chaque immigrant?

M. Pickersgill—Lundi prochain—QUESTION—(N° 114)—1. Depuis le 21 juin 1957, a-t-on apporté des changements à la forme suivant laquelle sont étudiées les demandes d'admission de Chinois au pays?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on effectué ces changements et en quoi consistent-ils?

3. Depuis le 21 juin 1957, combien de demandes a-t-on reçues pour l'admission de Chinois à titre d'immigrants?

4. Depuis le 21 juin 1957, combien de ces demandes ont été *a*) refusées, *b*) approuvées?

5. Quel est le nombre de demandes encore à l'étude?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 115)—1. Quel est le nombre actuel d'écoles d'entraînement aérien au Canada et où sont-elles situées?

2. Quelles écoles s'adonnent à l'instruction du personnel navigant, pour le compte de l'OTAN?

3. Quels sont les effectifs actuels de l'Aviation royale du Canada *a*) à l'entraînement, *b*) en activité de service?

**M. Nicholson*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 14)—État indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies du ministère de l'Agriculture, *a*) du 1er au 10 juin 1957, *b*) du 10 juin 1957 jusqu'à ce jour.

**M. Pickersgill*—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 15)—Copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre M. J. R. Taylor ou tout associé du bureau d'avocats *Taylor, Marshall and Company*, et le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire de ce ministère.

**M. Pickersgill*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 16)—Copie de toutes directives et instructions adressées au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis le 21 juin 1957, relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 16

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 4 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie (en français et en anglais), d'une lettre adressée le 31 octobre 1957 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada au sujet de la conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales qui doit avoir lieu à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

M. Johnson (Kindersley), appuyé par M. Argue, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 22, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hees, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'autoriser et d'assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ cinquante-deux milles, selon une dépense estimative de $8,840,000, cette dépense ne devant pas dépasser de plus de quinze pour cent ladite estimation; de permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'acheter de l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* une ligne ferroviaire depuis un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie d'Hudson à ou près Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood à ou près Mystery Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ trente milles, à un prix ne dépassant pas $5,400,000. La mesure autorisera ladite Compagnie de chemin de fer à émettre des valeurs

qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de la construction et de l'achat desdites lignes. Afin que ladite Compagnie de chemin de fer puisse procéder immédiatement à la construction et à l'achat desdites lignes ferroviaires, des prêts temporaires peuvent lui être consentis, sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions déterminées par le gouverneur en conseil, ces prêts étant garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Stuart (Charlotte), appuyé par M. McIvor, il est ordonné, —Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 10 juin 1957, entre le ministre des Travaux publics et tout particulier, recommandant ou approuvant le congédiement du contremaître de brise-lames dans le comté de Charlotte (Nouveau-Brunswick). (**Avis de motion n° 12*)

Sur motion de M. Henderson, appuyé par M. Studer, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents que possède le ministère des Transports relativement au congédiement, à cause de partialité politique, de M. George W. Forrester, employé audit ministère. (**Avis de motion n° 13*)

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les invalides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les invalides, en vue de porter à cinquante-cinq dollars par mois le montant maximum de l'allocation à l'égard duquel des paiements peuvent être versés aux provinces en vertu des dispositions de cette loi; de prescrire, sous réserve de règlements, des paiements à l'égard de certaines autres personnes malades et hospitalisées dans des institutions; et d'augmenter le montant global du revenu admissible, allocation comprise, de cent vingt dollars par année dans le cas d'une personne non mariée, et de deux cent quarante dollars par année dans le cas d'une personne mariée.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre du jour portant deuxième lecture du Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse;

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) de l'*Atomic Energy of Canada Limited* pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire d'un arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1442, approuvé le 31 octobre 1957: approuvant le budget d'établissement revisé de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année expirant le 31 mars 1958.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 34 de la Loi sur les travaux publics, chapitre 228 des Statuts revisés du Canada (1952).

Troisième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérantes suivantes, déposées le 1er novembre sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.—*M. Rea.*

Mexico Tramways Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.—*M. Vivian.*

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 21)—Quelles sont les attributions des *Trans-Canada Pipe Lines Company Limited*, a) en ce qui regarde l'adjudication des contrats de construction dans la section du pipeline de gaz financé par la Couronne, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs, b) en vue d'assurer l'exécution appropriée des travaux après l'adjudication des contrats?

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 22)—Outre l'institution de la Commission royale Borden, quelles dispositions le gouvernement prend-il afin de garantir que, dans l'intervalle, le consommateur ne sera pas obligé de verser un prix peu équitable pour le gaz naturel fourni par la *Trans-Canada Pipe Line* dans les localités où le gaz est déjà ou sera bientôt disponible?

M. Stewart (Winnipeg-Nord)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 23)—1. Y aura-t-il une diminution du personnel d'Air-Canada à Winnipeg par suite des permutations imminentes?

2. Des employés ont-ils accepté de permuter à Montréal? Dans le cas de l'affirmative, combien?

3. Quelle sera la situation des employés qui, à cause de leurs obligations familiales, se voient dans l'impossibilité de permuter à Montréal?

4. Le 1er juin de 1947, 1952 et 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi d'Air-Canada à Winnipeg?

5. Durant les dix dernières années, combien d'employés ont été transférés à Montréal par suite de la fermeture ou du déménagement de certains services?

6. Des employés ont-ils perdu leur emploi pour avoir refusé d'aller demeurer ailleurs? Dans le cas de l'affirmative, combien?

M. Stewart (Winnipeg-Nord)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 116)—1. Existe-t-il une mise à pied par degrés, dans les usines du National-Canadien, à Winnipeg?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre d'hommes congédiés au cours de chaque mois depuis le 1er mai 1957?

3. Le gouvernement a-t-il donné l'assurance que le National-Canadien inaugurerait un programme de travaux en vue de protéger ceux que menace le chômage?

4. Dans le cas de l'affirmative, où en est actuellement ce programme?

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 117)—1. Quelles sont, pour chacune des dix provinces du Canada, les données statistiques relatives à l'élevage des porcs, en 1956?

2. Durant 1956, combien de porcs a-t-on expédiés de chacune des dix provinces et à quelles provinces a-t-on expédié ces porcs?

3. Durant 1956, combien de porcs le Canada a-t-il exportés, à quels pays étaient destinées ces exportations et quel était le nombre de porcs pour chaque pays?

4. Quel a été, en moyenne, le prix reçu par cent livres pour tous les porcs *a*) de la catégorie A, *b*) de la catégorie B1, exportés du Canada?

M. Castleden—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 118)—1. Jusqu'au 31 mars 1957, quel a été le nombre des réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie, venant *a*) directement d'Autriche ou de France, *b*) de Grande-Bretagne?

2. A l'égard de combien de ces personnes, s'il en est, a-t-on suspendu l'application des règlements de santé pour l'admission au Canada?

3. Au 31 octobre 1957, combien de ces personnes étaient dans des hôpitaux ou des sanatoriums aux frais du gouvernement fédéral?

4. Quelle somme globale la Trésorerie du Canada a-t-elle dépensée pour ces réfugiés, aux titres suivants: *a*) soins médicaux et hospitaliers, *b*) entretien, *c*) transport à l'intérieur du Canada depuis leur arrivée?

5. A combien de ces personnes a-t-on fait subir un examen médical après leur arrivée au Canada?

6. Au 1er octobre 1957, à l'égard de combien de ces personnes le gouvernement fédéral a-t-il payé les frais de retour dans leur pays?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 119)—Quel est le nombre actuel de personnes qui sont invalides d'une manière totale et permanente, selon la définition de la Loi sur les invalides et des Règlements sur les allocations aux invalides (C.P. 1954-1831)?

M. Kirk—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 120)—1. Quel est, actuellement, le nombre total de personnes inscrites comme chômeurs aux bureaux du Service national de placement, *a*) au Canada, *b*) dans chaque province, *c*) à chaque bureau de la Nouvelle-Écosse, *d*) à chaque bureau de cette province quant (i) aux industries manufacturières, (ii) aux diverses autres industries, (iii) aux industries primaires?

2. A l'égard de chacune des énumérations susdites, quelles étaient les données statistiques à la même date en 1956?

**M. Robichaud*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 17)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ou leurs Commissions d'énergie respectives, relativement à la mise en valeur de l'énergie électrique.

**M. Argue*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 18)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et quelque gouvernement provincial, personne, société ou organisme, relativement au prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis.

*M. *Stick*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 19)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, relativement aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse.

*M. *Benidickson*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 20)—Copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre quelque association, personne et société, et les membres du gouvernement et (ou) la société de la Couronne *Northern Ontario Pipeline,* relativement à des demandes visant à leur permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs.

*M. *Deniset*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 21)—Copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg.

*M. *Christian*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 22)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États-Unis d'Amérique et de la province de la Colombie-Britannique ou l'un de leurs ministères, au sujet de l'entretien, la réparation et (ou) la reconstruction ou la construction du pont de la rivière la Paix sur le réseau routier du Nord-Ouest, lesdits documents étant datés de l'époque de la première construction du pont.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 17

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 5 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howard, appuyé par M. Barnett, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 24, Loi modifiant la Loi sur les Indiens, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Barnett, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 25, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "British Columbia Telephone Company";

M. Jung, appuyé par M. Kennedy, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Chevrier invoque le Règlement, déclarant qu'un bill privé ne peut pas être déféré à un comité permanent, sous le régime de l'article 105 du Règlement, vu que les comités permanents de la Chambre ne sont pas établis avant que le personnel en soit nommé.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je remercie les honorables députés de leur concours. Il s'agit d'un problème que j'ai déjà examiné, à cause de la difficulté qu'a évoquée l'honorable député de Laurier. En fait puisque nous ne sommes saisis que de la motion tendant à la deuxième lecture du bill, aucun problème ne se pose avant l'adoption de cette motion.

L'honorable député de Laurier a évoqué la difficulté qui se posera alors. Il a rappelé le texte de l'article 105 qui, en fait, prévoit le renvoi *ipso facto* du projet de loi au comité compétent après la deuxième lecture. Les décisions de mes prédécesseurs font jurisprudence à cet égard. Le 17 avril 1950, l'Orateur de l'époque, considérant la question de savoir s'il était nécessaire de présenter une motion après la deuxième lecture d'un bill d'intérêt privé afin de renvoyer celui-ci au comité compétent, a décidé qu'il était inutile de recourir à une motion de ce genre, puisque, aux termes de l'article 105, le bill en question était *ipso facto* transmis au comité compétent après son adoption en deuxième lecture par la Chambre. Jusque-là, je suis de l'avis de l'honorable député.

Il a ensuite soulevé une autre question. Si le comité n'a pas de membres, est-ce que cela peut avoir un effet quelconque? Peut-être ne devrais-je pas traiter de cette question d'avance, mais je l'ai étudiée et j'aimerais dire à la Chambre qu'à tort ou à raison, je suis maintenant d'avis que ce sont des comités permanents et que, même si l'on affirme qu'il n'existe pas de comités quand aucun député n'en fait partie, le Règlement de la Chambre prévoit effectivement l'existence d'un comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, auquel ce projet de loi serait renvoyé d'office en vertu de l'article n° 105. Par conséquent, je ne pense pas qu'il y ait de difficulté à l'heure actuelle. Je crois, ainsi qu'on me le dit, qu'aucune difficulté ne se présentera si le bill est lu pour la 2e fois et renvoyé d'office au comité. Cependant, ce comité ne pourra pas l'examiner tant qu'il ne sera pas constitué par des députés. Il reste que c'est un comité qui existe en vertu du Règlement de la Chambre.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13 à 20 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. McCullough, appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides;

M. Monteith, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 59*), en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

Par M. Charlton, adjoint parlementaire, pour le ministre de l'Agriculture,— Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 octobre 1957 (**Avis de motion n° 3*), demandant la copie de tous télégrammes et lettres échangés jusqu'à ce jour, durant l'année 1957, entre des personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et le ministre de l'Agriculture, relativement à la nomination d'employés en application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Le bill suivant a été affiché ce cinquième jour de novembre et sera pris en considération par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".—*M. Jung.*

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 24)—1. Le Conseil des Arts du Canada a-t-il reçu des demandes d'assistance de capital sous le régime de l'article 9 du chapitre 3, 5-6 Elisabeth II?

2. Dans le cas de l'affirmative, de la part de quelles écoles ou de quels collèges qui ne sont pas reconnus comme des universités?

3. Quels sont les noms de toutes les écoles ou de tous les collèges qui ont été approuvés ou acceptés comme "institutions de haut savoir du même genre", selon la formule employée à l'article 9 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 25)—1. En 1955, 1956 et en 1957, jusqu'à ce jour, à combien *a*) de compagnies publiques, *b*) de compagnies privées, a-t-on imposé une amende pour avoir omis de déposer un rapport aux termes de l'article 125 de la Loi sur les compagnies?

2. Combien de compagnies privées ne se sont pas conformées aux prescriptions de la loi jusqu'ici en ce qui regarde le rapport de 1956?

3. A quel fonctionnaire de la Couronne incombe-t-il de prendre des mesures aux termes du paragraphe 4 de l'article 125 de la Loi sur les compagnies?

4. Durant 1956, combien de certificats ont été émis en vertu du paragraphe 7 de l'article 125 de la Loi sur les compagnies?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 26)—Les eaux de l'Océan arctique, depuis le nord de l'Archipel arctique jusqu'au Pôle nord, dans la partie que l'on appelle le secteur canadien, sont-elles des eaux canadiennes?

M. Broome—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 27)—1. Les Lignes aériennes du Pacifique-Canadien ont-elles fait une demande au ministre des Transports, sollicitant des privilèges d'atterrissage à Edmonton pour l'envolée transpolaire Vancouver-Amsterdam, de manière que les voyageurs partant d'Edmonton ne soient pas obligés de se rendre à Vancouver ou à Yellowknife pour prendre l'avion correspondant?

2. Si une telle demande a été reçue, quelles dispositions a-t-on prises?

3. Le ministre a-t-il reçu une demande des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien, sollicitant le ministère d'obtenir des droits d'atterrissage à Londres pour l'envolée transpolaire Vancouver-Amsterdam, afin qu'elles puissent faire face à la concurrence des lignes *Pan-American* qui volent actuellement sans arrêt de Seattle à Londres par voie du Pôle?

4. Si une telle demande a été reçue, quelles dispositions le ministère songe-t-il à prendre?

M. Robichaud—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 121)—1. Lorsque la route de distribution postale rurale n° 1 de Tracadie a été inaugurée, a-t-on demandé des soumissions publiques?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on adjugé le contrat au plus bas soumissionnaire?

M. Robichaud—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 122)—1. A-t-on demandé des soumissions publiques pour la distribution postale rurale sur la route n° 2 allant d'Allardville à Butte-d'or?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on adjugé le contrat au plus bas soumissionnaire?

M. Macquarrie—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 123)—1. Quelles recherches le ministère des Travaux publics a-t-il fait effectuer en vue d'établir la possibilité d'aménager une chaussée à travers le détroit de Northumberland, entre l'Île du Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick?

2. Quels ont été les résultats de ces recherches en ce qui a trait *a*) au coût estimatif du projet, *b*) au temps probablement requis pour l'aménagement de cette chaussée?

M. Howard—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 124)—1. Durant 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il dépensé des sommes d'argent pour des boissons alcooliques?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle somme a été dépensée par chaque ministère, ou pour son compte, au cours de chaque mois de chacune de ces années?

M. Huffman—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 125)—1. Importe-t-on au Canada de la viande de bœuf en provenance d'Australie?

2. Dans le cas de l'affirmative, en quelles quantités, jusqu'à ce jour, durant chaque mois de 1957?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 126)—1. Durant les années financières terminées en mars 1956 et 1957, quelles sociétés ont fourni des services de génie à l'*Atomic Energy of Canada Limited*?

2. Quelles sommes a-t-on versées à chaque société pour ces services?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 127)—1. Des fonctionnaires du gouvernement ont-ils effectué des études et (ou) présenté des rapports sur l'application et les résultats éventuels de l'extension aux ouvriers de l'industrie forestière ou de l'industrie de la construction, ou des deux industries, des déductions au titre des dépenses, accordées aux employés des entreprises de transport, aux termes du paragraphe 7 de l'article 2 de la Loi de l'impôt sur le revenu?

2. Dans le cas de l'affirmative, en quelles années a-t-on préparé ces études et rapports et quels sont les noms de ces fonctionnaires?

M. Robichaud—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 128)—1. Au 30 septembre 1957, à combien se chiffrait le coût net des opérations de l'Office des prix agricoles?

2. Au 30 septembre 1957, quel a été le coût net des opérations de l'Office dans l'exécution du programme de soutien des prix visant les produits agricoles suivants: *a*) œufs en coque, *b*) beurre, *c*) pommes, *d*) pommes de terre, *e*) porcs et bovins?

M. Lafontaine—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 129)—1. Lors de l'appel de soumissions pour la construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), combien d'entrepreneurs ont fait la demande des plans et du devis descriptif de l'édifice, en déposant la garantie requise, comme l'exigeait l'appel de soumissions?

2. Quels sont les noms et adresses de ces entrepreneurs?

M. L'Heureux—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 130)—Quels sont les noms des personnes qui accompagneront l'honorable ministre du Commerce lorsqu'il se rendra au Royaume-Uni ce mois-ci?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 131)—1. Le gouvernement en est-il venu à une entente avec le gouvernement de la Colombie-Britannique sur l'attitude à prendre lors des négociations avec les États-Unis concernant la démarcation des eaux dans le détroit d'Hecate et l'embouchure de Dixon?

2. Sinon, a-t-on entamé des pourparlers à ce sujet avec le gouvernement de la Colombie-Britannique ou ses fonctionnaires depuis le 22 juin 1957?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 132)—1. Les eaux du golfe Saint-Laurent sont-elles des eaux canadiennes?

2. Dans le cas de l'affirmative, le lit des eaux et le sous-sol du golfe Saint-Laurent appartiennent-ils à la Couronne, *a*) du chef du Canada, *b*) du chef des provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île du Prince-Édouard et de Terre-Neuve; *c*) si la réponse à la partie *b*) de la question est affirmative, quelle partie respective relève de chaque province?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 133)—1. Les eaux de la baie d'Hudson sont-elles des eaux canadiennes?

2. Dans le cas de l'affirmative, le lit des eaux et le sous-sol de la baie d'Hudson appartiennent-ils à la Couronne, *a*) du chef du Canada, *b*) du chef du Canada et des provinces du Manitoba, d'Ontario et de Québec; *c*) si la réponse à la partie *b*) de la question est affirmative, quelle partie respective relève de chacune de ces autorités?

M. Lesage—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 134)—1. Les eaux du détroit d'Hudson sont-elles des eaux canadiennes?

2. Dans le cas de l'affirmative, le lit des eaux et le sous-sol du détroit d'Hudson appartiennent-ils à la Couronne, *a*) du chef du Canada, *b*) du chef du Canada et de la province de Québec; *c*) si la réponse à la partie *b*) de la question est affirmative, quelle partie respective relève de chacune de ces autorités?

**M. Lafontaine*—Jeudi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 23)—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés depuis le 3 juillet dernier avec le ministère des Travaux publics, relativement au projet de construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), à l'égard duquel des soumissions ont été demandées et le contrat n'a pas été adjugé.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 18

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 6 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada".—*M. Rea.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 55 par M. MacEachen—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. De quelle façon établit-on le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada?

2. Quel est le salaire horaire actuel de chaque catégorie de ces employés dans chaque parc national du Canada?

Question n° 71 par M. Lesage—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on demandé des soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque cas, quand a-t-on demandé ces soumissions et quand ont-elles été ouvertes?

3. A-t-on accordé des concessions?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) à qui dans chaque cas, c) quelles en étaient les modalités, *d*) quelles en étaient les conditions?

5. Quels étaient les avantages et les désavantages relatifs de chaque soumission dans les cas où des concessions ont été accordées?

Question n° 93 par M. Barnett—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on mis en œuvre cette année un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée de Quatsino Sound Nimpkish, au nord de l'île de Vancouver?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels insectes avait-on l'intention de détruire et quels insecticides a-t-on employés?

3. Quelle superficie globale a-t-on traitée et quel est le nombre estimatif de millions de pieds m.p. de bois de chaque catégorie traitée?

4. Sur la superficie globale traitée, quelle étendue, en acres et en pieds m.p., *a*) était des concessions forestières inaliénées de la Couronne, *b*) était détenue en vertu d'un permis de gestion, en donnant le nom des détenteurs, c) était détenue d'autre façon de la Couronne, en donnant le nom des détenteurs?

5. A quels organismes, *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, a-t-on confié les travaux de pulvérisation?

6. Quels autres organismes *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, ont pris part à ce programme de pulvérisation ou ont été consultés à son sujet?

7. Quel a été le coût global des travaux, par qui et dans quelle mesure les frais en ont-ils été soldés?

8. A-t-on préparé un rapport au sujet des résultats obtenus dans les forêts? Dans le cas de l'affirmative, à combien évalue-t-on le nombre de pieds m.p. de bois sauvé *a*) de la destruction, *b*) des dégâts causés par les insectes, et quelle valeur estimative représente ce nombre *a*) en bois non coupé, *b*) en billes flottantes, c) en produits forestiers traités?

9. Projette-t-on ou envisage-t-on un autre programme de pulvérisation dans la même région? Dans le cas de l'affirmative, pour quand?

10. Quels sont les noms des cours d'eau et des lacs où se fait la ponte des saumoneaux, situés en tout ou en partie dans l'étendue traitée, et quelle est la montaison dans chaque cours d'eau et lac, classée selon l'espèce, le nombre moyen annuel et la valeur moyenne annuelle calculée aux prix courants de la pêche?

11. Le ministère fédéral des Pêcheries a-t-il, seul ou en collaboration avec quelque autre organisme, effectué un relevé ou parachevé une estimation des pertes causées au saumon? Dans le cas de l'affirmative, ce relevé a-t-il ou sera-t-il publié, et sous quelle forme?

12. Si le saumon a subi des pertes, que représentent-elles au point de vue *a*) du pourcentage des montaisons affectées, *b*) de la valeur globale estimative des prises?

Question n° 99 par M. Hahn—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on congédié des fonctionnaires à cause de leur activité politique au cours de la récente élection fédérale, *a*) entre la date d'émission des brefs d'élection et le 19 juin 1957, *b*) depuis le 10 juin 1957?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les faits qui ont motivé le congédiement de ces fonctionnaires?

Question n° 107 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le premier ministre a-t-il reçu des requêtes de municipalités du sud-ouest de l'Ontario, y compris la ville de Windsor, sollicitant une aide financière pour des projets municipaux de construction d'égouts?

2. Dans le cas de l'affirmative, le premier ministre a-t-il donné suite à ces requêtes et quelle est la teneur de la réponse?

3. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il reçu des requêtes de même nature, sollicitant une aide financière à l'égard de projets municipaux de construction d'égouts?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur des réponses du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à ces requêtes?

5. Le gouvernement étudiera-t-il les demandes d'aide financière à cette fin?

6. Le premier ministre a-t-il fait savoir que l'on examinera cette question?

Question n° 111 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ont été les résultats du relevé des salaires effectué en mai et en juin 1957, dans la région de Miramichi, concernant les civils employés aux stations de l'aviation royale du Canada de Chatham et de St. Margarets (Nouveau-Brunswick), et au dépôt d'approvisionnement naval de Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Depuis 1950 jusqu'à ce jour, quelles augmentations de salaires a-t-on autorisées à l'égard des civils employés à ces trois centres de la défense?

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Lesage, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre M. J. R. Taylor ou tout associé du bureau d'avocats *Taylor, Marshall and Company*, et le ministre suppléant de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire de l'administration centrale et du bureau de Vancouver de la Division de l'Immigration, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. (**Avis de motion n° 15*)

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Lesage, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de toutes directives et instructions adressées au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis le 21 juin 1957, relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan. (**Avis de motion n° 16*)

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ou leurs Commissions d'énergie respectives, relativement à la mise en valeur de l'énergie électrique. (**Avis de motion n° 17*)

Sur motion de M. Stick, appuyé par M. Studer, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, relativement aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse. (**Avis de motion n° 19*)

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, en vue d'augmenter le taux mensuel de certaines allocations et de certains revenus admissibles; d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres catégories d'anciens combattants, de veuves et d'orphelins; et d'augmenter les traitements des membres de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Brooks, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 55*) demandant l'état suivant: 1. De quelle façon établit-on le salaire des employés rémunérés aux taux courants dans les parcs nationaux du Canada?

2. Quel est le salaire horaire actuel de chaque catégorie de ces employés dans chaque parc national du Canada?

Par M. Hamilton,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 71*) demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on demandé des soumissions pour des concessions de télébennes ou monte-pente à nacelle dans les parcs nationaux de Banff et de Jasper?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque cas, quand a-t-on demandé ces soumissions et quand ont-elles été ouvertes?

3. A-t-on accordé des concessions?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) à qui dans chaque cas, *c*) quelles en étaient les modalités, *d*) quelles en étaient les conditions?

5. Quels étaient les avantages et les désavantages relatifs de chaque soumission dans les cas où des concessions ont été accordées?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 2*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés entre le gouvernement fédéral et les provinces du Canada depuis le 10 juin 1957, portant sur des questions relatives à la Loi sur l'assurance-hospitalisation adoptée par le Parlement le 10 avril 1957.

Deuxième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Hugh Windsor Cooper et sept autres personnes de Winnipeg (Man.), aux fins d'une loi constituant en corporation *Investors Trust Company*.

La Compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation et l'autorisant à augmenter son capital-actions.

Mexico Tramways Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Barnett—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 28)—1. Aux termes des Règlements relatifs à la violation de la propriété de la défense, délivre-t-on des laissez-passer aux agents d'affaires des syndicats ouvriers représentant: *a*) tout civil employé au ministère de la Défense nationale, *b*) les employés des entrepreneurs exécutant des travaux dans les limites des établissements de défense?

2. Dans le cas de l'affirmative, les laissez-passer sont-ils délivrés suivant une ligne de conduite générale du ministère ou la question est-elle laissée à l'entière discrétion de chaque officier commandant?

3. Sinon, pour quelles raisons ces laissez-passer ne sont-ils pas accordés?

4. Les laissez-passer délivrés aux représentants syndicaux comportent-ils quelque condition particulière?

5. Permet-on, aux termes de l'article 24 des Règlements, d'apposer les avis ou déclarations officielles des syndicats ouvriers?

M. Lesage—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 29)—1. Quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) au Canada, *b*) dans la province de Québec, *c*) dans la région desservie par le bureau de Montmagny de la Commission d'assurance-chômage, le ou vers le 1er novembre 1957?

2. Quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) au Canada, *b*) dans la province de Québec, *c*) dans la région desservie par le bureau de Montmagny de la Commission d'assurance-chômage, le ou vers le 1er novembre 1956?

M. McCullough—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 135)—1. Quel est le nombre d'Indiens résidant actuellement dans la réserve de White-Bear, Carlyle (Saskatchewan)?

2. Sur ce nombre, combien sont des Cris?

3. Sur ce nombre, combien sont des Assiniboines?

4. Durant chaque année, depuis 1948, quel a été le revenu provenant de baux miniers, de redevances sur le pétrole, de permis de pêche ou autres, dans la réserve de White-Bear?

5. Durant chaque année, depuis 1948, quels ont été les autres revenus?

6. Durant chaque année, depuis 1948, qu'a-t-on fait des revenus?

7. En 1956, à combien s'élevait la caisse de fiducie de la bande de White-Bear?

8. Comment et selon quels principes s'effectue la dépense des deniers de la caisse de fiducie de la bande?

9. Quel a été le coût de construction du dispensaire et de la résidence des infirmières dans la réserve de White-Bear?

10. Durant chaque année, depuis 1950, quelle valeur représentent la machinerie et les bestiaux livrés aux Indiens de White-Bear?

11. En quoi consistaient cette machinerie et ces bestiaux?

12. *a*) Depuis 1948, combien d'Indiens pur sang ont rempli des postes administratifs relevant de la Division des Affaires indiennes? *b*) Quelle était la nature de leur emploi?

13. Durant chaque année, depuis 1948, quelle valeur globale représentent les rations alimentaires accordées aux Indiens de la réserve de White-Bear?

14. Depuis 1948, combien de maisons a-t-on construites dans la réserve de White-Bear?

15. Combien d'années se sont écoulées depuis la construction de la clôture entourant la réserve?

M. Benidickson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 136)—En ce qui a trait à la page 252 (édition française) du rapport de la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision de 1957:

1. Quels étaient les 51 petits postes émetteurs du premier plan dont il est fait mention?

2. Élabore-t-on des plans pour l'établissement de l'un ou l'autre des 27 postes "répéteurs" à faible puissance, destinés à transmettre des émissions de télévision dans les régions comportant 5,000 âmes ou plus, suivant les recommandations des commissaires; et, dans le cas de l'affirmative, une telle élaboration de plans prévoit-elle l'établissement d'un poste de ce genre dans les districts *a*) de Kenora, *b*) de Rainy-River?

M. Olson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 137)—1. Le ministère des Postes a-t-il un service grâce auquel une lettre recommandée ou une lettre recommandée avec avis de réception peut être envoyée et l'expéditeur assuré que la lettre sera livrée au destinataire seulement ou qu'en l'absence de ce dernier elle sera renvoyée à l'expéditeur?

2. Sinon, pourrait-on inaugurer un tel service?

M. Benidickson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 138)—1. En combien d'équipes a-t-on divisé le secteur du pipeline de gas naturel financé par la Couronne pour des fins d'aménagement, à l'est de la tête des Lacs?

2. A l'égard de combien de ces équipes a-t-on demandé des soumissions, et à quelles sociétés a-t-on demandé de soumissionner dans le cas de chaque équipe?

3. Quelles sociétés, invitées à soumissionner, sont *a*) des sociétés canadiennes, *b*) des sociétés étrangères?

M. McCleave—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 139)—1. Le ministère des Postes a-t-il pris une décision quant au motif des timbres-poste qui seront émis en 1958?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels seront les motifs de ces timbres et quelle sera leur valeur postale?

**M. Harrison*—Vendredi prochain—Ordre de a Chambre—(N° 24)—État indiquant les noms et fonctions régulières de toutes les personnes, 1) nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, 2) employées à titre d'inspecteurs et mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Meadow-Lake.

**M. St-Laurent (Témiscouata)*—Vendredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 25)—Copie des ordonnances relatives au transport postal et (ou) des lettres adressées par les directeurs de district des services postaux, concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal, dans tous les districts postaux, sauf Ottawa.

*M. *Coldwell*—Vendredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 26)—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents, reçus ou adressés depuis le 10 juin 1957 par le ministre des Travaux publics, ou tout autre ministre, ou tous fonctionnaires du ministère des Travaux publics ou d'autres ministères du gouvernement, relativement au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford.

M. Olson—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité spécial représentant tous les partis et autorisé à assigner des témoins et à demander le dépôt de documents et dossiers aux fins d'examiner les méthodes utilisées par les cotiseurs et les inspecteurs de l'impôt sur le revenu, en particulier les méthodes et le procédé selon lesquels les cotiseurs et les inspecteurs interrogent les contribuables, et, d'une façon, les méthodes et le procédé utilisés pour déterminer le revenu imposable lorsque des preuves documentaires ne sont pas disponibles, et aux fins de faire des recommandations visant à modifier les règlements conformément aux conclusions du comité.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 19

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 7 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Deux cent quatre-vingt pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 7 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 7 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général,
LIONEL MASSEY

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 14, Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison.

Bill n° 19, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".—*M. Chown.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu du crédit numéro 209 du budget de l'année financière expirant le 31 mars 1958, ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1957-1456, approuvé le 6 novembre 1957: nommant M. John Borden Hamilton, député, au poste d'adjoint parlementaire au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, un comité spécial est institué aux fins de dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre sous le régime de l'article 65 du Règlement, ledit comité se composant de messieurs Cardiff, Chevrier, Gauthier (Portneuf), Green et Hahn.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest".—*M. Comtois.*

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants;

M. Brooks, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour;

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi prévoyant des paiements anticipés pour le grain des Prairies, à l'égard de sa livraison.

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Brooks, appuyé par M. Comtois: Que le Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 30)—1. Quel est le montant global des prêts que la Société centrale d'hypothèques et de logement a consentis dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse durant l'année terminée le 31 mars 1957?

2. Quel a été le montant global des prêts consentis depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour?

3. Quel était le montant moyen de chaque prêt et quel était le nombre d'habitations auxquelles s'appliquaient ces prêts pour l'année terminée le 31 mars 1957, comparativement à la période allant depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour?

M. Huffman—Lundi prochain—QUESTION—(N° 140)—1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on apporté des changements à la taxe de vente sur les plants de pensées que cultivent les pépiniéristes et destinés à l'usage domestique?

2. Dans le cas de l'affirmative, en quoi consistent ces changements et à quelle date ont-ils été mis en vigueur?

3. Au cours de l'année écoulée, a-t-on remboursé aux pépiniéristes ou à des particuliers qui cultivent des pensées des sommes antérieurement versées en taxe de vente?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont leurs noms et adresses et que représentent ces sommes?

5. Considère-t-on les pensées comme des plantes de pépinière et, de ce fait, exemptes de la taxe de vente?

6. A quelle réglementation est assujéti le remboursement de sommes versées par erreur?

7. Y a-t-il un délai fixé pour demander un remboursement?

M. Murphy (Westmorland)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 141)—1. Depuis le 1er juillet 1957, quel a été le nombre d'hommes mis à pied par le National-Canadien, dans la division de l'Atlantique?

2. Depuis le 1er novembre 1957, combien d'hommes ont reçu un avis de congédiement?

3. Sur ce nombre, quel a été le nombre d'hommes congédiés depuis le 1er juillet dans les usines du National-Canadien, à Moncton (Nouveau-Brunswick)?

4. Quel a été le nombre d'hommes congédiés dans les services de réparations courantes?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 142)—Combien a coûté l'élection fédérale du 10 juin 1957?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 143)—1. Quelles sont les diverses catégories de postes émetteurs auxiliaires de télévision que la Société Radio-Canada se propose d'installer?

2. Quel est le coût relatif de ces catégories de postes émetteurs?

3. Quels sont les frais d'immobilisation estimatifs des locaux où seront installés ces postes émetteurs?

4. Certains de ces postes émetteurs seront-ils automatiques?

5. Est-il nécessaire que ces postes émetteurs soient reliés à un réseau micro-ondes?

6. La Société Radio-Canada possède-t-elle des données sur le coût des appareils à réflecteurs pour la transmission lointaine d'émissions télévisées, qu'est à perfectionner la *Canadian Westinghouse*?

7. Aux termes des règlements actuels, un poste de télévision privé pourrait-il exiger une redevance pour l'usage de sa signalisation à hyperfréquence (VHF) dans une retransmission par un poste à haute fréquence (UHF) exploité *a*) par la Société Radio-Canada, *b*) par une société privée?

8. La Société Radio-Canada possède-t-elle des données relatives au bon fonctionnement de quelque appareil automatique de retransmission de télévision, fabriqué aux États-Unis?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 144)—1. Jusqu'à ce jour, quelle somme globale le ministère de la Défense nationale a-t-il dépensée pour l'aménagement et le fonctionnement du camp de Gagetown?

2. Quelle somme globale la Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle dépensée pour la construction de logis destinés au personnel, etc., au camp de Gagetown ou à Oromocto (Nouveau-Brunswick)?

3. Durant la saison de 1957, combien d'hommes ont poursuivi leur instruction militaire au camp de Gagetown?

4. Au cours de 1958, combien d'hommes poursuivront vraisemblablement leur instruction militaire au camp de Gagetown, d'après le programme actuellement tracé par le ministère de la Défense nationale?

5. Quel est le nombre de civils présentement préposés à l'entretien du camp de Gagetown?

M. Castleden—Lundi prochain—QUESTION—(N° 145)—1. Combien de personnes ont suivi les cours d'inspecteur donnés par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies à Yorkton en septembre 1957?

2. Sur ce nombre, combien ont été nommés inspecteurs?

3. Tous ceux qui ont été ainsi nommés étaient-ils des agriculteurs authentiques?

M. Murphy (Westmorland)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 146)—1. Quel est le nombre de civils actuellement employés à la station n° 5 de l'Aviation royale canadienne, à Moncton (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel y était le nombre de civils employés au 1er novembre 1956?

3. Depuis le 1er juillet 1956, y a-t-il eu une diminution du personnel?

4. Se propose-t-on de réduire le personnel dans un avenir rapproché?

M. Lesage—Lundi prochain—QUESTION—(N° 147)—1. A-t-on reçu des soumissions, à la suite de l'appel de soumissions, publié le 1er mars 1957, pour des concessions de télébennes ou de télérièges dans le parc national de Jasper et dans le parc national de Banff, aux environs du lac Louise?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien dans chaque cas, *b*) de la part de qui, et *c*) pour quelles raisons les concessions n'ont-elles pas été accordées?

M. Morris—Lundi prochain—QUESTION—(N° 148)—1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Au cours de la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax avaient-ils inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

M. Morris—Lundi prochain—QUESTION—(N° 149)—1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Durant la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), avait-elle inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 150)—1. Combien de livres de produits du porc a-t-on importées au Canada au cours de chacune des années 1954, 1955, 1956 et jusqu'à ce jour en 1957?

2. De quels pays provenaient ces produits?

3. Quel prix moyen la livre a-t-on versé pour ces produits?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 151)—1. Depuis le 21 juin 1957 jusqu'à ce jour, y a-t-il eu des vols de timbres-poste, mandats de poste, bons de poste, de numéraire, etc., dans les divers bureaux de poste du Canada? Dans le cas de l'affirmative, quel en a été le nombre?

2. Quelle somme globale représentent ces vols et quelles nouvelles mesures, s'il en est, le ministère des Postes a-t-il prises en vue de prévenir de tels incidents?

**M. McCullough*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 27)—État indiquant les noms de toutes les personnes qui, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, *a*) ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont recommandé des candidats à des postes d'inspecteur, c) ont été nommées inspecteurs à cette même Division; et indiquant, *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, depuis le 1er août 1957.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 20

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 8 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York".—*M. McIlraith.*

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur les pensions.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les pensions aux fins suivantes: placer les personnes à la charge de ceux qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale dans une situation analogue à celle des personnes à la charge de ceux qui ont servi dans la première guerre mondiale, lorsque l'invalidité ou le décès est dû à la mauvaise conduite; assurer que des pensions peuvent être versées aux personnes à la charge de membres décédés des forces résidant et domiciliés à Terre-Neuve; prescrire le maintien des pensions d'invalidité et des pensions aux veuves jusqu'à la fin du mois où le décès est survenu, sauf dans les cas où n'est payable aucune pension supplémentaire à l'égard des personnes à charge; pourvoir au paiement d'une pension à la fille d'un veuf pensionné lorsque l'établissement domestique est maintenu après sa mort; accorder une augmentation d'allocation d'habillement au titre de l'amputation ou de l'usage d'appareils de prothèse; pourvoir à une augmentation des allocations accordées pour les frais des services funèbres et de l'enterrement; supprimer la restriction sur le montant de la pension payable à un parent à la charge d'un pensionné décédé après la cessation de pension aux autres personnes à charge; autoriser le paiement de pensions aux veuves aux taux courants après le rétablissement des pensions discontinuées; supprimer la restriction sur le paiement de pensions aux enfants ou relativement aux enfants nés après une date spécifiée, ou aux épouses dont le mariage à un membre des forces ou à un pensionné a eu lieu après une date spécifiée; une telle mesure devant inclure, en outre, certains amendements propres à clarifier la loi ou découlant de ce qui précède.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Brooks, appuyé par M. Comtois, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux;

M. Starr, appuyé par M. MacLean, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Barnett.

Du consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que, nonobstant la désignation de lundi prochain comme un jour portant considération de l'ordre visant à la reprise du débat sur la motion d'adresse en réponse au discours de Sa Majesté, la Chambre se réunisse à deux heures et demie de l'après-midi ledit jour, et que l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 du Règlement soit suspendue à cet égard.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada":

M. Rea, appuyé par M. Chown, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company";

M. Chown, appuyé par M. Crouse, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 10 à 17 inclusivement, sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Green.

L'ordre portant le numéro 19 est appelé et réservé.

L'ordre portant le numéro 20 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 21, 22 et 23 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 24 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Quatrième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 7 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Frederick Wilson Abbott, de Buchans, (Terre-Neuve), époux de Myrtle Morgan Abbott.

Mark Astman, de Montréal, (P.Q.), époux de Miriam Abramovitch Astman.

Alice Elizabeth Edden Aumais, épouse de Miles Wesley Aumais, de Montréal, (P.Q.).

Bertha Wexler Azeman, épouse de Adolph Azeman, de Montréal, (P.Q.).

Martine Rolland Badeaux, épouse de Joseph-André Badeaux, de St-Sauveur-des-Monts, (P.Q.).

Lucille Perrin Ballard, épouse de Tancrède *alias* Thom. Ballard, de Montréal, (P.Q.).

Marion Gloria Ewart Balleine, épouse de Douglas Alfred Balleine, de Montréal, (P.Q.).

Léo Bastien, de Montréal, (P.Q.), époux de Margaret Porteous Murrell Bastien.

Robert James Beakes, de Waterloo, (P.Q.), époux de Celia Amelia McLellan Beakes.

Edith (Beverley) Ann Van Horne Beattie, épouse de James Robert Beattie, de St-Jovite, (P.Q.).

Bruno Bédard, de Montréal, (P.Q.), époux de Rose Anna Quesnel Bédard.

Paul-Émile Bédard, de Montréal, (P.Q.), époux de Rita Sabourin Bédard.

Dorothy Elizabeth Allen Bellenger, épouse de George Kenneth Stanley Bellenger, de Montréal, (P.Q.).

Rose Kornitzer Belsky, épouse de Anthony Belsky, de Montréal, (P.Q.).

Aldo Bargamo, de Montréal, (P.Q.), époux de Rosa Fiori Bergamo.

Mac (Manny) Bernard, de Montréal, (P.Q.), époux de Margie Bertha Dyson Bernard.

Mary Stepko Berryman, épouse de James Isaac Berryman, de Montréal, (P.Q.).

Roger Albert Bersier, de Québec, (P.Q.), époux de Laurencia-Rosalie Toussaint Bersier.

Zygmunt Habdank Bielinski, de Montréal, (P.Q.), époux de Ann Sadler Bielinski.

Reine Isabel Charles Bisson, épouse de Reginald Duncan Bisson, de Montréal, (P.Q.).

Bernice Edith Knights Blake, épouse de Allan Edward Blake, de Montréal, (P.Q.).

Constance Edna Medcalfe Blood, épouse de Robert Stewart Blood, de Montréal, (P.Q.).

Dorothy Elizabeth Nairn Anderson Bloodsworth, épouse de Frank George Bloodsworth, de Montréal, (P.Q.).

Frances Dorothy Denenberg Bloomfield, épouse de Harold Aron Bloomfield, de Montréal, (P.Q.).

Leonne Liane Andrée Belanger Botham, épouse de Ronald Arthur Edward Botham, de Montréal, (P.Q.).

Monica Frances Fleice Bottomley, épouse de Thomas Spencer Bottomley, de Montréal, (P.Q.).

Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard, épouse de Joseph-Arthur Trefflé Bouchard, de Granby, (P.Q.)

Helena Madeline Latendresse Bowles, épouse de William Joseph Bowles de Montréal, (P. Q.).

Moe Boxerman, de Montréal, (P.Q.), époux de Sadie Miller Boxerman.

Elizabeth Dermer Boyd, épouse de James Joseph Boyd, de Montréal, (P.Q.)

Alice Florence Chaisson Boychuk, épouse de Gregory (Harry) Boychuk, de Lachine, (P.Q.).

Georges Brais, de Montréal, (P.Q.), époux de Elizabeth Lihozsky Brais.

Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault, de Cowansville, (P.Q.), époux de Marie-Blanche Daudelin Brault.

Anne-Marie Fontaine Brien, épouse de Guy Brien, de Ville St-Laurent, (P.Q.).

Yvonne Florence Kee Brien *alias* Durocher, épouse de Joseph Marcel Henri Brien *alias* Durocher, de Montréal, (P.Q.).

Pola Baron Brisebois, épouse de Winslow Brisebois, de Montréal, (P.Q.).

Irene Patricia Hefferman Brown, épouse de Arthur Brown, de Montréal, (P.Q.).

Antonio Bucci, de Montréal, (P.Q.), époux de Marie Émilienne Birs dit Coulombe Bucci.

Herbert Budd, fils, de Montréal, (P.Q.), époux de Hazel Edna Robinson Budd.

Karina Mercs Bunte, épouse de Verners Bunte, de Montréal, (P.Q.).

Kathleen Mitchell Cabana, épouse de Guy Cabana, de Montréal, (P.Q.).

Remo Cerilli, de Montréal, (P.Q.), époux de Liliana Frenza Cerilli.

Elizabeth Ann Vedder Chadwick, épouse de Richard Vaux Chadwick, de Ville Mont-Royal, (P.Q.).

Marthe-Hélène LeBel Champion, épouse de Rudolph Van Dyke Champion, de Pointe-aux-Trembles, (P.Q.).

Maria Torossi Chartrand, épouse de Jean Guy Chartrand, de Montréal, (P.Q.).

Charles Frederick Church, de Montréal, (P.Q.), époux de Ada Georgina Hale Church.

Florence Bloomfield Cichella, épouse de Louis Cichella, de Montréal, (P.Q.).

Margaret Griffin Clarke, épouse de Michael Clarke, de Montréal, (P.Q.).

Irene Elsa (Rubin) Cohen, épouse de Stanley Cohen, de Montréal, (P.Q.).

Theresa Mary Moran Redmond Cooke, épouse de William John Cooke, de Montréal, (P.Q.).

Norma Elizabeth Gammie Costigan, épouse de William Henry Costigan, de Beaconsfield, (P.Q.).

Jacqueline Marchand Côté, épouse de René Côté, de Montréal, (P.Q.).

Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier, épouse de Raymond Arthur Cottier, de Como, (P.Q.).

Catherine Ann Naylor Couture, épouse d'André Couture, de Montréal, (P.Q.).

John Alfred Crease, de North Hatley, (P.Q.), époux de Eileen Anne Pankovitch Crease.

Ernest Frank Cross, de Montréal, (P.Q.), époux de Marie Antoinette Florida Campeau Cross.

Dorothy Maureen Allan Cybuliak, épouse of John Henry Cybuliak, de Montréal, (P.Q.).

Mary Isabella Cross Davidson, épouse de Frank Elmer Davidson, d'Ulverton, (P.Q.).

John Francis Bernard Deegan, de Montréal, (P.Q.), époux de Violet Lorraine McAdam Deegan.

Lucille Therrien Deguise, épouse d'Ovila Deguise, de Montréal, (P.Q.).

Marcelle Richard Deschambault, épouse de Marcel Deschambault, de Montréal, (P.Q.).

Jean Guy Joseph Desparois, de Montréal, (P.Q.), époux de Annette Betty Johnson Desparois.

Lita Eleanor Ciceri Desrochers, épouse de Roch Paul Emile Desrochers, de Lachine, (P.Q.).

Lucille Esther Hudson Donnelly, épouse de James Henry Donnelly, de Montréal, (P.Q.).

Marie Marguerite Eugénie Lucie Prévost Dorfman, épouse de Leo André Dorfman, de Laval-sur-le-Lac, (P.Q.).

Gaynor Jenkins Douglas, épouse de Glenn Alexander Douglas, de Montréal, (P.Q.).

Elizabeth Cavé Collyer Duboyce, épouse de Roslyn Maxwell Halladay Duboyce, de Montréal, (P.Q.).

Vasyl Dudka, de Montréal, (P.Q.), époux de Kathleen Kelly Dudka.

Kathleen Louise Blaylock Dunning, épouse d'Avery Charles Dunning, de Montréal, (P.Q.).

Jerzy Dzynaw, de Montréal, (P.Q.), époux de Paras Kewia Sahan Dzynaw.

Claus Elstorpff, de Westmount, (P.Q.), époux de Sabina Werkmeister Elstorpff.

Raymond Faucher, de Montréal, (P.Q.), époux de Suzanne Vincent Faucher.

Joseph Fishman, de Montréal, (P.Q.), époux de Eleanor Frank Fishman.

Joyce Sherman Fogel, épouse de Allan Fogel, de Montréal (P.Q.).

Herbert Everett Follette, de Montréal, (P.Q.), époux de Gwendolyn Carmelita Adele Phillips Follette.

Mona Areta Emsley Forbes, époux de John Charles Forbes, de Montréal, (P.Q.).

Norma Rose Cohen Freeman, épouse de Hyman Joseph Freeman, de Montréal, (P.Q.).

Marjorie Kennedy Alexander Gangin, épouse de Donald Malcolm Gangin, de Verdun, (P.Q.).

Mildred Irene Mitchell Gauthier, épouse de Joseph Alexander René Gauthier, de Montréal, (P.Q.).

Sally Ruth Pall Gold, épouse de Meyer Gold, de St-Ambroise, (P.Q.).

Samuel Jack Goldberg, de Montréal, (P.Q.), époux de Lila Sendel Goldberg.

Irene Tinkoff Goldmann, épouse de Meley Michael Goldmann, de Montréal, (P.Q.).

Violet June Bockus Good, épouse de Wesley Milton Good, de Westmount, (P.Q.).

Mildred Weiner Gordon, épouse de Danny Gordon, de Montréal, (P.Q.).

Ruth Ellen McMullin Gosnell, épouse de Lawrence McCallum Gosnell, de Montréal, (P.Q.).

Joseph-Victor-Cyril Goyer, de Montréal, (P.Q.), époux de Marcia Bradley Goyer.

Mabel Florence Adams Hadden, épouse de James Hadden, de Montréal, (P.Q.).

Jeannette Hatsédakis Haeck, épouse de Léopold Haeck, de Montréal, (P.Q.).

Eva (Chava) Shtull Hager, épouse de Adolphe Hager, de Montréal, (P.Q.).

Florence Hewitt Hartt, épouse de Robert Todson Hartt, de Montréal, (P.Q.).

Dorothy Nettie Clarke Hay, épouse de David Harvie Hay, de Westmount, (P.Q.).

Lillian Lea Huss Herscovitch, épouse de Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal, (P.Q.).

Madeline Audrey Booth Hibbard, épouse de Andrew Ralph Hibbard, de Montréal, (P.Q.).

Theodore Elbert Holtham, de Sherbrooke, (P.Q.), époux de Irene Addie Aldrich Holtham.

Venise Gosselin Hoote, épouse de Roland Hoote, de Montréal, (P.Q.).

Lionel Houde, de Montréal, (P.Q.), époux de Cécile Isabelle dit Morissette Houde.

Frederick William Hovermann, de L'Abord-à-Plouffe, (P.Q.), époux de Audrey Hill Middleton-Hope Hovermann.

Miriam Astrof Hymovitch, épouse de Eddy Hymovitch, de Montréal, (P.Q.).

Phyllis Freda (Sabbath) Isaacson, épouse de Reuben Robert Isaacson, de Montréal, (P.Q.).

Hazel Margaret White Jackson, épouse de Robert Mohliss Jackson, de Verdun, (P.Q.).

Olive Margaret Lester James, épouse de Neilson A. James, de St. John's, (Terre-Neuve).

Gennie Loza Jarvis, épouse de Edward Alison Jarvis, de Cascades Point, (P.Q.).

Catherine Maitland Moenting Johnstone, épouse de Donald Wilson Johnstone, de Montréal, (P.Q.).

Helen May Verne Joyce, épouse de Horace Stanley Joyce, de Montréal, (P.Q.).

Mildred Desmarais Joly, épouse de Wilbrod Joly, de Montréal, (P.Q.).

Jone Vanda Skakauskaite Kaniewski, épouse de Jerzi Kaniewski, de Montréal, (P.Q.).

James Keith, de Montréal, (P.Q.), époux de Liliane Marie Sembinelli Keith.

William Tennant Key, de Roxboro, (P.Q.), époux de Dolina Mackay Key.

Claude Murray Kirk, de Montréal, (P.Q.), époux de Edna Mary Roderick Kirk.

Kaljo Klasman, de Montréal, (P.Q.), époux de Edit-Ksenia Kirsipuu Klasman.

Helen Frances Knight Koomas, épouse de John George Koomas, de Montréal, (P.Q.).

Henry Krupa, de Montréal, (P.Q.), époux de Mary T. Kuchta Krupa *alias* Frances Kuchta Krupa.

Audrey Bruce Laborgne, épouse de Charles Laborgne, de Caughnawaga, (P.Q.).

Shirley Janet Whitton Ladds, épouse de John Frederick Ladds, de Montréal, (P.Q.).

Eliza Labrecque Ladouceur, épouse de Henri Ladouceur, de Montréal, (P.Q.).

Catherine Rita Marian Laker, épouse de Robert Laker, de Montréal, (P.Q.).

Donald Ernest Lamont, de Montréal, (P.Q.), époux de Jean Millicent Davis Lamont.

Joseph-Roland Langevin, de Montréal, (P.Q.), époux de Hazel Lebœuf Langevin.

Joseph Wolfe Lapalme, de Montréal, (P.Q.), époux de Anna Ida Briard Lapalme.

Constance Jean Backhouse Brayton Lapierre, épouse de James Richardson Lapierre, de Montréal (P.Q.).

Gertrude-Laurence Delisle Laplante, épouse de Hormisdas-Roger Laplante, de Montréal (P.Q.).

Lena Therese Dean Lauzon, épouse de Marcel Lauzon, de Montréal (P.Q.).

Christine Mary Mackay Leavitt, épouse de Richard Simeon Wentworth Leavitt, de Montréal (P.Q.).

Mary Russell Leclaire, épouse de Jean Paul Leclaire, de Montréal (P.Q.).

Marie-Noëlla-Thérèse Legault Lebel, épouse de Joseph-Wilfrid-Raymond Lebel, de Montréal (P.Q.).

Denis Leblanc, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Narrol Leblanc.

Francine-Josephine-Gislaine Boisdenghien Lebrun, épouse de Félicien-Auguste Lebrun, de Montréal (P.Q.).

Louise Auger Lecavalier, épouse de Conrad Lecavalier, de Montréal (P.Q.).

Joyce Ann Breaker Lee, épouse de Earle William Lee, de Verdun (P.Q.).

Manola Mainville Lefebvre, épouse de Laurent Lefebvre, de Montréal (P.Q.).

Mary Isabel Bristow Livingston, épouse de Henry Livingston, de Montréal (P.Q.).

Lise Beaudry Livingston, épouse de Kenneth Livingston, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Evelyn Howe Lockwood, épouse de Raymond Harvey Lockwood, de Montréal (P.Q.).

Kaarlo Kustaa Loikkanen, de Longueuil (P.Q.), époux de Eija Liisa Kahelan Loikkhanen.

Ethel Rappaport Lomon, épouse de Harry Lomon, de Montréal (P.Q.).

Marie-Thérèse-Carmen-Pauline Legault Lortie, épouse de Edward Roger Lortie.

Bernhard W. Michael, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Anne Agnes Costigan Michael.

Léo Milette, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Solange Déry Milette.

Thomas Mastropaolo, de Montréal (P.Q.), époux de Parise Berger Mastropaolo.

Jean Brasgold Martz, épouse de Louis Martz, de Montréal (P.Q.).

Mary Hilbert Madge, épouse de Albert Victor Madge, de Beaconsfield (P.Q.).

Evelyn Mahaffy Major, épouse de Frederick Arthur Major, de Montréal (P.Q.).

Joyce Hahn Maiste, épouse de Armas Maiste, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Bertha Viola Beatrice Good Malcolm, épouse de Edward Boswell Malcolm, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Downie Malo, épouse de Jean Paul Malo, de Montréal (P.Q.).

Christine Silverson Manchur, épouse de Harry Manchur, de Ville LaSalle (P.Q.).

Jean-Marc Marceau, de Montréal (P.Q.), époux de Ellen Gertrude Broumpton Marceau.

Eric Dunstan Martin, d'Outremont (P.Q.), époux de Sheila Anne Currie Martin.

Paul Fritz Siegmund Matthes, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Julie Achille Ghislaine Delhalle Matthes.

Bertha Sylvia Berman Maxwell, épouse de Samuel Briar Maxwell, de Verdun (P.Q.).

Omer-Arthur Ménard, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Maxine-Marie Haskett Ménard.

Molly Gloria Goldman Mencher, épouse de Fred Stephen Mencher, de Montréal (P.Q.).

Joyce Eugenie Swanburg Millette, épouse de Roger Malpas Millette, de Rosemere (P.Q.).

William Garnet Mills, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Aileen Todd Mills.

Doreen Gertrude Edith Royston Mizener, épouse de Brant Lawson Mizener, de Montréal (P.Q.).

Shirley Saltzman Midlinsky, épouse de Jack Midlinsky, de Montréal (P.Q.).

Jeannette L'Italien Molla, épouse de Edward Molla, de Montréal (P.Q.).

Margaret Williams Mullins, épouse de Harold Mullins, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Graziella Bernier Murray, épouse de Henri Murray, de Montréal (P.Q.).

John Ronald MacCuaig, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Barbara Ann Allan MacCuaig.

Lila Redmond McCorriston, épouse de James Roland McCorriston, de Montréal (P.Q.).

Charles McCulloch, de Rosemont (P.Q.), époux de Suzanne Hogue McCulloch.

Catherine Lammie Graham McLean, épouse de Norman Gordon McLean, de Montréal (P.Q.).

Geraldine Avonne Dixon McNaughton, épouse de Malcolm Kenneth McNaughton, de Hudson Heights (P.Q.).

Michael Francis McTigue, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Irene Gertrude MacPherson McTigue.

Zelda King Neuss, épouse de Leon Neuss, de Montréal (P.Q.).

William Newell, de Champlain (P.Q.), époux de Lillian Ida Stoddard Newell.

Daphne Louisa Ruby Burrows Newland, épouse de Aubrey Hamilton Newland, de Montréal (P.Q.).

Wilfred David Oliver, de Verdun (P.Q.), époux de Alberta Allison Stamper Oliver.

Roland Paquin, de Malartic (P.Q.)., époux de Rita Vadeboncœur Paquin.

Jane Holliday Cadenhead Peate, épouse de Edward Peate, de Montréal (P.Q.).

Jean-Paul Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Audet Pelletier.

Marguerite Fleury Péloquin, épouse de Edouard Péloquin, de Joliette (P.Q.).

Joseph-Fabien-Marcel Perras, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Thérèse Chénier Perras.

Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips, épouse de Gordon Michael Phillips, de Montréal (P.Q.).

Sarah Yampolsky Pinsky, épouse de Max Pinsky, de Montréal (P.Q.).

Olive Clara Benson Pitman, épouse de Thomas Henry Pitman, de Montréal (P.Q.).

Laurette Racine Pollender, épouse de Gaston Pollender, de Granby (P.Q.).

George Wilkinson Pridmore, de Verdun (P.Q.), époux de Lucy Evangeline Shaughnessy Pridmore.

Claude-Hector Proulx, d'Aylmer (P.Q.), époux de Leanore Lillian Proulx.

Violet Pitman Proulx, épouse de Alfred Albert Proulx, de Montréal (P.Q.).

William Lucien Proulx, de Montréal (P.Q.), époux de Norma Hazel Rolfe Proulx.

Francis Allan Quinn, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Simard Quinn.

Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud, (P.Q.), époux de Margaret Eleanor Williams Radmore.

Kathleen Mary Hicks Rainville, épouse de Joseph Arthur Messmore Rainville, de Ste-Adèle, (P.Q.).

Agnes Traiton Rathburn, épouse de Arthur Rathburn, de Montréal, (P.Q.).

Roméo Raymond, de Montréal, (P.Q.), époux de Marie-Ange Bouchard Raymond.

Herman Rayvals, de Terrace-Vaudreuil, (P.Q.), époux de Pearl Frances Maple Rayvals.

Marie Becherbleith Reicher, épouse de Lothar Alfred Reicher, de Montréal, (P.Q.).

Beverley Joan Abbott Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal, (P.Q.).

Clarence Joseph Reilly, de Verdun, (P.Q.), époux de Mary Ethel Gertrude Sloan Reilly.

Rosalie Jakes Reisinger, épouse de Eric Reisinger, de Lachine, (P.Q.).

Albert Renaud, de St-Lambert, (P.Q.), époux de Marie Agnes Picotte Renaud.

Joseph-Lucien-Roland Richer, de Montréal, (P.Q.), époux de Marie-Esther-Thérèse Lauzon Richer.

Sally Baker Golding Rohrlich, épouse de Hyman Chaim Rohrlich, de Montréal, (P.Q.).

Pierre Rothe, de Montréal, (P.Q.), époux de Chantal Marie Antoinette Raclot Rothe.

Marie-Marthe Moreau Roy, épouse de Joseph-Roch-Marcel Roy, de Montréal, (P.Q.).

Ludek Peter Rubina, de Ste-Agathe-des-Monts, (P.Q.), époux de Thérèse Diane Jeannine Robert Rubina.

Michal Rubikowski, de Montréal, (P.Q.), époux de Halina Wasilewska Stomlenska Rybikowski.

Norma Leibovitch Ryer, épouse de Bernard Ryer, de Montréal, (P.Q.).

Amy Isabel Wonham Saunderson, épouse de Hugh Edward Arnold Saunderson, de Westmount, (P.Q.).

Margo Jean Thornton Savard, épouse de Joseph Edouard Savard, de Montréal, (P.Q.).

Claire Lenoff Schecter, épouse de Jack Schecter, de Ville St-Laurent, (P.Q.).

Sarah Sally Abramovici Schor, épouse de Ernest Schor, de Montréal, (P.Q.).

Karl Schubert, de Montréal, (P.Q.), époux de Ruth Kathe Weinelt Schubert.

Sidney Schwartz, de Ville St-Laurent, (P.Q.), époux de Doreen Adelman Schwartz.

Beatrice Bellamy Drysdale Scott, épouse de John Lancely Scott, de Montréal, (P.Q.).

Eileen Hannah Thomson Scott, épouse de Eddy Robert Scott, de Montréal, (P.Q.).

Florence May Voce Scott, épouse de Craig Scott, de Montréal, (P.Q.).

John Joseph Sebaski, de Montréal, (P.Q.), époux de Thelma Lorraine Martin Sebaski.

Gwen Horne Segal, épouse de Jack Segal, de Montréal, (P.Q.).

Issie (Irving) Sherman, de Montréal, (P.Q.), époux de Esther (Estelle) Cohen Sherman.

Emilia Shutko Suranow, épouse de Iegor Suranow, de Montréal, (P.Q.).

Andrzej Skarzynski, de Montréal, (P.Q.), époux de Alda Misani Skarzynski.

Gordon Frank Skilling, de Ste-Anne-de-Bellevue, (P.Q.), époux de Mary Hope Beers Skilling.

Margaret Lillian Mackenzie Smallwood, épouse de Joseph Plimsoll Smallwood, de Montréal, (P.Q.).

Clarence Sproule, de Montréal, (P.Q.), époux de Margaret Sophie Bolenski Sproule.

Osbourne D. St. Martin, de Montréal, (P.Q.), époux de Kate Elsie Gertrud Wulsten St. Martin.

Eunice Kennedy Standeven, épouse de Ronald Standeven, de St-Eustache-sur-le-Lac, (P.Q.).

Virginia Marshall Staniforth, épouse de Charles Mosher Curll Staniforth, de Montréal, (P.Q.).

Judith Sidney Browne Stein, épouse de Boris Stein, de Montréal, (P.Q.).

Miriam Jurist Stern, épouse de Montague Stern, de Montréal, (P.Q.).

Dorothy Miriam Skinner Stuckey, épouse de Louis Cyril Stuckey, de Montréal, (P.Q.).

Lillian Boyce Suttner, épouse de Frank Suttner, de Ville St-Laurent, (P.Q.).

Joseph-Alfred-Victor Tassé, de Montréal, (P.Q.), époux de Mandeleine Florence Ivy Doggett Tassé.

William Harrison Terry, de Ville Mont-Royal, (P.Q.), époux de Hazel May Howe Terry.

William Arthur Terry, de Ville St-Laurent, (P.Q.), époux de Helen Breddy Terry.

Doris Rose May Cook Thomas, épouse de Richard Harold Thomas, de Montréal, (P.Q.).

Edith Elizabeth Altherr Thompson, épouse de Stanley Ernest Thompson, de Montréal, (P.Q.).

John Howard Cooper Thompson, de Montréal, (P.Q.), époux de Shirley Mary Shepard Thompson.

Josephine Gertrude Rice Thornhill, épouse de Theophilus Thornhill, de Montréal, (P.Q.).

Doris Williams Timmins, épouse de John Timmins, de Montréal, (P.Q.).

Lily Sklar Titleman, épouse de Joseph Titleman, de Springfield Park, (P.Q.).

Michael Todascu, de Laval-Ouest, (P.Q.), époux de Bertha Daviau Todascu.

Elizabeth Geroux Touchette, épouse de Jean Marc Touchette, de Montréal, (P.Q.).

William Toulouse, de Montréal, (P.Q.), époux de Margaret Isobel Vair Toulouse.

Cécile Chagnon Tremblay, épouse de Roger Tremblay, de MacKayville, (P.Q.).

Ronald Victor Turner, de Montréal, (P.Q.), époux de Mary Ball Turner.

Clarice Mendell Uditsky, épouse de William Morton Uditsky, de Montréal, (P.Q.).

Elvi Russak Urb, épouse de Rudolf Urb, de Montréal, (P.Q.).

Evelyn Thelma Passineau Uyeda, épouse de Shoroku Uyeda, de Montréal, (P.Q.).

Dorothea Jenkins Vanier, épouse de Marcel Vanier, de Verdun, (P.Q.).

Mary Wolloch Vineberg, épouse de Jack Vineberg, de Montréal, (P.Q.).

Nicholas Vlahos, Ville Mont-Royal, (P.Q.), époux de Mildred Readman Vlahos.

Vera Dziedzic Volkman, épouse de Leo Volkman, de Montréal, (P.Q.).

Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume, épouse de Roland-René-Georges Vuillaume, de Montréal, (P.Q.).

Sydney Wagner, de Montréal (P.Q.), époux de Amanda Doris Drachler Wagner.

Donald Stewart Walker, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Alice Waugh Walker.

Ruth Mary Ledden Wallace, épouse de Gerard John Wallace, de Montréal (P.Q.).

Patricia Mary Gorman Walsh, épouse de Francis Terence Walsh, de Montréal (P.Q.).

Marilyn Joan O'Brien Watson, épouse de Mervin John Watson, de Montréal (P.Q.).

Stefan Weber, de Montréal (P.Q.), époux de Magda Bash Weber.

Hyman Wexler, de Montréal (P.Q.), époux de Ethel Segal Wexler.

Florence Wedge Whitlock, épouse de Henry Herbert Whitlock, de Montréal (P.Q.).

David St. Clair Wilson, de Montréal (P.Q.), époux de Rosalind Rowena Thompson Wilson.

Lorna Cynthia Sawyer Wilson, épouse de Calvin Carl Wilson, de Montréal (P.Q.).

Shirley Alma Lawson Wilson, épouse de William Edward Wilson, de Montréal (P.Q.).

Joseph Wing, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Beacon Wing.

Pauline Mechanik Winterfeld, épouse de Mark Winterfeld, de Montréal (P.Q.).

Iris Dorothy Birks Yates, épouse de Graham Douglas Yates, de Beaconsfield (P.Q.).

Jewel Evelyn Bockus Yeo, épouse de Harold Reginald Yeo, de Montréal (P.Q.).

Solomon Seymour Yetman, de Humbermouth, (Terre-Neuve), époux de Lovelett Vera Bride Swyers Yetman.

Ann Gold Zidile, épouse de Max Zidile, de Montréal (P.Q.).

Gun Elsa-Maria Zukrowski, épouse de Christopher Joseph Zukrowski, de la province de Québec.

Conrad-Donat-Joseph Bouffard, de Hull (P.Q.), époux de Gisèle Corneau Bouffard.

Paulette Priscilla Benning Buchanan, épouse de James Michael Buchanan, de Montréal (P.Q.).

Earl Bruce Carswell, de Otterburn Heights (P.Q.), époux de Sheila Geraldine Frances Enright Carswell.

Jean-Paul Camiré, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Beaudet Camiré.

Katie Miller Fisch, épouse de Abraham Fisch, de Montréal (P.Q.).

Gwendolyn Alice Wilson Hermann, épouse de Alfred Hermann, fils, de Montréal (P.Q.).

Annette Allard Huint, épouse de John Richard Huint, de Verdun (P.Q.).

Celia Bernhaut Jamensky, épouse de Aaron Jamensky, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Lavoie Jolin, épouse de Paul Jolin, de Montréal (P.Q.).

Beryl Elizabeth Scrase Laliberté, épouse de Albert Laliberté, de Saint-Vincent-de-Paul (P.Q.).

Joyce Florence Taylor Larman, épouse de Ronald Ernest Larman, de Montréal (P.Q.).

William Leonard Mugford, de la province de Québec, époux de Elivia Mugford.

Claudine Yvette Félicité Schleyen Neely, épouse de Robert Cumming Neely, de Montréal (P.Q.).

Clarabel Ellement Vaillancourt, épouse de René Alexis Vaillancourt, de Terrebonne (P.Q.).

Elizabeth Janet Davidson Blacklock, épouse de John Nielson Blacklock, de Montréal (P.Q.).

Florence Irene Burness Williams, épouse de Montague McCrea Williams, de Montréal (P.Q.).

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, conformément à l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont été affichés ce huitième jour de novembre et seront pris en considération par leurs comités respectifs:

Comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques

Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada".—*M. Rea.*

Comité permanent de la banque et du commerce

Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé : Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".—*M. Chown.*

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Rochefort—Lundi prochain—QUESTION—(N° 152)—1. Existe-t-il un aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui en est le propriétaire et l'exploitant?

3. Le gouvernement fédéral l'occupe-t-il pour des fins publiques? Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

4. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'améliorer, construire des édifices, des hangars, etc.?

5. Des ingénieurs ont-ils fait des rapports le condamnant? Dans le cas de l'affirmative, quand?

6. Combien en coûterait-il pour l'agrandir et le rendre utilisable par les avions commerciaux?

7. Le gouvernement songe-t-il à construire un aéroport dans une municipalité voisine et à abandonner celui du Cap-de-la-Madeleine?

8. Le conseil municipal et les organismes publics du comté de Champlain et de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils invités à se faire représenter lors de toute étude de la question?

M. Rochefort—Lundi prochain—QUESTION—(N° 153)—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont au-dessus du fleuve Saint-Laurent à l'estuaire du Saint-Maurice ou dans le voisinage pour relier la rive sud à la rive nord?

2. Des travaux de recherches effectués pour déterminer quel est le meilleur emplacement seront-ils confiés à des ingénieurs de l'État ou à des firmes étrangères d'experts conseils?

3. L'emplacement du pont a-t-il été choisi? Dans le cas de l'affirmative, par qui?

4. Le Conseil municipal et les groupements publics de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils consultés à ce sujet et seront-ils représentés dans tous les organismes chargés de la conduite des études de recherches?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—(N° 154)—1. A qui a-t-on adjugé les contrats relatifs à la construction de la ligne ferroviaire allant de Beattyville à Chibougamau?

2. Qui a exécuté les travaux de construction?

3. A quels ingénieurs avait-on confié la surveillance des travaux?

4. Quel a été, par mille, le coût de construction de la ligne ferroviaire depuis Beattyville jusqu'à Chibougamau?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—(N° 155)—1. A qui a-t-on adjugé les contrats relatifs à la construction de la ligne ferroviaire allant de Chibougamau à Saint-Félicien?

2. Quel a été, par mille, le coût de construction de la ligne ferroviaire depuis Chibougamau jusqu'à Saint-Félicien?

M. Chevrier—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 28)—État indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a, en vertu de son statut de constitution, exproprié les biens, (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par l'Administration à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), *a*) dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde (i) les terrains appartenant aux Indiens, (ii) les autres terrains; *b*) à Pointe Iroquois, tant dans la ville d'Iroquois que dans le township de Matilda, comté de Dundas, dans la section internationale du fleuve Saint-Laurent.

M. Chevrier—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 29)—État indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par le ministère à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine n° 2 et le canal de Cornwall allant au nord et au sud, et le pont international et la route d'une longueur de neuf milles allant à l'est et à l'ouest, dans ladite ville.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 21

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 11 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Low, appuyé par M. Quelch: Que tous les mots qui suivent le mot "découlent", dans l'amendement, soient rayés et remplacés par les suivants:

"Cependant, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le Gouvernement a l'intention de demander au Parlement d'établir pour le Canada un programme financier méthodique et répondant aux besoins de l'heure qui orientera les opérations de la Banque du Canada, mettra rapidement fin au programme actuel de l'argent cher et fera efficacement échec à l'augmentation constante du coût de la vie."

Le débat se poursuit; à 9h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (3) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Blackmore,
Christian,
Hahn,
Hansell,
Holowach,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Leboe,
Low,
McLeod,
Olson,
Patterson,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Yuill—16.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Balcer,
Barbès,
Barnett,
Batten,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Blanchette,
Boivin,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Casselman,
Castleden,
Cathers,
Cauchon,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Diefenbaker,
Dumas,
Ellis,
Fairfield,
Fisher,
Forgie,
Fraser,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Gour,
Green,
Habel,
Haidasz,
Halpenny,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harrison,
Hees,
Henderson
Herridge,
Houck,
Howard,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-(Nord-Centre),
Kucherepa,
LaCroix,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Lesage,
Lewry,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Milligan,
Monette,
Monteith,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Murphy (Westmorland),
Noble,

O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Pickersgill,
Ricard,
Richard
(Ottawa-Est),
Richard
(Saint-Maurice-
Laflèche),
Robinson,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent
(Québec-Est),
St-Laurent
(Témiscouata),
Schulz,
Simpson,
Smith
(Lincoln),
Smith
(Simcoe-Nord),
Starr,
Stewart
(Winnipeg-Nord),
Stick,
Stinson,
Taylor,
Thomas
(Middlesex-Ouest),
Thrasher,
Villeneuve
(Glengarry-
Prescott),
Villeneuve
(Roberval),
Walker,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Zaplitny—139.

Le débat se poursuit sur l'amendement à la motion principale, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pickersgill.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Cinquième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions aux fins de lois pour annuler le mariage des demandeurs suivants, présentées le 8 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Maurice Robert, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Ménard Robert.

Samuel Wasserman, de Montréal (P.Q.), époux de Beverley Nan Israel Wasserman.

Troisième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Mark Astman, de Montréal (P.Q.), époux de Miriam Abramovitch Astman.

Alice Elizabeth Edden Aumais, épouse de Miles Wesley Aumais, de Montréal (P.Q.).

Bertha Wexler Azeman, épouse de Adolph Azeman, de Montréal (P.Q.).

Martine Rolland Badeaux, épouse de Joseph André Badeaux, de St-Sauveur-des-Monts (P.Q.).

Marion Gloria Ewart Balleine, épouse de Douglas Alfred Balleine, de Montréal (P.Q.).

Robert James Beakes, de Waterloo (P.Q.), époux de Celia Amelia McLellan Beakes.

Paul-Emile Bédard, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Sabourin Bédard.

Dorothy Elizabeth Allen Bellenger, épouse de George Kenneth Stanley Bel-

lenger, de Montréal (P.Q.).

Aldo Bergamo, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Fiori Bergamo.

Mary Stepko Berryman, épouse de James Isaac Berryman, de Montréal (P.Q.).

Roger Albert Bersier, de Québec (P.Q.), époux de Laurencia Rosalie Toussaint Bersier.

Zygmunt Habdank Bielinski, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Sadler Bielinski.

Reine Isabel Charles Bisson, épouse de Reginald Duncan Bisson, de Montréal (P.Q.).

Bernice Edith Knights Blake, épouse de Allan Edward Blake, de Montréal (P.Q.).

Constance Edna Medcalfe Blood, épouse de Robert Stewart Blood, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Elizabeth Nairn Anderson Bloodsworth, épouse de Frank George Bloodsworth, de Montréal (P.Q.).

Frances Dorothy Denenberg Bloomfield, épouse de Harold Aron Bloomfield, de Montréal, P.Q.

Helena Madeline Latendresse Bowles, épouse de William Joseph Bowles, de Montréal (P.Q.).

Alice Florence Chaisson Boychuk, épouse de Gregory (Harry) Boychuk, de Lachine (P.Q.).

Elizabeth Dermer Boyd, épouse de James Joseph Boyd, de Montréal, (P.Q.).

Marie Cécile Philomène Gilberte Prégent Bouchard, épouse de Joseph Arthur Trefflé Bouchard, de Granby (P.Q.).

Joseph Napoléon Léon Prosper Brault, de Cowansville (P.Q.), époux de Marie Blanche Daudelin Brault.

Anne-Marie Fontaine Brien, épouse de Guy Brien, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Yvonne Florence Kee Brien *alias* Durocher, épouse de Joseph Marcel Henri Brien *alias* Durocher, de Montréal (P.Q.).

Pola Baron Brisebois, épouse de Winslow Brisebois, de Montréal (P.Q.).

Irene Patricia Heffernan Brown, épouse de Arthur Brown, de Montréal (P.Q.).

Antonio Bucci, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Emilienne Birs dit Coulombe Bucci.

Herbert Budd, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Edna Robinson Budd.

Remo Cerilli, de Montréal (P.Q.), époux de Liliana Frenza Cerilli.

Elizabeth Ann Vedder Chadwick, épouse de Richard Vaux Chadwick, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Marthe Hélène LeBel Champion, épouse de Rudolph Van Dyke Champion, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.).

Maria Torossi Chartrand, épouse de Jean Guy Chartrand, de Montréal (P.Q.).

Charles Frederick Church, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Georgina Hale Church.

Florence Bloomfield Cichella, épouse de Louis Cichella, de Montréal (P.Q.).

Irene Elsa (Rubin) Cohen, épouse de Stanley Cohen, de Montréal (P.Q.).

Theresa Mary Moran Redmond Cooke, épouse de William John Cooke, de Montréal (P.Q.).

Norma Elizabeth Gammie Costigan, épouse de William Henry Costigan, de Beaconsfield (P.Q.).

Jacqueline Marchand Côté, épouse de René Côté, de Montréal (P.Q.).

Marie Reina Pauline Duquette Cottier, épouse de Raymond Arthur Cottier, de Como (P.Q.).

Catherine Ann Naylor Couture, épouse de André Couture, de Montréal (P.Q.).

John Alfred Crease, de North Hatley (P.Q.), époux de Eileen Anne Pankovitch Crease.

Ernest Frank Cross, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Antoinette Florida Campeau Cross.

Dorothy Maureen Allan Cybuliak, épouse de John Henry Cybuliak, de Montréal (P.Q.).

John Francis Bernard Deegan, de Montréal (P.Q.), époux de Violet Lorraine McAdam Deegan.

Lucille Therrien Deguise, épouse de Ovila Deguise, de Montréal (P.Q.).

Jean Guy Joseph Desparois, de Montréal (P.Q.), époux de Annette Betty Johnson Desparois.

Lita Eleanor Ciceri Desrochers, épouse de Roch Paul Emile Desrochers, de Lachine (P.Q.).

Lucille Esther Hudson Donnelly, épouse de James Henry Donnelly, de Montréal (P.Q.).

Marie Marguerite Eugénie Lucie Prévost Dorfman, épouse de Leo André Dorfman, de Laval-sur-le-Lac (P.Q.).

Gaynor Jenkins Douglas, épouse de Glenn Alexander Douglas, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cave Collyer Duboyce, épouse de Roslyn Maxwell Halladay Duboyce, de Montréal (P.Q.).

Vasyl Dudka, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen Kelly Dudka.

Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning, épouse de Avery Charles Dunning, de Montréal (P.Q.).

Jerzy Dzynaw, de Montréal (P.Q.), époux de Paras Kewia Sahan Dzynaw.

Claus Elstorpff, de Wesmount (P.Q.), époux de Sabina Werkmeister Elstorpff.

Raymond Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Vincent Faucher.

Joseph Fishman, de Montréal (P.Q.), époux de Eleanor Frank Fishman.

Mona Areta Emsley Forbes, épouse de John Charles Forbes, de Montréal (P.Q.).

Norma Rose Cohen Freeman, épouse de Hyman Joseph Freeman, de Montréal (P.Q.).

Mildred Irene Mitchell Gauthier, épouse de Joseph Alexander René Gauthier, de Montréal (P.Q.).

Sally Ruth Pall Gold, épouse de Mayer Gold, de St-Ambroise (P.Q.).

Irene Tinkoff Goldmann, épouse de Meley Michael Goldmann, de Montréal (P.Q.).

Violet June Bockus Good, épouse de Wesley Milton Good, de Westmount (P.Q.).

Mildred Weiner Gordon, épouse de Danny Gordon, de Montréal (P.Q.).

Joseph Victor Cyril Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marcia Bradley Goyer.

Mabel Florence Adams Hadden, épouse de James Hadden, de Montréal (P.Q.).

Jeannette Hatsédakis Haeck, épouse de Léopold Haeck, de Montréal (P.Q.).

Florence Howitt Hartt, épouse de Robert Todson Hartt, de Montréal (P.Q.).

Lillian Lea Huss Herscovitch, épouse de Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.).

Madeline Audrey Booth Hibbard, épouse de Andrew Ralph Hibbard, de Montréal (P.Q.).

Theodore Elbert Holtham, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Irene Addie Aldrich Holtham.

Venise Gosselin Hoote, épouse de Roland Hoote, de Montréal (P.Q.).

Lionel Houde, de Montréal (P.Q.), époux de Cécile Isabelle dit Morrissette Houde.

Frederick William Hovermann, de L'Abord-à-Plouffe (P.Q.), époux de Audrey Hill Middleton-Hope Hovermann.

Miriam Astrof Hymovitch, épouse de Eddy Hymovitch, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Freda (Sabbath) Isaacson, épouse de Reuben Robert Isaacson, de Montréal (P.Q.).

Gennie Loza Jarvis, épouse de Edward Alison Jarvis, de Pointe Cascades (P.Q.).

Catherine Maitland Moenting Johnstone, épouse de Donald Wilson Johnstone, de Montréal (P.Q.).

Mildred Desmarais Joly, épouse de Wilbrod Joly, de Montréal (P.Q.).

Helen May Verner Joyce, épouse de Horace Stanley Joyce, de Montréal (P.Q.).

James Keith, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Marie Sembinelli Keith.

William Tennant Key, de Roxboro (P.Q.), époux de Dolina Mackay Key.

Claude Murray Kirk, de Montréal (P.Q.), époux de Edna Mary Roderick Kirk.

Kaljo Klasman, de Montréal (P.Q.), époux de Edit-Ksenia Kirsipuu Klasman.

Helen Frances Knight Koomas, épouse de John George Koomas, de Montréal (P.Q.).

Shirley Janet Whitton Ladds, épouse de John Frederick Ladds, de Montréal (P.Q.).

Eliza Labrecque Ladouceur, épouse de Henri Ladouceur, de Montréal (P.Q.).

Catherine Rita Marian Laker, épouse de Robert Laker, de Montréal (P.Q.).

Donald Ernest Lamont, de Montréal (P.Q.), époux de Jean Millicent Davis Lamont.

Joseph Roland Langevin, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel S. Lebeouf Langevin.

Constance Jean Backhouse Brayton Lapierre, épouse de James Richardson Lapierre, de Montréal (P.Q.).

Gertrude Laurence Delisle Laplante, épouse de Hormisdas Roger Laplante, de Montréal (P.Q.).

Lena Therese Dean Lauzon, épouse de Marcel Lauzon, de Montréal (P.Q.).

Christine Mary Mackay Leavitt, épouse de Richard Simeon Wentworth Leavitt, de Montréal (P.Q.).

Denis Leblanc, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Narrol Leblanc.

Mary Russell Leclaire, épouse de Jean Paul Leclaire, de Montréal (P.Q.).

Joyce Ann Breaker Lee, épouse de Earle William Lee, de Verdun (P.Q.).

Manola Mainville Lefebvre, épouse de Laurent Lefebvre, de Montréal (P.Q.).

Mary Isabel Bristow Livingston, épouse de Henry Livingston, de Montréal (P.Q.).

Kaarlo Kustaa Loikkanen, de Longueuil (P.Q.), époux de Eija Liisa Kahelan Loikkanen.

Ethel Rappaport Lomon, épouse de Harry Lomon, de Montréal (P.Q.).

Marie Thérèse Carmen Pauline Legault Lortie, épouse de Edward Roger Lortie.

Mary Hilbert Madge, épouse de Albert Victor Madge, de Beaconsfield (P.Q.).

Joyce Hahn Maiste, épouse de Armas Maiste, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Bertha Viola Beatrice Good Malcolm, épouse de Edward Boswell Malcolm, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Downie Malo, épouse de Jean Paul Malo, de Montréal (P.Q.).

Christine Silverson Manchur, épouse de Harry Manchur, de Ville LaSalle (P.Q.).

Jean Marc Marceau, de Montréal (P.Q.), époux de Ellen Gertrude Broumpton Marceau.

Paul Fritz Siegmund Matthes, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Julie Achille Ghislaine Delhalle Matthes.

Bertha Sylvia Berman Maxwell, épouse de Samuel Briar Maxwell, de Verdun (P.Q.).

Omer Arthur Ménard, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Maxine-Marie Haskett Ménard.

Molly Gloria Goldman Mencher, épouse de Fred Stephen Mencher, de Montréal (P.Q.).

Joyce Eugenie Swanburg Millette, épouse de Roger Malpas Millette, de Rosemere (P.Q.).

Margaret Williams Mullins, épouse de Harold Mullins, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Graziella Bernier Murray, épouse de Henri Murray, de Montréal (P.Q.).

Lila Redmond McCorriston, épouse de James Roland McCorriston, de Montréal (P.Q.).

Catherine Lammie Graham McLean, épouse de Norman Gordon McLean, de Montréal (P.Q.).

Michael Francis McTigue, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Irene Gertrude MacPherson McTigue.

Zelda King Neuss, épouse de Leon Neuss, de Montréal (P.Q.).

Daphne Louisa Ruby Burrows Newland, épouse de Aubrey Hamilton Newland, de Montréal (P.Q.).

Jane Holliday Cadenhead Peate, épouse de Edward Peate, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Fleury Péloquin, épouse de Edouard Péloquin, de Joliette (P.Q.).

Joseph Fabien Marcel Perras, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Thérèse Chénier Perras.

Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips, épouse de Gordon Michael Phillips, de Montréal (P.Q.).

Sarah Yampolsky Pinsky, épouse de Max Pinsky, de Montréal (P.Q.).

Olive Clara Benson Pitman, épouse de Thomas Henry Pitman, de Montréal (P.Q.).

Laurette Racine Pollender, épouse de Gaston Pollender, de Granby (P.Q.).

George Wilkinson Pridmore, de Verdun (P.Q.), époux de Lucy Evangeline Shaughnessy Pridmore.

Violet Pitman Proulx, épouse de Alfred Albert Proulx, de Montréal (P.Q.).

Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud (P.Q.), époux de Margaret Eleanor Williams Radmore.

Kathleen Mary Hicks Rainville, épouse de Joseph Arthur Messmore Rainville, de Ste-Adèle (P.Q.).

Agnes Traiton Rathburn, épouse de Arthur Rathburn, de Montréal (P.Q.).

Roméo Raymond, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Ange Bouchard Raymond.

Marie Becherbleith Reicher, épouse de Lothar Alfred Reicher, de Montréal (P.Q.).

Beverley Joan Abbott Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Albert Renaud, de St-Lambert (P.Q.), époux de Marie Agnes Picotte Renaud.

Joseph Lucien Roland Richer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Esther Thérèse Lauzon Richer.

Sally Baker Golding Rohrlich, épouse de Hyman Chaim Rohrlich, de Montréal (P.Q.).

Pierre Rothe, de Montréal (P.Q.), époux de Chantal Marie Antoinette Raclot Rothe.

Marie Marthe Moreau Roy, épouse de Joseph Roch Marcel Roy, de Montréal (P.Q.).

Ludek Peter Rubina, de Ste-Agathe-des-Monts (P.Q.), époux de Thérèse Diane Jeannine Robert Rubina.

Michal Rybikowski, de Montréal (P.Q.), époux de Halina Wasilewska Stomlenska Rybikowski.

Norma Leibovitch Ryer, épouse de Bernard Ryer, de Montréal (P.Q.).

Amy Isabel Wonham Saunderson, épouse de Hugh Edward Arnold Saunderson, de Westmount (P.Q.).

Margo Jean Thornton Savard, épouse de Joseph Edouard Savard, de Montréal (P.Q.).

Claire Lenoff Schecter, épouse de Jack Schecter, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Sarah Sally Abramovici Schor, épouse de Ernest Schor, de Montréal (P.Q.).

Karl Schubert, de Montréal (P.Q.), époux de Ruth Kathe Weinelt Schubert.

Sidney Schwartz, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Doreen Adelman Schwartz.

Eileen Hannah Thomson Scott, épouse de Eddy Robert Scott, de Montréal (P.Q.).

Florence May Voce Scott, épouse de Craig Scott, de Montréal (P.Q.).

Gwen Horne Segal, épouse de Jack Segal, de Montréal (P.Q.).

John Joseph Sebaski, de Montréal (P.Q.), époux de Thelma Lorraine Martin Sebaski.

Andrzej Skarzynski, de Montréal (P.Q.), époux de Alda Misani Skarzynski.

Emilia Shutko Suranow, épouse de Iegor Suranow, de Montréal (P.Q.).

Gordon Frank Skilling, de Ste-Anne de Bellevue (P.Q.), époux de Mary Hope Beers Skilling.

Margaret Lillian Mackenzie Smallwood, épouse de Joseph Plimsoll Smallwood, de Montréal (P.Q.).

Osbourne D. St. Martin, de Montréal (P.Q.), époux de Kate Elsie Gertrud Wulsten St. Martin.

Eunice Kennedy Standeven, épouse de Ronald Standeven, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Judith Sidney Browne Stein, épouse de Boris Stein, de Montréal (P.Q.).

Miriam Jurist Stern, épouse de Montague Stern, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Miriam Skinner Stuckey, épouse de Louis Cyril Stuckey, de Montréal (P.Q.).

Lillian Boyce Suttner, épouse de Frank Suttner, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph Alfred Victor Tassé, de Montréal (P.Q.), époux de Mandeleine Florence Ivy Doggett Tassé.

Doris Rose May Cook Thomas, épouse de Richard Harold Thomas, de Montréal (P.Q.).

John Howard Cooper Thompson, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Mary Shepard Thompson.

Doris William Timmins, épouse de John Timmins, de Montréal (P.Q.).

Lily Sklar Titleman, épouse de Joseph Titleman, de Springfield Park (P.Q.).

Michael Todascu, de Laval Ouest (P.Q.), époux de Bertha Daviau Todascu.

Elizabeth Geroux Touchette, épouse de Jean Marc Touchette, de Montréal (P.Q.).

Cécile Chagnon Tremblay, épouse de Roger Tremblay, de MacKayville (P.Q.).

Ronald Victor Turner, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Ball Turner.

Clarice Mendell Uditsky, épouse de William Morton Uditsky, de Montréal (P.Q.).

Elvi Russak Urb, épouse de Rudolf Urb, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Thelma Passineau Uyeda, épouse de Shoroku Uyeda, de Montréal (P.Q.).

Mary Wolloch Vineberg, épouse de Jack Vineberg, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Vlahos, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Mildred Readman Vlahos.

Sydney Wagner, de Montréal (P.Q.), époux de Amanda Doris Drachler Wagner.

Donald Stewart Walker, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Alice Waugh Walker.

Ruth Mary Ledden Wallace, épouse de Gerard John Wallace de Montréal (P.Q.).

Marilyn Joan O'Bryan Watson, épouse de Mervin John Watson, de Montréal (P.Q.).

Stefan Weber, de Montréal (P.Q.), époux de Magda Basch Weber.

David St. Clair Wilson, de Montréal (P.Q.), époux de Rosalind Rowena Thompson Wilson.

Shirley Alma Lawson Wilson, épouse de William Edward Wilson, de Montréal (P.Q.).

Pauline Mechanik Winterfeld, épouse de Mark Winterfeld, de Montréal (P.Q.).

Solomon Seymour Yetman, de Humbermouth (Terre-Neuve), époux de Lovelett Vera Bride Swyers Yetman.

Jewel Evelyn Bockus Yeo, épouse de Harold Reginald Yeo, de Montréal (P.Q.).

Anne Gold Zidile, épouse de Max Zidile, de Montréal (P.Q.).

Gun Elsa-Maria Zukrowski, épouse de Christopher Joseph Zukrowski, de la province de Québec.

Conrad Donat Joseph Bouffard, de Hull (P.Q.), époux de Gisèle Corneau Bouffard.

Gwendolyn Alice Wilson Hermann, épouse de Alfred Hermann, fils, de Montréal (P.Q.).

Annette Allard Huint, épouse de John Richard Huint, de Verdun (P.Q.).

Marguerite Lavoie Jolin, épouse de Paul Jolin, de Montréal (P.Q.).

William Leonard Mugford, de la province de Québec, époux de Elivia Mugford.

Quatrième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Edith (Beverley) Ann Van Horne Beattie, épouse de James Robert Beattie, de St-Jovite (P.Q.).

Elizabeth Janet Davidson Blacklock, épouse de John Nielson Blacklock, de Montréal (P.Q.).

Leonne Liane Andrée Belanger Botham, épouse de Ronald Arthur Edward Botham, de Montréal (P.Q.).

Moe Boxerman, de Montréal (P.Q.), époux de Sadie Miller Boxerman.

George Brais, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Lihozsky Brais.

Karina Mercs Bunte, épouse de Verners Bunte, de Montréal (P.Q.).

Marcelle Richard Deschambault, épouse de Marcel Deschambault, de Montréal (P.Q.).

Eva (Chava) Shtull Hager, épouse de Adolphe Hager, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Nettie Clarke Hay, épouse de David Harvie Hay, de Westmount (P.Q.).

Evelyn Mahaffy Major, épouse de Frederick Arthur Major, de Montréal (P.Q.).

Bernhard W. Michael de Ste-Rose (P.Q.), époux de Anne Agnes Costigan Michael.

William Garnet Mills, de Montréal (P.Q.), époux de Shirley Aileen Todd Mills.

Jeannette L'Italien Molla, épouse de Edward Molla, de Montréal (P.Q.).

John Ronald MacCuaig, de Ste-Rose (P.Q.), époux de Barbara Ann Allan MacCuaig.

Claudine Yvette Félicité Schleyen Neely, épouse de Robert Cumming Neely, de Montréal (P.Q.).

William Newell, de Champlain (P.Q.), époux de Lillian Ida Stoddard Newell.

Jean Paul Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Audet Pelletier.

Edith Elizabeth Altherr Thompson, épouse de Stanley Ernest Thompson, de Montréal (P.Q.).

Florence Wedge Whitlock, épouse de Henry Herbert Whitlock, de Montréal (P.Q.).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

*M. *Lewry*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 31)—1. Quand et par qui a été effectuée l'inspection du pipe-line transcanadien après l'explosion survenue le dimanche 3 novembre 1957, près de Mortlach, à l'ouest de Moose-Jaw (Saskatchewan)?

2. Quelle est la pression exigée à l'égard de ce pipe-line de gaz naturel?

M. Dechêne—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 156)—1. Le directeur des Services de l'air du ministère des Transports a-t-il fait des recommandations relatives à une subvention pour l'aménagement d'un terrain d'atterrissage au nord de la rivière Athabasca et de la ville d'Athabasca?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand donnera-t-on suite à ces recommandations et quand accordera-t-on cette subvention?

M. Dechêne—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 157)—1. Le gouvernement a-t-il pris des dispositions en vue d'aménager à Fort-Chipewyan une zone d'atterrissage ouverte en toute saison, et dont les avions ont un urgent besoin?

2. A-t-on conclu un accord avec les autorités provinciales relativement à l'acquisition du meilleur emplacement possible et à l'entretien d'une route entre cette piste ou ce terrain d'atterrissage et le centre de Fort-Chipewyan?

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 158)—1. En est-on venu à un règlement avec le gouvernement d'Ontario au sujet du financement concernant les réfugiés hongrois?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le fondement de ce règlement et comment se compare-t-il avec l'accord conclu avec le gouvernement de la Saskatchewan?

3. Sinon, a-t-on entamé des pourparlers avec le gouvernement d'Ontario depuis le 21 juin 1957 en vue d'un tel règlement?

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 159)—1. Combien de noms a-t-on supprimés définitivement des listes des bandes indiennes par suite des mesures prises depuis la mise en vigueur de l'article 9 de la Loi sur les Indiens?

2. Combien de noms a-t-on ajoutés définitivement aux listes des bandes par suite de la même mesure indienne?

3. Quel est le nombre de cas encore en litige aux termes du paragraphe 3, de l'article 9, de la Loi sur les Indiens?

4. Existe-t-il d'autres questions en litige concernant le statut de quelque Indien et, dans le cas de l'affirmative, combien?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 160)—1. Prend-on connaissance des attaches politiques de chaque immigrant avant son admission au Canada? Dans le cas de l'affirmative, combien de communistes ont été autorisés à entrer au Canada durant les deux dernières années, et de quels pays venaient-ils?

2. Quel examen médical exige-t-on avant l'admission de chaque immigrant?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 161)—En ce qui a trait aux années 1956 et 1957, quels montants a-t-on perçus en vertu de la Loi fédérale sur les droits successoraux au 31 octobre 1957, comparativement aux montants qui avaient été perçus au 31 octobre 1956?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 162)—Depuis le 10 juin 1957, quelles ont été les mesures prises par le gouvernement en vue d'aider les producteurs de fruits et de légumes de la vallée d'Okanagan?

**M. Pickersgill*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 30)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 21 juin 1957 entre le gouvernement du Canada, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement d'Ontario, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, relativement à tout ce qui a trait à l'accueil, le soin, l'entretien et l'établissement des réfugiés hongrois.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957.

N° 22

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 12 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".—*M. Rea.*

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".—*M. Rea.*

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".—*M. Rea.*

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".—*M. Rea.*

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".—*M. Rea.*

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".—*M. Rea.*

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".—*M. Rea.*

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning'.—*M. Rea.*

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge."—*M. Rea.*

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957, (*Question n° 93*) demandant l'état suivant: 1. A-t-on mis en œuvre cette année un programme de pulvérisation aérienne des forêts dans la région de la vallée qui s'étend entre le bras de mer Quatsino et la rivière Nimpkish, dans le nord de l'île de Vancouver?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels insectes avait-on l'intention de détruire et quels insecticides a-t-on employés?

3. Quelle superficie globale a-t-on traitée et quel est le nombre estimatif de millions de pieds m.p. de bois de chaque catégorie traitée?

4. Sur la superficie globale traitée, quelle étendue, en acres et en pieds m.p., *a*) était des concessions forestières non aliénées par la Couronne, *b*) était

détenue en vertu d'un permis de gestion, en donnant le nom des détenteurs, c) était détenue d'autre façon de la Couronne, en donnant le nom des détenteurs?

5. A quels organismes, *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, a-t-on confié les travaux de pulvérisation?

6. Quels autres organismes *a*) du gouvernement fédéral, *b*) du gouvernement provincial, ont pris part à ce programme de pulvérisation ou ont été consultés à son sujet?

7. Quel a été le coût global des travaux, par qui et dans quelle mesure les frais en ont-ils été soldés?

8. A-t-on préparé un rapport au sujet des résultats obtenus dans les forêts? Dans le cas de l'affirmative, à combien évalue-t-on le nombre de pieds m.p. de bois sauvé *a*) de la destruction, *b*) des dégâts causés par les insectes, et quelle valeur estimative représente ce nombre *a*) en bois non coupé, *b*) en billes flottantes, *c*) en produits forestiers traités?

9. Projette-t-on ou envisage-t-on un autre programme de pulvérisation dans la même région? Dans le cas de l'affirmative, pour quand?

10. Quels sont les noms des cours d'eau et des lacs où se fait la ponte des saumoneaux, situés en tout ou en partie dans l'étendue traitée, et quelle est la montaison dans chaque cours d'eau et lac, classée selon l'espèce, le nombre moyen annuel et la valeur moyenne annuelle calculée aux prix courants de la pêche?

11. Le ministère fédéral des Pêcheries a-t-il, seul ou en collaboration avec quelque autre organisme, effectué un relevé ou parachevé une estimation des pertes causées au saumon? Dans le cas de l'affirmative, ce relevé a-t-il ou sera-t-il publié, et sous quelle forme?

12. Si le saumon a subi des pertes, que représentent-elles au point de vue *a*) du pourcentage des montaisons affectées, *b*) de la valeur globale estimative des prises?

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Lavigne—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 163)—Quelle somme le Trésor fédéral a-t-il versée à l'égard du programme de soutien du prix du fromage au cours des années financières 1954, 1955 et 1956?

M. Murphy (*Westmorland*)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 164)—1. Quels sont les membres du conseil arbitral de la Commission d'assurance-chômage à Moncton (Nouveau-Brunswick)?

2. Quand le conseil se réunit-il?

3. Quelle rémunération les membres du conseil reçoivent-ils?

4. Combien de décisions le conseil a-t-il rendues depuis son institution en 1940?

5. Dans combien de cas la décision des fonctionnaires de l'assurance-chômage a-t-elle été maintenue?

6. Au cours de chaque année, depuis l'institution du conseil jusqu'à ce jour, quel a été le nombre de décisions rendues en faveur de l'employé?

7. Au cours de chaque année, dans combien de cas en a-t-on appelé à l'arbitre de décisions rendues par le conseil arbitral de Moncton?

M. Howard—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 165)—1. Quel est le nombre actuel des détenus dans chacune des institutions pénales relevant du gouvernement fédéral et, sur ce nombre, combien, dans chacune de ces institutions, *a*) avaient été condamnés pour délit de possession de narcotiques, punissable sous le régime de la Loi sur l'opium et les drogues narcotiques, *b*) avaient été condamnés pour délit de trafic de narcotiques, punissable sous le régime de la même loi, *c*) sont connus comme étant des narcomanes?

2. Sur le nombre des détenus pour infraction à la Loi sur l'opium et les drogues narcotiques, combien sont condamnés pour *a*) la première fois, *b*) la deuxième fois, *c*) la troisième fois, *d*) la quatrième fois, *e*) la cinquième fois, *f*) la sixième fois ou plus?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 23

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 13 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur le proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné par M. Macquarrie.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".—*M. Rea.*

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".—*M. Rea.*

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".—*M. Rea.*

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".—*M. Rea.*

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".—*M. Rea.*

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".—*M. Rea.*

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".—*M. Rea.*

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".—*M. Rea.*

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".—*M. Rea.*

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".—*M. Rea.*

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".—*M. Rea.*

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".—*M. Rea.*

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".—*M. Rea.*

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman". —*M. Rea.*

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".—*M. Rea.*

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".—*M. Rea.*

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".—*M. Rea.*

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw". —*M. Rea.*

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".—*M. Rea.*

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".—*M. Rea.*

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".—*M. Rea.*

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".—*M. Rea.*

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".—*M. Rea.*

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman". —*M. Rea.*

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert". —*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 59*) demandant l'état suivant: 1. Quelle est la population moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

2. Quelle est l'étendue moyenne des circonscriptions électorales fédérales au Canada?

3. Étant donné la proportion de l'étendue par rapport à la population, quelles étaient les dix circonscriptions électorales ayant la plus haute fraction, et celles ayant la fraction la plus basse, à la suite du recensement de 1956?

4. Lors du recensement de 1956, combien de circonscriptions électorales possédaient une population inférieure à 40,000 âmes?

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Peters—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 32)—1. Depuis le 1er janvier 1957, a-t-on importé au Canada des matières grasses sous une forme semi-solide, ou du beurre ou des matières grasses sous une forme synthétique?

2. Dans le cas de l'affirmative, de quels pays et en quelles quantités de chaque pays?

3. Ces importations ont-elles été frappées de droits tarifaires et, dans le cas de l'affirmative, quel en a été le taux?

4. Le gouvernement a-t-il pris des dispositions en vue de faire analyser le contenu de ces produits et, dans le cas de l'affirmative, quelles ont été les conclusions de l'analyse chimique?

5. A quelles fins ces produits sont-ils actuellement utilisés?

6. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes s'opposant à l'importation de concentrés de matières grasses?

M. Legaré—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 166)—1. Le Canada se fera-t-il représenter à l'Exposition universelle et internationale qui se tiendra à Bruxelles en 1958? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms des représentants qui ont déjà été choisis, et à quelle date ont-ils été nommés?

2. Le Canada déléguera-t-il un commissaire général à cette exposition? Dans le cas de l'affirmative, ce commissaire a-t-il déjà été choisi et à quelle date a-t-il été nommé?

M. Christian—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 167)—Quelles mesures ont été prises par le gouvernement, depuis le 10 juin 1957, en vue d'aider à l'industrie des bas métaux dans la Colombie-Britannique et, notamment, dans la région d'Okanagan-Boundary?

M. Christian—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 168)—Quelles mesures ont été prises par le gouvernement, depuis le 10 juin 1957, en vue d'aider à l'industrie du bois de construction de la province de la Colombie-Britannique et, plus particulièrement, aux petits exploitants de bois qui ont à faire face à des conditions désavantageuses dans la vente de leurs produits?

M. Henderson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 169)—Le gouvernement du Canada a-t-il approuvé la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, dans le voisinage de Kingston (Ontario), destiné à relier la terre ferme à l'île Howe, et adjugera-t-il le contrat de construction avant le 1er novembre 1958?

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 170)—1. Le gouvernement a-t-il examiné quelque programme en vue de la réduction des emblavures et du paiement d'une somme déterminée, par acre, aux cultivateurs qui réduiront la culture du blé sur leurs fermes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel programme a fait l'objet d'un examen?

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 171)—1. A la date la plus récente pour laquelle on possède des données statistiques, combien de personnes étaient à l'emploi du gouvernement fédéral au Canada, *a*) à titre temporaire, *b*) à titre permanent?

2. Quel était le montant global versé en traitements et salaires à la même date?

3. Combien de fonctionnaires civils reçoivent actuellement une pension de retraite, et quel est le montant global versé en pensions de retraite durant le dernier mois pour lequel on possède des données statistiques?

M. Holowach—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 172)—1. Au cours de la période allant du 1er janvier 1956 au 10 juin 1957, de quels avocats ou sociétés d'avocats, s'il en est, dans la ville d'Edmonton (Alberta), le gouvernement fédéral, ou l'une de ses divisions, a-t-il retenu les services?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral et tous ses ministères ont-ils versées à chacun de ces avocats et à chacune de ces sociétés d'avocats?

3. Quelles sommes, s'il en est, reste-t-il à verser ou font l'objet de réclamations, et de qui s'agit-il?

4. A-t-on passé des contrats avec quelque société d'avocats en vue de services juridiques et, dans le cas de l'affirmative, avec qui?

5. Pour quelles raisons et selon quels procédés a-t-on retenu les services de ces sociétés d'avocats?

M. Holowach—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 173)—1. A-t-on passé des contrats relatifs à des concessions de services de taxi à la gare du National-Canadien et à l'hôtel MacDonald, à Edmonton (Alberta)?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et pour combien de temps?

3. A-t-on adjugé ces contrats à la suite d'une demande publique de soumissions?

4. Sinon, sur quelle base ces contrats ou concessions sont-ils accordés?

5. Existe-t-il des restrictions quant à la prise et la descente des voyageurs par d'autres compagnies de taxi?

6. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces restrictions?

M. Holowach—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 174)—1. Combien de propriétés le ministère des Travaux publics a-t-il achetées en vue de la construction d'un édifice public à Edmonton?

2. Quelle somme globale a-t-on versée jusqu'à ce jour pour ces propriétés?

3. Quelle somme globale a-t-on dépensée jusqu'à ce jour en vue de la construction de cet édifice public?

4. Quel sera le coût global estimatif de l'édifice lorsqu'il sera parachevé?

5. Quels ministères du gouvernement fédéral logera-t-on dans cet édifice?

6. Quelle date a-t-on fixée pour l'inauguration officielle de l'édifice?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 24

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 14 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Rapport daté d'août 1957, concernant la fourniture d'énergie au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse, rédigé par la *Montreal Enginering Company Limited* pour le compte de la Commission d'énergie du Nord canadien.

Du consentement unanime, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de document:

Question n° 105, par M. Bourget—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire, affectées au ministère des Travaux publics?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et, dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté

d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes."

Le débat se poursuit; à 9h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Boucher,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Carter,
Castleden,
Coldwell,
Ellis,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Peters,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—25.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bonnier,
Bourque,
Brassard,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cardin,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Fairclough (Mme),
Fleming,
Fraser,
Gardiner,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Holowach,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jung,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
L'Heureux,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),

Macdonnell (Greenwood), MacEwan, MacInnis, MacLean, Macnaughton, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGrath, McIlraith, McIvor, McLeod, McMillan, McPhillips, McWilliam, Maloney, Mandziuk, Marler, Martin (Essex-Est), Martini, Milligan, Mitchell, Monteith, Morris, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Noble, Nowlan, O'Hurley, Olson, Patterson, Pearkes, Phillips, Pickersgill, Poulin, Pratt, Quelch, Rea, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Richardson, Robinson, Rowe, Rynard, St. Laurent (Québec-Est), Simpson, Small, Smith (Battle-River-Camrose), Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stefura, Taylor, Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Thompson (Northumberland), Tucker, Valois, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Walker, Winkler, Wratten, Yuill—152.

Le débat se poursuit sur la motion principale, et ledit débat est ajourné sur motion de M. LaCroix.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 20, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Bill n° 21, Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Bill n° 23, Loi modifiant la Loi sur les invalides.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des études suivantes rédigées pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada:

1. L'industrie canadienne du textile primaire.
2. Effets probables de la mécanisation croissante de l'industrie.
3. La mobilité de la main-d'œuvre.
4. Certains aspects du régime d'imposition sur les placements effectués au Canada par les non-résidents.
5. L'industrie canadienne de l'électronique.

6. L'industrie canadienne des machines agricoles.
7. L'industrie primaire du fer et de l'acier au Canada.
8. La concentration industrielle.
9. L'industrie de la fabrication des appareils électriques au Canada.
10. L'industrie de l'automobile au Canada.
11. L'industrie canadienne des machines industrielles.
12. Les charbonnages de la Nouvelle-Écosse.
13. Les pêches commerciales du Canada.
14. Les transports au Canada.
15. Les services.
16. Les progrès et les perspectives de l'agriculture canadienne.
17. L'industrie chimique du Canada.

Par M. Fleming,—Classement, au 30 septembre 1957, des prêts consentis au Canada par les banques à charte, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Fleming,—Classement, au 30 septembre 1957, du passif-dépôts des banques à charte payable au public au Canada en monnaie canadienne, suivant l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48 des Statuts du Canada (1953-1954).

Sixième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 13 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Kathleen Margaret Coffin Barré, épouse de Paul Barré, de Montréal (P.Q.).

Margaret Stirling Izett Brown, épouse de Laurence Brown, de Montréal (P.Q.).

Agnes Ilona Kemeny Czuczka, épouse de Rudolf Ladislav Czuczka, de Hampstead (P.Q.).

Elizabeth Antonie Hartmann Elstermann, épouse de Rudolf Elstermann autrement connu sous le nom de Rudolf Von Elstermann, de Ste-Agathe (P.Q.).

Pierrette Picard Gagnon, épouse de Bernard Gagnon, de Montréal (P.Q.).

Jacques Gerardin, de Montréal (P.Q.), époux de Gabrielle Whitmore Gerardin.

Loueisa Knutton Roberge, épouse de Raymond Roberge, de Montréal (P.Q.).

Margaret Patricia Winckworth Thornton Sherwin, épouse de Ralph (Rafe) Sherwin, de Montréal (P.Q.).

Frances Erdanova (Erdan) Weiskopf, autrement connue sous le nom de Esther Weiskopf, épouse de Sonyi (John Jonny) Weiskopf, autrement connu sous le nom de David Shloime Stern, de Montréal (P.Q.).

Norman Weisman, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Phyllis Angella Blom Weisman.

Cinquième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage du demandeur suivant est conforme aux prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Maurice Robert, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Ménard Robert.

Sixième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Mary Isabella Cross Davidson, épouse de Frank Elmer Davidson, d'Ulverton (P.Q.).

Elizabeth Antonie Hartmann Elstermann, épouse de Rudolf Elstermann, autrement connu sous le nom de Rudolf Von Elstermann, de Ste-Agathe (P.Q.).

Pierrette Picard Gagnon, épouse de Bernard Gagnon, de Montréal (P.Q.).

Jacques Gerardin, de Montréal (P.Q.), époux de Gabrielle Witmore Gerardin.

Henry Krupa, de Montréal (P.Q.), époux de Mary T. Kuchta Krupa *alias* Frances Kuchta Krupa.

Joyce Florence Taylor Larman, épouse de Ronald Ernest Larman, de Montréal (P.Q.).

Geraldine Avonne Dixon McNaughton, épouse de Malcolm Kenneth McNaughton, de Hudson Heights (P.Q.).

Herman Rayvals, de Terrasse Vaudreuil (P.Q.), époux de Pearl Frances Maple Rayvals.

Loueisa Knutton Roberge, épouse de Raymond Roberge, de Montréal (P.Q.).

Margaret Patricia Winckworth Thornton Sherwin, épouse de Ralph (Rafe) Sherwin, de Montréal (P.Q.).

William Arthur Terry, de Ville St-Laurent (P.Q.), époux de Helen Breddy Terry.

Vera Dziedzic Volkman, épouse de Leo Volkman, de Montréal (P.Q.).

Patricia Mary Gorman Walsh, épouse de Francis Terence Walsh, de Montréal (P.Q.).

Iris Dorothy Birks Yates, épouse de Graham Douglas Yates, de Beaconsfield (P.Q.).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 175)—1. Le gouvernement a-t-il songé à rétablir les heures de service autrefois en vigueur sur la ligne téléphonique Chatham-Escuminac exploitée par le gouvernement fédéral?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel examen a-t-on fait de cette question et quelle décision a-t-on prise?

3. Le gouvernement a-t-il tenté de céder cette ligne téléphonique à la *New-Brunswick Telephone Company?*

4. Dans le cas de l'affirmative, à quel point en sont les choses?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 176)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes demandant de changer la date de la saison de la pêche à l'éperlan à Miramichi?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui a fait parvenir ces requêtes et quels étaient les changements proposés?

M. Martin (Essex-Est)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 177)—1. Y a-t-il eu des pourparlers entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et tout membre du gouvernement de la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de la province d'Ontario à la loi de 1956 sur l'assistance-chômage?

2. Le gouvernement de la province d'Ontario a-t-il manifesté au gouvernement son intention de bénéficier des avantages de la loi de 1956 sur l'assistance-chômage?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 178)—1. A-t-on pris des dispositions en vue de commencer la construction de l'édifice public fédéral à Newcastle (Nouveau-Brunswick)?

2. A-t-on changé l'emplacement du futur édifice?

3. Dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste ce changement?

4. Ce changement a-t-il occasionné une modification importante des plans et devis?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 179)—1. Le gouvernement a-t-il élaboré des plans en vue d'effectuer des travaux de construction au centre de l'ARC, à Chatham (Nouveau-Brunswick), à la station de radar de St. Margarets (Nouveau-Brunswick) et au dépôt de munitions naval, à Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents?

M. Michaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 180)—1. Quelles ont été *a*) la quantité, *b*) la valeur en espèces, du homard capturé dans le comté de Kent, (i) en 1956, (ii) en 1957?

2. Quelles ont été *a*) la quantité, *b*) la valeur en espèces du homard capturé dans le district numéro 7, (i) en 1956, (ii) en 1957?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 181)—1. Au cours de chacune des années 1955, 1956 et 1957, en ce qui a trait à la circonscription électorale fédérale d'Okanagan-Boundary:

1. Combien de demandes de prêts a-t-on formulées aux termes de la Loi sur le prêt agricole canadien?

2. Quel était le montant moyen de ces prêts?

3. Combien de demandes de prêts ont été approuvées?

4. Combien de demandes ont été refusées?

M. Bourget—Lundi prochain—QUESTION—(N° 182)—1. Le gouvernement a-t-il décidé de ne pas donner suite au cours de la présente année financière à un certain nombre des entreprises prévues dans le budget principal et le budget supplémentaire des dépenses du ministère des Travaux publics?

2. S'il en est ainsi, quelles sont ces entreprises?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 183)—1. Au cours des douze mois écoulés, quelles quantités et variétés de fruits a-t-on importées en Colombie-Britannique et quels droits de douane ont été exigés et versés au gouvernement pour ces importations?

2. Au cours des douze mois écoulés, quelles quantités et variétés de légumes a-t-on importées en Colombie-Britannique et quels droits de douane ont été exigés et versés au gouvernement pour ces importations?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 184)—1. Au cours de chacune des années 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il acheté des automobiles et des camions de distributeurs de Coleman, Blairmore, Bellevue, Pincher-Creek, MacLeod? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. De qui chaque véhicule a-t-il été acheté et quel en était le prix?

3. A-t-on effectué ces achats à la suite d'une demande publique de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon a-t-on annoncé ces demandes de soumissions?

**M. McIlraith*—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 31)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le premier ministre ou tout ministre de la Couronne et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont au-dessus du canal Rideau à l'avenue Bronson.

Le ministre du Commerce—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de cent millions à deux cents millions de dollars la responsabilité totale que la Société peut avoir en cours, à quelque époque, aux termes des contrats d'assurance qu'elle est autorisée à conclure sous le régime de l'article 21 de ladite loi.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 25

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 15 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1957-1477, approuvé le 14 novembre 1957: ratifiant, avec effet à compter du 17 novembre 1957, une modification apportée aux Règlements sur l'assurance-chômage, concernant le paiement de prestations d'assurance-chômage aux femmes mariées.

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission royale chargée d'étudier la défense d'aliénation mentale en matière criminelle.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".—*M. Hees.*

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Arsenault: Qu'une humble Adresse, dont suit le texte, soit présentée à Sa Majesté la Reine:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE:

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les Communes du Canada assemblées en Parlement, prions respectueusement Votre Majesté

d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que Votre Majesté a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. LaCroix, appuyé par M. Poulin, propose en amendement: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

"Nous alléguons respectueusement, cependant, que le Canada devrait avoir un drapeau national distinctif et, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Très Gracieuse Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour doter le pays d'un drapeau vraiment canadien."

Un débat s'élève;

M. Argue, appuyé par M. Winch, propose en sous-amendement: Que l'amendement soit modifié en en retranchant tous les mots qui suivent l'expression "prendre des mesures" et en les remplaçant par ce qui suit:

"pour que le Parlement puisse bientôt arriver à une décision en ce qui concerne un drapeau véritablement canadien."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 5h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant le paragraphe (5) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Chabot,
Coldwell,
Ellis,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Langlois,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Peters,
Poulin,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch—23.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boucher,
Brassard,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Dumas,
Fairfield,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Hodgson,
Holowach,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,

Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Milligan,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Patterson,
Phillips,
Pickersgill,
Pratt,
Quelch,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Robinson,
St-Laurent (Québec-Est),
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Valois,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
Winkler,
Wratten,
Yuill—122.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Chabot,
Coldwell,
Ellis,
Hansell,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
LaCroix,
Langlois,
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Peters,
Poulin,
Proudfoot,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch—23.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boucher,
Brassard,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Dumas,
Fairfield,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hardie,
Harkness,
Hodgson,
Holowach,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Legaré,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Milligan,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Olson,
Patterson,

Phillips,
Pickersgill,
Pratt,
Quelch,
Ricard,
Richard
(Ottawa-Est),
Richardson,
Robinson,
St-Laurent
(Québec-Est),
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith
(Battle-River-
Camrose),
Smith
(Calgary-Sud),
Smith
(Lincoln),
Smith
(Simcoe-Nord),
Stanton,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thomas
(Middlesex-Ouest),
Thompson
(Northumberland),
Tucker,
Valois,
Villeneuve
(Glengarry-
Prescott),
Villeneuve
(Roberval),
Walker,
Winkler,
Wratten,
Yuill—122.

La motion principale, mise aux voix, est agréée.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que ladite Adresse soit grossoyée et transmise à Sa Majesté la Reine.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, priant qu'il plaise à Son Excellence de transmettre à Sa Majesté la Reine l'Adresse grossoyée que les Communes du Canada, assemblées en Parlement, ont adoptée en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la première session du vingt-troisième Parlement.

Sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que l'Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, adoptée aujourd'hui, soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Du consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Du consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Balcer, il est ordonné,—Que, jeudi prochain, nonobstant les dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement, les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement aient priorité sur tous les autres travaux, sauf les affaires courantes ordinaires.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company".—*M. Vivian.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

A 6 heures six minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 33)—1. Dans les contrats en cours, conclus entre la société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* et les entrepreneurs qui aménagent le pipe-line, existe-t-il des clauses concernant les contrats syndicaux conclus entre la main-d'œuvre qui doit être employée et les entrepreneurs?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est l'essentiel de ces clauses?

3. Avec quels syndicats et succursales existe-t-il des contrats, à l'égard de la saison de travail de 1957, parmi les quatre équipes affectées au pipe-line, à l'ouest de la tête des Lacs?

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 185) 1. Durant chacun des mois d'août, de septembre et d'octobre 1957, combien de livres de bacon, de jambon, d'épaules et de porc fumé, à l'exception des conserves de porc, a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Combien de livres de conserves de porc a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada au cours de chacun des mois susmentionnés?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 186)—A la fin de chaque mois, depuis novembre 1956 jusqu'à octobre 1957 inclusivement, quel était le nombre *a*) d'hommes, *b*) de femmes, inscrits comme chômeurs dans le comté de Northumberland (Nouveau-Brunswick)?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 187)—Quel a été le nombre de décrets du conseil édictés au cours de chacun des mois de juin, juillet, août, septembre et octobre 1957?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 188)—1. Quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'assurer des contrats sur les marchés d'outre-mer pour l'exportation, en 1958, du bois et des étais de mines en provenance des provinces de l'Atlantique?

2. Jusqu'à ce jour, quels ont été les résultats obtenus?

3. Quelles sont les perspectives de succès?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 189)—Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement a-t-il prises en vue de favoriser l'établissement d'une industrie de la sphaigne dans le comté de Northumberland (Nouveau-Brunswick)?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 190)—Le gouvernement fédéral a-t-il fait des démarches auprès du gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick en vue de l'établissement d'une usine de pâte à papier et de papier près de la rivière Miramichi?

M. McWilliam—Lundi prochain—QUESTION—(N° 191)—Le gouvernement a-t-il étudié la question d'aménager des entrepôts frigorifiques pour les produits du poisson de Miramichi, dans les régions de Neguac et de Baie Ste-Anne du comté de Northumberland (Nouveau-Brunswick)?

M. Ellis—Lundi prochain—QUESTION—(N° 192)—1. Jusqu'au 1er novembre 1957, à combien de saisies la Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle procédé dans la province de la Saskatchewan?

2. Quel était le montant des arrérages dans chaque cas lorsque la Société centrale d'hypothèques et de logement a procédé à une saisie?

M. Ellis—Lundi prochain—QUESTION—(N° 193)—1. Quel est le nombre de prêts consentis aux termes de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et venus à échéance dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans combien de cas a-t-on procédé à une saisie afin de payer le montant de la dette?

3. Dans combien de cas, après que la vente a été parfaite, l'agriculteur devait-il encore s'acquitter de sommes exigibles en vertu d'obligations personnelles?

M. Leduc (Verdun)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 194)—1. Le gouvernement a-t-il exprimé son désaccord en ce qui concerne les plans préliminaires préparés par la Société d'habitations et d'hypothèques de Québec en vue de l'aménagement d'une chaussée qui partirait de l'arrière de l'auditorium de Verdun pour atteindre l'île des Sœurs?

2. La question est-elle encore à l'étude?

3. La construction de la chaussée pourrait-elle entraîner des dangers et des inconvénients pour les résidents de la ville de Verdun et du voisinage par suite du risque d'inondation et de pollution des eaux?

4. Dans le cas de l'affirmative, dans quelle mesure?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 26

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 18 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".—*M. Rea.*

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".—*M. Rea.*

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".—*M. Rea.*

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".—*M. Rea.*

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".—*M. Rea.*

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".—*M. Rea.*

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".—*M. Rea.*

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".—*M. Rea.*

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".—*M. Rea.*

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".—*M. Rea.*

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".—*M. Rea.*

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".—*M. Rea.*

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".—*M. Rea.*

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".—*M. Rea.*

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".—*M. Rea.*

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".—*M. Rea.*

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".—*M. Rea.*

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".—*M. Rea.*

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".—*M. Rea.*

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner". —*M. Rea.*

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".—*M. Rea.*

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".—*M. Rea.*

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".—*M. Rea.*

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".—*M. Rea.*

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".—*M. Rea.*

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".—*M. Rea.*

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".—*M. Rea.*

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que le greffier a reçu du directeur général des élections le certificat de l'élection de l'honorable Sidney Earle Smith comme député du district électoral de Hastings-Frontenac, dans la province d'Ontario.

CANADA

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, portant la date du 20 septembre 1957 et adressé à Norman Lewis Bertram Coburn, d'Enterprise, dans la province d'Ontario, enjoignant de faire tenir une élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Hastings-Frontenac, pour remplacer George Stanley White, qui a été appelé au Sénat, Sidney Earle Smith, d'Ottawa, spécialiste en matière d'enseignement, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce dix-huit novembre 1957.

Le directeur général des élections,
N. CASTONGUAY (L.S.)

L'honorable Sidney Earle Smith, député du district électoral de Hastings-Frontenac, qui a prêté et souscrit le serment prescrit par la loi, prend séance à la Chambre.

M. Cardiff, du comité spécial institué pour dresser et présenter la liste des députés qui doivent composer les divers comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 65 du Règlement, présente le rapport que voici:

Votre comité, conformément à l'article 65 du Règlement, propose que les comités permanents de cette Chambre se composent des députés dont les noms suivent:

N° 1

Privilèges et Élections

Messieurs

Aiken,
Beech,
Bourque,
Bryson,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Carter,
Dechêne,
Deniset,
Fraser,
Houck,
Jung,
Leboe,
McBain,
McGregor,
McIlraith,
Meunier,
Pallett,
Peters,
Pickersgill,
Richard (Ottawa-Est),
Robinson,
Rowe,
Small,
Thomas (Wetaskiwin),
Thomas (Middlesex-Ouest),
Valois,
Vincent,
Zaplitny.—29

(Quorum: 10)

V 26—1½

N° 2

Chemins de fer, Canaux et Lignes Télégraphiques

Messieurs

Barbès,
Batten,
Bégin,
Bonnier,
Blanchette,
Brassard,
Broome,
Bryson,
Byrne,
Campbell (The Battlefords),
Chevrier,
Crouse,
Doucett,
Dupuis,
Ellis,
English,
Fisher,
Forgie,
Fraser,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel Belt),
Gauthier (Chicoutimi),
Grills,
Harrison,
Herridge,
Holowach,
Howe,
Johnston (Bow-River),
Kennedy,
Lafontaine,
Lavigne,
Leboe,
Lewry,
Macdonald (Antigonish-Guysborough),
Marler,
Martini,
McBain,
McGrath,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Murphy (Westmorland),
Murphy (Lambton-Ouest),
Nixon,
O'Hurley,
Olson,
Phillips,
Rea,
Rouleau,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Smith (Battle-River-Camrose),
Stanton,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Villeneuve (Roberval),
Vincent,
Wratten.—60

(Quorum: 20)

N° 3

Bills privés en général

Messieurs

Batten,
Broome,
Cameron (The Battlefords),
Carter,
Cathers,
Christian,
Fairfield,
Forgie,
Garland,
Hales,
Hansell,
Harrison,
Henderson,
Houck,
Howard,
Jorgenson,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Langlois,
Macdonald (Kings),
MacInnis,
Macnaughton,
Mandziuk,
Martini,
McCleave,
McCullough,
McIlraith,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Morris,
Morton,
Nicholson,
Nixon,
Noble,
Olson,
Patterson,
Proudfoot,
Rea,
Regier,
Roberge,
Schneider,
Smith (Simcoe-Nord),
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Yuill.—50

(Quorum: 15)

N° 4

Banque et Commerce

Messieurs

Ashbourne,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Blackmore,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Cameron,
Cannon,
Cathers,
Chown,
Coates,
Christian,
Crestohl,
Deslières,
Dumas,
Ellis,
Fraser,
Gardiner,
Henderson,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Jones,
Lambert,
Low,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
Macnaughton,
MacRae,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Morris,
Morton,
Pallett,
Pearson,
Power,
Quelch,
Rea,
Richardson,
Robichaud,
Rynard,
St-Laurent (Témiscouata),
Sinclair,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
White,
Winkler.—50

(Quorum: 15)

N° 5

Comptes publics

Messieurs

Beaudry,
Boulanger,
Bourget,
Breton,
Bryce,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Crestohl,
Denis,
Doucett,
English,
Fisher,
Habel,
Hales,
Hardie,
Houck,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Laflamme,
Leboe,
Lewry,
Macdonald (Kings),
MacRae,
Maltais,
McGee,
McGregor,
McLeod,
McMillan,
Milligan,
Morris,
Morton,
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Pickersgill,
Proudfoot,
Regier,
Roberge,
Rynard,
Smith (Simcoe-Nord),
Stick,
Stuart (Charlotte),
Thomas (Wetaskiwin),
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Wratten,
Yuill,
Zaplitny.—50

(Quorum: 15)

N° 6

Agriculture et Colonisation

Messieurs

Argue,
Arsenault,
Boucher,
Boulanger,
Bryson,
Campbell (Lambton-Kent),
Castleden,
Charlton,
Christian,
Dechêne,
Demers,
Deslières,
Doucett,
Fairfield,
Forgie,
Gardiner,
Gingras,
Gour,
Grills,
Harrison,
Herridge,
Howe,
Huffman,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Laflamme,
Lafontaine,
Landry,
Lavigne,
Legaré,
Macdonald (Kings),
McBain,
McLeod,
McMillan,
Ménard,
Michaud,
Montgomery,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Peters,
Phillips,
Proudfoot,
Quelch,
Roberge,
Robinson,
Schneider,
Schulz,
Simpson,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Lincoln),
Stanton,
Stefura,
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
White.—60

(Quorum: 20)

N° 7

Règlement

Messieurs

Aitken, Mlle,
Beaudoin,
Denis,
Dupuis,
Hahn,
Haidasz,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Loiselle,
Michaud,
Monette,
Rochefort,
Smith (Simcoe-Nord),
Stinson,
Thompson (Northumberland),
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
Winkler.—20

(Quorum: 8)

N° 8

Marine et Pêcheries

Messieurs

Anderson,
Arsenault,
Ashbourne,
Barnett,
Bourget,
Brisson,
Broome,
Bryce,
Cannon,
Carter,
Crouse,
English,
Hahn,
Haidasz,
Hardie,
Henderson,
Howard,
Irwin,
Jung,
Kirk,
Lavigne,
Macdonald (Antigonish-Guysboro),
MacEwan,
McGrath,
Montgomery,
Murphy (Lambton-Ouest),
Noble,
Patterson,
Robichaud,
Robinson,
Schulz,
Sinclair,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thibault.—35

(Quorum: 10)

N° 9

Mines, Forêts et Cours d'eau

Messieurs

Baskin,
Blackmore,
Coates,
Dumas,
Garland,
Gauthier (Nickel Belt),
Hansell,
Hardie,
Hodgson,
Howe,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lesage,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
MacRae,
McBain,
McCullough,
McGrath,
McWilliam,
Mitchell,
Montgomery,
Muir (Lisgar),
Murphy (Lambton-Ouest),
Nixon,
O'Hurley,
Peters,
Raymond,
Ricard,
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Simpson,
Smith (Calgary-Sud),
Stick,
Winch.—35

(Quorum: 10)

N° 10

Relations industrielles

Messieurs

Aitken, Mlle,
Barnett,
Baskin,
Beech,
Blanchette,
Brassard,
Brown (Essex-Ouest),
Byrne,
Cauchon,
Chown,
Deschatelets,
Gauthier (Chicoutimi),
Gingues,
Haidasz,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leduc (Verdun),
MacEachen,
MacInnis,
Maloney,
Martin (Timmins),
Martini,
McDonald (Hamilton-Sud),
Mitchell,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Murphy (Westmorland),
Ricard,
Richardson,
Small,
Stanton,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Vivian,
Winch.—35

(Quorum: 10)

N° 11

Débats

Messieurs

Beaudoin,
Crouse,
Ellis,
Habel,
Hansell,
Hardie,
Macquarrie,
McPhillips,
Meunier,
Muir (Lisgar),
Robinson,
Rouleau.—12

(Quorum: 7)

N° 12

Affaires extérieures

Messieurs

Aitken, Mlle,
Argue,
Breton,
Cannon,
Cardin,
Coldwell,
Crestohl,
Fairfield,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Herridge,
Holowach,
Jones,
Jung,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lennard,
Low,
MacEachen,
Macnaughton,
Macquarrie,
Martin (Essex-Est),
McCleave,
Nesbitt,
Patterson,
Pearson,
Pratt,
Rea,
Richard (Ottawa-Est),
Sinclair,
Smith (Calgary-Sud),
Stick,
Stuart (Charlotte),
Van Horne,
White.—35

(Quorum: 10)

N° 13

Impressions

(Députés représentant les Communes)

Messieurs

Barnett,
Batten,
Best,
Blackmore,
Boivin,
Bonnier,
Bryce,
Campbell (Lambton-Kent),
Castleden,
Cathers,
Coates,
Dechêne,
Doucett,
English,
Gauthier (Nickel Belt),
Gingras,
Gour,
Hales,
Hansell,
Harrison,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Landry,
Langlois,
Lennard,
L'Heureux,
Loiselle,
MacEwan,
MacInnis,
Maltais,
Martin (Timmins),
McGee,
McIvor,
McWilliam,
Ménard,
Michaud,
Montgomery,
Muir (Lisgar),
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Patterson,
Phillips,
Raymond,
Regier,
Rochefort,
Rowe,
Rynard,
Schneider,
Smith (Simcoe-Nord),
Thibault,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Wratten,
Yuill.—54

N° 14

Bibliothèque

(Députés représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Aitken, Mlle,
Anderson,
Barbès,
Beech,
Bégin,
Best,
Blackmore,
Bourque,
Castleden,
Cathers,
Coldwell,
Deniset,
Dinsdale,
English,
Eudes,
Fisher,
Habel,
Henderson,
Houck,
Howe,
Kirk,
LaCroix,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Lennard,
MacEwan,
Macquarrie,
McGrath,
McIlraith,
Mandziuk,
Nicholson,
Nixon,
Pickersgill,
Ratelle,
Robichaud,
Rowe,
Simpson,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Stefura,
Thomas (Wetaskiwin),
Valois,
Walker.—44

N° 15

Restaurant

(Députés représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Best,
Campbell
(The Battlefords),
Caron,
Deslières,
Gour,
Grills,
Habel,
Hales,
Jorgenson,
Kucherepa,
McBain,
McDonald
(Hamilton-Sud),
McGee,
McGregor,
McIvor,
McWilliam,
Milligan,
Robichaud,
Smith (Battle-River-
Camrose),
Stewart
(Winnipeg-Nord),
Stick,
Studer,
Villeneuve (Roberval),
Yuill.—24

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming, il est ordonné,—Que les comités permanents de cette Chambre soient respectivement autorisés à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre leur aura renvoyées, à faire de temps à autre des rapports exprimant leurs observations et leurs vues sur ces affaires et ces matières, à assigner des témoins et à ordonner la production de pièces et de dossiers.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour former un comité mixte des deux Chambres au sujet des travaux d'impression et que les députés suivants: Messieurs Barnett, Batten, Best, Blackmore, Boivin, Bonnier, Bryce, Campbell (Lambton-Kent), Castleden, Cathers, Coates, Dechêne, Doucett, English, Gauthier (Nickel Belt), Gingras, Gour, Hales, Hansell, Harrison, Knowles (Norfolk), Kucherepa, LaCroix, Landry, Langlois, Lennard, L'Heureux, Loiselle, MacEwan, MacInnis, Maltais, Martin (Timmins), McGee, McIvor, McWilliam, Ménard, Michaud, Montgomery, Muir (Lisgar), Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Patterson, Phillips, Raymond, Regier, Rochefort, Rowe, Rynard, Schneider, Smith (Simcoe-Nord), Thibault, Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Wratten et Yuill représenteront la Chambre dans ledit comité mixte des travaux d'impression du Parlement.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que Mlle Aitken, Messieurs Anderson, Barbès, Beech, Bégin, Best, Blackmore, Bourque, Castleden, Cathers, Coldwell, Deniset, Dinsdale, English, Eudes, Fisher, Habel, Henderson, Houck, Howe, Kirk, LaCroix, Lavigne, Leboe, Leduc (Gatineau), Lennard, MacEwan, Macquarrie, McGrath, McIlraith, Mandziuk, Nicholson, Nixon, Pickersgill, Ratelle, Robichaud, Rowe, Simpson, Small, Smith (Calgary-Sud), Stefura, Thomas (Wetaskiwin), Valois et Walker ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans la régie de la Bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des communes et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que Messieurs Best, Campbell (The Battlefords), Caron, Deslières, Gour, Grills, Habel, Hales, Jorgenson, Kucherepa, McBain, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGregor, McWilliam, Milligan, Robichaud, Smith (Battle-River-Camrose), Stewart (Winnipeg-Nord), Stick, Studer, Villeneuve (Roberval) et Yuill ont été constitués en un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans la régie du Restaurant en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des communes et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres au sujet du Restaurant.

M. Churchill, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de cent millions à deux cents millions de dollars la responsabilité totale que la Société peut avoir en cours, à quelque époque, aux termes des contrats d'assurance qu'elle est autorisée à conclure sous le régime de l'article 21 de ladite loi.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Campbell (The Battlefords), appuyé par M. Johnson (Kindersley), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant le nom *a*) de toutes les personnes nommées depuis le 1er septembre 1957 à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) de tous les anciens inspecteurs qui ont été réengagés depuis le 1er septembre 1957, dans le district électoral de The Battlefords. (**Avis de motion n° 11*)

Sur motion de M. Argue, pour M. Nicholson, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies du ministère de l'Agriculture, *a*) du 1er au 10 juin 1957, *b*) du 10 juin 1957 jusqu'à ce jour. (**Avis de motion n° 14*)

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et quelque gouvernement provincial, personne, société ou organisme, relativement au prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis. (**Avis de motion n° 18*)

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. McIvor, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre quelque association, personne et société, et les membres du gouvernement et (ou) la société de la Couronne *Northern Ontario Pipeline*, relativement à des demandes visant à leur permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la tête des Lacs. (**Avis de motion n° 20*)

Sur motion de M. Pickersgill, pour M. Deniset, appuyé par M. McIlraith, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg. (**Avis de motion n° 21*)

Sur motion de M. Lafontaine, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes et correspondance échangés depuis le 3 juillet dernier avec le ministère des Travaux publics, relativement au projet de construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), à l'égard duquel des soumissions ont été demandées et le contrat n'a pas été adjugé. (**Avis de motion n° 23*)

Sur motion de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents, reçus ou adressés depuis le 10 juin 1957 par le ministre des Travaux publics, ou tout autre ministre, ou tous fonctionnaires du ministère des Travaux publics ou d'autres ministères du gouvernement, relativement au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford. (**Avis de motion n° 26*)

Sur motion de M. Zaplitny, pour M. McCullough, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de toutes les personnes qui, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, *a*) ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont recommandé des candidats à des postes d'inspecteur, *c*) ont été nommées inspecteurs à cette même Division; et indiquant, *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, depuis le 1er août 1957. (**Avis de motion n° 27*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a, en vertu de son statut de constitution, exproprié les biens, (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par l'Administration à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard de terrains, d'améliorations, de dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), *a*) dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde les terrains, sauf ceux qui appartiennent aux Indiens, *b*) à Pointe Iroquois, tant dans la ville d'Iroquois que dans le township de Matilda, comté de Dundas, dans la section internationale du fleuve Saint-Laurent. (**Avis de motion n° 28*)

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pearson, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par le ministère à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée

à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine n° 2 et le canal de Cornwall allant au nord et au sud, et le pont international et la route d'une longueur de neuf milles allant à l'est et à l'ouest, dans ladite ville. (*Avis de motion n° 29*)

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Gauthier (Portneuf), il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 21 juin 1957 entre le gouvernement du Canada, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement d'Ontario, et l'un ou l'autre de ses membres ou fonctionnaires, relativement à tout ce qui a trait à l'accueil, le bien-être, l'entretien et l'établissement des réfugiés hongrois. (*Avis de motion n° 30*)

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le premier ministre ou tout ministre de la Couronne et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont au-dessus du canal Rideau à l'avenue Bronson. (*Avis de motion n° 31*)

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est appelé pour la première fois, conformément à l'article 56 du Règlement;

M. Fleming, appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Il s'élève un débat;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par ce qui suit:

> "la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les paiements fédéraux prévus par la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques soient immédiatement disponibles pour toutes provinces appliquant des plans d'assurance-hospitalisation, à titre de dispositions additionnelles en vue de la réalisation d'un plan d'assurance-santé de portée nationale, basé sur la coopération fédérale-provinciale."

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Argue.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 13 novembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Barnett—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 34)—1. Quel est l'objet de l'ordonnance SOR/57-450, concernant le contrôle de sécurité nationale sur le trafic aérien (Ordonnance sur la navigation aérienne, Série V, n° 14)?

2. Quelles sont les nouvelles directives de ladite ordonnance, par rapport aux règlements antérieurs concernant la navigation aérienne?

M. Knowles—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 35)—1. A quelque époque, depuis le 1er juillet 1957, le ministre du Travail a-t-il adressé une ou des directives aux gérants du Service national de placement en ce qui a trait à la recherche d'emplois pour les chômeurs?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle était la teneur de cette ou de ces directives?

3. Le personnel du Service national de placement a-t-il été augmenté depuis que cette ou ces directives ont été édictées? Dans le cas de l'affirmative, combien de membres a-t-on ajoutés au personnel et à quels bureaux a-t-on ainsi augmenté le personnel?

M. Knowles—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 36)—1. Le gouvernement a-t-il un programme précis en vue d'enrayer le chômage cet hiver? Dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste-t-il?

2. Le comité d'Ottawa chargé de l'embauchage durant l'hiver possède-t-il des pouvoirs exécutifs pour mettre en œuvre un programme d'embauchage au nom du gouvernement?

3. Quel est le mandat de ce comité et de quelle façon fonctionne-t-il?

4. Y a-t-il des membres du ministère qui font partie de ce comité? Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils?

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 37)—1. Des prêts, fondés sur le principe appliqué à l'égard du Beechwood, seront-ils disponibles exclusivement pour des projets des provinces de l'Atlantique?

2. Sinon, toutes les provinces seront-elles habilitées à obtenir ces prêts?

3. Ces prêts seront-ils affectés uniquement à des projets relevant des gouvernements provinciaux ou des organismes provinciaux de la Couronne, ou seront-ils à la disposition de sociétés d'énergie privées soutenues par un gouvernement provincial?

4. Ces prêts seront-ils accordés uniquement à l'égard de projets nouveaux ou inachevés, ou seront-ils accordés pour le remboursement d'obligations émises par des entreprises d'énergie établies dans les provinces de l'Atlantique?

M. Gauthier (Lac Saint-Jean)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 38)—1. Le gouvernement étudie-t-il la question d'aménager un aéroport à Alma (Saint-Joseph d'Alma), dans le comté du Lac Saint-Jean?

2. La ville d'Alma a-t-elle cédé au ministère des Transports le terrain requis pour l'aménagement de cet aéroport?

3. Sinon, à quel stade des démarches en est-on rendu?

4. Le ministre des Transports songera-t-il à l'affectation de sommes nécessaires pour l'exécution de ce projet dans le budget des dépenses de l'an prochain?

*M. *Argue*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 39)—1. Le gouvernement a-t-il pris des mesures afin de savoir si les produits alimentaires consommés par la population canadienne sont contaminés par la radioactivité, provenant des radiations atomiques?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont les directives émises par le gouvernement à ce sujet?

3. Le gouvernement a-t-il autorisé l'institution de laboratoires ou autres installations spécialisés afin de connaître les répercussions de la radioactivité dans l'approvisionnement alimentaire?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) a-t-on jusqu'ici soumis des rapports fondés sur ces recherches, *b*) quelles sont les conclusions de ces rapports, c) si aucun rapport n'a encore été soumis, quand en prévoit-on la présentation?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 195)—Dans quelle mesure, depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a-t-il accordé une aide à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique)?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 196)—Au cours de chacune des années 1953, 1954, 1955, 1956 et en 1957 jusqu'à ce jour, quelles sommes globales le gouvernement fédéral a-t-il dépensées au titre des immobilisations dans chaque province du Canada?

M. Cameron—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 197)—1. Combien de délégués de tous les pays du Commonwealth ont assisté à la Conférence des ministres des finances tenue à Mont-Tremblant plus tôt cette année?

2. Combien de jours la conférence a-t-elle duré?

3. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

4. De combien de personnes, outre le ministre des Finances, se composait la délégation canadienne à la conférence sur les problèmes commerciaux et économiques tenue à Washington plus tôt cette année?

5. Combien de jours a duré la conférence?

6. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

M. Hansell—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 198)—1. Quels accords commerciaux existent actuellement entre le Royaume-Uni et le Canada en ce qui a trait à l'achat du blé canadien et quand chaque accord a-t-il été signé?

2. Quel a été le nombre de contrats ou d'achats effectués en matière de blé *a*) par le gouvernement du Royaume-Uni, *b*) par d'autres acheteurs britanniques, au cours de chaque mois de 1957?

M. Hansell—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 199)—1. Au cours de l'année écoulée, quels produits a-t-on expédiés à la Chine communiste, s'il y a lieu?

2. A quelles catégories appartiennent ces produits?

3. Quelle en est la quantité dans chaque catégorie?

M. Michaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 200)—Le gouvernement étudie-t-il présentement la recommandation de la Commission Fowler au sujet de l'établissement d'un poste de télévision d'expression française à Moncton (Nouveau-Brunswick)?

M. Michaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 201)—1. Quelles dispositions a-t-on prises en vue de supprimer la maladie dans les bancs d'huîtres, dans le comté de Kent (Nouveau-Brunswick)?

2. Quelles dispositions a-t-on prises pour repeupler d'huîtres exemptes de maladie les huîtrières du comté de Kent?

3. Quand prévoit-on la reprise normale, dans le comté de Kent, de la pêche aux huîtres exemptes de maladie?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 202)—1. Quels sont les noms et adresses des représentants du Canada qui s'occupent des intérêts canadiens en ce qui regarde le pont international qui relie Ogdensburg à Prescott?

2. Lorsque le pont sera parachevé, à qui en sera confiée l'exploitation, et sur quelle base ou suivant quelles conditions se fera l'exploitation?

3. Exigera-t-on des droits de péage sur ce pont et, dans le cas de l'affirmative, qui touchera les revenus, après que les dépenses du pont auront été acquittées?

4. Quels sont les noms et adresses des entrepreneurs qui construisent actuellement ce pont? A combien s'élèvent les montants globaux des contrats octroyés à chacun de ces entrepreneurs?

5. Quelle est la partie des travaux effectuée actuellement du côté canadien?

6. Quel est le nombre total des travailleurs canadiens présentement affectés à la construction du secteur canadien du pont?

7. A-t-on reçu des plaintes de la part de travailleurs canadiens incapables d'obtenir du travail dans la construction de ce pont? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises au sujet de ces plaintes?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 203)—1. Le bureau de poste de Winnipeg emploie-t-il des femmes à service intermittent?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel taux horaire verse-t-on à ces femmes?

3. Combien d'heures par jour et combien de jours par semaine travaillent-elles?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 204)—1. Un rapport des dépenses d'élection de chaque candidat élu à la Chambre des communes le 10 juin 1957 a-t-il été déposé avant l'ouverture du Parlement le 14 octobre 1957?

2. Sinon, quels sont les noms de tous les députés pour le compte desquels les rapports des dépenses d'élection n'avaient pas été déposés le 14 octobre 1957?

3. Ces rapports ont-ils été déposés au nom de quelques députés depuis le 14 octobre 1957? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces députés et à quelles dates ces rapports ont-ils été déposés?

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 205)—1. En 1956 et durant 1957 jusqu'à ce jour, combien de boisseaux de blé le Canada a-t-il exportés aux pays situés derrière le rideau de fer?

2. Quelle quantité de blé le Canada a-t-il exportée à chacun de ces pays?

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 206)—Combien de noms le registraire a-t-il ajoutés aux listes des bandes indiennes, depuis l'entrée en vigueur de l'article 7 de la présente Loi sur les Indiens?

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 207)—1. Combien de polices d'assurance ont été exécutées sous le régime de l'article 21 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation au cours de 1956 et depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour?

2. Quelle était la valeur estimative du volume des exportations aux termes de ces contrats durant ces deux périodes?

3. Quelle était la responsabilité maximum de la Société d'assurance des crédits à l'exportation ou de la Couronne à ce titre?

4. A combien de pays ces exportations étaient-elles destinées?

5. A combien d'exportateurs particuliers ces polices d'assurance ont-elles été accordées?

6. Quel était le nombre de polices d'assurance à l'égard des exportations d'un volume estimatif *a*) inférieur à $100,000, *b*) allant de $100,001 à $500,000, *c*) allant de $500,001 à $1,000,000, *d*) allant de $1,000,001 à $2,000,000, *e*) allant de $2,000,001 à $5,000,000, *f*) supérieur à $5,000,000?

7. Au cours de chaque année, y compris 1957 jusqu'à ce jour, depuis la mise en vigueur de l'article 21, quelle somme d'argent *a*) les détenteurs de polices ont-ils réclamée, *b*) a-t-on versée à ces détenteurs de police, assurés sous le régime de cet article?

8. Au cours de chaque année, y compris 1957 jusqu'à ce jour, combien a-t-on exporté de boisseaux de blé qui étaient assurés aux termes dudit article 21?

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 208)—1. Combien *a*) d'étudiants universitaires, *b*) d'infirmières suivant un cours de formation, ont obtenu des bourses, durant les années financières 1956-1957 et 1955-1956, grâce au programme d'aide aux étudiants autorisé en vertu de la Loi sur la coordination de la formation professionnelle?

2. Quel est le montant maximum qui, en vertu des règlements fédéraux, peut être accordé durant une année *a*) aux étudiants universitaires, *b*) aux infirmières suivant un cours de formation?

3. Les règlements de la province d'Ontario au sujet de la somme maximum sont-ils les mêmes que les règlements fédéraux? Sinon, quels sont les montants maximums respectifs payables aux termes des règlements de l'Ontario?

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)*—Mercredi prochain—ADRESSE—(N° 32)—Copie de toutes ententes et correspondance échangées depuis le 1er janvier 1955 jusqu'à ce jour entre le Canada et l'État de New-York au sujet de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du pont international reliant Ogdensburg à Prescott.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 27

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 19 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est déposée sur le bureau.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du rapport de la Commission du Tarif, en date du 15 octobre 1957, relativement à l'enquête demandée par le ministre des Finances concernant les fruits et les légumes,—référence n° 124; et exemplaire du compte-rendu des séances publiques tenues à ce sujet, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du Tarif, chapitre 261 des Statuts revisés du Canada (1952).

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que tous les mots qui suivent l'expression "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par ce qui suit:

> "la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité de prendre sans délai les mesures nécessaires pour que les paiements fédéraux prévus par la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques soient immédiatement disponibles pour toutes provinces appliquant des plans d'assurance-hospitalisation, à titre de dispositions additionnelles en vue de la réalisation d'un plan d'assurance-santé de portée nationale, basé sur la coopération fédérale-provinciale."

Après plus ample discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Blackmore,
Bryce,
Bryson,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Hahn,
Hansell,
Herridge,
Holowach,
Howard,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Martin (Timmins),
Patterson,
Peters,
Quelch,
Schulz,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Winch,
Yuill,
Zaplitny—32.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Bonnier,
Boucher,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Crestohl,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Habel,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Houck,
Howe,
Huffman,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lafontaine,
Landry,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
L'Heureux,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Pratt,
Proudfoot,
Ratelle,
Rea,
Robinson,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
Simpson,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stick,
Stinson,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Villeneuve (Roberval),
Walker,
Winkler,
Wratten—142.

Le débat se poursuit sur la motion principale; à dix heures du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant l'alinéa *f*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Et la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant le paragraphe 5 de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

AFFAIRES EXTÉRIEURES

94 Administration centrale . . . . . $ 4,880,806 00

PÊCHERIES

139 Administration centrale . . . . . $ 319,700 00

JUSTICE

172 Administration centrale, y compris contribution annuelle de $200 à la Conférence des commissaires sur l'uniformité de la législation au Canada . . . . . $ 543,155 00

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

213 Administration centrale . . . . . $ 530,620 00

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

406 Administration centrale . . . . . $ 264,655 00

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

497 Administration centrale . . . . . $ 2,304,705 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Pearkes, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 111*), demandant l'état suivant: 1. Quels ont été les résultats du relevé des salaires effectué en mai et en juin 1957, dans la région de Miramichi, concernant les civils employés aux stations de l'aviation royale du Canada de Chatham et de St. Margarets (Nouveau-Brunswick), et au dépôt d'approvisionnement naval de Renous (Nouveau-Brunswick)?

2. Depuis 1950 jusqu'à ce jour, quelles augmentations de salaires a-t-on autorisées à l'égard des civils employés à ces trois centres de la défense?

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

1957

M. Houck—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 40)—1. Le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province d'Ontario ont-ils conclu un accord visant à accorder une aide financière aux municipalités de cette province qui désirent assister les chômeurs auxquels la loi de l'assurance-chômage ne s'applique pas?

2. Sinon, la province d'Ontario a-t-elle engagé des négociations avec le gouvernement fédéral en vue d'en venir à une entente et, dans le cas de l'affirmative, où en sont ces négociations?

M. Benidickson—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 41)—1. Le gouvernement s'est-il assuré que tous les ressortissants américains qui travaillent pour le compte de la société intéressée dans les secteurs du pipe-line en voie de construction en Ontario septentrional sont entrés au Canada légalement et sont autorisés par le gouvernement à exercer le métier particulier pour lequel ils sont actuellement engagés?

2. Sinon, le gouvernement enverra-t-il des représentants de la Gendarmerie royale du Canada ou des ministères de la Citoyenneté et de l'Immigration ou du Travail en vue de faire enquête?

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 209)—1. Au cours de chaque année, depuis 1946 jusqu'à 1956 inclusivement, quelles sommes a-t-on versées à même le Compte de soutien des prix agricoles prévu par la loi?

2. Depuis le 1er janvier jusqu'au 31 octobre 1957, quelles sommes a-t-on versées à même ce Compte?

3. Au cours de chacune des années mentionnées aux paragraphes 1 et 2, à l'égard de quels produits a-t-on versé un prix de soutien et quelle a été la perte subie à l'égard de chaque produit durant chacune de ces années?

M. Howard—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 210)—1. Le gouvernement a-t-il versé des sommes à des sociétés de lignes aériennes pour le transport du courrier?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est, à l'égard de chaque société, le barème des taux prévus pour chaque route aérienne; *b*) à quelles dates les barèmes actuels respectifs sont-ils entrés en vigueur; *c*) avant la date mentionnée au paragraphe *b*) ci-dessus, existait-il des barèmes de taux applicables à ces diverses sociétés, qui diffèrent des barèmes présentement en vigueur; *d*) si la réponse au paragraphe *c*) susdit est affirmative, à quelles dates les divers barèmes antérieurs étaient-ils respectivement entrés en vigueur et quels étaient-ils à l'égard de chaque route aérienne?

3. Quelle somme globale a-t-on versée jusqu'à ce jour à chaque société de lignes aériennes qui a été rétribuée pour le transport du courrier?

M. Poulin—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 211)—1. Le gouvernement fédéral a-t-il accordé des subventions pour la construction et l'amélioration de réseaux téléphoniques locaux dans le comté de Beauce depuis 1945?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont, à l'égard de chaque année, de 1945 à 1957, *a*) le montant de la subvention, *b*) le nom du réseau téléphonique?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 212)—1. Quel était, en 1955, 1956 et 1957, le prix forfaitaire pour les opérations de brise-glace effectuées dans les ports situés à la tête des Lacs canadiens?

2. Le prix forfaitaire est-il fixé chaque année? Sinon, sur quoi se fonde-t-on pour prévoir des changements, d'une année à l'autre, dans les opérations de brise-glace?

3. Quand annoncera-t-on les soumissions ou les adjudications pour la saison de 1958?

4. Le ministère connaît-il des brise-glace appropriés qui sont ou qui seront probablement à la tête des Lacs canadiens pour la saison de 1958?

5. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces brise-glace et quels en sont les propriétaires?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 213)—1. A-t-on effectué des études préliminaires sur les problèmes visant à maintenir ouverts à la navigation pendant l'hiver les ports situés à la tête des Lacs canadiens?

2. Dans le cas de l'affirmative, pourrait-on entreprendre un résumé de ces études en vue de faire connaître la praticabilité d'un tel projet?

3. Est-ce que, à la connaissance du gouvernement, les autorités américaines ont effectué des études ou formulé des projets en ce qui a trait à la possibilité de maintenir ouvertes à la navigation pendant l'hiver les écluses de Sault-Ste-Marie situées sur le territoire des États-Unis?

M. Fisher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 214)—1. Le ministère fédéral du travail a-t-il quelque compétence en ce qui concerne les contrats passés entre les organismes de joueurs et les promoteurs de sports professionnels, lorsque les joueurs viennent de plus d'une province et d'un autre pays?

2. Le ministre du Travail a-t-il reçu des observations au sujet des pourparlers entamés entre la Ligue nationale de hockey et l'Association des joueurs?

3. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on étudié la question de nommer un conciliateur?

4. Le ministère du Travail a-t-il rédigé des études ou des rapports sur la légalité de la clause dite clause de réserve dans les contrats des joueurs professionnels de hockey et de football?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 215)—1. Au cours des deux dernières années, quel a été le nombre de demandes de permis pour l'émission de programmes de télévision?

2. Combien de demandes ont été acceptées, *b*) ont été refusées, *c*) sont encore à l'étude?

3. Quel est le nombre de permis pour émissions de télévision actuellement en vigueur et, sur ce nombre, combien sont détenus par la Société Radio-Canada et combien par des postes indépendants?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 216)—1. Quelle somme représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada et par chaque autre société, corporation, office, commission ou ministère relevant de la Couronne?

M. Tucker—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 217)—1. De quelle quantité de blé l'U.R.S.S. a-t-elle pris livraison depuis que l'accord sur le commerce a été conclu entre le Canada et ce pays?

2. Quelle quantité a été livrée au cours de chaque année depuis que l'U.R.S.S. a signé cet accord?

**M. Tucker*—Jeudi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 33)—État indiquant les noms *a*) des inspecteurs, *b*) des autres fonctionnaires, de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés en Saskatchewan depuis le 1er août 1957, *c*) des inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés dans la circonscription électorale de Rosthern depuis le 1er août 1957.

**M. Benidickson*—Jeudi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 34)—Copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction du pipeline de la Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line*, concernant les obligations des entrepreneurs en ce qui a trait à la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada, aux heures de travail, aux taux des salaires et aux autres conditions de travail des ouvriers.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 21 novembre 1957	
277	Organisation des comités permanents.....	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 28

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 20 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Robinson, il est ordonné,—Que le nom de M. Muir (Lisgar) soit substitué à celui de M. Simpson,

Le nom de M. Knowles (Norfolk) à celui de M. Pallett,

Le nom de M. Milligan a celui de M. Fairfield, et

Le nom de M. Hales à celui de M. O'Hurley, sur la liste des membres du comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 22 par M. Chevrier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Commission conjointe internationale a-t-elle présenté un rapport sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York, par voie du Richelieu et du lac Champlain?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand?

3. Quelles en étaient les recommandations?

4. A combien évaluait-on le coût de l'entreprise?

5. A-t-on revisé ces estimations depuis 1938?

6. Quelle est la profondeur des eaux depuis la rivière Richelieu jusqu'à New-York, par voie du canal Chambly, du lac Champlain et de la rivière Hudson?

7. Quel est le nombre de ponts sur ce parcours?

8. Quelle distance gagnera-t-on entre Montréal et New-York grâce à cet itinéraire?

9. Le Richelieu est-il le seul parcours dont on puisse se servir? Quels sont les autres parcours?

10. Lorsque la voie maritime sera terminée, combien de navires aménagés pour les canaux affectera-t-on ailleurs?

11. A-t-on songé à utiliser l'ensemble de ces navires sur la route fluviale canalisée Richelieu-Champlain?

Question n° 32 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1948, combien de diplômés d'université ont été admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours?

2. Pour chaque année et à l'égard de chaque université canadienne, quelle est la répartition des candidats admis ou refusés, en tenant compte des grades de bachelier et non des diplômes de gradué?

3. Quelle est, à l'égard de ces années, la répartition globale des candidats, en tenant compte de la catégorie de grades (v.g., histoire, sciences économiques, science politique, gradué sans spécialité, etc.)?

4. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien peuvent être désignés comme canadiens-français?

5. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien ont quitté le service?

Question n° 40 par M. McGregor—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Question n° 97 par M. Lesage—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 22 juin, le conseil du Trésor a-t-il autorisé certains virements dans les sommes du budget principal, du budget supplémentaire et du nouveau budget supplémentaire affectées au ministère du Nord canadien et des Ressources nationales?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces virements, et dans chaque cas, *a*) quel a été le montant transporté, *b*) à l'égard de quelle rubrique ou entreprise chaque virement a-t-il été effectué, *c*) à quelle rubrique ou à quelle entreprise a-t-on affecté les montants, *d*) quelle était la raison de ces virements?

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 118 par M. Castleden—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Jusqu'au 31 mars 1957, quel a été le nombre des réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie, venant *a*) directement d'Autriche ou de France, *b*) de Grande-Bretagne?

2. A l'égard de combien de ces personnes, s'il en est, a-t-on suspendu l'application des règlements de santé pour l'admission au Canada?

3. Au 31 octobre 1957, combien de ces personnes étaient dans des hôpitaux ou des sanatoriums aux frais du gouvernement fédéral?

4. Quelle somme globale la Trésorerie du Canada a-t-elle dépensée pour ces réfugiés, aux titres suivants: *a*) soins médicaux et hospitaliers, *b*) entretien, c) transport à l'intérieur du Canada depuis leur arrivée?

5. A combien de ces personnes a-t-on fait subir un examen médical après leur arrivée au Canada?

6. Au 1er octobre 1957, à l'égard de combien de ces personnes le gouvernement fédéral a-t-il payé les frais de retour dans leur pays?

Question n° 135 par M. McCullough—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre d'Indiens résidant actuellement dans la réserve de White-Bear, Carlyle (Saskatchewan)?

2. Sur ce nombre, combien sont des Cris?

3. Sur ce nombre, combien sont des Assiniboines?

4. Durant chaque année, depuis 1948, quel a été le revenu provenant de baux miniers, de redevances sur le pétrole, de permis de pêche ou autres, dans la réserve de White-Bear?

5. Durant chaque année, depuis 1948, quels ont été les autres revenus?

6. Durant chaque année, depuis 1948, qu'a-t-on fait des revenus?

7. En 1956, à combien s'élevait la caisse de fiducie de la bande de White-Bear?

8. Comment et selon quels principes s'effectue la dépense des deniers de la caisse de fiducie de la bande?

9. Quel a été le coût de construction du dispensaire et de la résidence des infirmières dans la réserve de White-Bear?

10. Durant chaque année, depuis 1950, quelle valeur représentent la machinerie et les bestiaux livrés aux Indiens de White-Bear?

11. En quoi consistaient cette machinerie et ces bestiaux?

12. *a*) Depuis 1948, combien d'Indiens pur sang ont rempli des postes administratifs relevant de la Division des Affaires indiennes? *b*) Quelle était la nature de leur emploi?

13. Durant chaque année, depuis 1948, quelle valeur globale représentent les rations alimentaires accordées aux Indiens de la réserve de White-Bear?

14. Depuis 1948, combien de maisons a-t-on construites dans la réserve de White-Bear?

15. Combien d'années se sont écoulées depuis la construction de la clôture entourant la réserve?

Question n° 148 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Au cours de la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax avaient-ils inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Question n° 149 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Durant la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), avait-elle inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Question n° 172 par M. Holowach—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de la période allant du 1er janvier 1956 au 10 juin 1957, de quels avocats ou sociétés d'avocats, s'il en est, dans la ville d'Edmonton (Alberta), le gouvernement fédéral, ou l'une de ses divisions, a-t-il retenu les services?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral et tous ses ministères ont-ils versées à chacun de ces avocats et à chacune de ces sociétés d'avocats?

3. Quelles sommes, s'il en est, reste-t-il à verser ou font l'objet de réclamations, et de qui s'agit-il?

4. A-t-on passé des contrats avec quelque société d'avocats en vue de services juridiques et, dans le cas de l'affirmative, avec qui?

5. Pour quelles raisons et selon quels procédés a-t-on retenu les services de ces sociétés d'avocats?

Question n° 184 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chacune des années 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il acheté des automobiles et des camions de distributeurs de Coleman, Blairmore, Bellevue, Pincher-Creek, MacLeod? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. De qui chaque véhicule a-t-il été acheté et quel en était le prix?

3. A-t-on effectué ces achats à la suite d'une demande publique de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon a-t-on annoncé ces demandes de soumissions?

Question n° 204 par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un rapport des dépenses d'élection de chaque candidat élu à la Chambre des communes le 10 juin 1957 a-t-il été déposé avant l'ouverture du Parlement le 14 octobre 1957?

2. Sinon, quels sont les noms de tous les députés pour le compte desquels les rapports des dépenses d'élection n'avaient pas été déposés le 14 octobre 1957?

3. Ces rapports ont-ils été déposés au nom de quelques députés depuis le 14 octobre 1957? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces députés et à quelles dates ces rapports ont-ils été déposés?

Sur motion de M. Gauthier (Portneuf), pour M. St-Laurent(Témiscouata), appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie des ordonnances relatives au transport postal et (ou) des lettres adressées par les directeurs de district des services postaux, concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal, dans tous les districts postaux, sauf Ottawa. (**Avis de motion n° 25*)

Sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toutes ententes et correspondance échangées depuis le 1er janvier 1955 jusqu'à ce jour entre le Canada et l'État de New-York au sujet de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du pont international reliant Ogdensburg à Prescott. (**Avis de motion n° 32*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

406	Administration centrale	$ 264,655 00
407	Division des compagnies	104,860 00
408	Service des marques de commerce, y compris une contribution de $3,800 à l'Office international pour la protection de la propriété industrielle	182,490 00
409	Bureau des traductions	1,331,100 00

BUREAU DES BREVETS ET DU DROIT D'AUTEUR

410	Service administratif	122,670 00
411	Service des brevets	1,582,890 00
412	Service du droit d'auteur et des dessins industriels, y compris une contribution de $2,100 à l'Office de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	28,535 00

CRÉDIT SPÉCIAL

413	Dépenses spéciales à l'égard d'une commission établie en vertu de la Loi sur les enquêtes pour enquêter sur le fonctionnement de la Loi sur les brevets, de la Loi sur le droit d'auteur, de la Loi sur les dessins industriels et autres lois connexes	17,300 00

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

346	Administration	561,934 00
347	Achats, papeterie et approvisionnements	1,175,114 00
348	Distribution de documents officiels	337,520 00
349	Impression et reliure des publications officielles pour vente et distribution aux ministères et au public	570,000 00
350	Impression de la *Gazette du Canada*	110,000 00
351	Impression et reliure des Statuts annuels	35,000 00
352	Atelier—Matériel et renouvellements	562,198 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

727 Atelier—Matériel et renouvellements—Crédit supplémentaire 148,774 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 31 octobre 1957.

Par M. Diefenbaker,—Copies des lettres en date des 12 et 17 novembre 1957, échangées entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province du Manitoba, concernant le programme de la Conférence fédérale-provinciale qui doit être tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

Par M. Hamilton (York-Ouest), adjoint parlementaire, pour le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 7 de la Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, chapitre 67 des Statuts revisés du Canada (1952).

Septième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage de la requérante suivante, présentée le 19 novembre par M. Rea, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Jean Dick Joslin, épouse de George Alfred Joslin, de Montréal (P.Q.).

Septième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Monica Frances Fleice Bottomley, épouse de Thomas Spencer Bottomley, de Montréal (P.Q.).

Jean-Paul Camiré, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Beaudet Camiré.

Agnes Ilona Kemeny Czuczka, épouse de Rudolf Ladislav Czuczka, de Hampstead (P.Q.).

Ruth Ellen McMullin Gosnell, épouse de Lawrence McCallum Gosnell, de Montréal (P.Q.).

Olive Margaret Lester James, épouse de Neilson A. James, de Saint-Jean (Terre-Neuve).

Francine Joséphine Gislaine Boisdenghien Lebrun, épouse de Félicien Auguste Lebrun, de Montréal (P.Q.).

William Harrison Terry, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Hazel May Howe Terry.

Gilberte Henriette Marie Harchoux Vuillaume, épouse de Roland René Georges Vuillaume, de Montréal (P.Q.).

A 6 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Johnston (*Bow-River*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 218)—1. Combien de milles de la route transcanadienne sont actuellement pavés et parachevés conformément aux devis descriptifs, *a*) au Canada, *b*) dans chaque province?

2. Jusqu'à ce jour, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il versée pour ces travaux d'aménagement?

3. Jusqu'à ce jour, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il versée à chaque province?

4. Quel est le nombre de milles de la route transcanadienne dans le parc national de Banff et, *a*) combien de milles de cette route ont été parachevés et pavés conformément aux devis descriptifs, *b*) combien de milles ont été pavés et par la suite réparés, et quel a été le coût de ces réparations?

M. Martin (*Essex-Est*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 219)—1. Le gouvernement a-t-il reçu, par l'entremise du Comité national de placement ou de tout autre organisme, des observations l'invitant à envisager une plus ample application de l'annexe "M" en vue d'y inclure la formation et la nouvelle formation des chômeurs afin qu'ils possèdent les qualités voulues pour remplir des emplois éventuels?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des mesures propres à mettre à exécution de telles propositions?

M. Martin (*Essex-Est*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 220)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de quelque organisme lui demandant l'établissement d'une commission du port de Windsor (Ontario)?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on pris des dispositions en vue de l'établissement d'une telle commission?

M. Martin (*Essex-Est*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 221)—1. Le gouvernement a-t-il reçu, par l'entremise du comité régional de placement de la ville de Windsor, des observations de quelque organisme l'invitant à modifier la Loi nationale sur l'habitation en vue de permettre les hypothèques dites "open-end mortgages"?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des dispositions pour modifier la Loi nationale sur l'habitation suivant ces observations?

M. Rochefort—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 222)—1. Le littoral du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Saint-Maurice qui longe la ville de Cap-de-la-Madeleine fait-il partie du territoire relevant du port de Trois-Rivières?

2. Si l'on doit étudier des projets en vue de l'amélioration et de l'agrandissement des installations portuaires au Cap-de-la-Madeleine, le conseil municipal et les autres organismes publics seront-ils officiellement invités à se faire entendre?

M. McPhillips—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 223)—1. Le National-Canadien a-t-il vendu ou autrement aliéné les quais et les terrains adjacents (appartenant autrefois au *Grand Trunk Pacific*), qu'ils possèdent à l'intérieur du port de Victoria (Colombie-Britannique)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date, à qui et à quel prix a-t-il cédé ces quais et terrains?

**M. Howard*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 35)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents datés depuis le 1er janvier 1954 et échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique et toutes autres personnes, sociétés et tout groupement, relativement à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar.

**M. Lewry*—Vendredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 36)—État indiquant les noms et les fonctions de toutes les personnes qui, depuis le 1er septembre 1957, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, *a*) ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont déjà été employées à titre d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *c*) ont été mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies; et indiquant *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, depuis le 1er août 1957.

**M. Haidasz*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 37)—Copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents relatifs à l'assurance-santé, échangés au cours des trois derniers mois entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et les représentants de *a*) l'Association médicale du Canada, *b*) l'Association canadienne des Collèges de médecins, *c*) l'Association canadienne des hôpitaux, *d*) le Conseil canadien d'hygiène publique?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 21 novembre 1957	
277	Organisation des comités permanents.....	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 29

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 21 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est déposée sur le bureau.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 21 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 21 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 28, Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Smith (Lincoln) soit substitué à celui de M. O'Hurley, et

Le nom de M. Fairfield à celui de M. Murphy (Lambton-Ouest), sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. MacEwan soit substitué à celui de M. Montgomery, et

Le nom de M. MacInnis à celui de M. Muir (Lisgar), sur la liste des membres du comité permanent des mines, forêts et cours d'eau.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Vivian soit substitué à celui de M. Morris sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

60	Traitements et dépenses du bureau	$ 73,115 00

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

86	Traitements et éventualités de la Commission, y compris une subvention de $3,000 à la *Public Personnel Association* pour l'aider à solder les dépenses de son congrès international devant avoir lieu au Canada en 1957	2,961,606 00

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-vieillesse.

Loi modifiant la Loi sur les aveugles.

Loi modifiant la Loi sur les invalides.

Loi modifiant la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants.

Le comité des subsides reprend sa séance.

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait des résolutions adoptées en comité des subsides au cours de la séance de ce jour, lesquelles résolutions sont agréées, et le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Huitième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 20 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Engelbert Bergevin, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Laramée Bergevin.

Joseph Anthime Roland Bock, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Berthe Jeannette Francœur Bock.

James Dunn Drummond, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Hotte Drummond.

Naomi Ruth Wolfson Fischel, épouse de Gordon Robert Fischel, de Montréal (P.Q.).

Giulietta Marcogliese Iacurto, épouse de Franco Iacurto, de Québec (P.Q.).

Carmen Baron Matucha, épouse de Richard Matucha, de Montréal (P.Q.).

Margaret Eleanor Williams Radmore, épouse de Robert Charles Stewart Radmore, de Hull-Sud (P.Q.).

Eszter Jeszenszky Tahy, épouse de Emeric Tahy, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Vogel, de Montréal (P.Q.), époux de Mira Goddard Vogel.

Viola Carmela Starnino Dizazzo, épouse de Anthony Dizazzo, de Montréal (P.Q.).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Benidickson—Lundi prochain—QUESTION—(N° 224)—1. A combien de personnes le bureau de Kenora verse-t-il des prestations d'assurance-chômage?

2. A combien de personnes le bureau de Kenora envoie-t-il des prestations d'assurance-chômage par la poste?

3. Quel est le nombre des réclamations d'assurance-chômage déposées par des résidents de Dryden, Oxdrift, Waldhof, Eagle-River, Vermillion-Bay, Wabigoon, Dinorwic, Dyment, Ignace, Red-Lake-Road, Quibell, McIntosh?

M. Benidickson—Lundi prochain—QUESTION—(N° 225)—1. A combien de personnes le bureau de Fort-William ou de Port-Arthur envoie-t-il des prestations d'assurance-chômage par la poste?

2. Quel est le nombre de réclamations d'assurance-chômage provenant d'Atokokan (Ontario)?

M. Zaplitny—Lundi prochain—QUESTION—(N° 226)—1. Depuis le 1er janvier 1955, le Conseil national des recherches ou tout ministère du gouvernement a-t-il effectué des recherches sur la qualité des produits durables fabriqués et (ou) mis en vente au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui a dirigé ces recherches?

3. A-t-on présenté un rapport au gouvernement à la suite de ces recherches? Dans le cas de l'affirmative, quand et sous quelle forme?

M. Ellis—Lundi prochain—QUESTION—(N° 227)—1. Le 1er juin 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

2. Le 1er novembre 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

3. Est-on à prendre des mesures en vue de réduire dans un avenir prochain le personnel de quelque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 228)—1. Au cours de la semaine terminée le 16 novembre 1957, quel était le nombre total de chômeurs inscrits dans chacune des régions desservies par les bureaux d'Edmunston, de Campbellton et de Bathurst?

2. Quel en était le nombre le 16 novembre 1956?

3. Aux deux dates susmentionnées, quel était le nombre de chômeurs inscrits dans la province du Nouveau-Brunswick?

M. Hahn—Lundi prochain—QUESTION—(N° 229)—1. Quel est le nom de chaque régiment canadien des forces non permanentes autorisé à porter le titre de *ROYAL* et à quel endroit chaque régiment est-il stationné?

2. En quelle année a-t-on accordé ce titre à chaque régiment?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 230)—1. Depuis le 1er janvier jusqu'au 31 octobre 1956, quelles sommes a-t-on perçues sous le régime de la Loi de l'impôt sur le revenu?

2. Depuis le 1er janvier jusqu'au 31 octobre 1957, quelles sommes a-t-on perçues sous le régime de la Loi de l'impôt sur le revenu?

**M. Poulin*—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 38)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés au cours des années 1954, 1955 et 1956, entre le ministère des Transports et la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce ou toute personne chargée de la représenter, relativement à une demande de subvention faite par cette société.

Le ministre du Travail—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance-chômage, en vue de prolonger la durée des périodes de prestation saisonnière, d'augmenter le nombre des paiements de prestation auxquels les réclamants peuvent avoir droit durant ces périodes et de pourvoir à d'autres matières connexes.

Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance de la Chambre—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, en vue d'autoriser le commissaire des territoires à emprunter des sommes d'argent à des fins territoriales, municipales ou locales, au nom des territoires, et à prêter des sommes d'argent à des fins locales; et de pourvoir, en outre, à la nomination et à la rémunération de magistrats de police suppléants.

Le ministre des Transports—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts aux commissaires du havre de Hamilton, sur le Fonds du revenu consolidé, d'au plus $4,000,000 dans l'ensemble, pour la construction de facilités additionnelles de stationnement à quai et d'autres aménagements dans le port.

Le ministre des Finances—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques".

Le ministre des Finances—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en matière de revenu".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 26 novembre 1957	
118	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
497	Banques et commerce	11 heures du matin
	Le jeudi 28 novembre 1957	
118	Bills privés en général	11 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 30

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 22 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

A—MINISTÈRE

SERVICES ADMINISTRATIFS

213	Administration centrale	$ 530,620 00
214	Loi sur les explosifs—Administration, fonctionnement et entretien	113,100 00
215	Division des ressources minérales—Administration, fonctionnement et entretien	217,595 00

DIVISION DES LEVÉS ET DE LA CARTOGRAPHIE

216	Administration	69,106 00
	Service des levés géodésiques—	
217	Administration, fonctionnement et entretien	577,258 00
218	Commission de la frontière internationale	62,748 00

	Levés topographiques, y compris les dépenses de la Commission canadienne des noms géographiques—	
219	Administration, fonctionnement et entretien	1,661,991 00
220	Construction ou acquisition de matériel	122,000 00
	Service hydrographique du Canada—	
221	Administration, fonctionnement et entretien, y compris un montant de $4,125 à titre de contribution annuelle du Canada au Bureau international d'hydrographie	3,395,513 00
222	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	210,225 00
223	Levés officiels et cartes aéronautiques, y compris une subvention de $500 à l'Institut canadien d'arpentage et de photogrammétrie	689,686 00
224	Levés de frontières provinciales et territoriales	52,300 00
	Établissement et reproduction de cartes—	
225	Administration, fonctionnement et entretien	1,066,271 00
226	Construction ou acquisition de matériel	92,300 00

COMMISSION GÉOLOGIQUE DU CANADA

	Études géologiques—	
227	Administration, fonctionnement et entretien, y compris les dépenses du Comité consultatif national des recherches en sciences géologiques, un montant de $1,875 à titre de part du Canada dans les frais du Comité des ressources minérales et de la géologie, Londres (Angleterre), et un montant de $40,000 comme subventions pour aider aux recherches géologiques poursuivies dans les universités canadiennes	2,454,067 00
228	Construction ou acquisition de matériel	122,500 00

DIVISION DES MINES

229	Administration	123,514 00
	Études des ressources minérales—	
230	Administration, fonctionnement et entretien, y compris une subvention de $22,500 au *Canadian Institute of Mining and Metallurgy* pour l'aider à acquitter les frais du Sixième congrès de l'Empire sur les mines et la métallurgie qui se tiendra au Canada en 1957	2,780,073 00
231	Construction ou acquisition de matériel	241,475 00
232	Paiements à l'Université McGill relativement à la mise au point d'une turbine à gaz chauffée au charbon ..	25,000 00

DIVISION DE LA GÉOGRAPHIE

233	Administration, fonctionnement et entretien, y compris une subvention de $250 à l'Association canadienne des géographes	284,580 00

OBSERVATOIRES FÉDÉRAUX

	Observatoire fédéral d'Ottawa et stations sur le terrain—	
234	Administration, fonctionnement et entretien, y compris la somme de $500 comme cotisation à l'Union astronomique internationale à titre de sociétaire et une subvention de $3,500 à la Société royale astronomique du Canada et une subvention de $5,000 à l'Union Internationale de géodésie et de géophysique pour aider à couvrir les frais de la Onzième assemblée générale de l'Union qui aura lieu au Canada en 1957	588,560 00
235	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	96,000 00
236	Observatoire d'astrophysique fédéral de Victoria (C.-B.)	147,557 00

GÉNÉRALITÉS

237	Achat de photographies aériennes et dépenses du comité interministériel des levés topographiques aériens, y compris le matériel acheté par ce dernier ..	1,500,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer d'Ottawa à New-York";

M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited";

M. Morton, appuyé par M. Muir (Lisgar), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé";

M. Rea, appuyé par M. Vivian, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, sur division, et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill).

Du consentement unanime, M. Rea, appuyé par M. Vivian, propose,—Que les bills suivants soient maintenant lus une deuxième fois:

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Lesdits bills, en conséquence, sont lus une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills).

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company";

M. Vivian, appuyé par Mlle Aitken, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée "Les perspectives énergétiques du Canada".

Neuvième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante suivante, déposée le 21 novembre par M. Nixon, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

St. Mary's River Bridge Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont été affichés ce vingt-deuxième jour de novembre et seront pris en considération par leurs comités respectifs le ou après le lundi 25 novembre:

Comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques

Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York".—*M. McIlraith.*

Comité permanent des bills privés en général

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".—*M. Morton.*

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".—*M. Rea.*

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".—*M. Rea.*

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".—*M. Rea.*

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".—*M. Rea.*

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".—*M. Rea.*

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".—*M. Rea.*

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".—*M. Rea.*

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".—*M. Rea.*

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".—*M. Rea.*

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".—*M. Rea.*

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".—*M. Rea.*

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".—*M. Rea.*

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".—*M. Rea.*

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".—*M. Rea.*

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".—*M. Rea.*

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".—*M. Rea.*

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".—*M. Rea.*

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".—*M. Rea.*

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".—*M. Rea.*

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".—*M. Rea.*

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".—*M. Rea.*

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".—*M. Rea.*

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".—*M. Rea.*

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman". —*M. Rea.*

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".—*M. Rea.*

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".—*M. Rea.*

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".—*M. Rea.*

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw". —*M. Rea.*

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".—*M. Rea.*

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".—*M. Rea.*

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith". —*M. Rea.*

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".—*M. Rea.*

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".—*M. Rea.*

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman". —*M. Rea.*

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert". —*M. Rea.*

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company".—*M. Vivian.*

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".—*M. Rea.*

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".—*M. Rea.*

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".—*M. Rea.*

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".—*M. Rea.*

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".—*M. Rea.*

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".—*M. Rea.*

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".—*M. Rea.*

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".—*M. Rea.*

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".—*M. Rea.*

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".—*M. Rea.*

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ceceri Desrochers".—*M. Rea.*

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".—*M. Rea.*

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".—*M. Rea.*

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".—*M. Rea.*

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".—*M. Rea.*

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".—*M. Rea.*

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".—*M. Rea.*

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".—*M. Rea.*

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".—*M. Rea.*

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner". —*M. Rea.*

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".—*M. Rea.*

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".—*M. Rea.*

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".—*M. Rea.*

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".—*M. Rea.*

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".—*M. Rea.*

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".—*M. Rea.*

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".—*M. Rea.*

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".—*M. Rea.*

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Tucker—Lundi prochain—QUESTION—(N° 231)—1. Durant les douze mois écoulés, à l'égard de combien de boisseaux de blé a-t-on accordé aux meuniers canadiens un prix d'ajustement sur le blé vendu et destiné à être moulu en farine d'exportation, et quel est le montant global en cause?

2. A l'égard de quelles régions a-t-on accordé ce prix d'ajustement?

3. Ces ajustements sont-ils destinés à fournir aux meuniers canadiens du blé produit au Canada, à des prix pouvant concurrencer le blé produit aux États-Unis et vendu aux meuniers américains à un prix inférieur aux prix du marché par suite du programme de subvention du gouvernement américain?

4. Sinon, pour quelle raison accorde-t-on ces ajustements?

5. Quels principes régissent le montant de l'ajustement dans chaque cas?

M. Byrne—Lundi prochain—QUESTION—(N° 232)—1. Avant juin 1957, le gouvernement fédéral a-t-il nommé ou demandé que l'on nomme des représentants syndicaux à quelque office, commission, comité consultatif, société de la Couronne, organisme international ou ambassade, sur lesquels il a quelque autorité ou dont il a la direction?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms et quelle est l'affiliation syndicale de chaque représentant ainsi nommé depuis le 1er janvier 1947?

M. Byrne—Lundi prochain—QUESTION—(N° 233)—1. Quel est le solde actuel de la Caisse d'assurance-chômage?

2. Quel était le solde en octobre 1957?

3. Quel a été le montant des contributions versées à la Caisse durant le même mois?

4. Quelle somme la Caisse a-t-elle déboursée au cours du mois d'octobre?

M. Pickersgill—Lundi prochain—QUESTION—(N° 234)—1. Depuis le 21 juin 1957, combien de fonctionnaires, sténographes et commis exceptés, employés à l'administration centrale du ministère des Travaux publics ont résigné leurs fonctions?

2. Quel est le nom de chacun de ces fonctionnaires et quelle fonction remplissait-il?

3. Quelle raison a été donnée lors de la résignation de chaque fonctionnaire?

M. Lafontaine—Lundi prochain—QUESTION—(N° 235)—1. Le ministère des Travaux publics a-t-il demandé des soumissions publiques pour des travaux d'agrandissement et des rajouts à l'édifice public de Thetford-Mines (P.Q.)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on demandé des soumissions et à quelle date ont-elles été ouvertes?

3. Quels sont les noms et adresses des soumissionnaires et quel était le montant de chaque soumission pour l'exécution de ces travaux?

4. A-t-on adjugé le contrat?

5. Dans le cas de l'affirmative, à qui et à quelle date?

M. Argue—Lundi prochain—La proposition de résolution suivante—La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'instituer un comité spécial chargé d'enquêter sur les possibilités d'instruction en matière scientifique et technique au Canada et sur l'état d'avancement de la recherche dans le domaine des sciences fondamentales et expérimentales, en vue de préciser: *a*) les besoins dans cet ordre par rapport à la nécessité de favoriser pleinement la croissance et l'enrichissement du Canada, *b*) le coût et les modes de financement de ces besoins, c) la participation financière du gouvernement fédéral; le comité étudiera, en outre, des projets visant à établir: (i) des institutions scientifiques et techniques autonomes jouissant d'un statut universitaire; (ii) des bourses d'études et de recherches, afin de permettre aux jeunes qui sont doués de poursuivre des études scientifiques; (iii) un plan destiné à reconnaître la valeur des hommes de science et des techniciens qui apportent une contribution remarquable dans le domaine de leur spécialité, (iv) des attraits incitant les diplômées en sciences à demeurer au Canada, évitant ainsi l'exode aux États-Unis d'un si grand nombre de nos diplômés.

Le premier ministre—Lundi prochain—Que mercredi prochain, le 27 novembre, et chaque mercredi subséquent, jusqu'à la fin de la présente session, en plus des séances déjà prévues par le Règlement, la Chambre siège aussi de huit heures à dix heures du soir.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 26 novembre 1957	
118	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
268	Banques et commerce	11 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 31

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 25 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Vingt pétitions introductives de bills privés sont déposées sur le bureau.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".—*M. Chown.*

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".—*M. Rea.*

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".—*M. Rea.*

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".—*M. Rea.*

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci". —*M. Rea.*

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert". —*M. Rea.*

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".—*M. Rea.*

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".—*M. Rea.*

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".—*M. Rea.*

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".—*M. Rea.*

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".—*M. Rea.*

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".—*M. Rea.*

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".—*M. Rea.*

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".—*M. Rea.*

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff". —*M. Rea.*

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc". —*M. Rea.*

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".—*M. Rea.*

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".—*M. Rea.*

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".—*M. Rea.*

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".—*M. Rea.*

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".—*M. Rea.*

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".—*M. Rea.*

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".—*M. Rea.*

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".—*M. Rea.*

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".—*M. Rea.*

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".—*M. Rea.*

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".—*M. Rea.*

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".—*M. Rea.*

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".—*M. Rea.*

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".—*M. Rea.*

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".—*M. Rea.*

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".—*M. Rea.*

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".—*M. Rea.*

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".—*M. Rea.*

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".—*M. Rea.*

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".—*M. Rea.*

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".—*M. Rea.*

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".—*M. Rea.*

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".—*M. Rea.*

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".—*M. Rea.*

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".—*M. Rea.*

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".—*M. Rea.*

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".—*M. Rea.*

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber". —*M. Rea.*

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".—*M. Rea.*

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".—*M. Rea.*

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".—*M. Rea.*

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".—*M. Rea.*

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".—*M. Rea.*

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".—*M. Rea.*

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".—*M. Rea.*

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".—*M. Rea.*

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".—*M. Rea.*

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".—*M. Rea.*

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".—*M. Rea.*

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".—*M. Rea.*

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".—*M. Rea.*

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".—*M. Rea.*

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".—*M. Rea.*

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".—*M. Rea.*

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".—*M. Rea.*

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".—*M. Rea.*

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".—*M. Rea.*

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".—*M. Rea.*

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".—*M. Rea.*

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".—*M. Rea.*

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que le nom de M. Barnett soit substitué à celui de M. Bryson,

Le nom de M. Cameron à celui de M. Campbell (The Battlefords),

Le nom de M. Macdonald (Vancouver-Kingsway) à celui de M. Ellis,
Le nom de M. Regier à celui de M. Fisher,
Le nom de M. Winch à celui de M. Lewry,
Le nom de M. McIlraith à celui de M. Gauthier (Nickel Belt) et
Le nom de M. Haidasz à celui de M. Forgie, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que le nom de M. Forgie soit substitué à celui de M. Haidasz sur la liste des membres du comité permanent du Règlement.

Sur motion de M. Green, pour M. Diefenbaker, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que mercredi prochain, le 27 novembre, et chaque mercredi subséquent jusqu'à la fin de la présente session, en plus des séances déjà prévues par le Règlement, la Chambre siège aussi de huit heures à dix heures du soir.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Starr, appuyé par M. MacLean, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assuranche-chômage, en vue de prolonger la durée des périodes de prestation saisonnière, d'augmenter le nombre des paiements de prestation auxquels les réclamants peuvent avoir droit durant ces périodes et de pourvoir à d'autres matières connexes.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Green, pour M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Brooks, propose, —Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, en vue d'autoriser le commissaire des territoires à emprunter des sommes d'argent à des fins territoriales, municipales ou locales, au nom des territoires, et à prêter des sommes d'argent à des fins locales; et de pourvoir, en outre, à la nomination et à la rémunération de magistrats de police suppléants.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts aux commissaires du havre de Hamilton; sur le Fonds du revenu consolidé, d'au plus $4,000,000 dans l'ensemble, pour la construction de facilités additionnelles de stationnement à quai et d'autres aménagements dans le port.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Harrison, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et fonctions régulières de toutes les personnes, 1) nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, 2) employées à titre d'inspecteurs et mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Meadow-Lake. (*Avis de motion n° 24)

Sur motion de M. Tucker, appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms *a*) des inspecteurs, *b*) des autres fonctionnaires, de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés en Saskatchewan depuis le 1er août 1957, c) des inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés dans la circonscription électorale de Rosthern depuis le 1er août 1957. (*Avis de motion n° 33)

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Cameron, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents datés depuis le 1er janvier 1954 et échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique et toutes autres personnes, sociétés et tout groupement, relativement à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar. (*Avis de motion n° 35)

Sur motion de M. Lewry, appuyé par M. Howard, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant les noms et les fonctions de toutes les personnes, qui, depuis le 1er septembre 1957, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, *a*) ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont déjà été employées à titre d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, c) ont été relevées de leurs fonctions d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies; et indiquant *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, depuis le 1er août 1957. (*Avis de motion n° 36)

Sur motion de M. Poulin, appuyé par M. Chabot, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspon-

dance et autres documents échangés au cours des années 1954, 1955 et 1956, entre le ministère des Transports et la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce ou toute personne chargée de la représenter, relativement à une demande de subvention faite par cette société. (**Avis de motion n° 38*)

M. Breton, appuyé par M. Habel, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait examiner l'à-propos d'instituer un comité parlementaire spécial qui aurait pour mandat d'étudier l'établissement d'un mode de traduction simultanée, dans la langue officielle que n'emploie pas alors le député qui adresse la parole, de tous les débats de la Chambre des communes et de tous les comités parlementaires.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 20*) demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre quelque association, personne et société, et les membres du gouvernement et (ou) la société de la Couronne *Northern Ontario Pipeline*, relativement à des demandes visant à leur permettre de présenter des soumissions pour les travaux de construction dans la section du pipeline de gaz financé par l'État, aménagé depuis l'est de la fête des Lacs.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 28 octobre 1957 (**Avis de motion n° 9*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick au sujet du projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et Cross-Point (Québec).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 11*) demandant un état indiquant le nom *a*) de toutes les personnes nommées depuis le 1er septembre 1957 à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) de tous les anciens inspecteurs qui ont été réengagés depuis le 1er septembre 1957, dans le district électoral de The Battlefords.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 14*) demandant un état indiquant les noms et adresses de toutes les personnes demeurant dans la circonscription électorale fédérale de MacKenzie et employées par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies du ministère de l'Agriculture, *a*) du 1er au 10 juin 1957, *b*) du 10 juin 1957 jusqu'à ce jour.

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine, —Rapport (en français et en anglais) concernant les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année 1956-1957, conformément à l'article 3 de la Loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, chapitre 122 des Statuts revisés du Canada (1952).

Dixième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 22 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Frances Maud Barter, épouse de Arthur Edward Barter, fils, de Corner-Brook (Terre-Neuve).

Mary Margaret Young Doulton, épouse de Charles William Doulton, de Montréal (P.Q.).

Jean-Baptiste Gagnon, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Dubé Gagnon.

Thérèse Beaudoin Girard, épouse de Joseph Octave Siméon Girard, de Chicoutimi (P.Q.).

Freda Bernadette Godin Headland, épouse de Lloyd Alfred Headland, de Montréal (P.Q.).

Yvonne Tonkin Kadas, épouse de Charles James Kadas, de Montréal (P.Q.).

Valija Zvirgzds Kazaks, épouse de Ivars Kazaks, de Montréal (P.Q.).

Robert Maurice Sherwood, de Westmount (P.Q.), époux de Madeleine Louise Helene Thornton Sherwood.

Joan Collie Showler, épouse de David Owen William Showler, de Montréal (P.Q.).

Onzième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante suivante, présentée le 22 novembre par M. Chown, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Alaska-Yukon Pipelines Ltd., aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

Huitième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Alaska-Yukon Pipelines Ltd., aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

St. Mary's River Bridge Company, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Leduc (Verdun)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 42)—1. Quels sont les noms des personnes qui ont préparé les plans et devis relatifs au nouveau pont devant traverser le fleuve Saint-Laurent entre Verdun et Laprairie, via l'île des Sœurs?

2. Ces plans ont-ils été définitivement acceptés par toutes les parties intéressées?

3. Des demandes de soumissions ont-elles été faites ou annoncées en vue de la construction de ce pont? Dans le cas de l'affirmative, *a*) de quelle façon, *b*) quels sont les noms des soumissionnaires et quel est le montant de chaque soumission?

4. Un contrat général a-t-il été octroyé? Dans le cas de l'affirmative, *a*) par qui, *b*) à quelle firme et pour quel prix, *c*) prévoit-il l'entreprise entière, ou existe-t-il des contrats séparés pour le béton, l'infra-structure et (ou) la super-structure?

5. A-t-on octroyé des contrats subsidiaires? Dans le cas de l'affirmative, *a*) en vertu de quelle autorité, *b*) à qui et pour quels prix, *c*) de quelle façon?

6. A quel stage en est rendu le commencement des travaux, vers quelle date prévoit-on la pose de l'infra-structure et de la super-structure et quelle est la date prévue pour la fin des travaux?

7. Qui s'est chargé de la construction des piliers de béton sur la rive sud, aux approches du pont projeté?

M. Leduc (Verdun)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 43)—1. Lorsqu'il sera parachevé, à qui sera confiée l'exploitation du nouveau pont devant traverser le fleuve Saint-Laurent entre Verdun et Laprairie, via l'île des Sœurs?

2. Exigera-t-on des droits de péage pour utiliser ce pont?

3. Dans le cas de l'affirmative, les usagers du pont, désireux de le quitter pour se rendre sur l'île des Sœurs, seront-ils exemptés de ces droits de péage et les citoyens de Verdun recevront-ils un traitement de faveur?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 236)—1. Le ministre des Travaux publics a-t-il reçu un mémoire de la *National Retail Lumbermen's Council of Canada* proposant certaines modifications aux règlements et exigences de la Société centrale d'hypothèques et de logement concernant la construction de maisons à coût modique?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a prises la Société centrale d'hypothèques et de logement en vue de donner suite aux vœux ou propositions contenus dans ledit mémoire?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 237)—Durant chacune des années 1955, 1956 et 1957, en ce qui a trait à la province de la Colombie-Britannique:

1. Combien de demandes de prêts a-t-on formulées aux termes de la Loi sur le prêt agricole canadien?

2. Quel était le montant moyen de ces prêts?
3. Combien de demandes de prêts ont été approuvées?
4. Combien de demandes ont été refusées?

*M. *Coldwell*—Mercredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 39)—État indiquant le nombre des automobiles et des camions importés, ainsi que les pays de leur provenance, que le gouvernement fédéral a achetés *a*) entre le 1er avril 1956 et le 21 juin 1957, *b*) entre le 21 juin et le 1er septembre 1957.

Le ministre des Travaux publics—Mercredi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, en vue de porter de deux cent cinquante millions à quatre cent millions de dollars le montant global qui peut être versé, sur le Fonds du revenu consolidé, en vertu du paragraphe (1) de l'article 22 de la loi, et en vue de diminuer les versements initiaux.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 26 novembre 1957	
118	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
268	Banques et commerce	11 heures du matin
	Le jeudi 28 novembre 1957	
118	Bills privés en général	11 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 32

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 26 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

2. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1) *d*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

3. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont le Comité ordonnera la publication, et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 66 du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. Pallett, appuyé par M. Vivian, ledit rapport est agréé.

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Investors Trust Company*", et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux.*)

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Que son quorum soit réduit de 20 à 12 membres et que l'application de l'article 65(1) *b*) du Règlement soit suspendue à cet égard.
2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont le Comité ordonnera la publication, et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 66 du Règlement.

Du consentement unanime, sur motion de M. Fraser, appuyé par M. Martini, ledit rapport est agréé.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *British Columbia Telephone Company*".

Une copie des procès-verbaux et témoignages du Comité relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 2 aux Journaux.*)

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la déclaration faite par le ministre de l'Agriculture, à Rome, le 7 novembre 1957, au cours de la neuvième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Du consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Smith (Hastings-Frontenac), pour M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

61 Administration centrale . . . . . $ 604,729 00

FINANCES

119 Administration centrale . . . . . $ 2,157,871 00

DÉFENSE NATIONALE

240 Prévision de dépenses pour les Forces canadiennes, le Conseil de recherches pour la défense, et d'autres dépenses relatives à la défense, y compris les frais relatifs à la participation des forces canadiennes à la Force d'urgence des Nations Unies et les contributions aux frais militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; autorisation d'engager pendant l'année en cours, sur la somme prévue par les présentes, des dépenses n'excédant pas $130,000,000, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, étant entendu que, nonobstant le paragraphe 3 dudit article, au cas où des matériels ou des fournitures feraient l'objet d'un virement, la valeur estimative actuelle en sera inscrite au crédit du présent poste au lieu d'être versée au compte spécial mentionné audit paragraphe 3, et qu'elle pourra, après ladite inscription, être affectée aux dépenses des Forces canadiennes; et, par dérogation à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière, autorisation de contracter, aux fins précitées, des engagements d'un montant total de $3,338,164,131, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera l'échéance desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $1,521,731,982 deviendra payable dans les années à venir) $1,669,450,149 00

REVENU NATIONAL

290 Administration générale . . . . . $ 3,761,303 00

CONSEIL PRIVÉ

337 Administration . . . . . $ 444,962 00

COMMERCE

414 Administration centrale . . . . . $ 672,473 00

A rapporter.

Le rapport est reçu, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Sur motion de M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que les postes numéros 94 à 118 inclusivement du budget principal des dépenses de 1957-1958, le poste numéro 617 du budget supplémentaire de 1957-1958, et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2) de 1957-1958 soient retirés du comité des subsides et déférés au comité permanent des affaires extérieures, sous réserve toujours des pouvoirs que possède le comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (**Avis de motion n° 25*) demandant la copie des ordonnances relatives au transport postal et (ou) des lettres adressées par les directeurs de district des services postaux, concernant l'activité politique des entrepreneurs de transport postal, dans tous les districts postaux, sauf Ottawa.

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, chapitre 66 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 20 novembre 1957 (**Avis de motion n° 32*) demandant la copie de toutes ententes et correspondance échangées depuis le 1er janvier 1955 jusqu'à ce jour entre le Canada et l'État de New-York au sujet de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du pont international reliant Ogdensburg à Prescott.

Par M. Smith,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 22*) demandant l'état suivant: 1. La Commission conjointe internationale a-t-elle présenté un rapport sur l'aspect économique que présenterait l'aménagement d'une route reliant le Saint-Laurent à New-York, par voie du Richelieu et du lac Champlain?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand?

3. Quelles en étaient les recommandations?

4. A combien évaluait-on le coût de l'entreprise?

5. A-t-on revisé ces estimations depuis 1938?

6. Quelle est la profondeur des eaux depuis la rivière Richelieu jusqu'à New-York, par voie du canal Chambly, du lac Champlain et de la rivière Hudson?

7. Quel est le nombre de ponts sur ce parcours?

8. Quelle distance gagnera-t-on entre Montréal et New-York grâce à cet itinéraire?

9. Le Richelieu est-il le seul parcours dont on puisse se servir? Quels sont les autres parcours?

10. Lorsque la voie maritime sera terminée, combien de navires aménagés pour les canaux affectera-t-on ailleurs?

11. A-t-on songé à utiliser l'ensemble de ces navires sur la route fluviale canalisée Richelieu-Champlain?

Par M. Smith,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 32*) demandant l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1948, combien de diplômés d'université ont été admis au ministère des Affaires extérieures à la suite d'un examen de concours?

2. Pour chaque année et à l'égard de chaque université canadienne, quelle est la répartition des candidats admis ou refusés, en tenant compte des grades de bachelier et non des diplômes de gradué?

3. Quelle est, à l'égard de ces années, la répartition globale des candidats, en tenant compte de la catégorie de grades (v.g., histoire, sciences économiques, science politique, gradué sans spécialité, etc.)?

4. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien peuvent être désignés comme canadiens-français?

5. Sur le nombre de ceux que le ministère a acceptés depuis 1948, combien ont quitté le service?

Douzième rapport du greffier des pétitions, suivant le paragraphe 7 de l'article 70 du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 25 novembre par M. Rea, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Viola Gariépy Anderson, épouse de George Anderson, de Mackayville (P.Q.).

Barbara May Ramsay Bryant, épouse de Ernest Lloyd Gerald Bryant, de Verdun (P.Q.).

Gerald Edward Burnham, de Magog (P.Q.), époux de Claire Clauge Rousseau Burnham.

Myrto Mona Diane Chevrette Cadieux, épouse de Joseph Horace Marcel Cadieux, de Montréal (P.Q.).

Abie Cubitz, de Montréal (P.Q.), époux de Celia Smith Cubitz.

Moshe Frajberg, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Rafalowska (*alias* Rafael) Frajberg.

Georges Albert Hétu, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Milot Hétu.

Cora Patricia Quinn Holder, épouse de James Surrey Holder, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Grace Blakely Mullins, épouse de Robert James Mullins, de Montréal (P.Q.).

Shirley Eileen Ferris Mactavish, épouse de Edward Stewart Mactavish, de Montréal (P.Q.).

Lillian May Seymour Perez, épouse de Sydney Douglas Perez, de Montréal (P.Q.).

André Petit, de Montréal (P.Q.), époux de Monique Claudette Halary Petit.

Beverley Joan Smithson Rook, épouse de John William Rook, de Montréal (P.Q.).

Judith Margaret Bianchi Sartori, épouse de Vittorio Sartori, de Montréal (P.Q.).

Winifred Jean Garrett Somers, épouse de Henry Andrew Somers, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Maurice Gardner Swaine, de Sprinfield Park (P.Q.), époux de Helen Campbell Dick Swaine.

Anne McCluskey Templeton, épouse de James Donaldson Templeton, de Montréal (P.Q.).

Marie Eva Desorcy Valiquette, épouse de Joseph André Léopold Valiquette, de Montréal (P.Q.).

Anne Marie Mathilde Vautelet Gagnier, épouse de John Robert Gagnier, de Montréal (P.Q.).

Muriel Marguerite Elizabeth Ada Brant Yeaman, épouse de James Anderson Yeaman, de Lachine (P.Q.).

A dix heures sept minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. McWilliam—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 238)—Quels sont les noms des délégués faisant partie de la mission commerciale canadienne actuellement au Royaume-Uni, à quelles sections du monde des affaires appartiennent-ils et quelle est l'adresse du siège social de la société qu'ils représentent?

M. McWilliam—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 239)—1. Des fonctionnaires du gouvernement fédéral sont-ils entrés en rapport avec des exportateurs des provinces de l'Atlantique relativement aux expéditions de bois de soutènement pour 1958?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms et adresses des exportateurs de bois de soutènement avec qui on est entré en rapport?

3. Quelle était la nature de ces démarches et quels en ont été les résultats?

M. L'Heureux—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 240)—Quel était le nombre total de timbres de l'émission qui portait l'effigie de Sa Majesté la reine et de Son Altesse royale le prince Philippe?

M. Kirk—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 241)—1. Au 1er septembre 1957, quel était le nombre des personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux, aux ports d'Halifax, de Saint-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, dans les catégories suivantes: *a*) employés de bureau, *b*) ouvriers, *c*) nettoyeurs et balayeurs, *d*) peintres, *e*) charpentiers, *f*) autres employés spécialisés?

2. Depuis le 1er septembre jusqu'au 15 novembre 1957, quel a été le nombre d'employés de chaque catégorie qui ont été congédiés à chacun de ces ports nationaux?

3. Prévoit-on d'autres congédiements à l'un ou l'autre de ces ports?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 242)—1. Le gouvernement verse-t-il une indemnité à l'égard des bovins atteints de tuberculose? Dans le cas de l'affirmative, quelle somme verse-t-il par tête?

2. De quelle façon le gouvernement établit-il la présence de la tuberculose chez les bovins?

3. Le gouvernement fédéral emploie-t-il des vétérinaires pour faire l'inspection des bovins et établir s'ils sont atteints ou non de tuberculose? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre et où exercent-ils leurs fonctions?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 243)—1. Combien d'anciens combattants reçoivent une pension d'invalidité sous le régime de la Loi sur les pensions?

2. Quel en est le nombre dans chaque catégorie de pourcentage?

3. Quel est le montant global déboursé annuellement en vertu de ladite loi?

M. Hahn—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 244)—1. Au cours de l'été dernier, a-t-on effectué des travaux de dragage en aval du fleuve Fraser entre l'île Tree et le littoral nord? Dans le cas de l'affirmative, qui a autorisé ces travaux?

2. Avait-on fixé un délai pour ces travaux? Dans le cas de l'affirmative, à quelles dates devaient-ils commencer et se terminer?

3. A quelles fins avait-on entrepris ces travaux?

4. Les travaux ont-ils été parachevés conformément au programme? Sinon, où en est-on rendu?

5. Où a-t-on déposé les déblais provenant du dragage et qui en avait ainsi décidé?

6. Ces déblais avaient-ils quelque valeur commerciale dans la région? Dans le cas de l'affirmative, combien la vente de ces déblais a-t-elle rapporté?

7. Existait-il des terrains à remplir appartenant au gouvernement provincial ou fédéral, situés à une distance raisonnable de l'entreprise?

8. Depuis le 1er février 1957, a-t-on offert d'acheter certaines quantités des déblais transportés sur des terrains privés situés à proximité de l'entreprise? Dans le cas de l'affirmative, qui a fait cette offre et quelles en étaient les conditions?

**M. Robichaud*—Jeudi prochain—ADRESSE—(N° 40)—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et le village de Pointe-à-la-Croix (Québec).

**M. Kirk*—Jeudi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 41)—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tous autres ministères du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. Harris Bush, contremaître des réparations au quai de Middle-Island, aux îles Lahave, comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 28 novembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin
118	Bills privés en général.....	11 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 33

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 27 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie (en français et en anglais) du communiqué publié à l'issue de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 26 et 27 novembre 1957.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du compte rendu quotidien des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 26 et 27 novembre 1957.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Castleden soit substitué à celui de M. Barnett,

Le nom de M. Fisher à celui de M. Cameron et

Le nom de M. Lewry à celui de M. Regier, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Haidasz soit substitué à celui de M. Sinclair sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Green, appuyé par M. Harkness, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, en vue de porter de deux cent cinquante

millions à quatre cent millions de dollars le montant global qui peut être versé, sur le Fonds du revenu consolidé, en vertu du paragraphe (1) de l'article 22 de la loi, et en vue de diminuer les versements initiaux.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 57 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Canada a-t-il entamé des pourparlers avec quelque personne, société ou corporation, en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique à Blairmore (Alberta) ou dans tout autre centre de la section albertaine du Pas du Nid-de-Corbeau?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et quels ont été les résultats de ces négociations?

Question n° 171 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A la date la plus récente pour laquelle on possède des données statistiques, combien de personnes étaient à l'emploi du gouvernement fédéral au Canada, *a*) à titre temporaire, *b*) à titre permanent?

2. Quel était le montant global versé en traitements et salaires à la même date?

3. Combien de fonctionnaires civils reçoivent actuellement une pension de retraite, et quel est le montant global versé en pensions de retraite durant le dernier mois pour lequel on possède des données statistiques?

Question n° 195 par M. Christian—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Dans quelle mesure, depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a-t-il accordé une aide à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique)?

Question n° 197 par M. Cameron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de délégués de tous les pays du Commonwealth ont assisté à la Conférence des ministres des Finances tenue à Mont-Tremblant plus tôt cette année?

2. Combien de jours la conférence a-t-elle duré?

3. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

4. De combien de personnes, outre le ministre des Finances, se composait la délégation canadienne à la conférence sur les problèmes commerciaux et économiques tenue à Washington plus tôt cette année?

5. Combien de jours a duré la conférence?

6. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

Question n° 216 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelle somme représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada et par chaque autre société, corporation, office, commission ou ministère relevant de la Couronne?

Question n° 227 par M. Ellis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le 1er juin 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

2. Le 1er novembre 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

3. Est-on à prendre des mesures en vue de réduire dans un avenir prochain le personnel de quelque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. McIvor, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction du pipeline de la Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line,* concernant les obligations des entrepreneurs en ce qui a trait à la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada, aux heures de travail, aux taux des salaires et aux autres conditions de travail des ouvriers. (**Avis de motion n° 34*)

Sur motion de M. Haidasz, appuyé par M. Houck, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents relatifs à l'assurance-santé, échangés au cours des trois derniers mois entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et les représentants de *a*) l'Association médicale du Canada, *b*) l'Association canadienne des Collèges de médecins, *c*) l'Association canadienne des hôpitaux, *d*) le Conseil canadien d'hygiène publique. (**Avis de motion n° 37*)

Sur motion de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre un état indiquant le nombre des automobiles et des camions importés, ainsi que les pays de leur provenance, que le gouvernement fédéral a achetés *a*) entre le 1er avril 1956 et le 21 juin 1957, *b*) entre le 21 juin et le 1er septembre 1957. (**Avis de motion n° 39*)

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur l'assurance-chômage.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance-chômage, en vue de prolonger la durée des périodes de prestation saisonnière, d'augmenter le nombre des paiements de prestation auxquels les réclamants peuvent avoir droit durant ces périodes et de pourvoir à d'autres matières connexes.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Starr, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 171, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 1*) demandant un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat à l'élection générale du 10 juin 1957, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses d'élection n'a pas été présenté.

Neuvième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins d'une loi pour annuler le mariage de la requérante suivante est conforme aux prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Jean Dick Joslin, épouse de George Alfred Joslin, de Montréal (P.Q.).

Dixième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Frances Maud Barter, épouse de Arthur Edward Barter, fils, de Corner-Brook (Terre-Neuve).

Engelbert Bergevin, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Laramée Bergevin.

Kathleen Mitchell Cabana, épouse de Guy Cabana, de Montréal (P.Q.).

Margaret Griffin Clarke, épouse de Michael Clarke, de Montréal (P.Q.).

Viola Carmela Starnino Dizazzo, épouse de Anthony Dizazzo, de Montréal (P.Q.).

Mary Margaret Young Doulton, épouse de Charles William Doulton, de Montréal, (P.Q.).

Katie Miller Fisch, épouse de Abraham Fisch, de Montréal (P.Q.).

Joyce Sherman Fogel, épouse de Allan Fogel, de Montréal (P.Q.).

Jean-Baptiste Gagnon, de Montréal (P.Q.), époux de Fleurette Dubé Gagnon.

Georges Albert Hétu, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Milot Hétu.

Beryl Elizabeth Scrase Laliberté, épouse de Albert Laliberté, de St-Vincent-de-Paul (P.Q.).

Shirley Eileen Ferris Mactavish, épouse de Edward Stewart Mactavish, de Montréal (P.Q.).

Thomas Mastropaolo, de Montréal (P.Q.), époux de Parise Berger Mastropaolo.

Carmen Baron Matucha, épouse de Richard Matucha, de Montréal (P.Q.).

Beatrice Bellamy Drysdale Scott, épouse de John Lancely Scott, de Montréal (P.Q.).

William Toulouse, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Isobel Vair Toulouse.

A dix heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Kirk—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 245)—1. Combien de bateaux de la flotille de surveillance du ministère des Pêcheries assurent principalement l'exécution du règlement relatif à la pêche dans les limites de 12 milles?

2. A quelle date a-t-on adopté le premier décret du conseil fixant à 12 milles la limite des eaux où peuvent pêcher les chalutiers canadiens?

M. Mitchell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 246)—1. Le ministre des Transports a-t-il reçu des observations au sujet de l'enlèvement du tronçon ferroviaire de Stobie, qui traverse la ville de Sudbury?

2. Dans le cas de l'affirmative, de la part de qui?

3. Quelles mesures a-t-on prises afin de donner suite à ces observations?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 247)—1. Le ou vers le 7 novembre 1957, quel était le nombre de personnes inscrites comme chômeurs *a*) dans la province de la Nouvelle-Écosse, *b*) dans les provinces de l'Atlantique?

2. Quelles étaient les données statistiques de l'an dernier au cours de la même période?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 248)—1. Quel prix les industries de la Nouvelle-Écosse paient-elles pour l'électricité provenant des sources d'énergie thermique?

2. Quel prix paieront ces mêmes industries grâce à la subvention au charbon utilisé pour la production d'énergie?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 249)—Quand se propose-t-on d'inaugurer officiellement le nouvel édifice fédéral de Cheticamp (Nouvelle-Écosse)?

M. MacEachen—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 250)—Les subventions au charbon destiné aux centrales thermiques des Maritimes seront-elles versées aux sociétés privées, faisant actuellement des affaires dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, de la même façon qu'elles le seront aux commissions d'énergie provinciales?

**M. MacEachen*—Vendredi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 42)—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's-Point, comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse).

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 28 novembre 1957	
268	Affaires extérieures (*organisation*).....	10 heures du matin
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin
118	Bills privés en général.....	11 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 34

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 28 NOVEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres, et que l'application de l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 65 du Règlement soit suspendue à cet égard.

Du consentement unanime, sur motion de M. Rea, appuyé par M. Aiken, ledit rapport est agréé.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: Loi concernant la "Mexico Tramways Company".

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville-Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

M. White, du comité permanent des affaires extérieures, présente le premier rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

2. Qu'il soit autorisé à faire imprimer au jour le jour 750 exemplaires en anglais et 350 exemplaires en français de ses procès-verbaux et témoignages et qu'à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue.

Du consentement unanime, sur motion de M. White, appuyé par M. Charlton, ledit rapport est agréé.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada".

Une copie des procès-verbaux et témoignages du Comité relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 3 aux Journaux.*)

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,— Copie de la lettre adressée le 21 novembre 1957 par le ministre du Travail au secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats ouvriers indépendants au sujet du transfert d'immatriculation de navires de la *Canadian National (West Indies) Steamships.*

L'ordre portant le numéro 1 à la rubrique *Bills publics et ordres du jour d'intérêt public* est appelé et réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 171, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".—*M. Rea.*

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".—*M. Rea.*

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".—*M. Rea.*

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".—*M. Rea.*

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".—*M. Rea.*

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".—*M. Rea.*

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".—*M. Rea.*

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".—*M. Rea.*

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".—*M. Rea.*

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".—*M. Rea.*

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".—*M. Rea.*

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".—*M. Rea.*

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".—*M. Rea.*

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".—*M. Rea.*

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".—*M. Rea.*

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".—*M. Rea.*

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".—*M. Rea.*

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".—*M. Rea.*

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 28 novembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 28 novembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général,
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.

Le débat reprend sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre *(Question n° 57)* demandant l'état suivant: 1. Au cours de l'année écoulée, le gouvernement du Canada a-t-il entamé des pourparlers avec quelque personne, société ou corporation, en vue de l'établissement d'une usine d'énergie thermique à Blairmore (Alberta) ou dans tout autre centre de la section albertaine du Pas du Nid-de-Corbeau?

2. Dans le cas de l'affirmative, avec qui et quels ont été les résultats de ces négociations?

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Holowach—Lundi prochain—QUESTION—(N° 251)—1. Depuis l'institution de la Société centrale d'hypothèques et de logement, quelles sommes d'argent ont été empruntées ou votées pour son fonctionnement?

2. La Société a-t-elle remboursé certaines de ces sommes?

3. Dans le cas de l'affirmative, à qui, et quel en a été le montant aux titres *a*) du principal, *b*) des intérêts?

4. Quelles ont été les dépenses d'administration de la Société d'hypothèques et de logement, depuis son institution?

5. Les primes d'assurance sur les prêts servent-elles à défrayer les frais d'exploitation de la Société?

6. Quel montant global représentent les prêts hypothécaires approuvés, *a*) dans chaque province, *b*) dans les villes ci-après: Vancouver, Calgary, Edmonton, Regina, Winnipeg, Toronto, Montréal et Ottawa?

7. A-t-on octroyé des subventions à l'une ou l'autre des villes susdites pour la construction de logements? Dans le cas de l'affirmative, à quelle ville et quel montant?

8. Quel a été le nombre de logements parachevés en 1954, 1955, 1956 et jusqu'à ce jour en 1957?

9. Depuis son institution, quelles sommes la Société a-t-elle accumulées aux titres des réserves et des actifs?

10. Combien de saisies la Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle effectuées en rapport avec les prêts hypothécaires assurés?

11. Par suite de ces saisies, quelles ont été les pertes globales à l'égard *a*) des propriétaires-occupants, *b*) des logements à loyer?

**M. Hahn*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—Copie du contrat ou de l'accord intervenu entre l'*Union Steamships Limited* et le gouvernement au sujet de la demande et de l'octroi de la subvention prévue au poste numéro 496 du budget des dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1957.

Le ministre des Finances—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance de la Chambre—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à autoriser le ministre des Finances à consentir au gouvernement du Nouveau-Brunswick, sur le Fonds du revenu consolidé, des prêts, n'excédant pas trente millions de dollars, relativement à des dépenses pour l'exploitation de l'énergie hydro-électrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 3 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 h. du matin et 3 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 35

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 29 NOVEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Avec le consentement unanime, l'article portant le numéro 8 de la rubrique *Avis de Motions* est rayé du *Feuilleton*.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".—*M. Fleming.*

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

497	Administration centrale	$ 2,304,705 00
498	Administration régionale	3,030,973 00
499	Division du bien-être des anciens combattants	3,299,325 00
	Division des traitements—	

500	Maintien des hôpitaux et administration, y compris l'autorisation de verser aux fonds de cantine des hôpitaux du Ministère, dans l'année financière courante et dans les années subséquentes, des sommes égales aux commissions reçues par Sa Majesté ou pour son compte, à l'égard des téléphones payants installés dans ces hôpitaux	44,368,445 00
501	Travaux de recherches médicales et cours d'instruction	400,000 00
502	Construction d'hôpitaux, améliorations, matériel et acquisition de terrains	4,652,500 00
503	Division de la prothèse—Fourniture, fabrication et administration	1,129,114 00
504	Bureau des vétérans	569,682 00
505	Commission des allocations aux anciens combattants—Administration	136,054 00
506	Assurance des anciens combattants	76,100 00

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUTRES PRESTATIONS

507	Allocations aux anciens combattants	45,376,000 00
508	Fonds de secours (Allocations aux anciens combattants)	775,000 00
509	Allocations de traitements et autres	2,700,000 00

PAIEMENTS DIVERS

510	Paiements à la Caisse des frais funéraires; paiement, en conformité des règlements, des frais d'enterrement et de cimetière, y compris l'entretien perpétuel des tombes s'il y a lieu; coût des pierres tombales et de leur installation au Canada; entretien des cimetières appartenant au Ministère; entretien des cimetières canadiens sur les champs de bataille de France et de Belgique de même que quote-part du Canada dans les dépenses de la Commission impériale des sépultures de guerre	1,378,800 00
511	Subvention au Fonds de bienfaisance de l'armée	8,000 00
512	Subvention à la Légion canadienne	9,000 00
513	Frais d'administration	2,427,282 00
514	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions concédées sous l'autorité de l'arrêté en conseil C.P. 45/8848 du 22 nov. 1944, Ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, sous réserve de la Loi des pensions; y compris également les attributions spéciales (Terre-Neuve)	131,033,000 00
515	Récompenses pour bravoure—Seconde Guerre mondiale et contingent spécial	21,500 00

ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS ET TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

516	Exécution de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, établissement de soldats et de familles britanniques	5,029,545 00
517	Entretien de propriétés relevant du Directeur des terres destinées aux anciens combattants, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière; taxes, assurance et entretien des services de ville	63,000 00

518 Paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales, en conformité d'une entente conclue avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 200,000 00

519 Paiement d'allocations aux anciens combattants indiens établis sur des terres comprises dans les réserves indiennes en vertu de l'article 39 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 100,000 00

520 Crédit destiné à réduire les montants encore dus par des colons au Directeur de l'établissement de soldats sur des propriétés qu'ils possèdent mais dont les titres sont détenus par le Directeur, ou sur des prêts consentis à des soldats-colons et administrés par la Division des affaires indiennes du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, à concurrence d'un montant conforme à la capacité de production des propriétés et à la capacité des colons d'acquitter leur dette envers le Directeur, sous le régime de règlements approuvés par le gouverneur en conseil 2,500 00

521 Autorisation et exécution de travaux de réparation nécessaires, devant être approuvés par le gouverneur en conseil, sur les propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de rectifier des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables, et exécution de tous autres travaux qui s'imposent sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède 5,000 00

SERVICES PROVISOIRES

522 Prestations aux anciens combattants, y compris les secours et les cours de formation accordés à certains pensionnés sous le régime de règlements approuvés par le gouverneur en conseil 1,252,845 00

523 Remboursement selon des montants déterminés par le ministre des Affaires des anciens combattants, n'excédant pas l'ensemble d'une somme équivalente au redressement de compensation en vertu du paragraphe (1) de l'article 13 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, ou le paiement effectué conformément à l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 12 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants, lorsque la personne qui a fait le redressement ou le paiement de compensation ne reçoit pas de prestations en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou lorsque, ayant obtenu une aide pécuniaire en vertu de cette loi, elle est considérée par le Ministre à la fin de son contrat ou entente

aux termes de cette loi comme n'ayant retiré de ce contrat ou entente aucune prestation ou en ayant retiré une prestation moindre que le montant du redressement de compensation ou moindre que le paiement effectué 225,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Affaires des anciens combattants

Établissement de soldats et terres destinées aux anciens combattants

536 Protection des garanties—Établissement de soldats et remboursement d'excédents aux anciens combattants .. 7,300 00

537 Achat de terres et améliorations permanentes; coût des améliorations permanentes à effectuer; dégrèvement des biens-fonds; achat d'animaux de ferme et de machines agricoles; et protection des garanties sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants 18,152,300 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (1), 1957-1958

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Allocations aux anciens combattants et autres prestations

669 Pour modifier, à compter du 1er jour de juillet 1957, la Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants, par l'abrogation des Annexes A et B de ladite loi et la substitution des Annexes A et B établies au détail des affectations, et les taux mentionnés à l'article 5 de ladite loi sont modifiés de la même manière 4,350,000 00

Commission canadienne des pensions

670 Pour modifier, à compter du 1er jour de juillet 1957, la Loi sur les pensions, ainsi qu'il suit:

a) au paragraphe (1) de l'article 30 de ladite loi, les mots "quatorze cents" sont remplacés par les mots "dix-huit cents"; et

b) les Annexes A et B de ladite loi sont abrogées et remplacées par les Annexes A et B établies au détail des affectations 14,900,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Division des traitements—

772 Maintien des hôpitaux et administration—Crédit supplémentaire 700,000 00

Allocations aux anciens combattants et autres prestations

773 Fonds de secours (Allocations aux anciens combattants)—Crédit supplémentaire 425,000 00

PAIEMENTS DIVERS

774 Paiements à la Caisse des frais funéraires; paiement, en conformité du règlement, des frais d'enterrement et de cimetières, y compris l'entretien perpétuel des tombes, s'il y a lieu; coût des pierres tombales et de leur installation au Canada; entretien des cimetières appartenant au Ministère; entretien des monuments canadiens sur les champs de bataille de France et de Belgique de même que quote-part du Canada dans les dépenses de la Commission impériale des sépultures de guerre—Crédit supplémentaire pour la production de Livres du Souvenir 10,000 00

COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

775 Frais d'administration—Crédit supplémentaire 25,000 00

ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS ET TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

776 Paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et paiement d'allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales, en conformité d'une entente conclue avec le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Crédit supplémentaire 40,000 00

SERVICES PROVISOIRES

777 Remboursement selon des montants déterminés par le ministre des Affaires des anciens combattants, n'excédant pas l'ensemble d'une somme équivalente au redressement de compensation en vertu du paragraphe (1) de l'article 13 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, ou le paiement effectué conformément à l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 12 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants, lorsque la personne qui a fait le redressement ou le paiement de compensation ne reçoit pas de prestations en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou lorsque, ayant obtenu une aide pécuniaire en vertu de cette loi, elle est considérée par le Ministre à la fin de son contrat ou entente aux termes de cette loi comme n'ayant retiré de ce contrat ou entente aucune prestation ou en ayant retiré une prestation moindre que le montant du redressement de compensation ou moindre que le paiement effectué —Crédit supplémentaire 40,000 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

780 Autorisation au ministre des Affaires des anciens combattants de prêter à William J. Edwards, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, une

somme de $1,000 remboursable à la demande du Ministre et garantie par une hypothèque acceptable par ce dernier, souscrite par l'ancien combattant et sa femme et enregistrée comme première charge sur une parcelle de terrain détenue par l'ancien combattant et sa femme en qualité d'occupants conjoints et décrite au bureau d'enregistrement des terres de New-Westminster (C.-B.) comme étant le lot 13, bloc 14, quart nord-ouest de la section 11, township 1, plan 14124, District de New-Westminster 1,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, selon l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Montgomery, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, les bills de divorce sur division, et adoptés:

Bill n° 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".

Bill n° 18 (B du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".

Bill n° 31 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 32 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Bill n° 33 (G du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".

Bill n° 34 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".

Bill n° 73 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Mexico Tramways Company".

Bill n° 36 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé".

Bill n° 37 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely".

Bill n° 38 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda".

Bill n° 39 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner".

Bill n° 40 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Frederick Church".

Bill n° 41 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor".

Bill n° 42 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven".

Bill n° 43 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning".

Bill n° 44 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge".

Bill n° 45 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion".

Bill n° 46 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd".

Bill n° 47 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky".

Bill n° 48 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger".

Bill n° 49 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon".

Bill n° 50 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke".

Bill n° 51 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes".

Bill n° 52 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner".

Bill n° 53 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce".

Bill n° 54 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston".

Bill n° 55 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson".

Bill n° 56 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin".

Bill n° 57 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood".

Bill n° 58 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson".

Bill n° 59 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau".

Bill n° 60 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Moe Boxerman".

Bill n° 61 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson".

Bill n° 62 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen".

Bill n° 63 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich".

Bill n° 64 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw".

Bill n° 65 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld".

Bill n° 66 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis".

Bill n° 67 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Keith".

Bill n° 68 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michal Rybikowski".

Bill n° 69 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid".

Bill n° 70 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mark Astman".

Bill n° 71 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Schubert".

Bill n° 74 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer".

Bill n° 75 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre".

Bill n° 76 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien".

Bill n° 77 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste".

Bill n° 78 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras".

Bill n° 79 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette".

Bill n° 80 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard".

Bill n° 81 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter".

Bill n° 82 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski".

Bill n° 83 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak".

Bill n° 84 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers".

Bill n° 85 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips".

Bill n° 86 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert James Beakes".

Bill n° 87 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick".

Bill n° 88 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin".

Bill n° 89 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock".

Bill n° 90 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston".

Bill n° 91 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelda King Neuss".

Bill n° 92 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon".

Bill n° 93 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sydney Wagner".

Bill n° 94 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins".

Bill n° 95 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont".

Bill n° 96 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard".

Bill n° 97 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier".

Bill n° 98 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Gloria Boldman Mencher".

Bill n° 99 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prevost Dorfman".

Bill n° 100 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt".

Bill n° 101 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Crouse, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 27 novembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 40*) demandant l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Par M. Smith (Hastings-Frontenac),—Exemplaires des instruments diplomatiques suivants:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant les travaux d'amélioration à la navigation, et dans les eaux américaines et dans les eaux canadiennes des sections des rivières Sainte-Marie et Sainte-Claire, des chenaux de communication des Grands Lacs, signées à Ottawa les 30 novembre 1956, 8 et 9 avril 1957, en vigueur le 9 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et l'Inde modifiant l'accord du 26 janvier 1951 relatif à l'entrée au Canada des citoyens de l'Inde désireux de s'y établir, signées à la Nouvelle-Delhi le 3 mai 1957, en vigueur le 3 mai 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et le Pérou modifiant l'accord du 18 février 1954 relatif aux services aériens entre les deux pays, signées à New-York les 25 avril et 5 juin 1957, en vigueur le 5 juin 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Danemark portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à Copenhague le 17 avril 1957, en vigueur le 17 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Pays-Bas portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à La Haye les 12 et 13 avril 1957, en vigueur le 13 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Norvège portant continuation pour une période de trois ans du programme canadien d'entraînement aérien pour l'OTAN en ce qui concerne les équipages aériens, signées à Oslo le 17 avril 1957, en vigueur le 17 avril 1957, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et Ceylan, complémentaire à l'échange de notes du 11 juillet 1952 relatif au développement économique de Ceylan sur une base coopérative, signées à Colombo le 21 décembre 1956, en vigueur le 21 décembre 1956, (textes français et anglais).

Échange de notes entre le Canada et le Pakistan au sujet du financement et de la construction en commun par le Canada et le Pakistan de la centrale thermique de Goalpara, dans le cadre du plan de Colombo, signées à Dacca le 5 janvier 1957, en vigueur le 5 janvier 1957, (textes français et anglais).

A 6 heures 12 minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Bryce—Lundi prochain—QUESTION—(N° 252)—1. A-t-on octroyé les soumissions portant les numéros 17643 et 17624 pour l'achat de charbon, demandées par les agences indiennes de Fairford et Gypsumville?

2. Dans le cas de l'affirmative, à qui et quels en étaient les montants?

M. Raymond—Lundi prochain—QUESTION—(N° 253)—1. A-t-on transféré dans la ville de Trois-Rivières le détachement du Corps d'observateurs de l'aviation, qui était stationné à Saint-Jérôme?

2. S'il en est ainsi, pour quelle raison?

M. Raymond—Lundi prochain—QUESTION—(N° 254)—Quel est le nombre de personnes présentement inscrites comme chômeurs aux bureaux de l'assurance-chômage de Saint-Jérôme, de Sainte-Agathe et de Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne?

M. Raymond—Lundi prochain—QUESTION—(N° 255)—1. Depuis le 10 juin 1957, le gouvernement fédéral a-t-il versé des sommes d'argent aux villes de Saint-Jérôme, de Sainte-Thérèse et de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces sommes et à quels titres ont-elles été versées?

M. Raymond—Lundi prochain—QUESTION—(N° 256)—1. A-t-on fait l'acquisition d'un emplacement en vue de l'aménagement d'un quai dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne?

2. Sinon, la ville de Sainte-Agathe-des-Monts et le gouvernement fédéral sont-ils présentement en pourparlers à ce sujet?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 257)—1. La Commission canadienne du blé vend-elle à des fins d'exportation de la farine moulue au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelle quantité de farine la Commission a-t-elle vendue en 1956 et en 1957; *b*) à quels pays, *c*) en quelle quantité à chaque pays et *d*) pour quelle valeur globale en dollars à chaque pays, la Commission a-t-elle vendu cette farine?

Le ministre des Travaux publics—Lundi prochain—Qu'à compter de mercredi prochain, le 4 décembre 1957, et jusqu'à la fin de la présente session, les heures de séance soient, les mercredi, jeudi et vendredi, de onze heures du matin à dix heures du soir, avec les interruptions ordinaires à une heure de l'après-midi et à six heures du soir, tous les jours;

Que la Chambre siège de onze heures du matin à six heures du soir, avec une interruption à une heure de l'après-midi, le samedi 7 décembre prochain et chaque samedi suivant jusqu'à la fin de la session; que l'ordre des travaux et la procédure soient les mêmes le samedi que le jeudi (jour du Gouvernement), et

Que l'application des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 et du paragraphe (3) de l'article 6 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 3 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 h. du matin et 3 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 36

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 2 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".—*M. Nixon.*

Ledit bill est réputé avoir été lu une première fois et sa deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Starr, il est ordonné,—Que le nom de M. Bryce soit substitué à celui de M. Castleden sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

M. Green, appuyé par M. Brooks, propose,—Qu'à compter de mercredi prochain, le 4 décembre 1957, et jusqu'à la fin de la présente session, les heures de séance soient, les mercredi, jeudi et vendredi, de onze heures du matin à dix heures du soir, avec les interruptions ordinaires à une heure de l'après-midi et à six heures du soir, tous les jours;

Que la Chambre siège de onze heures du matin à six heures du soir, avec une interruption à une heure de l'après-midi, le samedi 7 décembre prochain et chaque samedi suivant jusqu'à la fin de la session; que l'ordre des travaux et la procédure soient les mêmes le samedi que le jeudi (jour du Gouvernement), et

Que l'application des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 et du paragraphe (3) de l'article 6 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

Il s'élève un débat;

M. Low, appuyé par M. Quelch, propose en amendement: Que les mots "jusqu'au 21 décembre 1957" soient substitués aux mots "jusqu'à la fin de la présente session" figurant à la deuxième et à la huitième lignes de la résolution.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Blackmore,
Brown (Essex-Ouest),
Christian,
Hahn,
Hansell,
Harrison,
Holowach,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Low,
McLeod,
Olson,
Patterson,
Quelch,
Sinclair,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stick,
Stuart (Charlotte),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Yuill—21.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson (Waterloo-Sud),
Argue,
Arsenault,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blanchette,
Brooks,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Crestohl,
Crouse,
Dechêne,
Diefenbaker,
Dumas,
Fairfield,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Green,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Houck,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kirk,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lewry,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
MacEachen,
MacLean,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Milligan,
Mitchell,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Lisgar),
Nixon,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Rea,
Robinson,
Rowe,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Simpson,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Stanton,
Starr,
Stinson,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
White,
Winch,
Winkler,
Wratten,
Zaplitny—121.

Après plus ample discussion, la motion principale, mise aux voix, est agréée.

M. Green, pour M. Fleming, appuyé par M. Brooks, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à autoriser le ministre des Finances à consentir au gouvernement du Nouveau-Brunswick, sur le Fonds du revenu consolidé, des prêts n'excédant pas trente millions de dollars, relativement à des dépenses pour l'exploitation de l'énergie hydro-électrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

De son siège à la Chambre, M. Martin (Essex-Est) demande l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre, en vertu de l'article 26 du Règlement, pour la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante, et énonce ainsi la question:

"Le fait que deux grandes sociétés de fabrication d'automobiles du Canada, qui emploient des milliers d'ouvriers, ont fermé leurs portes pour une période indéfinie. Une autre grande société, en fait la plus grande, se propose de fermer ses portes demain ou le jour suivant."

M. Martin (Essex-Est) remet ensuite à M. l'Orateur un exposé de l'affaire dont il propose la discussion. Après en avoir donné lecture à la Chambre, M. l'Orateur demande: l'honorable député est-il autorisé à présenter sa motion?

Il y a opposition; comme plus de vingt députés se lèvent pour appuyer la motion, M. l'Orateur invite M. Martin (Essex-Est) à proposer sa motion.

M. Martin (Essex-Est) propose,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère du Travail pour l'année terminée le 31 mars 1957.

Par M. Starr,—Rapport (en français) de la Commission de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément au paragraphe (2) de l'article 95 de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50 des Statuts du Canada (1955).

Onzième rapport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Joseph Anthime Roland Bock, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Berthe Jeannette Francœur Bock.

Moshe Frajberg, de Montréal (P.Q.), époux de Ada Rafalowska (*alias* Rafael) Frajberg.

Louise Auger Lecavalier, épouse de Conrad Lecavalier, de Montréal (P.Q.).

William Lucien Proulx, de Montréal (P.Q.), époux de Norma Hazel Rolfe Proulx.

Florence Irene Burness Williams, épouse de Montague McCrea Williams, de Montréal (P.Q.).

A 10 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. *Knowles*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 44)—1. Depuis le 21 juin 1957, le gouvernement a-t-il revisé le dossier de l'impôt sur le revenu de la *United Distiller Limited* en s'inspirant des délibérations de la Chambre des communes figurant aux pages 6966-6968 des *Débats* du 23 juin 1954 et aux pages 1835-1836 des *Débats* du 4 mars 1955?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les résultats de cette revision? Révèle-t-elle certains faits *a*) qui peuvent être rendus publics, *b*) qui ne peuvent pas être rendus publics en raison du secret prévu par l'article 133 de la Loi de l'impôt sur le revenu?

3. Si la réponse au premier paragraphe est négative, une telle revision est-elle à l'étude?

*M. *Pickersgill*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 45)—1. A quelle date le gouvernement du Nouveau-Brunswick a-t-il, pour la première fois, demandé une aide financière au gouvernement actuel du Canada pour l'entreprise de Beechwood?

2. Sous quelle forme a-t-on présenté cette demande et quelle était la nature et la proportion de l'aide requise?

3. A quelle date le gouvernement de la Saskatchewan a-t-il, pour la première fois, demandé au gouvernement actuel de se joindre à la province pour le projet d'irrigation et de barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan?

4. A quelle date le gouvernement de la Colombie-Britannique s'est-il adressé au gouvernement actuel au sujet de l'aménagement du fleuve Columbia?

5. L'un ou l'autre des gouvernements provinciaux a-t-il fait une demande d'aide ou de collaboration pour quelque entreprise d'énergie?

6. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces gouvernements provinciaux et de quels projets s'agit-il?

*M. *Thompson* (*Edmonton-Strathcona*)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 46)—1. Le maximum du revenu permis aux anciens combattants qui retirent une allocation a-t-il été augmenté suffisamment pour permettre aux anciens combattants de bénéficier pleinement de l'augmentation des pensions de la sécurité de la vieillesse?

2. Sinon, le gouvernement a-t-il pris des dispositions en vue d'empêcher, dans ces circonstances, une diminution des allocations aux anciens combattants?

M. *Christian*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 258)—1. Pour chaque année, de 1949 à 1956 inclusivement, quels renseignements possède-t-on relativement au nombre et aux variétés des arbres fruitiers de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique) qui ont été endommagés par la gelée ou le froid d'hiver?

2. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue d'indemniser les fructiculteurs de la vallée d'Okanagan pour les pertes subies?

M. *McCullough*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 259)—1. Quel est le taux de la commission à laquelle ont droit les banques à charte pour la vente et les transactions des obligations d'épargne du Canada?

2. Au cours de l'année financière 1955-1956, quelle a été la commission globale versée à ces fins?

3. La commission est-elle versée au siège social de la banque ou au gérant de succursales?

M. McCullough—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 260)—1. Quel examen le gouvernement a-t-il fait de la question de parachever la ligne ferroviaire Minton-Big Beaver dans le sud de la Saskatchewan?

2. Le gouvernement envisagera-t-il l'à-propos d'octroyer une subvention à l'égard de ce tronçon?

M. Stuart (Charlotte)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 261)—1. Quelle est la participation financière du gouvernement fédéral dans l'aménagement du tronçon Fredericton-McKinley Ferry de la route transcanadienne, soit une distance de 7.7 milles?

2. Le gouvernement a-t-il versé le montant global de sa participation? Sinon, que reste-t-il à verser?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 3 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 heures du matin
	Le jeudi 5 décembre 1957	
118	Affaires extérieures.....	3 heures de l'après-midi
	Le vendredi 6 décembre 1957	
118	Affaires extérieures.....	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 37

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 3 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le quatrième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer d'Ottawa à New York".

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le cinquième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Du consentement unanime, sur motion de M. Fraser, appuyé par M. Martini, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Bryce soit substitué à celui de M. Castleden sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à autoriser et à assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Manitoba.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative, en vue d'autoriser et d'assurer la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire depuis Optic Lake jusqu'à Chisel Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ cinquante-deux milles, selon une dépense estimative de $8,840,000, cette dépense ne devant pas dépasser de plus de quinze pour cent ladite estimation; de permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'acheter de l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* une ligne ferroviaire depuis un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie d'Hudson à ou près Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood à ou près Mystery Lake, dans la province du Manitoba, soit une distance d'environ trente milles, à un prix ne dépassant pas $5,400,000. La mesure autorisera ladite Compagnie de chemin de fer à émettre des valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de la construction et de l'achat desdites lignes. Afin que ladite Compagnie de chemin de fer puisse procéder immédiatement à la construction et à l'achat desdites lignes ferroviaires, des prêts temporaires peuvent lui être consentis, sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions déterminées par le gouverneur en conseil, ces prêts étant garantis par des valeurs de ladite Compagnie.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, M. Hees, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquensce, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill n° 27 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada", est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd";

M. Chown, appuyé par M. Rea, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Les bills suivants sont lus respectivement une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills):

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert",

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company";

M. Nixon, appuyé par M. McIlraith, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 19 à 23 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;

M. Poulin, appuyé par M. Chabot, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant les commissaires du havre de Hamilton.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi autorisant le ministre des Finances à consentir des prêts aux commissaires du havre de Hamilton, sur

le Fonds du revenu consolidé, d'au plus $4,000,000 dans l'ensemble, pour la construction de facilités additionnelles de stationnement à quai et d'autres aménagements dans le port.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, M. Hees, appuyé par M. Smith (Hastings-Frontenac), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada;

M. Hees, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Benidickson.

A dix heures six minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont été affichés ce troisième jour de décembre et seront pris en considération par leurs comités respectifs le ou après le jeudi 5 décembre:

Comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques

Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".—*M. Chown.*

Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".—*M. Nixon.*

Comité permanent des bills privés en général

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".—*M. Rea.*

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".—*M. Rea.*

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".—*M. Rea.*

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci". —*M. Rea.*

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert", —*M. Rea.*

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".—*M. Rea.*

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".—*M. Rea.*

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".—*M. Rea.*

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".—*M. Rea.*

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".—*M. Rea.*

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".—*M. Rea.*

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".—*M. Rea.*

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".—*M. Rea.*

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff". —*M. Rea.*

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc". —*M. Rea.*

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".—*M. Rea.*

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".—*M. Rea.*

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".—*M. Rea.*

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".—*M. Rea.*

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".—*M. Rea.*

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".—*M. Rea.*

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".—*M. Rea.*

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".—*M. Rea.*

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".—*M. Rea.*

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".—*M. Rea.*

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".—*M. Rea.*

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".—*M. Rea.*

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".—*M. Rea.*

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".—*M. Rea.*

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".—*M. Rea.*

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".—*M. Rea.*

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".—*M. Rea.*

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".—*M. Rea.*

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".—*M. Rea.*

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".—*M. Rea.*

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".—*M. Rea.*

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".—*M. Rea.*

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".—*M. Rea.*

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".—*M. Rea.*

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".—*M. Rea.*

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".—*M. Rea.*

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".—*M. Rea.*

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber". —*M. Rea.*

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".—*M. Rea.*

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".—*M. Rea.*

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".—*M. Rea.*

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".—*M. Rea.*

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".—*M. Rea.*

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".—*M. Rea.*

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".—*M. Rea.*

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".—*M. Rea.*

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".—*M. Rea.*

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".—*M. Rea.*

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".—*M. Rea.*

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".—*M. Rea.*

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".—*M. Rea.*

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".—*M. Rea.*

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".—*M. Rea.*

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".—*M. Rea.*

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".—*M. Rea.*

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".—*M. Rea.*

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".—*M. Rea.*

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".—*M. Rea.*

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".—*M. Rea.*

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".—*M. Rea.*

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".—*M. Rea.*

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".—*M. Rea.*

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".—*M. Rea.*

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud". —*M. Rea.*

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".—*M. Rea.*

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".—*M. Rea.*

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".—*M. Rea.*

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".—*M. Rea.*

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".—*M. Rea.*

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".—*M. Rea.*

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".—*M. Rea.*

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".—*M. Rea.*

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".—*M. Rea.*

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".—*M. Rea.*

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".—*M. Rea.*

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".—*M. Rea.*

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".—*M. Rea.*

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".—*M. Rea.*

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".—*M. Rea.*

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".—*M. Rea.*

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".—*M. Rea.*

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Martin (Essex-Est)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 262)—1. A-t-on confié récemment à la *Chrysler Corporation of Canada* une commande s'élevant à $57,000 pour des pièces de rechange d'automobiles?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la description de ces pièces?

3. Le ministre de la Défense nationale peut-il dire si ces pièces de rechange seront fabriquées au Canada ou si elles seront importées des États-Unis?

M. Stuart (Charlotte)—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 263)—1. A-t-on projeté d'effectuer des améliorations à la station de l'Aviation royale du Canada de Summerside (Île-du-Prince-Édouard)?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelle en est le nature, *b*) quel en est le coût estimatif, *c*) quand prévoit-on que commenceront les travaux?

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 264)—1. Certains ministères du gouvernement ou certaines sociétés de la Couronne, sauf la Société Radio-Canada, sont-ils les commanditaires d'émissions radiophoniques et de télévision ainsi que d'annonces-éclair sur le réseau de l'État et sur les postes indépendants?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont *a*) ces émissions radiophoniques, *b*) ces émissions de télévision, *c*) quelle est la nature des annonces-éclair, à l'égard de chaque ministère ou société?

3. Quel est le coût de chaque émission et des annonces-éclair?

M. Holowach—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 265)—1. Quelle est, exprimée en dollars, la situation actuelle du gouvernement fédéral du Canada en ce qui concerne *a*) la dette nationale brute, y compris tous les postes du passif, *b*) la dette publique par tête?

2. Quelle somme globale d'intérêts a-t-on versée à l'égard de la dette nationale depuis l'existence de cette dette?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 5 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	3 heures de l'après-midi
	Le vendredi 6 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	10 heures du matin
268	Bills privés en général	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

Nº 38

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. McDonald (Hamilton-Sud) soit substitué à celui de M. Doucett sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Henderson soit substitué à celui de M. Richard (Ottawa-Est) sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. Lafontaine, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et le village de Pointe-à-la-Croix (Québec). (**Avis de motion nº 40*)

Sur motion de M. MacEachen, pour M. Kirk, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tous autres ministères du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. Harris Bush, contremaître des réparations au quai de Middle-Island, aux îles Lahave, comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse). (**Avis de motion nº 41*)

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's-Point, comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse). (**Avis de motion n° 42*)

M. Hahn, appuyé par M. Hansell, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit émis en vue de la production de la copie du contrat ou de l'accord intervenu entre l'*Union Steamships Limited* et le gouvernement au sujet de la demande et de l'octroi de la subvention prévue au poste numéro 496 du budget des dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1957. (**Avis de motion n° 43*)

Avec le consentement unanime, ladite motion est retirée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $260,679,899.09, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 52, 57, 116, 117, 131, 132, 153, 156, 158, 248, 252, 281, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 397, 399 et 460, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $50,000.00, soit le sixième du montant de l'article 367 dudit budget; et une somme n'excédant pas $1,787,853.42, soit le douzième du total des montants des articles 318, 373 et 389 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,497,738.25, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 626, 635 et 654, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit le neuvième du total des montants des articles 669 et 670, énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et une somme n'excédant pas $125,000.00, soit le douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $13,474,054.84, soit le sixième du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 754 et 759, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $1,853,666.67, soit le tiers du total des montants des articles 729, 732 et 737 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1958, la somme de $281,607,101.16 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée aujourd'hui en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill n° 198, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, en vue de porter de cent millions à deux cents millions de dollars la responsabilité totale que la Société peut avoir en cours, à quelque époque, aux termes des contrats d'assurance qu'elle est autorisée à conclure sous le régime de l'article 21 de ladite loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Comtois, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 10 de la Loi sur le ministère des Mines et des Relevés techniques, chapitre 73 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 8 de ladite loi, chapitre 21 des Statuts du Canada (1952-1953).

A dix heures dix minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 47)—1. Lorsque le n.g.c. *Baffin* s'est échoué sur le récif de Black Rock, y avait-il à bord un préposé aux appareils de radar?

2. Dans le cas de l'affirmative, ce préposé a-t-il informé le capitaine que le navire se dirigeait vers ce récif?

3. A quel moment a-t-il fait part au capitaine de la position du navire?

4. A quel moment s'est produit l'échouement du navire?

5. Lors de l'échouement du navire, lequel, du capitaine ou de l'hydrographe en chef, en avait le commandement?

6. Si l'hydrographe en chef avait le commandement du navire, le préposé aux appareils de radar l'a-t-il informé de la location du récif de Black Rock?

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 48)—1. A-t-on l'habitude d'embaucher des hommes pour les navires de l'État chaque saison?

2. Des députés des circonscriptions électorales d'où partent ces navires ont-ils fourni des listes d'emplois éventuels aux préposés à l'embauchage?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces députés?

M. Gardiner—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 266)—1. Le 1er décembre 1955, 1956 et 1957, quel était le nombre de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge, entreposés *a*) dans les élévateurs régionaux, *b*) dans les autres élévateurs du Canada, *c*) dans les fermes?

2. Le 1er décembre 1955, 1956 et 1957, quel était le nombre de boisseaux de blé, d'avoine et d'orge, entreposés *a*) dans des wagons, à des fins d'expédition par chemin de fer, *b*) dans des navires, à des fins d'expédition?

M. Murphy (Westmorland)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 267)—Quel était le nombre de personnes inscrites comme chômeurs *a*) dans l'Île du Prince-Édouard, *b*) à Charlottetown, *c*) à Summerside, (i) le 1er décembre 1956, (ii) le 1er décembre 1957?

M. Pickersgill—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 268)—1. Des membres du personnel de l'administration centrale de la Division de la route transcanadienne, ministère des Travaux publics, sténographes et commis exceptés, ont-ils résigné leurs fonctions depuis le 21 juin 1957? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. Quel est le nom de chacun et quelles fonctions remplissait-il?

3. Quelle a été, dans chaque cas, la raison de la démission?

M. Pickersgill—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 269)—1. Depuis le 1er janvier 1947, combien de citoyens, s'il en est, ont perdu la citoyenneté canadienne par révocation?

2. *a*) Depuis le 1er janvier 1956, combien de citoyens, s'il en est, ont perdu la citoyenneté canadienne par révocation? *b*) Quelle a été la raison de la révocation dans chaque cas?

M. Pickersgill—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 270)—1. Depuis le 21 juin 1957, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a-t-il reçu une demande d'aide financière du *Calgary Citizenship Council*?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelles fins et quelle somme a-t-on demandée?

3. A-t-on accordé une telle aide financière?

4. Quelle aide financière le ministère accordait-il au *Calgary Citizenship Council* avant le 21 juin 1957?

M. Barbès—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 271)—1. Le Service international de la Société Radio-Canada a-t-il publié un horaire de ses émissions pour décembre 1957 et janvier 1958?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien d'exemplaires a-t-on distribués au Canada?

3. Quel a été le coût global de cet horaire?

**M. Pickersgill*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 44)—Copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire dudit ministère à Ottawa et l'un ou l'autre des directeurs du *Calgary Citizenship Council*, au sujet du centre de réception de ce groupement.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 5 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	3 heures de l'après-midi
368	Banque et commerce	11 h. 45 du matin et 2 h. 15 de l'après-midi
	Le vendredi 6 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	10 heures du matin
268	Bills privés en général	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 39

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Montgomery soit substitué à celui de M. Lennard,
Le nom de M. McGee à celui de M. Nesbitt, et
Le nom de M. Best à celui de M. Van Horne, sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 198, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 5 décembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur

général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui le 5 décembre, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Joseph-Alfred-Victor Tassé.
Loi pour faire droit à Claudine-Yvette-Félicité Cavallero Neely.
Loi pour faire droit à Evelyn Thelma Passineau Uyeda.
Loi pour faire droit à Ronald Victor Turner.
Loi pour faire droit à Charles Frederick Church.
Loi pour faire droit à Sarah Sally Abramovici Schor.
Loi pour faire droit à Eunice Kennedy Standeven.
Loi pour faire droit à Kathleen Louise Blaylock Hall Dunning.
Loi pour faire droit à Mary Hilbert Madge.
Loi pour faire droit à Marthe-Hélène Le Bel Champion.
Loi pour faire droit à Elizabeth Dermer Boyd.
Loi pour faire droit à Clarice Mendell Uditsky.
Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Allen Bellenger.
Loi pour faire droit à Mildred Weiner Gordon.
Loi pour faire droit à Theresa Mary Moran Redmond Cooke.
Loi pour faire droit à Siegmund Paul Fritz Matthes.
Loi pour faire droit à Lillian Boyce Suttner.
Loi pour faire droit à Helen May Verner Joyce.
Loi pour faire droit à Lila Redmond McCorriston.
Loi pour faire droit à Phyllis Freda Sabbath Isaacson.
Loi pour faire droit à Marguerite Lavoie Jolin.
Loi pour faire droit à Margaret Lillian Mackenzie Smallwood.

Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Altherr Thompson.
Loi pour faire droit à Jean-Marc Marceau.
Loi pour faire droit à Moe Boxerman.
Loi pour faire droit à Marilyn Joan O'Bryan Watson.
Loi pour faire droit à Irene Elsa Rubin Cohen.
Loi pour faire droit à Sally Baker Golding Rohrlich.
Loi pour faire droit à Jerzy Dzynaw.
Loi pour faire droit à Pauline Mechanik Winterfeld.
Loi pour faire droit à Gennie Loza Jarvis.
Loi pour faire droit à James Keith.
Loi pour faire droit à Michal Rybikowski.
Loi pour faire droit à Beverley Joan Abbott Reid.
Loi pour faire droit à Mark Astman.
Loi pour faire droit à Karl Schubert.
Loi pour faire droit à Norma Leibovitch Ryer.
Loi pour faire droit à Manola Mainville Lefebvre.
Loi pour faire droit à Anne-Marie Fontaine Brien.
Loi pour faire droit à Joyce Hahn Maiste.
Loi pour faire droit à Joseph-Fabien-Marcel Perras.
Loi pour faire droit à Elizabeth Géroux Touchette.
Loi pour faire droit à Conrad-Donat-Joseph Bouffard.
Loi pour faire droit à Claire Lenoff Schecter.
Loi pour faire droit à Gun Elsa-Maria Stridh Zukrowski.
Loi pour faire droit à Dorothy Maureen Allan Cybuliak.
Loi pour faire droit à Lita Eleanor Ciceri Desrochers.
Loi pour faire droit à Gwendoline Georgina Adelaide McNamee Phillips.
Loi pour faire droit à Robert James Beakes.
Loi pour faire droit à Elizabeth Ann Vedder Chadwick.
Loi pour faire droit à Osbourne Denzil St. Martin.
Loi pour faire droit à Elizabeth Janet Davidson Blacklock.
Loi pour faire droit à Mary Isabel Bristow Livingston.
Loi pour faire droit à Zelda King Neuss.
Loi pour faire droit à Lena-Thérèse Dean Lauzon.
Loi pour faire droit à Sydney Wagner.
Loi pour faire droit à Margaret Williams Mullins.
Loi pour faire droit à Donald Ernest Lamont.
Loi pour faire droit à Margo Jean Thornton Savard.
Loi pour faire droit à Marie-Reina-Pauline Duquette Cottier.
Loi pour faire droit à Molly Gloria Goldman Mencher.
Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Eugénie-Lucie Prévost Dorfman.
Loi pour faire droit à Florence Hewitt Scribner Hartt.
Loi pour faire droit à Mona Areta Emsley Forbes.
Loi concernant la "British Columbia Telephone Company".
Loi concernant "The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited".
Loi concernant la "Sao Paulo Electric Company, Limited".

Loi concernant la "Brazilian Hydro Electric Company, Limited".
Loi concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited".
Loi constituant en corporation l'"Investors Trust Company".
Loi concernant la "Mexico Tramways Company".
Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député du Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958,

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce, le Greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, la Chambre retourne à la *Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux.*

M. Pallett, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le troisième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 4 aux Journaux.*)

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires d'arrêtés en conseil rendus en vertu des dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-969, approuvé le 18 juillet 1957: approuvant un contrat d'assurance, et en autorisant la conclusion par la Société

d'assurance des crédits à l'exportation, relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël durant la période allant du 1er août 1957 au 31 juillet 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1101, approuvé le 16 août 1957: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1957-969 et approuvant et autorisant un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions de blé à destination d'Israël durant la période allant du 1er août 1957 au 31 juillet 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1957-1446, approuvé le 31 octobre 1957: modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1957-481 du 4 avril 1957 et autorisant la Société d'assurance des crédits à l'exportation à conclure un contrat d'assurance revisé relativement à des expéditions accrues de blé à destination de la Pologne pendant la campagne agricole 1957-1958.

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 19 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada (1955), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1592, approuvé le 28 novembre 1957: soustrayant à l'administration des Chemins de fer nationaux du Canada une parcelle de terrain et un terrain submergé dans la ville d'Halifax (Nouvelle-Écosse), et transférant l'administration, la gestion et le contrôle de ces terrains au Conseil des ports nationaux.

A 10 heures sept minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Argue—Samedi prochain—QUESTION—(N° 272)—1. Quelle somme a-t-on versée pour le terrain sur lequel on a récemment érigé un immeuble de l'État, à Wolseley (Saskatchewan)?

2. A qui et à quelle date a-t-on versé cette somme?

3. Quelle était l'évaluation municipale dudit terrain lorsqu'il a été acheté?

M. Hahn—Samedi prochain—QUESTION—(N° 273)—1. Quel est le nombre de titulaires d'une allocation d'ancien combattant?

2. Quel est le nombre de titulaires d'une pension d'ancien combattant?

3. Durant 1956, quelle somme globale a-t-on versée aux deux titres susdits?

M. McGregor—Samedi prochain—QUESTION—(N° 274)—1. Depuis le 1er janvier 1940, quels contrats le gouvernement a-t-il conclus avec la société *Marine Industries Limited?*

2. A-t-on demandé des soumissions pour chaque contrat? Sinon, quels contrats a-t-on octroyés sans soumission?

3. Quels ont été les contrats exécutés?

4. Quelles sommes d'argent a-t-on versées ou reste-t-il à verser à l'égard de chaque entreprise?

5. Depuis le 1er janvier 1940, quelque directeur de *Marine Industries Limited* a-t-il été, à quelque époque, à l'emploi du gouvernement?

6. Dans le cas de l'affirmative, au cours de quelles périodes?

7. Depuis le 1er janvier 1940, des biens de l'État ont-ils été vendus à la société *Marine Industries Limited?* Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces biens et quel en a été le prix de vente dans chaque cas?

8. Dans chaque cas, quelle somme les biens vendus avaient-ils coûté au gouvernement?

M. McGregor—Samedi prochain—QUESTION—(N° 275)—En ce qui concerne chaque immeuble de l'État que le gouvernement fédéral a fait ériger depuis 1945 et les immeubles dont on a entrepris l'érection depuis cette date et encore en voie de construction:

1. Quel est l'emplacement de chacun et à quel ministère du gouvernement est-il destiné?

2. Quel a été le prix forfaitaire de construction de chaque immeuble et le prix de l'ameublement et des fournitures?

3. Quels ont été les frais d'immobilisation définitifs à l'égard de chaque immeuble, de l'ameublement et des fournitures?

4. Quels sont les noms des personnes de qui chaque emplacement a été acheté?

5. Quels ont été les architectes et quelles sommes a-t-on versées à chacun en honoraires?

6. A-t-on demandé des soumissions pour la construction, l'ameublement et les fournitures?

7. Dans le cas de l'affirmative, quels sont *a*) les noms et adresses des soumissionnaires, *b*) le montant de chaque soumission, *c*) le nom et l'adresse de chaque adjudicataire?

8. Le coût définitif a-t-il dépassé le prix stipulé dans le contrat? Dans le cas de l'affirmative, de quel montant dans chaque cas?

M. McGregor—Samedi prochain—QUESTION—(N° 276)—1. Depuis 1945, quels immeubles a loués le gouvernement fédéral?

2. Quels ministères y sont logés?

3. De qui les a-t-on loués et quel en est le loyer annuel ou autre?

M. Kirk—Samedi prochain—QUESTION—(N° 277)—1. Quels sont les points de départ et d'arrivée de la route transcanadienne dans l'Île du Prince-Édouard?

2. Quelle est la distance entre ces deux points?

3. De combien de milles de la route a-t-on effectué le revêtement?

4. Quand prévoit-on terminer le revêtement?

M. Leduc (*Verdun*)—Samedi prochain—QUESTION—(N° 278)—1. Lors du congrès postal international qui s'est tenu dans l'enceinte de la Chambre des communes l'été dernier, les responsables de l'organisation du système de traduction simultanée ont-ils engagé des traducteurs pour la traduction du français à l'anglais ou de l'anglais au français?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien de traducteurs canadiens et combien de traducteurs qui n'étaient pas canadiens a-t-on engagés?

3. Combien ce dispositif provisoire a-t-il coûté à l'État?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le vendredi 6 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	10 heures du matin
268	Bills privés en général	10 heures du matin
	Le mardi 10 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 40

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe". —*M. Rea.*

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka". —*M. Rea.*

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".—*M. Rea.*

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".—*M. Rea.*

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".—*M. Rea.*

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".—*M. Rea.*

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".—*M. Rea.*

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".—*M. Rea.*

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".—*M. Rea.*

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".—*M. Rea.*

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".—*M. Rea.*

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".—*M. Rea.*

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".—*M. Rea.*

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".—*M. Rea.*

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le quatrième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de se réunir pendant les séances de la Chambre.

Du consentement unanime, sur motion de M. Rea, appuyé par M. Vivian, ledit rapport est agréé.

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le cinquième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert".

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace".

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le sixième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

1. Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited*, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

2. Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

3. Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement auxdits bills est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 5 aux Journaux.*)

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le septième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *St. Mary's River Bridge Company*".

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".—*M. Rea.*

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".—*M. Rea.*

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".—*M. Rea.*

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".—*M. Rea.*

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".—*M. Rea.*

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".—*M. Rea.*

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom de Yvonne-Florence Kee Durocher". —*M. Rea.*

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".—*M. Rea.*

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".—*M. Rea.*

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde". —*M. Rea.*

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".—*M. Rea.*

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".—*M. Rea.*

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".—*M. Rea.*

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".—*M. Rea.*

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

(*Appels des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill n° 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de chemin de fer d'Ottawa à New-York", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 16 à 22 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 23 est appelé et réservé par consentement unanime.

Les ordres portant les numéros 24, 25 et 26 sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. McCullough, appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé (Lin et seigle), soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 18*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et quelque gouvernement provincial, personne, société ou organisme, relativement au prix et à la quantité du gaz naturel pouvant être exporté aux États-Unis.

Par M. Churchill,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 34*) demandant la copie de la clause ou des clauses contenues dans les contrats de construction du pipeline de la Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line,* concernant les obligations des entrepreneurs en ce qui a trait à la préférence à donner aux ouvriers qui résident au Canada, aux heures de travail, aux taux des salaires et aux autres conditions de travail des ouvriers.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 39*) demandant un état indiquant le nombre des automobiles et des camions importés, ainsi que les pays de leur provenance, que le gouvernement fédéral a achetés *a*) entre le 1er avril 1956 et le 21 juin 1957, *b*) entre le 21 juin et le 1er novembre 1957.

Par Mme Fairclough,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 40*) demandant l'état suivant: 1. Dans quels pays le Canada maintient-il des représentants diplomatiques?

2. A l'égard de chaque pays, quels sont *a*) les noms, traitements et indemnités de chaque ambassadeur ou autre chef de mission, *b*) les frais d'immobilisations des bureaux diplomatiques canadiens, *c*) le loyer annuel des bureaux dont le Canada n'est pas propriétaire, *d*) les frais annuels d'administration de la représentation diplomatique (i) en traitements, (ii) à tous autres titres, *e*) le nombre des fonctionnaires dans chaque cas?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 47*) demandant l'état suivant: 1. Le premier ministre et (ou) les ministres de la Défense nationale, des Travaux publics et des Transports ont-ils reçu une demande d'aide financière de la part du gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick et (ou) du conseil municipal de Chatham (Nouveau-Brunswick), du *Board of Trade* de Chatham (Nouveau-Brunswick), ou de tous autres groupements ou particuliers, pour le relevé et la construction d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, entre Chatham et Ferry-Road (Nouveau-Brunswick)?

2. Quel est le programme administratif du gouvernement en ce qui a trait à l'aide financière requise pour la construction des ponts situés sur les grandes routes dans les limites des provinces, à l'exclusion des ponts de la route transcanadienne?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 184*) demandant l'état suivant: 1. Au cours de chacune des années 1956 et 1957, le gouvernement a-t-il acheté des automobiles et des camions de distributeurs de Coleman, Blairmore, Bellevue, Pincher-Creek, MacLeod? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. De qui chaque véhicule a-t-il été acheté et quel en était le prix?

3. A-t-on effectué ces achats à la suite d'une demande publique de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon a-t-on annoncé ces demandes de soumissions?

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 23*) demandant la copie de tous télégrammes et correspondance échangés depuis le 3 juillet dernier avec le ministère des Travaux publics, relativement au projet de construction d'un édifice public à Plessisville (Québec), à l'égard duquel des soumissions ont été demandées et le contrat n'a pas été adjugé.

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 24*) demandant un état indiquant les noms et fonctions régulières de toutes les personnes, 1) nommées à titre d'inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, 2) employées à titre d'inspecteurs et mises à pied par l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Meadow-Lake.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 25 octobre 1957 (**Avis de motion n° 7*) demandant la copie de toute correspondance et autres documents échangés durant les six derniers mois entre la ville de Drummondville (Québec) et le ministre des Transports, au sujet de l'aménagement d'un aéroport dans cette ville.

Par M. Hees,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 21*) demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg.

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouveneurr général en date du 27 novembre 1957 (**Avis de motion n° 37*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents relatifs à l'assurance-santé, échangés au cours des trois derniers mois entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et les représentants de *a*) l'Association médicale du Canada, *b*) l'Association canadienne des Collèges de médecins, *c*) l'Association canadienne des hôpitaux, *d*) le Conseil canadien d'hygiène publique.

A dix heures treize minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Irwin—Lundi prochain—QUESTION—(N° 279)—1. A-t-on achevé le tunnel qui doit relier, à Vancouver, la gare du Pacifique-Canadien au nouveau bureau de poste?

2. Quel en a été le coût réel?

3. Servira-t-il à d'autres fins que le transport du courrier entre le bureau de poste et la gare du Pacifique-Canadien?

M. Olson—Lundi prochain—QUESTION—(N° 280)—1. Quel est le droit de douane versé à l'égard des bovins exportés aux États-Unis sous le régime du contingent trimestriel?

2. Quel est le droit lorsque les exportations dépassent le contingent trimestriel permis à l'égard des bovins de plus de 700 livres?

3. Quel est le droit, s'il en est, à l'égard des bovins de moins de 700 livres?

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 281)—1. Depuis le 1er novembre 1957, y a-t-il eu des pourparlers entre la *Brunswick Mining and Smelting Corporation* et les fonctionnaires du ministère des Travaux publics au sujet du projet de havre entre Pointe Caron, près de Bathurst, comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on décidé de procéder à l'exécution de ce projet au cours de 1958?

M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 282)—1. Selon les derniers renseignements, combien existait-il de régions à surplus de main-d'œuvre au Canada?

2. Selon les derniers renseignements, combien de personnes s'étaient inscrites pour obtenir de l'emploi dans chacune de ces régions?

3. Durant les douze derniers mois, combien de célibataires et combien de personnes mariées ayant une famille ont reçu une indemnité de transport en vue de leur permettre de trouver un emploi ailleurs?

Le premier ministre—Lundi prochain—Que l'article 33 du Règlement de la Chambre des communes soit abrogé.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 10 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 heures du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
	Le jeudi 12 décembre 1957	
16	Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	10 heures du matin
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi
268	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 41

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 7 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. White, il est ordonné,—Que le nom de M. MacEwan soit substitué à celui de M. Macdonald (King's) sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. White, il est ordonné,—Que le nom de M. Macdonald (King's) soit substitué à celui de M. MacEwan sur la liste des membres du comité permanent de la marine et des pêcheries.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 171*) demandant l'état suivant: 1. A la date la plus récente pour laquelle on possède des données statistiques, combien de personnes étaient à l'emploi du gouvernement fédéral au Canada, *a*) à titre temporaire, *b*) à titre permanent?

2. Quel était le montant global versé en traitements et salaires à la même date?

3. Combien de fonctionnaires civils reçoivent actuellement une pension de retraite, et quel est le montant global versé en pensions de retraite durant le dernier mois pour lequel on possède des données statistiques?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 195*) demandant l'état suivant: Dans quelle mesure, depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour, le gouvernement fédéral a-t-il accordé une aide à la Commission royale chargée d'enquêter sur les problèmes des producteurs de fruits de la vallée d'Okanagan (Colombie-Britannique)?

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 27*) demandant un état indiquant les noms de toutes les personnes qui, depuis le 1er août 1957, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, *a*) ont été recommandées pour remplir un poste d'inspecteur à la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *b*) ont recommandé des candidats à des postes d'inspecteur, *c*) ont été nommées inspecteurs à cette même Division; et indiquant, *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale de Moose-Mountain, depuis le 1er août 1957.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 33*) demandant un état indiquant les noms *a*) des inspecteurs, *b*) des autres fonctionnaires, de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés en Saskatchewan depuis le 1er août 1957, *c*) des inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, employés dans la circonscription électorale de Rosthern depuis le 1er août 1957.

Par M. Harkness,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 36*) demandant un état indiquant les noms et les fonctions de toutes les personnes, qui depuis le 1er septembre 1957, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, *a*) ont été nommées inspecteurs de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, b) ont déjà été employées à titre d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, c) ont été relevées de leurs fonctions d'inspecteur de l'administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies; et indiquant *d*) les sommes versées à tous les inspecteurs de la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la circonscription électorale fédérale de Moose Jaw-Lake Centre, depuis le 1er août 1957.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 4 novembre 1957 (**Avis de motion n° 13*) demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents que possède le ministère des Transports relativement au congédiement, à cause de partialité politique, de M. George W. Forester, employé audit ministère.

A 6 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Robichaud—Lundi prochain—QUESTION—(N° 283)—1. Le capitaine de la drague n° 23 du ministère des Travaux publics a-t-il reçu ordre de rejoindre un certain port du Nouveau-Brunswick pour la durée de l'hiver?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on transmis un tel ordre au capitaine de la drague et quel port a-t-on désigné?

3. A quelle date la drague a-t-elle rejoint le port en question?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 284)—Quel est le texte précis et complet du serment que prêtent les ministres lorsqu'ils sont nommés membres du cabinet?

M. Herridge—Lundi prochain—QUESTION—(N° 285)—1. Entre le 1er décembre 1956 et le 1er décembre 1957, des immigrants ont-ils été admis dans des hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants ou ont-ils reçu quelque genre de traitement ou des services dans ces hôpitaux?

2. Quelle somme globale a-t-on exigée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou de tout autre ministère pour ces services?

**M. Hahn*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 45)—Exemplaire du rapport préliminaire intitulé: "Propositions d'aménagement hydro-électrique dans le bassin du fleuve Columbia au Canada".

Le ministre des Finances—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise".

Le ministre des Finances—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 10 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 heures du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
	Le jeudi 12 décembre 1957	
16	Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	10 heures du matin
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi
268	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 42

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 9 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, appuyé par M. Green, demande la permission de présenter le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

La question est mise en délibération;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) invoque le Règlement, déclarant que, bien que le projet de loi prévoie un allègement d'impôt, il est irrégulier d'aborder la mesure projetée, vu qu'elle aurait dû être précédée par une résolution présentée dans le comité des voies et moyens.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: Je tiens à remercier les honorables députés d'avoir discuté ce point à fond. Peut-être est-ce là une question nouvelle, qui ne se serait pas présentée dans des circonstances ordinaires; mais la Chambre est présentement saisie d'un budget et de prévisions budgétaires qui ont été soumis ni au cours de la présente session, ni même au cours de la présente législature. Nous nous trouvons dans des circonstances qui ne se présentent peut-être pas souvent.

Je suis sûr que l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre a approfondi la question, comme l'a fait aussi le ministre de la Justice, et qu'ils ont consulté toutes les autorités, y compris les nombreux auteurs que j'ai consultés moi-même. J'ai lu la discussion qui a eu lieu l'autre soir et, de concert avec le greffier et le légiste de la Chambre, j'ai consacré du temps à cette question.

De toute évidence, la condition à remplir quand un bill tend à prélever des fonds, à imposer une contribution ou une taxe, est visée dans l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, dont a parlé le député de Rosthern. L'article 61 du Règlement renforce probablement cet article de l'Acte de

l'Amérique du Nord britannique; il prescrit que le parlement ne doit prélever des fonds qu'au moyen d'une résolution et d'une discussion en comité plénier. Cela garantit à la population que des impôts ne seront pas édictés à la légère, et seulement après qu'une occasion, plusieurs, à vrai dire, se présenteront de discuter l'impôt à percevoir.

La présente question est bien différente. Il s'agit d'un bill qui apparemment, et nous l'avons sous la main, tend non pas à prélever des fonds mais à réduire des impôts. Sans parcourir encore les commentaires de Bourinot, de Beauchesne et de May, je crois pouvoir indiquer brièvement à la Chambre l'opinion que j'accepte. Elle figure à la page 764 de May, 15e édition. Sous la rubrique "Allégement des impôts", on trouve une déclaration ainsi conçue:

> Les dispositions d'allégement des impôts ne sont pas soumises aux règles de la procédure financière. La suppression ou la réduction d'impôt, par exemple, par le bill de finances, est parfois précédée par une résolution expresse des voies et moyens. Mais cette façon de procéder n'est ni nécessaire, ni usuelle.

Je sais que notre Parlement a procédé de cette façon à l'occasion. Comme l'a signalé le député de Winnipeg-Nord-Centre, on a fait précéder d'un projet de résolution des mesures tendant à réduire les impôts; mais il est arrivé qu'on ne l'ait pas fait. Il est arrivé bien des fois qu'on ait présenté des bills tendant à réduire les impôts sans les faire précéder d'un projet de résolution, méthode qu'il est nécessaire de suivre, prétend le représentant de Winnipeg-Nord-Centre.

Je ne citerai pas plus longuement ce texte. Le seul doute que j'avais était la question de savoir si cette pratique britannique s'appliquait à notre Parlement et je constate que Bourinot et Beauchesne supposent qu'il en est ainsi. De fait, j'ai ici des commentaires où ils l'indiquent. Je crois donc que nous procédons d'une bonne façon lorsque nous permettons que ce bill soit présenté sans être précédé d'un projet de résolution.

Un autre point qu'ont soulevé deux députés me concerne plutôt moi-même. Je crois que la réponse leur est fournie par le texte que voici de May, que je trouve à la page 572 de la onzième édition:

> ...un bill visant à réduire ou à supprimer un impôt ou un autre fardeau public, à moins que l'établissement d'un nouvel impôt ne soit proposé sous forme de substitution, ne requiert pas de recommandation royale ni de stade d'examen préliminaire au comité...

J'ai eu un peu de souci à propos de l'argument voulant que la recommandation de la Couronne soit peut-être nécessaire et que dans le cas contraire, tout membre de la Chambre puisse avoir la faculté de proposer un tel bill. Cependant, c'est un point que je n'ai pas à décider aujourd'hui. Lorsqu'un député présentera un bill visant à supprimer l'impôt sur le revenu ou à annuler les délibérations des 24 dernières heures, nous aborderons cette question à ce moment-là. Dans l'intervalle, en toute déférence pour toutes les opinions qu'on a exprimées, je dois statuer que, à mon avis, la Chambre est régulièrement saisie de cette motion.

Le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green, demandant la permission de présenter le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, est mis au voix et agréé.

Ledit bill, en conséquence, est présenté, lu une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'avis de motion qui suit, émanant du Gouvernement, est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du Gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe 2 de l'article 21 du Règlement:

Que l'article 33 du Règlement de la Chambre des communes soit abrogé.

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Stick, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire dudit ministère à Ottawa et l'un ou l'autre des directeurs du *Calgary Citizenship Council,* au sujet du centre de réception de ce groupement. (**Avis de motion n° 44*)

M. Hahn, appuyé par M. McLeod, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit émis en vue de la production d'un exemplaire du rapport préliminaire intitulé: "Propositions d'aménagement hydro-électrique dans le bassin du fleuve Columbia au Canada". (**Avis de motion n° 45*)

Ladite motion, mise aux voix, est rejetée.

L'article portant le numéro 2 de la rubrique *Avis de motions* est appelé et réservé.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Stewart, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier là-propos d'instituer un Comité du centième anniversaire, composé de représentants fédéraux et provinciaux, chargé d'élaborer des entreprises d'envergure pour le développement économique et social du pays, qui comprendraient entr'autres des projets d'habitation, de suppression des taudis, de conservation, d'irrigation et d'aménagement hydro-électrique, des améliorations dans le transport, la construction de routes, la suppression des passages à niveau, l'érection d'hôpitaux, l'aide financière aux projets municipaux, l'entreprise d'autres travaux publics, et d'élaborer les moyens de consolider l'économie de chaque secteur du pays; et qu'il y a lieu d'envisager l'à-propos d'entreprendre immédiatement un tel programme et d'en poursuivre l'exécution avec vigueur d'année en année, de sorte que, le premier juillet 1967, le peuple canadien soit en mesure de commémorer le centième anniversaire de naissance de la nation non seulement par des feux d'artifice et des discours mais surtout par des réalisations assurant le bien-être et l'abondance à toute la population.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. McWilliam—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 286)—1. Au cours des douze derniers mois, le ministre des Transports a-t-il reçu des observations du *Board of Trade* de Chatham (Nouveau-Brunswick), au sujet de la question de la circulation routière et du projet d'aménagement d'un pont carrossable sur la rivière Miramichi, à Chatham?

2. Dans le cas de l'affirmative, le ministre a-t-il donné suite à ces observations et quelle est la teneur de sa réponse?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 287)—Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et de favoriser le progrès industriel?

Le ministre des Travaux publics—Mercredi prochain—Que cette Chambre, lorsqu'elle s'ajournera le samedi 21 décembre prochain, reste ajournée au jeudi 2 janvier 1958, à onze heures du matin.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 10 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques	10 h. 30 du matin
118	Affaires extérieures	11 heures du matin et 3 h. 30 de l'après-midi
	Le mercredi 11 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi
	Le jeudi 12 décembre 1957	
16	Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	10 heures du matin
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi
268	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 43

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 10 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les enquêtes, chapitre 154 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1957-1632, approuvé le 10 décembre 1957: nommant M. Andrew Stewart, Mme Dorothy Walton, M. Howard MacKichan, M. Roméo Martin, M. W. M. Drummond, M. Cleve Kidd et M. Bernard Couvrette, commissaires aux fins d'enquêter et de faire des recommandations au sujet des causes de l'écart entre les prix versés aux producteurs de denrées alimentaires provenant de l'agriculture et des pêcheries et les prix payés par les consommateurs pour ces denrées.

Avec le consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Il s'élève un débat;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

"de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour mettre en régie publique le pipe-line transcanadien de gaz naturel, afin de préserver cet important service d'utilité publique à l'avantage du peuple canadien et de faire en sorte que l'ensemble de la nation, plutôt qu'un nombre restreint de parti-

culiers privilégiés, retire les bénéfices découlant de cette entreprise, et de plus que, suivant l'opinion de la Chambre, le gouvernement devrait assumer la responsabilité de recommander au Parlement des principes d'administration concernant la Trans-Canada Pipe Lines Limited, au lieu de se soustraire à cette responsabilité en déférant à une commission royale les questions y relatives."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 8h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Bryce,
Bryson,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Coldwell,
Ellis,
Fisher,
Herridge,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Peters,
Regier,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—22.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson
Ashbourne,
Balcer,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Blackmore,
Bonnier,
Bourget,
Bourque,
Breton,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Huffman,
Irwin,
Johnston (Bow-River),
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Lafontaine,
Lambert,
Lavigne,
Leboe,
Legaré,
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,

Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Noble,
Nowlan,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Ratelle,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Walker,
White,
Winkler,
Wratten,
Yuill—172.

Après plus ample discussion, la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

AGRICULTURE

1 Administration centrale, y compris le Comité consultatif des services agricoles . . . . . $ 628,277 00

TRAVAIL

185 Administration centrale, y compris subventions selon le détail des affectations . . . . . $ 787,053 00

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

249 Administration centrale . . . . . $ 1,303,859 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 16*) demandant la copie de toutes directives et instructions adressées au personnel du ministère

de la Citoyenneté et de l'Immigration depuis le 21 juin 1957, relativement à l'admission des immigrants ou des visiteurs en provenance de Hong-Kong, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 41*) demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tous autres ministères du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. Harris Bush, contremaître des réparations au quai de Middle-Island, aux îles Lahave, comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du troisième rapport intérimaire sur l'activité de la Commission internationale de surveillance et de contrôle pour le Laos, pour la période allant du 1er juillet 1955 au 16 mai 1957.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Christian—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 288)—Depuis le 10 juin 1957, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour obtenir une heureuse solution des problèmes internationaux relatifs au fleuve Columbia afin que, de concert avec la province de Colombie-Britannique, on puisse exploiter les immenses ressources énergétiques de ce fleuve?

M. Thrasher—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 289)—1. Le gouvernement étudie-t-il la question de l'achat au Canada des châssis des véhicules suivants: camions à incendie, camions chasse-neige et camions-citernes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces chassis achetés au Canada entre le 21 juin et le 1er décembre 1957?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mercredi 11 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi
	Le jeudi 12 décembre 1957	
16	Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	10 heures du matin
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi
268	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 44

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 11 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, qu'ils soumettent à l'assentiment de la Chambre:

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".—*M. Rea.*

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".—*M. Rea.*

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".—*M. Rea.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant le paragraphe (2) de l'article 103 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, transmettant à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces justificatives produites relativement aux bills de divorce susmentionnés et demandant de remettre au Sénat lesdites dépositions et pièces justificatives.

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le huitième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'*Alaska-Yukon Pipelines Ltd*", et est convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

Article 1, page 1

1. A la onzième ligne, retrancher les mots "du gaz et";
2. A la vingt-sixième ligne, retrancher les mots "du gaz et";
3. A la vingt-septième ligne, retrancher les mots "naturels et artificiels";

page 2

4. A la troisième ligne, retrancher les mots "du gaz et"; et
5. A la quatrième ligne, retrancher les mots "naturels et artificiels".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 6 aux Journaux.*)

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Green, appuyé par M. Brooks, il est ordonné,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera le samedi 21 décembre prochain, reste ajournée au vendredi 3 janvier 1958, à onze heures du matin.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Stewart soit substitué à celui de M. Argue sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 152 par M. Rochefort—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Existe-t-il un aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui en est le propriétaire et l'exploitant?

3. Le gouvernement fédéral l'occupe-t-il pour des fins publiques? Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

4. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'améliorer, construire des édifices, des hangars, etc.?

5. Des ingénieurs ont-ils fait des rapports le condamnant? Dans le cas de l'affirmative, quand?

6. Combien en coûterait-il pour l'agrandir et le rendre utilisable par les avions commerciaux?

7. Le gouvernement songe-t-il à construire un aéroport dans une municipalité voisine et à abandonner celui du Cap-de-la-Madeleine?

8. Le conseil municipal et les organismes publics du comté de Champlain et de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils invités à se faire représenter lors de toute étude de la question?

Question n° 241 par M. Kirk—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au 1er septembre 1957, quel était le nombre des personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux, aux ports d'Halifax, de Saint-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, dans les catégories suivantes: *a*) employés de bureau, *b*) ouvriers, *c*) nettoyeurs et balayeurs, *d*) peintres, *e*) charpentiers, *f*) autres employés spécialisés?

2. Depuis le 1er septembre jusqu'au 15 novembre 1957, quel a été le nombre d'employés de chaque catégorie qui ont été congédiés à chacun de ces ports nationaux?

3. Prévoit-on d'autres congédiements à l'un ou l'autre de ces ports?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 30 novembre 1957.

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur l'application des Parties I et II de la Loi sur la pension du service public pour l'année close le 31 mars 1957, suivant l'article 34 du chapitre 47 des Statuts du Canada (1952-1953) et l'article 49 du chapitre 64 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'un instrument diplomatique, ainsi qu'il suit:

> Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, signé à Ottawa le 11 décembre 1957.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Johnston (Bow-River)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 290)—1. Combien de forclusions ont été instituées en Alberta par la Société centrale d'hypothèques et de logement jusqu'au 31 décembre 1957?

2. Combien de forclusions ont été instituées en Alberta par les organismes de prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement jusqu'au 1er décembre 1957?

3. Quel était, dans chaque cas, le montant des arrérages lorsque des forclusions ont été instituées par la Société centrale d'hypothèques et de logement ou par ses organismes de prêts?

4. Dans combien de cas a-t-on renoncé à présenter une réclamation et que restait-il à verser à l'égard du prêt hypothécaire?

M. LaCroix—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 291)—1. Quel était le nombre de chômeurs dans le district de Québec à la fin du mois de novembre, en 1956 et en 1957?

2. Selon les rapports du Bureau fédéral de la statistique, quel était le nombre des chômeurs dans le district de Québec à la fin du mois de novembre, en 1956 et en 1957?

M. Robichaud—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 292)—1. Durant chaque année, de 1953 à 1957 inclusivement, quel a été le nombre total de travailleurs embauchés dans la main-d'œuvre canadienne?

2. Quel était le nombre total de chômeurs le ou vers le 10 décembre de chaque année, de 1953 à 1957 inclusivement?

3. Quel était le nombre total de chômeurs inscrits aux bureaux d'Edmundston, de Campbellton et de Bathurst, le ou vers le 10 décembre 1956?

4. Quel était le nombre total de chômeurs inscrits à ces mêmes bureaux le ou vers le 10 décembre 1957?

**M. McIlraith*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 46)—Copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre la Commission du district fédéral et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 12 décembre 1957	
16	Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement.....	10 heures du matin
118	Bills privés en général.....	2 h. 30 de l'après-midi
268	Affaires extérieures.....	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 45

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 12 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company";

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois et renvoyé devant le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bonnier,
Boulanger,
Bourque,
Brassard,
Breton,
Brooks,
Broome,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Castleden,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Coates,
Coldwell,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deniset,
Deslières,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
Ellis,
English,
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Huffman,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lesage,
Lewry,
L'Heureux,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
Maloney,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monteith,
Montgomery,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nixon,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Proudfoot,
Quelch,
Rea,
Regier,
Ricard,
Roberge,
Robinson,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Schulz,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Taylor,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vivian,
Walker,
White,
Winkler,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—175.

CONTRE—AUCUN

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Macdonald (Vancouver-Kingsway).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 11 décembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1957, suivant l'article 12 de ladite loi, chapitre 213 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les dépenses et l'administration, par application de la Loi sur l'assistance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 26 des Statuts du Canada (1956).

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Exemplaire du rapport supplémentaire, en date du 23 septembre 1957, de la Commission des Transports du Canada sur la péréquation des tarifs-marchandises, en conformité de l'arrêté en conseil C.P. 1487 du 7 avril 1948 et de l'article 336 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. *Kirk*—Samedi prochain—QUESTION—(N° 49)—Quels sont, jusqu'à ce jour, les résultats de l'enquête sur la possibilité économique du projet d'aménagement de la chaussée de l'Île-du-Prince-Édouard?

*M. *Kirk*—Samedi prochain—QUESTION—(N° 50)—1. Combien de pêcheurs, dans chaque province, *a*) ont fait une demande de prestation d'assurance-chômage, *b*) reçoivent une telle prestation?

2. Quelle est, dans chaque province, la prestation hebdomadaire minimum, maximum et moyenne?

M. *Hahn*—Samedi prochain—QUESTION—(N° 293)—Quel est le nombre de fonctionnaires dans la circonscription électorale de New-Westminster et dans quels ministères sont-ils employés?

M. *Fisher*—Samedi prochain—QUESTION—(N° 294)—1. Depuis 1948, quel a été, pour chaque année, le nombre total des agents du service extérieur au ministère des Affaires extérieures?

2. Durant cette période, le ministère a-t-il employé des agents du service extérieur qui avaient des liens de parenté avec des agents faisant déjà partie du personnel?

3. Combien étaient fils ou frères ou oncles de ces agents?

4. Au cours de la période susmentionnée, le service extérieur a-t-il employé des fils, des frères ou des oncles de membres du Cabinet de sous-ministres? Dans le cas de l'affirmative, combien?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le vendredi 13 décembre 1957	
277	Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques.....	10 heures du matin
118	Affaires extérieures.....	3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 46

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 13 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fraser, du comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, présente le neuvième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la *Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company*".

Une copie des procès-verbaux et des témoignages apportés relativement audit bill est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 7 aux Journaux.*)

Le Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Une objection est formulée, dans le comité, contre la décision du président (M. Rea) sur une question de rappel au Règlement; et comme on en appelle à la Chambre;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité soumet le rapport suivant:

"En comité plénier, alors que celui-ci étudiait le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, M. Argue a proposé l'amendement suivant:

"Que l'article 2 soit modifié par la suppression du chiffre "$250", aux lignes 18, 25 et 33, et son remplacement par le chiffre "$500", et par la suppression du chiffre "$500", aux lignes 20, 26 et 33, et son remplacement par le chiffre "$750".

M. Green a invoqué le Règlement pour dire que l'amendement était irrégulier, parce qu'il n'est pas loisible à un simple député de proposer une réduction dans un projet d'impôt soumis par le gouvernement.

J'ai décidé qu'à mon avis l'amendement était recevable.

Sur quoi, M. Green en a appelé à la Chambre de la décision du président."

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: La décision du président doit-elle être maintenue? Et la décision n'est pas maintenue, d'après le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Ashbourne,
Barbès,
Barnett,
Batten,
Blackmore,
Boulanger,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Crestohl,
Dechêne,
Dumas,
Ellis,
Fisher,
Gardiner,
Gauthier (Portneuf),
Gour,
Habel,
Hahn,
Hansell,
Holowach,
Huffman,
Irwin,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Kirk,
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leboe,
Legaré,
Lesage,
Lewry,
Low,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
Martin (Timmins),
Nixon,
Olson,
Patterson,
Peters,
Pickersgill,
Quelch,
Raymond,
Regier,
Robichaud,
St-Laurent (Québec-Est),
Schulz,
Stefura,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Villeneuve (Roberval),
Yuill,
Zaplitny—60.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Anderson,
Arsenault,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Best,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Charlton,
Chown,
Coates,
Courtemanche,
Crouse,
Diefenbaker,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fulton,
Green,
Grills,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Jones,

Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kucherepa,
Lambert,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Pallett,
Phillips,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Simpson,
Small,
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Taylor,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
White,
Wratten—72.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, selon l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Aiken, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 103 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo".

Bill n° 104 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown".

Bill n° 105 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture".

Bill n° 106 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Antonio Bucci".

Bill n° 107 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Robert".

Bill n° 108 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield".

Bill n° 109 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham".

Bill n° 110 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk".

Bill n° 111 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Alfred Crease".

Bill n° 112 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker".

Bill n° 113 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté".

Bill n° 114 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois".

Bill n° 115 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray".

Bill n° 116 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claus Elstorpff".

Bill n° 117 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Denis LeBlanc".

Bill n° 118 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh".

Bill n° 119 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard".

Bill n° 120 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman".

Bill n° 121 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk".

Bill n° 122 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay".

Bill n° 123 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier".

Bill n° 124 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herman Rayvals".

Bill n° 125 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas".

Bill n° 126 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard".

Bill n° 127 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette".

Bill n° 128 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major".

Bill n° 129 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace.

Bill n° 130 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean".

Bill n° 131 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann".

Bill n° 132 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Fishman".

Bill n° 133 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise".

Bill n° 134 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas".

Bill n° 135 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman".

Bill n° 136 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier".

Bill n° 137 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender".

Bill n° 138 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore".

Bill n° 139 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville".

Bill n° 140 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good".

Bill n° 141 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon".

Bill n° 142 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Newell".

Bill n° 143 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold".

Bill n° 144 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos".

Bill n° 145 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stefan Weber".

Bill n° 146 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire".

Bill n° 147 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin".

Bill n° 148 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott".

Bill n° 149 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern".

Bill n° 150 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake".

Bill n° 151 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue".

Bill n° 152 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski".

Bill n° 153 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland".

Bill n° 154 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson".

Bill n° 155 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce".

Bill n° 156 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb".

Bill n° 157 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman".

Bill n° 158 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds".

Bill n° 159 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte".

Bill n° 160 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman".

Bill n° 161 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow".

Bill n° 162 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson".

Bill n° 163 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur".

Bill n° 164 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker".

Bill n° 165 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski".

Bill n° 166 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal".

Bill n° 167 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann".

Bill n° 168 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn".

Bill n° 172 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge".

Bill n° 173 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey".

Bill n° 174 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Renaud".

Bill n° 175 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson".

Bill n° 176 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard".

Bill n° 177 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay".

Bill n° 178 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann".

Bill n° 179 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm".

Bill n° 180 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden".

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

Bill n° 182 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy".

Bill n° 183 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon".

Bill n° 184 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault".

Bill n° 185 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams".

Bill n° 186 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier".

Bill n° 187 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly".

Bill n° 188 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham".

Bill n° 189 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson".

Bill n° 190 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky".

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Garnet Mills".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Chown, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

Le Bill n° 195 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd" (*Modifié par le comité permanent des chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques*), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre amendement, étudié sous sa forme modifiée, lu une troisième fois et adopté.

Les bills suivants sont lus respectivement une deuxième fois, sur division, et renvoyés au comité permanent des bills privés en général (avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet desdits bills):

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 3, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours;

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Zaplitny, propose,— Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, et après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motoin n° 21*) demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 21 juin 1957 entre le premier ministre, le ministre des Transports ou d'autres membres du gouvernement et le premier ministre du Manitoba, relativement aux droits de circulation aérienne des autres sociétés qu'Air-Canada à Winnipeg.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 204*) demandant l'état suivant: 1. Un rapport des dépenses d'élection de chaque candidat élu à la Chambre des communes le 10 juin 1957 a-t-il été déposé avant l'ouverture du Parlement le 14 octobre 1957?

2. Sinon, quels sont les noms de tous les députés pour le compte desquels les rapports des dépenses d'élection n'avaient pas été déposés le 14 octobre 1957?

3. Ces rapports ont-ils été déposés au nom de quelques députés depuis le 14 octobre 1957? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces députés et à quelles dates ces rapports ont-ils été déposés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 227*) demandant l'état suivant: 1. Le 1er juin 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

2. Le 1er novembre 1957, quel était le nombre de personnes à l'emploi de chaque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

3. Est-on à prendre des mesures en vue de réduire dans un avenir prochain le personnel de quelque ministère du gouvernement fédéral dans la ville de Regina?

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 4 novembre 1957 (**Avis de motion n° 12*) demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 10 juin 1957, entre le ministre des Travaux publics et tout particulier, recommandant ou approuvant le congédiement du contremaître de brise-lames dans le comté de Charlotte (Nouveau-Brunswick).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont été affichés ce treizième jour de décembre, et seront pris en considération par le Comité permanent des bills privés en général le ou après le lundi 16 décembre:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe". —*M. Rea.*

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka". —*M. Rea.*

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".—*M. Rea.*

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".—*M. Rea.*

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".—*M. Rea.*

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".—*M. Rea.*

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".—*M. Rea.*

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".—*M. Rea.*

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".—*M. Rea.*

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".—*M. Rea.*

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".—*M. Rea.*

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".—*M. Rea.*

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".—*M. Rea.*

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".—*M. Rea.*

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".—*M. Rea.*

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".—*M. Rea.*

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".—*M. Rea.*

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".—*M. Rea.*

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".—*M. Rea.*

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".—*M. Rea.*

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".—*M. Rea.*

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".—*M. Rea.*

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom de Yvonne-Florence Kee Durocher". —*M. Rea.*

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".—*M. Rea.*

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".—*M. Rea.*

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde". —*M. Rea.*

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".—*M. Rea.*

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".—*M. Rea.*

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".—*M. Rea.*

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".—*M. Rea.*

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".—*M. Rea.*

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".—*M. Rea.*

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".—*M. Rea.*

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".—*M. Rea.*

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".—*M. Rea.*

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. McMillan—Lundi prochain—QUESTION—(N° 295)—1. Au cours des années 1955, 1956 et, en 1957 jusqu'à ce jour, quelle a été, au Canada, la fréquence des cas de poliomyélite antérieure?

2. Dans combien de cas, la poliomyélite a-t-elle causé la mort ou quelque forme de paralysie?

3. Combien d'enfants et d'adultes ont reçu la dose maximum de vaccin Salk?

4. La production future du vaccin Salk sera-t-elle vraisemblablement suffisante?

M. Hahn—Lundi prochain—QUESTION—(N° 296)—Quel est le nombre de fonctionnaires civils dans les endroits suivants de la Colombie-Britannique: New-Westminster, Cloverdale, White-Rock, Ladner, Langley, le port douanier de Douglas, et dans quels ministères sont-ils employés?

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-chômage en vue de retrancher la disposition dite restrictive des accords jusqu'ici ou désormais conclus et d'apporter certaines modifications propres à améliorer l'application de la loi, en éliminant certaines dispositions désuètes.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le lundi 16 décembre 1957	
118	Affaires extérieures.....	3 heures de l'après-midi
	Le mardi 17 décembre 1957	
118	Bills privés en général.....	2 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 47

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 14 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

Le Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, est étudié de nouveau en comité plénier et rapporté sans amendement.

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation;

M. Macdonnell, appuyé par M. Harkness, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à l'établissement d'un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits agricoles qui y seront désignés et prévoyant la garantie des prix à l'égard de tout autre ou tous autres produits agricoles que le gouverneur en conseil peut désigner au besoin. Ladite mesure comprendra des dispositions aux fins suivantes: l'établissement d'un Office et d'un Comité consultatif, la nomination de membres et de préposés et le paiement de leurs traitements et frais; le paiement des frais et des dépenses d'administration; l'établissement, au Fonds du revenu consolidé, d'une caisse renouvelable et l'autorisation de dépenses, sur cette caisse, pour les objets de la mesure projetée, jusqu'à concurrence de deux cent cinquante millions de dollars, en plus de la dépense des sommes provenant de la vente des produits agricoles et des autres revenus qui en sont retirés. La mesure comprendra en outre toutes autres dispositions qui y sont connexes et qui en découlent, et sont nécessaires pour donner suite au régime susmentionné.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A 6 heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

RECTIFICATIF

De la liste des bills privés inscrits à la page 275 des *Procès-verbaux* du vendredi 13 décembre, qui ont été étudiés dans le comité plénier et lus une troisième fois, supprimer le bill ci-après:

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 297)—1. Depuis combien de temps l'émission *Fighting Words* figure-t-elle à l'horaire des programmes de la Société Radio-Canada et quel a été le nombre d'émissions de cette série?

2. Quelle somme globale a-t-on dépensée pour ces émissions?

3. Sur ce montant, combien a-t-on dépensé aux titres des dépenses et des cachets versés à ceux qui participent à ce forum, l'animateur excepté?

4. M. Nathan Cohen appartient-il à la catégorie des fonctionnaires rétribués de la Société Radio-Canada ou quelle fonction précise remplit-il à la Société?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le lundi 16 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	3 heures de l'après-midi
	Le mardi 17 décembre 1957	
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 48

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Green, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre (13 décembre 1957) touchant l'état actuel des relations internationales, adressée au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

M. Monteith, appuyé par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), propose,—Que la chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-chômage en vue de retrancher la disposition dite restrictive des accords jusqu'ici ou désormais conclus et d'apporter certaines modifications propres à améliorer l'application de la loi, en éliminant certaines dispositions désuètes.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. McIlraith, appuyé par M. Dumas, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre la Commission du district fédéral et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson. (**Avis de motion n° 46*)

Il est fait appel, pour la seconde fois, de l'article portant le numéro 2 de la rubrique *Avis de motions;* comme il n'y est pas donné suite, il est supprimé suivant le paragraphe 1 de l'article 48 du Règlement.

M. McIvor, appuyé par M. Houck, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative propre à augmenter la pension des fonctionnaires publics et des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui, après de longs états de service, ont pris leur retraite à une époque où les traitements étaient peu élevés, de manière qu'elle se rapproche davantage du niveau des pensions actuelles.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 31*) demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre le premier ministre ou tout ministre de la Couronne et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont au-dessus du canal Rideau à l'avenue Bronson.

A 10 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Benidickson—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 298)—1. Combien d'anciens combattants reçoivent actuellement le montant maximum de $1,800 à titre d'allocation d'impotence?

2. Parmi ceux qui reçoivent cette allocation, combien touchent une pension parce que leur état ou invalidité requiert des soins?

3. Quel est le nombre actuel d'anciens combattants paraplégiques qui reçoivent une pension et, sur ce nombre, combien reçoivent le montant maximum annuel de $1,800 à titre d'allocation d'impotence?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 17 décembre 1957	
118	Affaires extérieures	11 heures du matin
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 49

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 17 DÉCEMBRE 1957

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont agréé, sans modification, les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill n° 102 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".

Le Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 19 à 22 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 13, Loi modifiant le Code criminel (Activité subversive);

M. LaCroix, appuyé par M. Maltais, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à six heures.

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, en vue de porter de deux cent cinquante millions à quatre cents millions de dollars le montant global qui peut être versé, sur le Fonds du revenu consolidé, en vertu du paragraphe (1) de l'article 22 de la loi, et en vue de diminuer les versements initiaux.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Green, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 169, Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.

Bill n° 231, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 149*) demandant l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited*, d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Durant la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), a-t-elle fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, la *Fairey Aviation Company of Canada Limited,* d'Eastern Passage (Nouvelle-Écosse), avait-elle inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 38*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés au cours des années 1954, 1955 et 1956, entre le ministère des Transports et la Coopérative de téléphone de Saint-Philibert de Beauce ou toute personne chargée de la représenter, relativement à une demande de subvention faite par cette société.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. *MacEachen*—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 51)—1. Le gouvernement fédéral, lors de ses négociations avec la province de la Nouvelle-Écosse, a-t-il pris des renseignements au sujet des taux de l'électricité actuellement demandés aux usagers industriels de cette province?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont actuellement ces taux?

M. MacEachen—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 299)—1. Dans chaque province du Canada, combien de prêts ont été consentis par *a*) les banques à charte, b) les caisses populaires, sous le régime de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche?

2. Existe-t-il une statistique du nombre des demandes rejetées?

M. MacEachen—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 300)—Quelles entreprises de recherches sur les nouvelles utilisations du charbon, s'il en est, dirige actuellement quelque organisme du gouvernement fédéral?

M. MacEachen—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 301)—1. Quel est le coût estimatif de la production de l'électricité provenant de Beechwood sous le régime actuel de financement?

2. Quelle sera, par mille, la réduction estimative du coût de production lorsque le gouvernement fédéral consentira des prêts à un taux d'intérêt moins élevé?

M. MacEachen—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 302)—De 1953 à 1957 inclusivement, combien d'immigrants se sont établis chaque année en Nouvelle-Écosse?

M. Winch—Jeudi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale)".

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957

N° 50

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le sixième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom de Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

*Question n° 48 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on l'habitude d'embaucher des hommes pour les navires de l'État chaque saison?

2. Des députés des circonscriptions électorales d'où partent ces navires ont-ils fourni des listes de candidats aux emplois éventuels aux préposés à l'embauchage?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces députés?

Question n° 289 par M. Thrasher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement étudie-t-il la question de l'achat au Canada des châssis des véhicules suivants: camions à incendie, camions chasse-neige et camions-citernes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces châssis achetés au Canada entre le 21 juin et le 1er décembre 1957?

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation;

M. Green, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-chômage et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Hansell—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 303)—1. Au cours de l'année écoulée, la Société Radio-Canada a-t-elle écrit à des stations de radio ou de télévision privées parce que ces stations *a*) avaient enfreint les règlements, *b*) ne s'étaient pas conformées aux obligations contractées envers les autorités dont elles détenaient des permis?

2. Dans le cas de l'affirmative, à combien de stations la Société a-t-elle écrit et quelles sont ces stations?

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 304)—1. Depuis 1951, le ministère de la Production de défense a-t-il reçu des demandes relatives à la dépréciation accélérée de la part d'aciéries ou de fabricants d'acier? Dans le cas de l'affirmative, combien?

2. Quelles demandes, s'il en est, ont été agréées, de quelles sociétés a-t-on accepté les demandes et quels étaient les montants visés?

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 305)—1. Quel est le nombre des traducteurs de documents rédigés en langue russe, *a*) au Bureau des traducteurs, *b*) dans chacune des autres Divisions du gouvernement?

2. Quel pourcentage des traductions confiées à l'extérieur est classé pour des raisons de sécurité?

3. Combien de temps s'écoule-t-il, en moyenne, entre une demande de traduction et la réception du texte traduit?

4. Quelle était l'accumulation des demandes de traduction le 18 décembre 1957?

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 306)—1. Quelles sont les normes suivies par l'Imprimeur de la Reine pour établir le prix de vente d'une publication émanant d'un ministère?

2. Quelles sont les normes suivies pour établir les frais imputés au ministère?

3. Quels sont les arrangements pris avec les ministères dans les cas de diminution ou changement du prix exigé par l'Imprimeur de la Reine, lorsque la vente des publications, par l'Imprimerie nationale, dépasse les prévisions?

4. Si on ne vend pas tous les exemplaires d'une publication, de quelle façon impute-t-on cette perte au ministère intéressé?

5. En ce qui concerne une publication fédérale à succès, combien l'Imprimeur de la Reine alloue-t-il à un ministère au titre des frais antérieurs à la publication: rédaction, préparation, photographie, etc.?

M. Fisher—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 307)—1. Durant la dernière année financière, quelle somme globale a-t-on dépensée pour la préparation, l'impression et la distribution de la Liste quotidienne des publications fédérales?

2. Combien de personnes et d'institutions, à l'exception du Parlement et des services fédéraux, jouissent du privilège de choisir des publications; combien ont le droit de recevoir les publications énumérées dans cette Liste quotidienne et combien font usage de ce droit?

3. Durant la dernière année financière, quelle somme estimative représentait la distribution gratuite de ces publications?

4. Dans la vérification du coût de la distribution gratuite, alloue-t-on un montant aux ministères pour la perte de revenu qu'entraîne une telle distribution?

M. Pickersgill—Vendredi prochain—La proposition de résolution suivante —La Chambre est d'avis que l'on devrait étudier l'à-propos de modifier le Règlement en vue de prescrire que les décisions de l'Orateur seront sans appel et que les décisions du président des comités pléniers de la Chambre pourront faire l'objet d'un appel à l'Orateur dont la décision sera définitive.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957

N° 51

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 19 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre, —Exemplaire d'une déclaration, en date du 18 décembre 1957, énonçant les projets et les modalités de l'aide dont le Canada a approuvé le financement en Inde, au Pakistan et à Ceylan dans le cadre du plan de Colombo.

M. Winch, appuyé par M. Ellis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 239, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited*, d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton, est étudié en comité plénier, rapporté avec un amendement et étudié selon sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

Le Bill n° 72 (I du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assistance-chômage.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur l'assistance-chômage en vue de retrancher la disposition dite restrictive des accords jusqu'ici ou désormais conclus et d'apporter certaines modifications propres à améliorer l'application de la loi, en éliminant certaines dispositions désuètes.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée à plus tard ce jour même.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions;

M. Brooks, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Carter.

Conformément à l'ordre spécial adopté ce jour même, il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage;

M. Monteith, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 232, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Brooks, appuyé par M. Green: Que le Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié selon sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, M. Brooks, appuyé par M. Green, propose, —Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Starr, appuyé par M. MacLean: Que le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, soit maitenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 décembre 1957 (*Question n° 148*) demandant l'état suivant: 1. Au cours des années financières terminées le 31 mars 1955, 1956 et 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars, au cours de chaque année?

2. Au cours de la période allant du 1er avril au 31 octobre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax ont-ils fourni des marchandises et des services au gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, pour quel montant, en dollars?

3. Le 1er novembre 1957, les chantiers de construction navale d'Halifax avaient-ils inexécuté des commandes passées par le gouvernement fédéral pour des marchandises et des services? Dans le cas de l'affirmative, quel en était le montant, en dollars?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 8*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents, échangés depuis le 10 juin 1957 entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario, relativement à l'adhésion de cette province à la loi de 1956 sur l'assurance-chômage.

Par M. MacDonald (Antigonish-Guysborough), adjoint parlementaire, pour le ministre des Transports,—Exemplaire de l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1957-1670, approuvé le 13 décembre 1957: approuvant le budget d'établissement revisé de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année expirant le 31 décembre 1957.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Martin (*Essex-Est*)—Samedi prochain—QUESTION—(N° 308)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations l'invitant à prolonger le délai du contrat passé avec la *Chrysler Corporation of Canada* relativement à la fabrication d'une fusée?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des mesures en vue de poursuivre cette entreprise?

M. Ellis—Samedi prochain—QUESTION—(N° 309)—1. Le ministère des Postes diminue-t-il ou diminuera-t-il incessamment le personnel du bureau de poste de Regina?

2. Dans le cas de l'affirmative, dans quelles divisions ou catégories de services a-t-on effectué ou effectuera-t-on une telle diminution du personnel?

3. Quelle est, dans chaque cas, la raison de la diminution actuelle ou éventuelle du personnel?

4. Qui a conseillé ou recommandé une telle décision?

5. Quelles dispositions prend-on à l'égard des employés affectés par cette diminution?

M. Fisher—Samedi prochain—QUESTION—(N° 310)—1. Durant l'année financière terminée le 31 mars 1957, l'Imprimeur de la Reine a-t-il placé des commandes d'impression à l'extérieur? Dans le cas de l'affirmative, quels montants représentent ces commandes et dans quelles provinces ont-elles été placées?

2. S'il en a été ainsi, a-t-on placé des commandes sans avoir fait un appel de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, auprès de quelles imprimeries et pour quels montants?

M. Fisher—Samedi prochain—QUESTION—(N° 311)—1. Suivant quel mode le surintendant des achats du département des Impressions et de la Papeterie publiques obtient-il *a*) tous les articles de papeterie et toutes les fournitures requises pour l'impression, la reliure, etc., *b*) tous les contrats d'impression à l'extérieur?

2. Par l'entremise de quelles agences, dans quels journaux et dans quelles provinces, annonce-t-on les soumissions relatives aux contrats d'impression à l'extérieur?

Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales—Samedi prochain—En comité plénier—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour autoriser le gouvernement du Canada à conclure des accords avec toute province de l'Atlantique, prévoyant une aide en ce qui concerne la production d'énergie

électrique au moyen de centrales thermiques d'électricité ainsi que le contrôle et la transmission de cette énergie, et comprenant des dispositions en vue du paiement d'une subvention quant au charbon utilisé dans la production de l'énergie électrique.

Le ministre de la Justice—Samedi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Abattage d'animaux)".

Édmond Cloutier, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957

N° 52

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 20 décembre 1957

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 20 décembre, à midi quarante-cinq minutes, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 199, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Bill n° 238, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles;

M. Harkness, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 196, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Bill n° 197, Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

Bill n° 240, Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage.

Bill n° 35, Loi modifiant la Loi sur les pensions.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Marguerite Downie Malo.
Loi pour faire droit à Irene Patricia Heffernan Brown.
Loi pour faire droit à Catherine Ann Naylor Couture.
Loi pour faire droit à Antonio Bucci.
Loi pour faire droit à Maurice Robert.
Loi pour faire droit à Frances Dorothy Denenberg Bloomfield.
Loi pour faire droit à Theodore Elbert Holtham.
Loi pour faire droit à Claude Murray Kirk.
Loi pour faire droit à John Alfred Crease.
Loi pour faire droit à Catherine Rita Marian Laker.
Loi pour faire droit à Jacqueline Marchand Côté.
Loi pour faire droit à Pola Baron Brisebois.
Loi pour faire droit à Graziella Bernier Murray.
Loi pour faire droit à Claus Elstorpff.
Loi pour faire droit à Denis LeBlanc.

Loi pour faire droit à Patricia Mary Gorman Walsh.
Loi pour faire droit à Madeline Audrey Booth Hibbard.
Loi pour faire droit à Lily Sklar Titleman.
Loi pour faire droit à Alice Florence Chaisson Boychuk.
Loi pour faire droit à Cécile Chagnon Tremblay.
Loi pour faire droit à Roger-Albert Bersier.
Loi pour faire droit à Herman Rayvals.
Loi pour faire droit à Helen Frances Knight Koomas.
Loi pour faire droit à Marie-Cécile-Philomène-Gilberte Prégent Bouchard.
Loi pour faire droit à Joyce Eugenie Swanburg Millette.
Loi pour faire droit à Evelyn Mahaffy Major.
Loi pour faire droit à Ruth Mary Ledden Wallace.
Loi pour faire droit à Catherine Lammie Graham McLean.
Loi pour faire droit à Irene Tinkoff Goldmann.
Loi pour faire droit à Joseph Fishman.
Loi pour faire droit à Lucille Therrien Deguise.
Loi pour faire droit à Doris Rose May Cook Thomas.
Loi pour faire droit à Olive Clara Benson Pitman.
Loi pour faire droit à Mildred Irene Mitchell Gauthier.
Loi pour faire droit à Laurette Racine Pollender.
Loi pour faire droit à George Wilkinson Pridmore.
Loi pour faire droit à Kathleen Mary Hicks Rainville.
Loi pour faire droit à Violet June Bockus Good.
Loi pour faire droit à Ethel Rappaport Lomon.
Loi pour faire droit à William Newell.
Loi pour faire droit à Sally Ruth Pall Gold.
Loi pour faire droit à Nicholas Vlahos.
Loi pour faire droit à Stefan Weber.
Loi pour faire droit à Mary Russell Leclaire.
Loi pour faire droit à Joseph-Roland Langevin.
Loi pour faire droit à Eileen Hannah Thomson Scott.
Loi pour faire droit à Miriam Jurist Stern.
Loi pour faire droit à Bernice Edith Knights Blake.
Loi pour faire droit à Michael Francis McTigue.
Loi pour faire droit à Zygmunt Habdank Bielinski.
Loi pour faire droit à Daphne Louisa Ruby Burrows Newland.
Loi pour faire droit à Reine Isabel Charles Bisson.
Loi pour faire droit à Elizabeth Cave Collyer DuBoyce.
Loi pour faire droit à Elvi Russak Urb.
Loi pour faire droit à Norma Rose Cohen Freeman.
Loi pour faire droit à Shirley Janet Whitton Ladds.
Loi pour faire droit à Venise Gosselin Hotte.
Loi pour faire droit à Bertha Wexler Azeman.
Loi pour faire droit à Emilia Shutko Suranow.
Loi pour faire droit à Amy Isabel Wonham Saunderson.

Loi pour faire droit à Marie-Anna-Eliza Labrecque Ladouceur.
Loi pour faire droit à Donald Stewart Walker.
Loi pour faire droit à John Joseph Sebaski.
Loi pour faire droit à Gwen Horne Segal.
Loi pour faire droit à Gwendolyn Alice Wilson Hermann.
Loi pour faire droit à Agnes Traiton Rathburn.
Loi pour faire droit à Loueisa Knutton Roberge.
Loi pour faire droit à Dorothy Miriam Skinner Stuckey.
Loi pour faire droit à Albert Renaud.
Loi pour faire droit à David St. Clair Wilson.
Loi pour faire droit à Omer-Arthur Ménard.
Loi pour faire droit à Dorothy Nettie Clarke Hay.
Loi pour faire droit à Frederick William Hovermann.
Loi pour faire droit à Bertha Viola Beatrice Good Malcolm.
Loi pour faire droit à Mabel Florence Adams Hadden.
Loi pour faire droit à Marie-Marthe Moreau Roy.
Loi pour faire droit à Pierrette Picard Gagnon.
Loi pour faire droit à Marcelle Richard Deschambault.
Loi pour faire droit à Florence Irene Burness Williams.
Loi pour faire droit à Jean-Paul Pelletier.
Loi pour faire droit à Mildred Mabel Desmarais Demers Joly.
Loi pour faire droit à Léonne-Liane-Andrée Bélanger Botham.
Loi pour faire droit à Shirley Alma Lawson Wilson.
Loi pour faire droit à Sarah Yampolsky Pinsky.
Loi pour faire droit à Karina Mercs Bunte.
Loi pour faire droit à William Garnet Mills.
Loi pour faire droit à Violet Pitman Proulx.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa à New-York.

Loi modifiant la Loi concernant la "Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company".

Loi concernant la "St. Mary's River Bridge Company".

Loi concernant l'"Alaska-Yukon Pipelines Ltd".

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

Loi modifiant la Loi aidant à la construction de navires au Canada.

Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba.

Loi concernant les commissaires du havre de Hamilton.

Loi modifiant la Loi sur l'assistance-chômage.

Loi modifiant la Loi sur les pensions.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny, propose en amendement: Que le Bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Un débat s'élève et se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Aiken, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 200 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Rothe".

Bill n° 201 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vasyl Dudka".

Bill n° 202 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan".

Bill n° 203 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois".

Bill n° 204 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson".

Bill n° 205 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roméo Raymond".

Bill n° 206 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Allard Huint".

Bill n° 207 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman".

Bill n° 208 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Toulouse".

Bill n° 209 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter".

Bill n° 210 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella".

Bill n° 211 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha".

Bill n° 212 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux".

Bill n° 213 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante".

Bill n° 214 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo".

Bill n° 215 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina".

Bill n° 216 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael".

Bill n° 217 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard".

Bill n° 219 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Todascu".

Bill n° 220 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates".

Bill n° 221 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine".

Bill n° 222 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher".

Bill n° 223 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt".

Bill n° 224 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx".

Bill n° 225 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lionel Houde".

Bill n° 226 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume".

Bill n° 227 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone".

Bill n° 228 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand".

Bill n° 229 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein".

Bill n° 230 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock".

Bill n° 233 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon".

Bill n° 234 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur".

Bill n° 235 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault".

Bill n° 236 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Aiken, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 12 à 16 inclusivement sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 18, 19 et 20 sont appelés, respectivement, et réservés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 2, Loi accordant aux employés des vacances annuelles payées, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois, et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 11 décembre 1957 (*Question n° 152*) demandant l'état suivant: 1. Existe-t-il un aéroport dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine?

2. Dans le cas de l'affirmative, qui en est le propriétaire et l'exploitant?

3. Le gouvernement fédéral l'occupe-t-il pour des fins publiques? Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

4. Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé pour l'améliorer, construire des édifices, des hangars, etc.?

5. Des ingénieurs ont-ils fait des rapports le condamnant? Dans le cas de l'affirmative, quand?

6. Combien en coûterait-il pour l'agrandir et le rendre utilisable par les avions commerciaux?

7. Le gouvernement songe-t-il à construire un aéroport dans une municipalité voisine et à abandonner celui du Cap-de-la-Madeleine?

8. Le conseil municipal et les organismes publics du comté de Champlain et de la cité du Cap-de-la-Madeleine seront-ils invités à se faire représenter lors de toute étude de la question?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'instrument diplomatique suivant:

Échange de notes entre le Canada et la République Fédérale d'Allemagne mettant en vigueur l'Accord de coopération signé à Ottawa le 11 décembre, concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique, signées à Ottawa le 18 décembre 1957 (textes français et anglais).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 40*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1953 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, relativement au projet de construction d'un pont sur la rivière Restigouche pour relier Campbellton (Nouveau-Brunswick) et le village de Pointe-à-la-Croix (Québec).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Répones à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 28*) demandant un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a, en vertu de son statut de constitution, exproprié les biens, (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par l'Administration à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard de terrains, d'améliorations, de dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), *a*) dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent, en ce qui regarde les terrains, sauf ceux qui appartiennent aux Indiens, *b*) à Pointe Iroquois, tant dans la ville d'Iroquois que dans le township de Matilda, comté de Dundas, dans la section internationale du fleuve Saint-Laurent.

Par M. Hees,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 29*) demandant un état indiquant les noms de tous les propriétaires dont le ministère des Transports a exproprié les biens (en en donnant une brève description), l'étendue des terrains expropriés et l'indemnité versée par le ministère à chaque propriétaire (en tenant compte de l'indemnité versée à l'égard des terrains, des améliorations, des dommages, et de toute autre catégorie d'indemnité), dans la ville de Cornwall, entre le chemin de la reine n° 2 et le canal de Cornwall allant au nord et au sud, et le pont international et la route d'une longueur de neuf milles allant à l'est et à l'ouest, dans ladite ville.

Par M. Hees,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 11 décembre 1957 (*Question n° 241*) demandant l'état suivant: 1. Au 1er septembre 1957, quel était le nombre des personnes à l'emploi du Conseil des ports nationaux, aux ports d'Halifax, de Saint-Jean, de Chicoutimi, de Québec, de Montréal et de Vancouver, dans les catégories suivantes: *a*) employés de bureau, *b*) ouvriers, *c*) nettoyeurs et balayeurs, *d*) peintres, *e*) charpentiers, *f*) autres employés spécialisés?

2. Depuis le 1er septembre jusqu'au 15 novembre 1957, quel a été le nombre d'employés de chaque catégorie qui ont été congédiés à chacun de ces ports nationaux?

3. Prévoit-on d'autres congédiements à l'un ou l'autre de ces ports?

Par M. MacLean, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office de la recherche en pêcheries du Canada pour la période allant du 1er janvier 1956, au 31 mars 1957.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1957

N° 53

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 21 DÉCEMBRE 1957

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 241, Loi modifiant le Code criminel (Abattage d'animaux), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. MacLean, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour autoriser le gouvernement du Canada à conclure des accords avec toute province de l'Atlantique, prévoyant une aide en ce qui concerne la production d'énergie électrique au moyen de centrales thermiques d'électricité ainsi que le contrôle et la transmission de cette énergie, et comprenant des dispositions en vue du paiement d'une subvention quant au charbon utilisé dans la production de l'énergie électrique.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard ce jour même.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne aux *Motions*.

Et après quelque temps;

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures huit minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'au vendredi 3 janvier 1958, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le mercredi 11 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

**M. Pickersgill*—Le vendredi 3 janvier prochain—QUESTION—(N° 52)—1. Le gouvernement ou le National-Canadien étudie-t-il la question de remplacer les voies étroites par des voies normales sur le chemin de fer de Terre-Neuve?

2. Sinon, se propose-t-on d'étudier l'opportunité d'un tel changement?

M. Bourget—Le vendredi 3 janvier prochain—QUESTION—(N° 312)—1. Quels ont été les travaux exécutés dans le comté de Gaspé par le ministère des Travaux publics au cours de la présente année financière?

2. Dans chaque cas, *a*) à quelle date a-t-on commencé les travaux, *b*) quel a été le coût des travaux, *c*) quels sont les noms des contremaîtres des travaux et quelle somme a-t-on versée à chacun?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1957.

N° 54

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 3 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie d'un communiqué de presse, daté du 24 décembre 1957, concernant le programme de restriction volontaire des importations d'huile mis en œuvre par le gouvernment des États-Unis.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant le numéro 14 est appelé et réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 6, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votation aux bureaux provisoires);

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Nicholson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $257,324,674.84 soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 16, 52, 57, 69, 71, 100, 116, 117, 131, 132, 134, 153, 156, 158, 217, 218, 219, 227, 248, 252, 281, 307, 322, 324, 328, 333, 334, 335, 336, 355, 361, 364, 365, 367, 373, 389, 391, 397, 399, 422, 428, 432 et 460, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $983,904.25, soit le douzième du total des montants des articles 148 et 301 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $1,393,571.59, soit le douzième du total des montants des articles énumérés dans le budget supplémentaire de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 621, 626, 635, 640 et 654, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement;

en outre, une somme n'excédant pas $2,138,888.89, soit le neuvième du total des montants des articles 669 et 670, énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (1) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et une somme n'excédant pas $125,000.00, soit le douzième du montant de l'article 668 dudit budget;

en outre, une somme n'excédant pas $7,338,888.17, soit le sixième du total des montants des articles énumérés dans le nouveau budget supplémentaire (2) de l'année financière expirant le 31 mars 1958, sauf les articles 692, 729, 732, 737, 754 et 759, présenté à la Chambre des Communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, une somme n'excédant pas $3,067,583.34, soit le douzième des montants des articles 692, 729, 732 et 737 dudit budget,

soient attribuées à Sa Majesté à l'égard de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau plus tard ce jour même.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année

financière expirant le 31 mars 1958, la somme de $272,372,511.08 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada, comme l'indique la résolution adoptée à la date de ce jour en comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming, appuyé par M. Pearkes, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 242, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958, qui est lu une première fois.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 17*) demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er avril 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et les gouvernements des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ou leurs Commissions d'énergie respectives, relativement à la mise en valeur de l'énergie électrique.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 novembre 1957 (**Avis de motion n° 26*) demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents, reçus ou adressés depuis le 10 juin 1957 par le ministre des Travaux publics, ou tout autre ministre, ou tous fonctionnaires du ministère des Travaux publics ou d'autres ministères du gouvernement, relativement au renvoi de MM. Ambrose Truman et Charles Kratzmeir du bureau de poste de Brantford.

Par Mme Fairclough,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 25 novembre 1957 (**Avis de motion n° 35*) demandant la copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents datés depuis le 1er janvier 1954 et échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique et toutes autres personnes, sociétés et tout groupement, relativement à la route désignée sous le nom de Stewart-Cassiar.

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (Question n° 135) demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre d'Indiens résidant actuellement dans la réserve de White-Bear, Carlyle (Saskatchewan)?

2. Sur ce nombre, combien sont des Cris?

3. Sur ce nombre, combien sont des Assiniboines?

4. Durant chaque année, depuis 1948, quel a été le revenu provenant de baux miniers, de redevances sur le pétrole, de permis de pêche ou autres, dans la réserve de White-Bear?

5. Durant chaque année, depuis 1948, quels ont été les autres revenus?

6. Durant chaque année, depuis 1948, qu'a-t-on fait des revenus?

7. En 1956, à combien s'élevait la caisse de fiducie de la bande de White-Bear?

8. Comment et selon quels principes s'effectue la dépense des deniers de la caisse de fiducie de la bande?

9. Quel a été le coût de construction du dispensaire et de la résidence des infirmières dans la réserve de White-Bear?

10. Durant chaque année, depuis 1950, quelle valeur représentent la machinerie et les bestiaux livrés aux Indiens de White-Bear?

11. En quoi consistaient cette machinerie et ces bestiaux?

12. *a*) Depuis 1948, combien d'Indiens pur sang ont rempli des postes administratifs relevant de la Division des Affaires indiennes? *b*) Quelle était la nature de leur emploi?

13. Durant chaque année, depuis 1948, quelle valeur globale représentent les rations alimentaires accordées aux Indiens de la réserve de White-Bear?

14. Depuis 1948, combien de maisons a-t-on construites dans la réserve de White-Bear?

15. Combien d'années se sont écoulées depuis la construction de la clôture entourant la réserve?

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 9 décembre 1957 (**Avis de motion n° 44*) demandant la copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1954 entre le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou tout fonctionnaire dudit ministère à Ottawa et l'un ou l'autre des directeurs du *Calgary Citizenship Council,* au sujet du centre de réception de ce groupement.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 25 décembre 1957, selon l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 4 décembre 1957 (**Avis de motion n° 42*) demandant la copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus ou envoyés depuis le 21 juin 1957 par le ministre des Travaux publics ou tout autre ministre, ou par tout fonctionnaire du ministère des Travaux publics ou de tout autre ministère du gouvernement, relativement à la mise à pied de M. John MacDonald, inspecteur des réparations au quai de Cribbin's-Point, comté d'Antigonish (Nouvelle-Écosse).

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (**Avis de motion n° 6*) demandant la copie de l'ordre relatif au transport postal n° 107 du directeur de district des services postaux à Ottawa, daté du 7 août 1957 et adressé aux entrepreneurs de transport postal par le ministère des Postes.

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine,— Exemplaire des ordonnances, chapitres 1 à 15, rendues par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et approuvées le 16 novembre 1957, suivant l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53 des Statuts du Canada (1952-1953).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 7 janvier 1958	
118	Bills privés en général.....	2 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 55

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 4 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

DÉFENSE NATIONALE

SERVICES DE DÉFENSE

240 Prévision de dépenses pour les Forces canadiennes, le Conseil de recherches pour la défense, et d'autres dépenses relatives à la défense, y compris les frais relatifs à la participation des forces canadiennes à la Force d'urgence des Nations Unies et les contributions aux frais militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; autorisation d'engager pendant l'année en cours, sur la somme prévue par les présentes, des dépenses n'excédant pas $130,000,000, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, étant entendu que, nonobstant le paragraphe 3 dudit article, au cas où des matériels ou des fournitures feraient l'objet d'un virement, la valeur estimative actuelle en sera inscrite au crédit du présent poste au lieu d'être versée au compte spécial mentionné audit paragraphe 3, et

qu'elle pourra, après ladite inscription, être affectée aux dépenses des Forces canadiennes; et, par dérogation à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière, autorisation de contracter, aux fins précitées, des engagements d'un montant total de $3,338,164,131, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera l'échéance desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $1,521,731,982 deviendra payable dans les années à venir) $1,669,450,149 00

SERVICES GÉNÉRAUX

241 Subventions aux associations militaires, instituts et autres organismes, selon le détail des affectations 259,175 00

242 Musée de guerre 26,970 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

243 Pensions civiles, selon le détail des affectations 2,457 00

244 Autorisation, à l'égard des militaires du Corps d'aviation royal canadien, tués en congé sans solde au cours de leur service comme instructeurs dans les organismes civils de formation fonctionnant sous le régime du Plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique, de payer aux personnes à leur charge des sommes égales à celles que ces personnes auraient touchées en vertu de la Loi sur les pensions, modifiée, si ledit service d'instructeur avait été du service militaire accompli dans les forces armées du Canada, moins le montant de toute indemnité touchée par ces personnes en vertu de polices d'assurance prises sur la vie desdits aviateurs par les organismes civils ou aux frais de ces derniers 3,840 00

Loi sur les pensions des services de défense—

245 Contribution de l'État au Compte de pension des services permanents 47,281,909 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

DÉFENSE NATIONALE

527 Autorisation de consentir des prêts au cours de la présente année financière et d'années financières subséquentes relativement à des entreprises de logements construits conformément à une entente conclue avec le ministre de la Défense nationale, et destinés à des membres des Forces canadiennes; ces prêts doivent être consentis à des taux d'intérêt et aux conditions et modalités que prescrit le gouverneur en conseil 5,000,000 00

528 Autorisation, sous réserve des conditions et modalités que prescrit le gouverneur en conseil, de consentir un prêt d'aide à l'égard d'immobilisations à la ville d'Oromocto (N.-B.), devant être garanti par des obligations de ladite ville, pour aider au parachèvement d'ouvrages municipaux (report de crédit) . . 1,500,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des comptes et rapport du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'année terminée le 30 septembre 1957, selon l'article 29(4) de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, chapitre 151 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport des opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 269 des Statuts revisés du Canada (1952).

A 6 heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

---

*M. *Batten*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 53)—1. Depuis le 25 novembre 1957, le gouvernement a-t-il reçu des observations du premier ministre de Terre-Neuve au sujet d'une aide financière fédérale pour la production d'énergie hydroélectrique?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la nature de ces observations et quelle a été la réponse du gouvernement fédéral?

M. Poulin—Lundi prochain—QUESTION—(N° 313)—1. Depuis 1917, des rapports d'experts relatifs au problème du débordement de la rivière Chaudière, dans la province de Québec, ont-ils été communiqués à l'un des ministères du gouvernement fédéral?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quel ministère, *b*) par qui avaient-ils été préparés, c) à quelles dates ont-ils été déposés?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 7 janvier 1958	
118	Bills privés en général.....	2 h. 30 de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 56

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 6 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

L'article portant le numéro 5 de la rubrique *Avis de motions* est appelé et réservé.

M. Coldwell, appuyé par M. Macdonald (Vancouver-Kingsway), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il y a lieu d'examiner l'à-propos de prendre toutes mesures nécessaires pour modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en vue d'y insérer les rubrique et articles suivants:

"XII DROITS DE L'HOMME

148. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, il ne sera pas loisible au parlement du Canada ou à la législature de l'une quelconque des provinces de faire des lois

a) restreignant la liberté de parole et d'expression, ou la liberté de religion, ou la liberté de la presse ou des autres moyens de communication des idées, ou le droit de réunion, d'association ou de groupement licites;

b) privant toute personne de la vie ou de la liberté à la suite de mesures arbitraires ou contraires aux lois, ou refusant d'accorder l'égalité de protection de la loi à toute personne;

c) exigeant ou imposant un cautionnement excessif ou une peine cruelle ou exceptionnelle, ou prescrivant l'exil de citoyens canadiens;

d) assujettissant toute personne à des immixtions injustifiées dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance;

e) permettant l'arrestation ou la détention arbitraire de toute personne, ou privant toute personne, après son arrestation, du droit d'être renseignée immédiatement sur les accusations portées contre elle et d'être jugée dans un délai raisonnable, ou d'être mise en liberté;

f) suspendant le droit à l'*habeas corpus,* ou privant toute personne d'un procès équitable, ou du droit de se faire assister d'un avocat.

149. Les droits énoncés à l'article 148 seront assurés sans distinction de race, de sexe, de religion ou de langue, et le droit de voter à toute élection de membres du parlement du Canada ou de l'assemblée législative de toute province ne sera pas refusé ou restreint en raison de race, de religion, de langue ou de sexe.

150. Les droits accordés par les articles 148 et 149 dudit acte ne seront pas censés priver quelque personne de tout droit dont elle est investie."

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 216*) demandant l'état suivant: Quelle somme représentent les obligations du gouvernement canadien achetées en 1957 par la Banque du Canada et par chaque autre société, corporation, office, commission ou ministère relevant du gouvernement fédéral.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 54)—1. A-t-on décidé de construire de nouveaux hangars au centre de l'Aviation royale du Canada, à Summerside (Île du Prince-Édouard)?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on pris cette décision?

M. Castleden—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 314)—1. Quelle est la superficie des locaux, s'il en est, occupés par les bureaux de l'administration du rétablissement agricole des Prairies dans la ville de Melville (Saskatchewan)?

2. De qui loue-t-on ces locaux?

3. Quel est le loyer annuel de ces locaux et quelle est la durée du bail?

4. Quels sont les noms de tous les membres du personnel employé au bureau de Melville durant 1957, à titre *a*) permanent, *b*) temporaire?

5. Quelles sommes a-t-on versées à chaque membre du personnel *a*) en traitements, *b*) en dépenses de transport et autres débours?

M. Castleden—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 315)—1. M. A. Patrick De Shaye est-il à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

3. A quel titre?

4. Durant chaque année de service, quelles sommes d'argent a-t-on versées à M. De Shaye *a*) en traitements, *b*) en indemnités pour débours, *c*) en honoraires ou à d'autres titres?

5. M. De Shaye a-t-il été à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours du mois de septembre 1957?

6. Durant septembre 1957, quelle somme lui a-t-on versée *a*) en traitement, *b*) en indemnités pour débours ou à d'autres titres?

7. Quel est le détail de la note d'indemnités pour débours à l'égard *a*) de mai 1957, *b*) de septembre 1957?

M. Robichaud—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 316)—1. Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il versée pour l'achat d'une propriété ou d'un terrain aux abords du quai public de Middle-Caraquet, dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Quelle était, en pieds carrés, la superficie du terrain acheté?

3. Une partie quelconque de ce terrain est-elle actuellement louée à la *Caraquet Packers Limited*?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la superficie du terrain loué et quel est le loyer annuel exigé de la *Caraquet Packers Limited*?

5. La Division des immeubles du ministère des Transports a-t-elle effectué une évaluation particulière de ce terrain? Dans le cas de l'affirmative, à combien a-t-on évalué ce terrain?

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 317)—1. A la fin des mois de novembre et de décembre 1957, combien de boisseaux de blé pouvaient encore recevoir les entrepôts terminus de Vancouver des syndicats de blé de l'Alberta?

2. A la fin des mois susmentionnés, combien de boisseaux de blé pouvaient encore recevoir tous les autres entrepôts terminus du littoral de l'Ouest?

Le ministre des Finances—Mercredi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux, en vue de prescrire que l'impôt sur les biens transmis au décès, ou censés l'être, soit calculé par rapport aux biens composant la succession du défunt, plutôt qu'aux biens contenus dans les legs provenant de la succession et destinés aux bénéficiaires; et en vue de codifier, de reviser et de simplifier les dispositions de la loi actuelle qui demeurent appropriées.

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 7 janvier 1958	
118	Bills privés en général	2 h. 30 de l'après-midi
	Le jeudi 9 janvier 1958	
118	Bills privés en général	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 57

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 7 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 7 janvier 1958

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable juge Robert Taschereau, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 7 janvier, à 9h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil rendu en vertu de l'article 53 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-24, approuvé le 7 janvier 1958: modifiant l'Ordonnance n° 93265 de la Commission des transports du Canada, afin d'accorder un délai qui permette de décider de l'appel de ladite ordonnance interjeté au gouverneur en conseil par huit provinces.

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Hodgson, il est ordonné,—Que le nom de M. Brown (Essex-Ouest) soit substitué à celui de M. Studer sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Avec le consentement unanime, il est fait appel de l'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> "de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la crise financière de l'éducation, sans empiéter sur la juridiction exclusive des provinces dans ce domaine, par l'octroi d'une aide financière aux diverses provinces en vue d'augmenter et d'égaliser les facilités d'accès à l'éducation dans tout le Canada."

Un débat s'élève et se poursuit;

A 8h.15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Barnett,
Batten,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Coldwell,
Ellis,
Fisher,
Herridge,
Howard,
Johnson (Kindersley),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Lewry,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
McCullough,
Martin (Timmins),
Nicholson,
Peters,
Regier,
Schulz,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Winch,
Zaplitny—27.

CONTRE

Messieurs

Aitken (Mlle),
Anderson,
Arsenault,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brisson,
Brooks,
Brown (Essex-Ouest),
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
English,
Eudes,
Fairfield,
Forgie,
Fraser,
Gardiner,
Garland,

Gauthier (Lac-Saint-Jean), Gauthier (Portneuf), Gingras, Gingues, Gour, Green, Grills, Habel, Hahn, Haidasz, Hales, Halpenny, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Hamilton (Qu'Appelle), Hamilton (York-Ouest), Harrison, Hees, Hodgson, Houck, Howe, Huffman, Johnston (Bow-River), Jones, Jorgenson, Jung, Kennedy, Kirk, Knowles (Norfolk), Kucherepa, Laflamme, Lafontaine, Landry, Lavigne, Leduc (Gatineau), Leduc (Verdun), Legaré, Lennard, Lesage, L'Heureux, Low, Macdonald (Kings), Macdonnell (Greenwood), MacEachen, MacEwan, MacInnis, MacLean, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGrath, McGregor, McIvor, McLeod, McPhillips, Maltais, Mandziuk, Marler, Milligan, Mitchell, Monette, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Murphy (Westmorland), Nesbitt, Noble, O'Hurley, Olson, Pallett, Patterson, Pearkes, Pearson, Phillips, Pickersgill, Poulin, Proudfoot, Ratelle, Rea, Ricard, Richard (Ottawa-Est), Robinson, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Schneider, Sinclair, Small, Smith (Battle-River-Camrose), Smith (Calgary-Sud), Smith (Hasting-Frontenac), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stefura, Stinson, Stuart (Charlotte), Thomas (Middlesex-Ouest), Thompson (Edmonton-Strathcona), Thompson (Northumberland), Thrasher, Van Horne, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), Vivian, Walker, White, Wratten—163.

Après plus ample discussion, la motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Du consentement unanime, les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, ainsi qu'il suit:

NORD CANADIEN ET RESSOURCES NATIONALES

297 Administration centrale . . . . . $ 637,817 00

TRAVAUX PUBLICS

353 Administration générale . . . . . $ 6,927,301 00

TRANSPORTS

435 Administration . . . . . $ 1,937,680 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant:

Bill n° 242, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958.

Un message est reçu de l'honorable juge Robert Taschereau, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Pierre Rothe.
Loi pour faire droit à Vasyl Dudka.
Loi pour faire droit à John Francis Bernard Deegan.
Loi pour faire droit à Jean-Guy-Joseph Desparois.
Loi pour faire droit à John Howard Cooper Thompson.
Loi pour faire droit à Roméo Raymond.
Loi pour faire droit à Annette Allard Huint.
Loi pour faire droit à Vera Dziedzic Volkman.
Loi pour faire droit à William Toulouse.
Loi pour faire droit à Frances Maud Mercer Barter.
Loi pour faire droit à Florence Bloomfield Cichella.
Loi pour faire droit à Carmen Baron Matucha.
Loi pour faire droit à Martine Rolland Badeaux.
Loi pour faire droit à Gertrude-Laurence Delisle Laplante.
Loi pour faire droit à Viola Carmela Starnino Dizazzo.
Loi pour faire droit à Ludek Peter Rubina.
Loi pour faire droit à Bernhard Wilhelm Michael.
Loi pour faire droit à Paul-Émile Bédard.
Loi pour faire droit à Michael Todascu.
Loi pour faire droit à Iris Dorothy Birks Yates.
Loi pour faire droit à Marion Gloria Ewart Balleine.
Loi pour faire droit à Yvonne-Florence Kee Brien, autrement connue sous le nom d'Yvonne-Florence Kee Durocher.
Loi pour faire droit à Christine Mary Mackay Leavitt.
Loi pour faire droit à William-Lucien Proulx.
Loi pour faire droit à Lionel Houde.
Loi pour faire droit à Gilberte-Henriette-Marie Harchoux Vuillaume.
Loi pour faire droit à Catherine Maitland Moenting Johnstone.
Loi pour faire droit à Maria Torossi Chartrand.

Loi pour faire droit à Judith Sidney Browne Stein.
Loi pour faire droit à Florence Wedge Whitlock.
Loi pour faire droit à Jean-Baptiste Gagnon.
Loi pour faire droit à Christine Silverson Manchur.
Loi pour faire droit à Joseph-Napoléon-Léon-Prosper Brault.
Loi pour faire droit à Kaarlo Kustaa Loikkanen.

M. l'Orateur fait aussi connaître à la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député du Gouverneur général dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1958,

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Sur ce, le Greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Hansell—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 318)—1. Le gouvernement a-t-il déjà refusé des demandes de permis pour l'établissement de nouveaux postes privés de radiodiffusion ou de télédiffusion dont la Société Radio-Canada avait recommandé l'octroi? Dans le cas de l'affirmative, combien de demandes ont été refusées et quels étaient les requérants?

2. Le gouvernement a-t-il accordé des permis pour l'établissement de nouveaux postes privés de radiodiffusion ou de télédiffusion sans la recommandation de la Société Radio-Canada ou alors que celle-ci les avait refusés? Dans le cas de l'affirmative, combien et quels en sont les titulaires?

M. LaCroix—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 319)—1. Quel était le nombre de chômeurs dans le district de Québec au début du mois de janvier, en 1957 et en 1958?

2. Quel était le nombre de chômeurs dans la province de Québec au début de janvier, en 1957 et en 1958, suivant le rapport du Bureau fédéral de la statistique?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 9 janvier 1958	
118	Bills privés en général.....	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 58

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 8 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Morton, pour M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le septième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux, en vue de prescrire que l'impôt sur les biens transmis au décès, ou censés l'être soit calculé par rapport aux biens composant la succession du défunt, plutôt qu'aux biens contenus dans les legs provenant de la succession et destinés aux bénéficiaires; et en vue de codifier, de reviser et de simplifier les dispositions de la loi actuelle qui demeurent appropriées.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 210 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il versé des sommes à des sociétés de lignes aériennes pour le transport du courrier?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est, à l'égard de chaque société, le barème des taux prévus pour chaque route aérienne; *b*) à quelles dates les barèmes actuels respectifs sont-ils entrés en vigueur; *c*) avant la date mentionnée au paragraphe *b*) ci-dessus, existait-il des barèmes de taux applicables à ces diverses sociétés, qui diffèrent des barèmes présentement en vigueur; *d*) si la réponse au paragraphe *c*) susdit est affirmative, à quelles dates les divers barèmes antérieurs étaient-ils respectivement entrés en vigueur et quels étaient-ils à l'égard de chaque route aérienne?

3. Quelle somme globale a-t-on versée jusqu'à ce jour à chaque société de lignes aériennes qui a été rétribuée pour le transport du courrier?

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 264 par M. Hansell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Jusqu'à ce jour en 1957, certains ministères du gouvernement et certaines sociétés de la Couronne, sauf la Société Radio-Canada, ont-ils commandité des émissions radiophoniques et de télévision ainsi que des annonces-éclair sur le réseau de l'État et sur les postes indépendants?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont *a*) ces émissions radiophoniques, *b*) ces émissions de télévision, *c*) quelle est la nature des annonces-éclair, à l'égard de chaque ministère ou société?

3. Quel est le coût de chaque émission et des annonces-éclair?

Question n° 285 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Entre le 1er décembre 1956 et le 1er décembre 1957, des immigrants ont-ils été admis dans des hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants ou ont-ils reçu quelque genre de traitement ou des services dans ces hôpitaux?

2. Quelle somme globale a-t-on exigée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou de tout autre ministère pour ces services?

Question n° 296 par M. Hahn—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires civils dans les endroits suivants de la Colombie-Britannique: New-Westminster, Cloverdale, White-Rock, Ladner, Langley, le port douanier de Douglas, et dans quels ministères sont-ils employés?

Question n° 305 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre des traducteurs de documents rédigés en langue russe, *a*) au Bureau des traducteurs, *b*) dans chacune des autres Divisions du gouvernement?

2. Quel pourcentage des traductions confiées à l'extérieur est classé pour des raisons de sécurité?

3. Combien de temps s'écoule-t-il, en moyenne, entre une demande de traduction et la réception du texte traduit?

4. Quelle était l'accumulation des demandes de traduction le 18 décembre 1957?

Question n° 310 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant l'année financière terminée le 31 mars 1957, l'Imprimeur de la Reine a-t-il placé des commandes d'impression à l'extérieur? Dans le cas de l'affirmative, quels montants représentent ces commandes et dans quelles provinces ont-elles été placées?

2. S'il en a été ainsi, a-t-on placé des commandes sans avoir fait un appel de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, auprès de quelles imprimeries et pour quels montants?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à consentir des prêts au gouvernement du Nouveau-Brunswick pour l'exploitation de l'énergie hydroélectrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à autoriser le ministre des Finances à consentir au gouvernement du Nouveau-Brunswick, sur le Fonds du revenu consolidé, des prêts n'excédant pas trente millions de dollars, relativement à des dépenses pour l'exploitation de l'énergie hydroélectrique à Beechwood, sur le fleuve Saint-Jean.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Hamilton (Qu'Appelle), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à autoriser des accords avec toute province de l'Atlantique en vue d'une aide à la production d'énergie électrique et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 6 novembre 1957 (**Avis de motion n° 19*) demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, relativement aux modifications proposées à la Loi sur l'assistance-vieillesse.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Howard—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 320)—1. Existe-t-il, au Canada, des bureaux de poste desservant moins de 50 personnes?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelle est la désignation officielle de chaque bureau, *b*) combien de personnes dessert chaque bureau, c) au cours de l'année terminée le 31 mars 1957 et durant la présente année, jusqu'à ce jour, quelles ont été les recettes d'exploitation annuelles de chaque bureau?

M. Olson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 321)—1. Quelle était, en moyenne, la quantité quotidienne des exportations de pétrole brut à destination des États-Unis d'Amérique, en octobre, novembre et décembre 1957?

2. Quelle était, en moyenne, la quantité quotidienne des importations canadiennes de pétrole brut, en octobre, novembre et décembre 1957?

3. Quelle était, en moyenne, la quantité quotidienne des importations canadiennes de pétrole brut et des dérivés du pétrole, provenant des États-Unis d'Amérique, en octobre, novembre et décembre 1957?

4. Quelle était, en moyenne, la valeur quotidienne des exportations canadiennes de pétrole brut destinées aux États-Unis d'Amérique, en octobre, novembre et décembre 1957?

5. Quelle était, en moyenne, la valeur quotidienne des importations canadiennes de pétrole brut et des dérivés du pétrole en provenance de tous les pays, en octobre, novembre et décembre 1957?

6. Quelle était, en moyenne, la valeur quotidienne des importations de pétrole brut et des dérivés du pétrole provenant des États-Unis d'Amérique, en octobre, novembre et décembre 1957?

M. Lavigne—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 322)—1. A-t-on fixé la date d'inauguration de l'immeuble de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, à Cornwall?

2. A-t-on nommé un régisseur de l'immeuble et, dans le cas de l'affirmative, quand entrera-t-il en fonctions?

3. Demandera-t-on des soumissions pour la concession du restaurant?

4. Emploiera-t-on de préférence dans les bureaux de l'Administration de la voie maritime les fonctionnaires du ministère des Transports visés par la fermeture du canal de Cornwall?

5. Le personnel sera-t-il choisi par l'entremise de la Commission du service civil?

6. Accordera-t-on la préférence aux résidents de la région?

M. Christian—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 323)—1. Quel est l'état d'avancement des travaux d'aménagement de la route transcanadienne, quant à chacune des provinces canadiennes intéressées, en ce qui a trait: *a*) au nombre de milles de la route aménagée, *b*) au nombre de milles non encore aménagés, dans chaque province, c) aux sommes déjà dépensées jusqu'à ce jour, dans chaque province, pour la construction de la route, *d*) aux sommes estimatives à dépenser dans chaque province?

2. Lorsqu'on a entrepris l'aménagement de la route transcanadienne, à combien en avait-on évalué le coût?

M. Winch—Vendredi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle)".

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le jeudi 9 janvier 1958	
118	Bills privés en général.....	10 heures du matin

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 59

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 9 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à autoriser des accords avec toute province de l'Atlantique en vue d'une aide à la production d'énergie électrique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour autoriser le gouvernement du Canada à conclure des accords avec toute province de l'Atlantique, prévoyant une aide en ce qui concerne la production d'énergie électrique au moyen de centrales thermiques d'électricité ainsi que le contrôle et la transmission de cette énergie, et comprenant des dispositions en vue du paiement d'une subvention quant au charbon utilisé dans la production de l'énergie électrique.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, qui est lu une première fois, et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

172	Administration centrale, y compris contribution annuelle de $200 à la Conférence des commissaires sur l'uniformité de la législation au Canada	$ 543,155 00
173	Service des pardons, y compris $40,000 pour allocations aux sociétés agréées de secours aux prisonniers, selon que l'approuvera le Conseil du Trésor	267,835 00
	Cour suprême du Canada—	
174	Administration	203,440 00
	Cour de l'Échiquier du Canada—	
175	Administration	108,760 00
	Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest—	
176	Administration, y compris l'administration de la justice dans les Territoires de Nord-Ouest	93,800 00
	Cour territoriale du Yukon—	
177	Administration, y compris l'administration de la justice dans le Territoire du Yukon	85,650 00
178	Gratifications aux veuves et autres personnes à la charge des juges décédés en fonctions	20,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, la Chambre retourne à la *Présentation de rapports des comités permanents et spéciaux.*

M. Rea, du comité permanent des bills privés en général, présente le huitième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le bill suivant et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 27 novembre 1957 (*Question n° 197*) demandant l'état suivant: 1. Combien de délégués de tous les pays du Commonwealth ont assisté à la Conférence des ministres des Finances tenue à Mont-Tremblant plus tôt cette année?

2. Combien de jours la conférence a-t-elle duré?

3. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

4. De combien de personnes, outre le ministre des Finances, se composait la délégation canadienne à la conférence sur les problèmes commerciaux et économiques tenue à Washington plus tôt cette année?

5. Combien de jours a duré la conférence?

6. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 264*) demandant l'état suivant: 1. Jusqu'à ce jour en 1957, certains ministères du gouvernement et certaines sociétés de la Couronne, sauf la Société Radio-Canada, ont-ils commandité des émissions radiophoniques et de télévision ainsi que des annonces-éclair sur le réseau de l'État et sur les postes indépendants?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont *a*) ces émissions radiophoniques, *b*) ces émissions de télévision, c) quelle est la nature des annonces-éclair, à l'égard de chaque ministère ou société?

3. Quel est le coût de chaque émission et des annonces-éclair?

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Smith (Battle-River-Camrose)—Samedi prochain—QUESTION—(N° 324)—Durant chacun des mois de septembre, d'octobre, de novembre et de décembre 1957, combien de livres de bacon, de jambon, d'épaules et d'autre porc fumé, à l'exception des conserves de porc, a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

**M. Argue*—Samedi prochain—ADRESSE—(N° 47)—Copie de tous documents et autre correspondance échangés du 17 juillet 1956 au 3 janvier 1958 entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et le gouvernement de la Saskatchewan, relativement à (i) l'aménagement d'usines de force motrice et de lignes de transmission d'électricité en Saskatchewan, (ii) à l'aménagement d'un barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan.

Le premier ministre—Samedi prochain—Que, nonobstant les dispositions de tout article du Règlement ou de tout ordre spécial de la Chambre, les heures de séance, mercredi prochain, le 15 janvier, soient de onze heures du matin à six heures du soir, avec l'interruption ordinaire à une heure de l'après-midi, et que lorsque la Chambre s'ajournera à six heures du soir, mercredi prochain, elle reste ajournée jusqu'à onze heures du matin, le vendredi 17 janvier.

Le premier ministre—Samedi prochain—Que lundi prochain, le 13 janvier, soit un jour du Gouvernement et que l'application des dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 60

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 10 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Smith (Calgary-Sud), il est ordonné,—Que le nom de M. Nesbitt soit substitué à celui de M. Rea, et

Le nom de M. Lennard à celui de M. Montgomery, sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Winch, appuyé par M. Castleden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 245, Loi modifiant le Code criminel (Peine corporelle), qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées aux titres des crédits provisoires et moins les sommes de $20,000 dans la résolution n° 180 et de $1,000,000 dans la résolution n° 184*):

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

Loi relative aux enquêtes sur les coalitions—

179	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	$ 79,465 00
180	Bureau des enquêtes et recherches	455,375 00

B—PÉNITENCIERS

182 Administration du Bureau du Commissaire des pénitenciers, y compris $60,000 pour allocations aux sociétés agréées de secours aux prisonniers, selon que l'approuvera le Conseil du Trésor 482,446 00

183 Fonctionnement et entretien des pénitenciers, y compris les fournitures et services s'y rattachant; administration, fonctionnement, réparation et entretien des bâtiments, ouvrages et matériel; entretien, libération et transfert des détenus; indemnisation des détenus libérés, frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération 11,002,925 00

184 Construction, améliorations et matériel 2,365,555 00

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1957-1958

JUSTICE

A—MINISTÈRE

GÉNÉRALITÉS

626 Dépenses de la Commission royale d'enquête sur le droit criminel en ce qui concerne les psychopathes sexuels criminels 7,500 00

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

JUSTICE

Pénitenciers

660 Élargissement du champ d'action de la caisse renouvelable établie par le crédit 628 de la Loi des subsides nº 2 de 1955, et autorisation d'acheter et de gérer du matériel ou des matériaux employés dans les pénitenciers, le montant à imputer sur la caisse renouvelable ne devant jamais dépasser $600,000—Crédit supplémentaire 300,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

JUSTICE

A—MINISTÈRE

697 Service des pardons, subvention à l'Association canadienne de réadaptation—Crédit supplémentaire 1,000 00

Cour Territoriale du Yukon—

698 Administration, y compris l'administration de la justice dans le Territoire du Yukon—Crédit supplémentaire 10,000 00

B—PÉNITENCIERS

699 Fonctionnement et entretien des pénitenciers, y compris les fournitures et services s'y rattachant; administration, fonctionnement, réparation et entretien des bâtiments, ouvrages et matériel; entretien, libération et transfert des détenus; indemnisation des détenus libérés, frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération—Crédit supplémentaire 39,000 00

700 Montant crédité à la Caisse renouvelable établie sous le régime du crédit 628 de la Loi des subsides n° 2, 1955, pour combler le découvert découlant de la majoration de l'inventaire 6,642 00

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, selon l'article 15 du Règlement*)

(*Bills privés*)

M. Rea, appuyé par M. Morton, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (*conformément à l'article 54 du Règlement*); agréé.

Les bills suivants sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus une troisième fois, sur division, et adoptés:

Bill n° 181 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross".

Bill n° 218 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling".

Sur motion de M. Rea, appuyé par M. Morton, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre les dépositions entendues et les pièces communiquées devant le comité permanent des divorces du Sénat relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Bills publics*)

Les ordres numéros 15, 16 et 17 sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 17, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt;

M. Argue, appuyé par M. Stewart, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires et moins la somme de $250,000 dans la résolution n° 399*):

BUDGET PRINCIPAL

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	Administration centrale, Services nationaux de police et établissements de formation—	
396	Administration, fonctionnement et entretien	$ 7,329,030 00
397	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	912,129 00
	Services terrestres et aériens—	
398	Fonctionnement et entretien des divisions	26,472,859 00
399	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	3,351,070 00
	Services maritimes—	
400	Fonctionnement et entretien	1,432,229 00
401	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	1,369,311 00
402	Subvention à la *Canadian Association of Chiefs of Police*	500 00
403	Subvention à la *Royal Canadian Mounted Police Veterans' Association*	300 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

404	Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions, selon le détail des affectations	6,439 00
405	Contribution de l'État au Compte des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	986,710 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	Administration centrale, Services nationaux de police et établissements de formation—	
739	Administration, fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire	66,000 00
740	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel—Crédit supplémentaire	63,100 00
	Services terrestres et aériens—	
741	Fonctionnement et entretien des divisions—Crédit supplémentaire	290,000 00
	Services maritimes—	
742	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages et matériel—Crédit supplémentaire	408,060 00

PENSIONS ET AUTRES PRESTATIONS

743	Contributions de l'État au Compte des pensions de la Gendarmerie royale du Canada—Crédit supplémentaire	111,088 00

BUDGET PRINCIPAL

JUSTICE

A—MINISTÈRE

181 Exécution de la Loi sur la faillite 48,985 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait des résolutions adoptées en comité des subsides au cours de la séance de ce jour, lesquelles résolutions sont agréées, et le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 8 janvier 1958, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 296*) demandant l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires civils dans les endroits suivants de la Colombie-Britannique: New-Westminster, Cloverdale, White-Rock, Ladner, Langley, le port douanier de Douglas, et dans quels ministères sont-ils employés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 310*) demandant l'état suivant: 1. Durant l'année financière terminée le 31 mars 1957, l'Imprimeur de la Reine a-t-il placé des commandes d'impression à l'extérieur? Dans le cas de l'affirmative, quels montants représentent ces commandes et dans quelles provinces ont-elles été placées?

2. S'il en a été ainsi, a-t-on placé des commandes sans avoir fait un appel de soumissions? Dans le cas de l'affirmative, auprès de quelles imprimeries et pour quels montants?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée "Les dépenses de consommation au Canada".

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

---

*M. *Hansell*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 54)—1. Le Canada est-il partie à un traité favorisant l'utilisation de l'atome aux fins de la paix? Dans le cas de l'affirmative, quand et par qui ce traité a-t-il été signé?

2. Quels sont les autres signataires de ce traité?

3. Ce traité a-t-il été soumis à l'approbation du Parlement?

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 325)—1. Le gouvernement a-t-il songé à supprimer la taxe de vente sur les fleurs coupées?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on pris une décision et quelle en est la nature?

M. Hansell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 326)—1. La Société Radio-Canada a-t-elle dépensé des sommes à titre de réclame pour le chroniqueur Ambrose Hills? Dans le cas de l'affirmative, à quelles publications a-t-elle versé ces sommes?

2. Quel a été le coût de cette publicité dans chaque publication?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 61

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 11 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que, nonobstant les dispositions de tout article du Règlement ou de tout ordre spécial de la Chambre, les heures de séance, mercredi prochain, le 15 janvier, soient de onze heures du matin à six heures du soir, avec l'interruption ordinaire à une heure de l'après-midi, et que lorsque la Chambre s'ajournera à six heures du soir, mercredi prochain, elle reste ajournée jusqu'à onze heures du matin, le vendredi 17 janvier.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que lundi prochain, le 13 janvier, soit un jour du Gouvernement et que l'application des dispositions du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement soit suspendue à ce sujet.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

A 3h.50 de l'après-midi, à cause d'une panne d'électricité, M. l'Orateur déclare que la séance est suspendue à loisir.

La Chambre reprend sa séance à 4h.25 de l'après-midi.

La Chambre, se forme alors de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Copies des lettres échangées du 18 décembre 1957 au 7 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba, relativement à la conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 56)—1. En 1956 ou en 1957, a-t-on effectué au Canada des expériences ou des recherches sur la guerre biologique, sous la conduite d'hommes de science des États-Unis d'Amérique?

2. Dans le cas de l'affirmative, en vertu de quel accord ou de quels accords a-t-on pris de telles dispositions?

3. Combien d'hommes de science américains ont participé à ces expériences?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 57)—1. Au cours des années financières terminées en mars 1956 et en mars 1957, des sociétés ont-elles fourni des services de génie évalués à plus de $50,000 au ministère de la Production de défense?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelles sociétés, *b*) pour quel montant chaque société a-t-elle fourni des services?

M. Fisher—Lundi prochain—QUESTION—(N° 58)—1. Au cours des années financières terminées en mars 1956 et en mars 1957, des sociétés ont-elles fourni des services de génie évalués à plus de $50,000 à la *Defence Construction (1951) Limited?*

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelles sociétés, *b*) pour quel montant chaque société a-t-elle fourni des services?

M. Zaplitny—Lundi prochain—QUESTION—(N° 327)—1. Combien d'employés font partie du personnel de l'agence indienne, à Dauphin (Manitoba)?

2. Quels sont les noms et fonctions de chaque employé?

3. Quand chaque employé est-il entré au service de cette agence?

M. Zaplitny—Lundi prochain—QUESTION—(N° 328)—1. Depuis le 1er janvier 1953, l'agence indienne de Dauphin (Manitoba) a-t-elle acheté ou réquisitionné des bestiaux pour les réserves indiennes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle quantité de bestiaux a-t-elle achetée, quand et à quel prix dans chaque cas?

3. Avait-on vendu ces bestiaux au 31 décembre 1957? Dans le cas de l'affirmative, à qui et à quel prix?

M. Zaplitny—Lundi prochain—QUESTION—(N° 329)—1. Depuis le 1er janvier 1953, l'agence indienne de Dauphin (Manitoba) a-t-elle acheté ou réquisitionné du foin et(ou) du fourrage?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles quantités de foin et(ou) de fourrage a-t-elle achetées, quand et à quel prix?

3. Avait-on vendu ce foin et(ou) ce fourrage au 31 décembre 1957? Dans le cas de l'affirmative, à qui et à quel prix?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 62

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 13 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre adressée le 8 janvier 1958 au premier ministre du Canada par le président du conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques touchant certaines propositions du gouvernement soviétique relatives à la détente dans le domaine international.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Copie des propositions soumises le 8 janvier 1958 par le gouvernement soviétique concernant la détente dans le domaine international.

Sur motion de M. Argue, appuyé par M. Castleden, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents et autre correspondance échangés du 17 juillet 1956 au 3 janvier 1958 entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et le gouvernement de la Saskatchewan, relativement à (i) l'aménagement d'usines de force motrice et de lignes de transmission d'électrité en Saskatchewan, (ii) à l'aménagement d'un barrage sur le bras sud de la rivière Saskatchewan. (**Avis de motion n° 47*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du sommaire des arrêtés en conseil adoptés pendant la période allant du 1er au 31 décembre 1957.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

---

*M. *Hansell*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 59)—1. Au cours de l'année écoulée, la Société Radio-Canada a-t-elle écrit à des stations de radio ou de télévision privées parce que ces stations *a*) avaient enfreint les règlements, *b*) ne s'étaient pas conformées aux obligations contractées envers les autorités dont elles détenaient des permis?

2. Dans le cas de l'affirmative, à combien de stations la Société a-t-elle écrit et quelles sont ces stations?

*M. *Hansell*—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 60)—1. Le gouvernement a-t-il examiné les recommandations du comité parlementaire mixte de 1946 chargé de faire l'étude d'un motif approprié pour un drapeau canadien distinctif?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des dispositions en vue de présenter une mesure législative donnant suite aux recommandations du comité?

M. Deslières—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 330)—1. Le gouvernement a-t-il pris des dispositions propres à empêcher le dumping des marchandises textiles au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises ou est-on à prendre en vue de protéger les fabricants canadiens de marchandises textiles?

M. Christian—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 331)—Au cours de chacune des années 1956 et 1957, quelles quantités et variétés de conserves de viandes en provenance *a*) d'Australie, *b*) d'Argentine, a-t-on importées au Canada?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 63

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 14 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming: Que le Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 14, 15 et 16 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

Les ordres portant les numéros 18 et 19 sont appelés, respectivement, et réservés.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 25, Loi modifiant la Loi électorale du Canada;

M. Howard, appuyé par M. Winch, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique, qui est rapporté sans amendement et dont la troisième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en date du 16 décembre 1957 (**Avis de motion n° 46*) demandant la copie de toute correspondance et de tous autres documents échangés depuis le 10 juin 1957 entre la Commission du district fédéral et la ville d'Ottawa, relativement au projet de construction d'un nouveau pont sur le canal Rideau à l'avenue Bronson.

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 décembre 1957 (*Question n° 289*) demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement étudie-t-il la question de l'achat au Canada des châssis des véhicules suivants: camions à incendie, camions chasse-neige et camions-citernes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le nombre de ces châssis achetés au Canada entre le 21 juin et le 1er décembre 1957?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 305*) demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre des traducteurs de documents rédigés en langue russe, *a*) au Bureau des traducteurs, *b*) dans chacune des autres Divisions du gouvernement?

2. Quel pourcentage des traductions confiées à l'extérieur est classé pour des raisons de sécurité?

3. Combien de temps s'écoule-t-il, en moyenne, entre une demande de traduction et la réception du texte traduit?

4. Quelle était l'accumulation des demandes de traduction le 18 décembre 1957?

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Henderson—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 61)—1. Le ou vers le 9 janvier 1958, quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) dans la province d'Ontario, *b*) dans les régions que desservent respectivement les bureaux de la Commission d'assurance-chômage de Toronto, d'Hamilton, de Windsor, de North-Bay et de Pembrooke?

2. Le ou vers le 9 janvier 1957, quel était le nombre de chômeurs inscrits *a*) dans la province d'Ontario, *b*) dans les régions que desservent respectivement les bureaux de la Commission d'assurance-chômage de Toronto, d'Hamilton, de Windsor, de North-Bay et de Pembrooke?

M. White (*Middlesex-Est*)—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 332)—1. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Ce miel a-t-il été classé ou vérifié par les inspecteurs de la Division canadienne des fruits et légumes?

3. Était-il conforme aux normes concernant la qualité et la classe du miel?

4. A-t-on détenu de ce miel parce qu'il n'était pas conforme à la qualité et à la catégorie indiquées sur les contenants?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien de livres a-t-on ainsi détenues?

6. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel servant pour des fins de fabrication a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

7. Combien de livres ont été importées d'autres pays et quels sont ces pays?

M. Bryce—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 333)—1. Quand procède-t-on à la vérification des comptes fiduciaires des divers marchés à bestiaux de l'État établis au Canada?

2. Au cours des cinq dernières années, à quelles dates a-t-on effectué la vérification de ces comptes et quelles ont été les constatations de cette vérification?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le vendredi 17 janvier 1958	
118	Affaires extérieures	10 heures du matin et 3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 64

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 15 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonné,—Que le nom de M. Walker soit substitué à celui de M. Pratt sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 316 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme le gouvernement du Canada a-t-il versée pour l'achat d'une propriété ou d'un terrain aux abords du quai public de Middle-Caraquet, dans le comté de Gloucester (Nouveau-Brunswick)?

2. Quelle était, en pieds carrés, la superficie du terrain acheté?

3. Une partie quelconque de ce terrain est-elle actuellement louée à la *Caraquet Packers Limited*?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la superficie du terrain loué et quel est le loyer annuel exigé de la *Caraquet Packers Limited*?

5. La Division des immeubles du ministère des Transports a-t-elle effectué une évaluation particulière de ce terrain? Dans le cas de l'affirmative, à combien a-t-on évalué ce terrain?

A l'appel de l'ordre portant troisième lecture du Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Fleming, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Comptes publics du Canada (volume I) pour l'année close le 31 mars 1957 et rapport de l'auditeur général pour l'année close le 31 mars 1957, conformément aux articles 64(1) et 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Fleming, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Comptes publics du Canada, volume II (États financiers des sociétés d'État), pour l'année close le 31 mars 1957, conformément au paragraphe 1 de l'article 64 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur le rétablissement agricole des Prairies et les opérations s'y rattachant, pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 12 de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, chapitre 214 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hodgson, adjoint parlementaire, pour le ministre des Travaux publics,—Exemplaire du budget d'établissement de la Société centrale d'hypothèques et de logement—Annexe A, pour l'année expirant le 31 décembre 1958, approuvé par l'arrêté-en-conseil C.P. 1958-59 du 13 janvier 1958.

A six heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à vendredi prochain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le samedi 11 janvier 1958.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. McMillan—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 62)—Combien a coûté jusqu'ici aux contribuables canadiens la mission d'achats, composée d'environ 50 membres et d'un personnel, récemment envoyée au Royaume-Uni, et quels sont les autres frais prévus?

M. Chabot—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 334)—1. Le ministre des Travaux publics a-t-il reçu des observations touchant la construction d'un quai en eau profonde à Gros-Cacouna, dans le comté de Témiscouata (Québec)?

2. Dans le cas de l'affirmative, de la part de qui et quelle en est la nature?

3. Quelles mesures, s'il en est, a-t-on prises?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le vendredi 17 janvier 1958	
118	Affaires extérieures	10 heures du matin et 3 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 65

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 17 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 243, Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la note adressée au gouvernement des États-Unis par le gouvernement du Canada touchant les restrictions américaines sur les importations de pétrole.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonne,—Que le nom de M. Morris soit substitué à celui de M. Jung sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 13, 14 et 15 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 16 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 22, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des Communes;

M. Johnson (Kindersley), appuyé par M. Campbell (The Battlefords), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois, et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplítny.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 6 novembre 1957 (*Question n° 99*) demandant l'état suivant: 1. A-t-on congédié des fonctionnaires à cause de leur activité politique au cours de la récente élection fédérale, *a*) entre la date d'émission des brefs d'élection et le 19 juin 1957, *b*) depuis le 10 juin 1957?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les faits qui ont motivé le congédiement de ces fonctionnaires?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1957, suivant l'article 11 de ladite loi, chapitre 183 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. *Castleden*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 63)—Au sujet du paragraphe 60 du rapport de l'auditeur général pour l'année 1957:

1. Quel fonctionnaire du ministère de la Défense nationale a autorisé la dépense de quelque $2,068,000 pour l'École interarme de guerre sur mer, à Halifax?

2. A qui avait été adjugé le contrat initial de $750,000?

3. A-t-on renoncé à cette entreprise?

4. Dans le cas de l'affirmative, à quelle date et quelle somme globale avait-on alors dépensée pour cette entreprise?

5. Combien a coûté l'édifice destiné à loger cette école?

6. A quelles fins est présentement utilisé l'édifice?

*M. *Castleden*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 64)—Au sujet du paragraphe 60 du rapport de l'auditeur général de l'année 1957:

1. Quel est le nom de la société à qui avait été adjugé un contrat de $119,200 pour la construction d'un navire de guerre pour le compte du ministère de la Production de défense?

2. Avait-on fait annoncer des demandes de soumissions à l'égard de ce contrat?

3. Quels hauts fonctionnaires du ministère ont approuvé les certificats provisoires autorisant des paiements à l'entrepreneur pour les travaux exécutés?

4. Quelle somme globale a reçue l'entrepreneur aux termes du contrat?

5. Le contrat a-t-il été finalement annulé?

6. Dans le cas de l'affirmative, quel pourcentage des travaux avait-on terminé lors de l'annulation du contrat?

7. A quelles fins utilise-t-on le navire dont la construction n'a pas été parachevée?

*M. *Lavigne*—Lundi prochain—QUESTION—(N° 65)—1. La ville de Cornwall a-t-elle demandé au ministère des Transports de constituer une commission du havre?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on donné suite à cette demande et de quelle façon?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le lundi 20 janvier 1958	
118	Affaires extérieures.....	4 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 66

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 18 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à six heures.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Coldwell—Lundi prochain—QUESTION—(N° 335)—1. Depuis le 1er janvier 1950, combien de contrats de défense a-t-on octroyés aux sociétés suivantes: *a*) *Canadian Westinghouse Company Limited, b*) *Avro Aircraft Limited, c*) *Canadair Limited, d*) *Orenda Engines Limited, e*) *Algoma Steel Corporation Limited, f*) *R.C.A. Victor Company Limited?*

2. Quelle somme a-t-on versée à chaque société à l'égard de chaque contrat?

3. A quelle date chaque contrat initial a-t-il été octroyé?

4. Quel était le montant estimatif stipulé lors de l'octroi de chaque contrat?

5. Lors de l'octroi de chaque contrat, quelle était la date de livraison indiquée?

6. A quelle date a-t-on effectué la dernière livraison des marchandises commandées dans chaque contrat?

7. Quel a été le coût définitif de chaque contrat?

8. Avait-on reçu d'autres soumissions à l'égard de chacun de ces contrats?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le lundi 20 janvier 1958	
118	Affaires extérieures.....	4 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 67

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 20 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que le greffier a reçu du directeur général des élections le certificat de l'élection de M. Erik Nielson comme député du district électoral du Yukon, dans le territoire du Yukon.

CANADA

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, portant la date du 25 octobre 1957 et adressé à Charles Ravenhill, de Dawson, dans le territoire du Yukon, enjoignant de faire tenir l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral du Yukon, pour remplacer J. Aubrey Simmons, dont l'élection a été déclarée nulle en vertu de la Loi sur les élections fédérales contestées, Erik Nielson, 408 rue Main, Whitehorse, territoire du Yukon, avocat, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce dix-huit janvier 1958.

Le directeur général des élections,
N. CASTONGUAY (L.S.)

M. Erik Nielson, député du district électoral du Yukon, qui a prêté et souscrit le serment prescrit par la loi, prend séance à la Chambre.

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est appelé pour la cinquième fois, conformément à l'article 56 du Règlement.

M. Fleming, appuyé par M. Churchill, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Pearson, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est), propose en amendement: Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

"Vu que, dans les sept mois où les conseillers de Son Excellence ont exercé le pouvoir,

le commerce total du Canada a cessé de se développer, les marchés d'exportation ont été menacés et les propositions en vue d'une plus grande liberté des échanges ont été repoussées;

les placements ont été découragés et le chômage s'est accru à l'extrême;

les cultivateurs et les autres producteurs essentiels ont été désillusionnés et rebutés;

les relations avec les gouvernements provinciaux ont dégénéré en confusion;

que le budget n'est plus en équilibre, les recettes diminuent, les dépenses montent et le Parlement s'est vu refuser un état des comptes de la nation;

qu'il existe un désarroi grandissant à l'égard de la défense et de la sécurité;

que des expédients ont remplacé, au jour le jour, une administration ferme et stable;

et étant donné qu'il importe, à l'heure actuelle, d'avoir un gouvernement se vouant à l'application des principes de politique libéraux;

les conseillers de Son Excellence devraient, de l'avis de cette Chambre, présenter leur démission immédiatement."

Il s'élève un débat;

M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose en sous-amendement: Que l'amendement soit modifié par le retranchement de tous les mots qui suivent l'expression "ferme et stable", et leur remplacement par ce qui suit:

"cette Chambre est d'avis que les conditions économiques auxquelles ce pays doit actuellement faire face, y compris l'incertitude de nos marchés d'exportation et le chômage alarmant que révèlent des statistiques publiées la semaine dernière, requièrent l'examen, par le gouvernement, des propositions du Royaume-Uni en matière de commerce, ainsi que d'autres moyens d'assurer l'accroissement des débouchés de notre production agricole et industrielle, de même que l'étude de mesures immédiates pour remédier au chômage et à la misère en adoptant une politique fiscale qui permettra au gouvernement de donner une nouvelle orientation aux placements et d'entreprendre un vaste programme de développement par le secteur public."

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Exemplaire de la résolution adoptée le 21 décembre 1957 par le Conseil suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmise au Gouvernement et au Parlement du Canada.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Rapport, daté de mars 1957, sur les perspectives économiques au Canada en 1957, rédigé par la Division de l'économique du ministère du Commerce, Ottawa.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Poulin—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 336)—1. La Compagnie de Téléphone de Risborough, dans la province de Québec, a-t-elle reçu une subvention du ministère des Transports, entre les années 1952 et 1957 inclusivement?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelle date, *b*) quel en était le montant?

3. Cette même société, durant la période susdite, a-t-elle fait une demande de subvention, qui n'a pas été accordée? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date?

M. Bell (Carleton)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 337)—1. Depuis le 1er janvier 1957, quels ouvrages le ministère des Travaux publics a-t-il entrepris en vue d'améliorer le service de transbordement entre Moore-Landing, à Fitzroy-Harbour (Ontario), et Quyon (Qué.)?

2. Compte tenu des principales rubriques, quel a été le coût global de ces ouvrages?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 68

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 21 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de la lettre adressée le 18 janvier 1958 au président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par le premier ministre du Canada, en réponse à la lettre du 13 décembre 1957 touchant l'état actuel des relations internationales, reçue du président dudit conseil des ministres.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. St-Laurent (Québec-Est): Que tous les mots qui suivent l'expression "Que" soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

"Vu que, dans les sept mois où les conseillers de Son Excellence ont exercé le pouvoir,

le commerce total du Canada a cessé de se développer, les marchés d'exportation ont été menacés et les propositions en vue d'une plus grande liberté des échanges ont été repoussées;

les placements ont été découragés et le chômage s'est accru à l'extrême;

les cultivateurs et les autres producteurs essentiels ont été désillusionnés et rebutés;

les relations avec les gouvernements provinciaux ont dégénéré en confusion;

que le budget n'est plus en équilibre, les recettes diminuent, les dépenses montent et le Parlement s'est vu refuser un état des comptes de la nation;

qu'il existe un désarroi grandissant à l'égard de la défense et de la sécurité;

que des expédients ont remplacé, au jour le jour, une administration ferme et stable;

et étant donné qu'il importe, à l'heure actuelle, d'avoir un gouvernement se vouant à l'application des principes de politique libéraux;

les conseillers de Son Excellence devraient, de l'avis de cette Chambre, présenter leur démission immédiatement."

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Coldwell, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Que l'amendement soit modifié par le retranchement de tous les mots qui suivent l'expression "ferme et stable", et leur remplacement par ce qui suit:

"cette Chambre est d'avis que les conditions économiques auxquelles ce pays doit actuellement faire face, y compris l'incertitude de nos marchés d'exportation et le chômage alarmant que révèlent des statistiques publiées la semaine dernière, requièrent l'examen, par le gouvernement, des propositions du Royaume-Uni en matière de commerce, ainsi que d'autres moyens d'assurer l'accroissement des débouchés de notre production agricole et industrielle, de même que l'étude de mesures immédiates pour remédier au chômage et à la misère en adoptant une politique fiscale qui permettra au gouvernement de donner une nouvelle orientation aux placements et d'entreprendre un vaste programme de développement par le secteur public."

Le débat se poursuit; à 8h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant l'alinéa *d*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,	Ellis,	Lewry,	Peters,
Barnett,	Fisher,	Macdonald	Regier,
Bryce,	Herridge,	(Vancouver-	Schulz,
Bryson,	Howard,	Kingsway),	Stewart
Cameron,	Johnson	McCullough,	(Winnipeg-Nord),
Campbell	(Kindersley),	Martin (Timmins),	Winch,
(The Battlefords),	Knowles (Winnipeg-	Nicholson,	Zaplitny—24.
Castleden,	Nord-Centre),		

CONTRE

Messieurs

Aiken,	Batten,	Best,	Brassard,
Aitken (Mlle),	Beaudry,	Blackmore,	Breton,
Anderson	Beech,	Blanchette,	Brooks,
Arsenault,	Bégin,	Bonnier,	Broome,
Ashbourne,	Bell (Carleton),	Boucher,	Brown
Balcer,	Bell (Saint-Jean-	Boulanger,	(Essex-Ouest),
Barbès,	Albert),	Bourget,	Browne (Saint-Jean-
Baskin,	Benidickson,	Bourque,	Ouest),

Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cannon,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Cauchon,
Chabot,
Charlton,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crestohl,
Crouse,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
Dupuis,
English,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel-Belt),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Hees,
Henderson
Hodgson,
Holowach,
Houck,
Howe,
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
LaCroix,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leboe,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lennard,
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Martini,
Ménard,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nesbitt,
Nielson,
Noble,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Power,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Ratelle,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rochefort,
Rouleau,
Rowe,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Shaw,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stick,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Tucker,
Valois,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Vincent,
Vivian,
Walker,
White,
Wratten,
Yuill—221.

Ladite proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Ashbourne,
Barbès,
Batten,
Beaudry,
Bégin,
Benidickson,
Blanchette,
Bonnier,
Boucher,
Boulanger,
Bourget,
Bourque,
Brassard,
Breton,
Brown (Essex-Ouest),
Byrne,
Cannon,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cauchon,
Chevrier,
Crestohl,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Dumas,
Dupuis,
Eudes,
Forgie,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Nickel-Belt),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Habel,
Haidasz,
Hardie,
Harrison,
Henderson
Houck,
Kirk,
LaCroix,
Laflamme,
Lafontaine,
Landry,
Langlois,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Leduc (Verdun),
Lesage,
L'Heureux,
Loiselle,
MacEachen,
Macnaughton,
McIlraith,
McIvor,
McMillan,
McWilliam,
Maltais,
Marler,
Martin (Essex-Est),
Ménard,
Meunier,
Michaud,
Mitchell,
Monette,
Pearson,
Pickersgill,
Power,
Proudfoot,
Ratelle,
Raymond,
Richard (Ottawa-Est),
Richard (Saint-Maurice-Laflèche),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Rochefort,
Rouleau,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Sinclair,
Stick,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Tucker,
Valois,
Villeneuve (Roberval),
Vincent—95.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Argue,
Arsenault,
Balcer,
Barnett,
Baskin,
Beech,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Best,
Blackmore,
Brooks,
Broome,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Casselman,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Charlton,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Ellis,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fisher,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Green,
Grills,
Hahn,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Hansell,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Holowach,
Howard,
Howe,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Lambert,
Leboe,
Lennard,
Lewry,
Low,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McGregor,
McLeod,

McPhillips,
Maloney,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martini,
Milligan,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nesbitt,
Nicholson,
Nielson,
Noble,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Patterson,
Pearkes,
Peters,
Phillips,
Poulin,
Pratt,
Quelch,
Rea,
Regier,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Rynard,
Schulz,
Shaw,
Simpson,
Small,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Stanton,
Starr,
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stinson,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Thrasher,
Van Horne,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Vivian,
Walker,
White,
Winch,
Wratten,
Yuill,
Zaplitny—150.

Le débat se poursuit sur la motion principale;

A dix heures du soir, la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(En comité)

Les prévisions de dépenses de trois départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant le paragraphe 5 de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

PRODUCTION DE DÉFENSE

87 Administration centrale et rétribution à la Corporation commerciale canadienne et autres compagnies pour services fournis en matière d'achats et de production pour la défense . . . . . $ 6,719,732 00

SERVICE LÉGISLATIF

Président du Sénat—
201 Indemnité de logement . . . . . $ 3,000 00

POSTES

722 Transport—Trafic postal par terre, par air et par eau, y compris l'administration—Crédit supplémentaire . . $ 1,500,000 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Rapport du surintendant des assurances au sujet des sociétés de prêts et de fiducie pour l'année terminée le 31 décembre 1956, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Benidickson—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 338)—1. Depuis le 1er juillet 1957, quel a été le nombre de permis délivrés à des non-résidents embauchés pour les travaux d'aménagement de pipe-lines?

2. A quelles catégories de main-d'œuvre spécialisée s'appliquaient ces permis?

M. Benidickson—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 339)—1. Depuis le 1er juin 1957, la province d'Ontario a-t-elle fait des demandes précises d'aide financière pour la construction de routes d'accès destinées à favoriser le développement des entreprises minières et du nord de la province, ne concernant pas la protection des forêts et l'aménagement de terrains de pique-nique?

2. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de quelles entreprises routières particulières le gouvernement de l'Ontario a-t-il demandé la participation financière fédérale?

M. Holowach—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 340)—1. Durant les années financières 1955-1956 et 1956-1957, quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il perçue en revenus dans la province de l'Alberta aux titres suivants: *a*) impôt sur le revenu, *b*) impôt sur les sociétés, *c*) taxes de vente, *d*) droits successoraux, *e*) droits de douane et taxes d'accise, *f*) à tous autres titres?

2. Ces données comprennent-elles les sommes perçues *a*) sur les marchandises, aux bureaux douaniers situés en dehors de l'Alberta, *b*) sur les impôts versés par le siège social des sociétés pour le compte de leurs succursales provinciales, *c*) sur les taxes versées par les fabricants à l'égard des marchandises destinées à l'Alberta?

3. Dans le cas de l'affirmative, quel en est le montant dans chaque cas?

4. Sinon, à combien, en moyenne, évalue-t-on les sommes globales perçues à l'extérieur de la province?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 69

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 22 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 287 par M. Christian—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et de favoriser le progrès industriel?

Question n° 315 par M. Castleden—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. M. A. Patrick De Shaye est-il à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

3. A quel titre?

4. Durant chaque année de service, quelles sommes d'argent a-t-on versées à M. De Shaye *a*) en traitements, *b*) en indemnités pour débours, *c*) en honoraires ou à d'autres titres?

5. M. De Shaye a-t-il été à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours du mois de septembre 1957?

6. Durant septembre 1957, quelle somme lui a-t-on versée *a*) en traitement, *b*) en indemnités pour débours ou à d'autres titres?

7. Quel est le détail de la note d'indemnités pour débours à l'égard *a*) de mai 1957, *b*) de septembre 1957?

Question n° 332 par M. White—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Ce miel a-t-il été classé ou vérifié par les inspecteurs de la Division canadienne des fruits et légumes?

3. Était-il conforme aux normes concernant la qualité et la classe du miel?

4. A-t-on détenu de ce miel parce qu'il n'était pas conforme à la qualité et à la catégorie indiquées sur les contenants?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien de livres a-t-on ainsi détenues?

6. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel servant pour des fins de fabrication a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

7. Combien de livres ont été importées d'autres pays et quels sont ces pays?

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 244, Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 172*) demandant l'état suivant: 1. Au cours de la période allant du 1er janvier 1956 au 10 juin 1957, de quels avocats ou sociétés d'avocats, s'il en est, dans la ville d'Edmonton (Alberta), le gouvernement fédéral, ou l'une de ses divisions, a-t-il retenu les services?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral et tous ses ministères ont-ils versées à chacun de ces avocats et à chacune de ces sociétés d'avocats?

3. Quelles sommes, s'il en est, reste-t-il à verser ou font l'objet de réclamations, et de qui s'agit-il?

4. A-t-on passé des contrats avec quelque société d'avocats en vue de services juridiques et, dans le cas de l'affirmative, avec qui?

5. Pour quelles raisons et selon quels procédés a-t-on retenu les services de ses sociétés d'avocats?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 8 janvier 1958 (*Question n° 285*) demandant l'état suivant: 1. Entre le 1er décembre 1956 et le 1er décembre 1957, des immigrants ont-ils été admis dans des hôpitaux relevant du ministère des Affaires des anciens combattants ou ont-ils reçu quelque genre de traitement ou des services dans ces hôpitaux?

2. Quelle somme globale a-t-on exigée du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou de tout autre ministère pour ces services?

Par M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 77 de la Loi sur les postes, chapitre 212 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Tucker—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 341)—1. Quel est le nombre actuel d'endroits de livraison, à l'égard de chaque contingent de blé, *a*) au Manitoba, *b*) en Saskatchewan, *c*) en Alberta?

2. Quelles étaient les statistiques pour l'année dernière?

M. McWilliam—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 342)—1. A-t-on accordé un contrat de réparation des dragues n°s 23 et 24 du ministère des Travaux publics?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les nom et adresse de l'adjudicataire et quel est le montant de la soumission?

3. Quelles autres sociétés ont soumissionné pour ces réparations et quels étaient les montants des soumissions?

**M. Chevrier*—Vendredi prochain—ADRESSE—(N° 48)—Copie de tous télégrammes, lettres, plans et autres documents échangés, depuis le 1er juillet 1954, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec et (ou) l'Hydro-Québec, relativement à l'exécution d'ouvrages, y compris la mise en valeur de la force motrice, dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 70

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 23 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. Robinson, appuyé par M. Montgomery, il est ordonné,—Que le nom de M. Pratt soit substitué à celui de M. Walker sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. McCullough, appuyé par M. Zaplitny: Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais que le sujet en soit déféré au comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Après plus ample discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Argue,
Blackmore,
Boucher,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Castleden,
Christian,
Denis,
Fisher,
Hahn,
Hansell,
Herridge,
Holowach,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Leboe,
Lewry,
Low,
McCullough,
McLeod,
Martin (Timmins),
Nicholson,
Olson,
Patterson,
Peters,
Quelch,
Regier,
Schulz,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Tucker,
Winch,
Yuill,
Zaplitny—39.

CONTRE

Messieurs

Anderson,
Ashbourne,
Barbès,
Beaudoin,
Beech,
Benidickson,
Best,
Blanchette,
Bonnier,
Brassard,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Browne (Saint-Jean-Ouest),
Byrne,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardin,
Carter,
Casselman,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dumas,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Chicoutimi),
Gauthier (Portneuf),
Gingues,
Green,
Habel,
Hales,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Harrison,
Hees,
Hodgson,
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Jung,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lafontaine,
Landry,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lennard,
Loiselle,
MacDonald (Antigonish-Guysborough),
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McCleave,
McGee,
McGregor,
McIvor,
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maloney,
Maltais,
Mandziuk,
Marler,
Martini,
Meunier,
Michaud,
Milligan,
Mitchell,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
O'Hurley,
Pearkes,
Pearson,
Phillips,
Pickersgill,
Raymond,
Rea,
Ricard,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rynard,
St-Laurent (Québec-Est),
St-Laurent (Témiscouata),
Schneider,
Simpson,
Sinclair,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Hastings-Frontenac),
Stanton,
Starr,
Stick,
Studer,
Thomas (Middlesex-Ouest),
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Wratten—130.

Le débat se poursuit sur la motion principale;

M. Zaplitny, appuyé par M. Schulz, propose en amendement: Que le bill n° 237 ne soit pas maintenant lu pour la deuxième fois, mais qu'il soit décidé que, de l'avis de cette Chambre, l'on devrait étudier l'opportunité de présenter, à la session actuelle, un texte législatif pourvoyant, d'une manière déterminée et statutaire, à des prix de parité pour les produits agricoles, moyennant des niveaux qui assureront aux producteurs leur juste part du revenu national.

M. Harkness invoque le Règlement, déclarant que l'amendement est irrégulier, vu qu'il aurait le même effet que l'amendement rejeté par la Chambre durant la présente séance et qu'il ne s'oppose pas au principe du projet de loi.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je remercie les honorables députés de leur aide mais ils font preuve d'une grande divergence d'opinions. Le texte de l'amendement proposé témoigne aussi de beaucoup d'ingéniosité. Il est assez difficile de le placer

dans le cadre des commentaires dont j'ai parlé. A mon avis, nous devons considérer qu'il propose deux choses et c'est là-dessus que j'ai l'intention de régler la question.

La première partie de l'amendement se lit ainsi:

Que le bill n° 237 ne soit pas lu maintenant pour la deuxième fois,...

Cette partie est, en soi, irrégulière parce que, bien entendu, c'est un refus de la motion en discussion, qui tend à la deuxième lecture du bill. La façon de s'opposer à la deuxième lecture consiste à voter contre. Dans la mesure où il s'agit de cette partie de l'amendement, celui-ci est en soi irrégulier.

Quant au reste de l'amendement, il ne propose aucune modification au bill et c'est ce qui me suscite quelque difficulté. L'amendement précédent proposait, au contraire, que le bill soit renvoyé à un comité et c'était parfaitement régulier. Si l'on s'oppose au principe à la base du bill et qu'un amendement propose quelque autre disposition convenable du bill, c'est conforme au Règlement. Toutefois, cette proposition d'amendement ne tend aucunement à disposer du projet de loi, mais simplement à inviter la Chambre à reprendre la question et à procéder d'une toute autre façon, probablement à songer à présenter un autre bill. Il faudrait que ce soit le gouvernement qui prenne une telle initiative; puisqu'il s'agit d'un bill de finance, il faudrait un nouveau projet de résolution et la reprise de toutes les étapes. A ce point de vue, je ne considère donc pas la dernière partie de la proposition d'amendement comme visant à modifier le principe à la base du bill, mais comme proposant quelque chose d'étranger à la question étudiée par la Chambre et qui serait présenté par une motion inscrite au *Feuilleton* n'importe quand, mais qui ne pourrait pas, à mon avis, être énoncé sous forme d'une proposition d'amendement maintenant.

Il n'est par conséquent pas nécessaire pour moi de dire ce que je pense de l'argument selon lequel la proposition d'amendement, au cas où la seconde partie en serait recevable, introduirait un principe différent de celui dont s'inspire le présent bill. Sur ce point, la principale différence parmi ceux qui ont parlé semblait se rapporter à la question de la parité. Il me semble que la parité est un principe qui pourrait être présenté conformément à la résolution par un amendement à l'étape de l'étude du bill en comité. Je ne décide pas que tel est le cas, mais sans réétudier la résolution, je dirai qu'il est possible que des amendements présentés à l'étape de l'étude du bill en comité puissent valider le changement du principe, si cet amendement propose un changement quelconque du principe. Par conséquent, selon moi, la proposition d'amendement n'est pas réglementaire, telle qu'elle se présente.

Le débat se poursuit sur la motion principale, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 22 janvier 1958, selon l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 287*) demandant l'état suivant: Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue d'encourager la décentralisation de l'industrie et de favoriser le progrès industriel?

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée: "Les relations économiques canado-américaines".

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. *Fisher*—Samedi prochain—QUESTION—(N° 66)—1. La Gendarmerie royale du Canada possède-t-elle des dossiers inactifs ou autres concernant des députés siégeant actuellement à la Chambre des communes?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le nombre de ces dossiers par province?

*M. *St-Laurent* (*Témiscouata*)—Samedi prochain—QUESTION—(N° 67)—1. Quel était le nombre d'employés sur la liste de paie de la mine Britannia en Colombie-Britannique, *a*) le 17 décembre 1957, *b*) le 22 janvier 1958?

2. Quel était le salaire horaire de base des mineurs à la mine Britannia, *a*) le 17 décembre 1957, *b*) le 22 janvier 1958?

M. Olson—Samedi prochain—QUESTION—(N° 343)—1. Durant l'année terminée le 31 mars 1957, quelle somme les cultivateurs ont-ils versée à la Caisse constituée sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, par suite de la contribution de un pour cent déduite des ventes de grains, *a*) en Alberta, *b*) en Saskatchewan?

2. Au cours de ladite année, quelle somme a-t-on versée aux cultivateurs sur ladite Caisse, *a*) en Alberta, *b*) en Saskatchewan?

M. Gauthier (*Lac-St-Jean*)—Samedi prochain—QUESTION—(N° 344)—1. Le gouvernement fédéral a-t-il participé en 1957 à un accord fédéral-provincial prévoyant l'assistance fédérale aux provinces pour la construction et l'exploitation d'écoles professionnelles?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel montant a été payé à la province de Québec en vertu de cet accord, en 1957?

3. De quelles écoles de la province de Québec le gouvernement fédéral a-t-il été appelé à financer le coût de construction en 1957 et quel montant a-t-il attribué à chacune d'elles?

M. Deschatelets—Samedi prochain—QUESTION—(N° 345)—1. A-t-on remplacé des officiers rapporteurs depuis le 10 juin dernier?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque province?

*M. *Gauthier* (*Lac-St-Jean*)—Samedi prochain—ADRESSE—(N° 49)—Copie de tous documents ou autres correspondances échangés du 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'établissement d'un service de livraison du courrier par facteurs dans les limites de la ville d'Alma (Saint-Joseph d'Alma), comté du Lac St-Jean, province de Québec.

M. Gauthier (*Lac-St-Jean*)—Samedi prochain—ADRESSE—(N° 50)—Copie de tous documents et autres correspondances échangés du 1er janvier 1954 au 15 janvier 1958 entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'aménagement et la construction d'un aéroport municipal à Alma (Saint-Joseph d'Alma), province de Québec.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 71

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 24 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil rendu en vertu de l'article 53 de la Loi sur les chemins de fer, chapitre 234 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

> Arrêté en conseil C.P. 1958-111, approuvé le 24 janvier 1958: modifiant l'Ordonnance n° 93401 de la Commission des transports du Canada relative à la majoration des tarifs de téléphone, afin d'accorder un délai qui permette de décider de l'appel de ladite ordonnance interjeté au gouverneur en conseil par certaines municipalités des provinces d'Ontario et de Québec.

M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire du sixième rapport annuel (octobre 1957) du Comité consultatif du Plan de Colombo pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Harkness, appuyé par M. Brooks: Que le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aitken (Mlle), Anderson, Ashbourne, Balcer, Barbès, Batten, Beech, Bell (Carleton), Benidickson, Best, Blanchette, Bonnier, Brisson, Brooks, Broome, Browne (Saint-Jean-Ouest), Campbell (Lambton-Kent), Cardin, Carter, Casselman, Cathers, Chabot, Charlton, Chown, Churchill, Coates, Comtois, Courtemanche, Crouse, Deschatelets, Diefenbaker, Dinsdale, Doucett, Dumas, English, Fairclough (Mme), Fairfield, Fleming, Fraser, Gardiner, Garland, Gauthier (Portneuf), Green, Grills, Habel, Hales, Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce), Hamilton (Qu'Appelle), Hamilton (York-Ouest), Harkness, Harrison, Hees, Hodgson, Howe, Jones, Jorgenson, Jung, Kirk, Knowles (Norfolk), Lafontaine, Leduc (Gatineau), Lennard, Loiselle, MacDonald (Antigonish-Guysborough), Macdonnell (Greenwood), MacEachen, MacLean, Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McIvor, Maloney, Mandziuk, Marler, Martini, Michaud, Monette, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Nesbitt, Nielsen, Nowlan, O'Hurley, Pearkes, Pickersgill, Raymond, Rea, Ricard, Richardson, Roberge, Robichaud, Robinson, Rynard, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Simpson, Small, Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Studer, Taylor, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Villeneuve (Roberval), White, Wratten—110.

CONTRE

Messieurs

Blackmore, Bryce, Bryson, Cameron, Campbell (The Battlefords), Castleden, Christian, Deniset, Hahn, Hansell, Herridge, Johnson (Kindersley), Johnston (Bow-River), Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), Leboe, Lewry, Low, Macdonald (Vancouver-Kingsway), McCullough, McLeod, Martin (Timmins), Nicholson, Olson, Patterson, Peters, Quelch, Regier, Schulz, Shaw, Smith (Battle-River-Camrose), Stefura, Stewart (Winnipeg-Nord), Thompson (Edmonton-Strathcona), Tucker, Winch, Yuill, Zaplitny—37.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement)

(Bills publics)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 5, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Prélèvement révocable volontaire des cotisations);

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Nicholson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, et après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport de la Commission du service civil, dont voici la teneur:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

Aux honorables membres des Chambres du Parlement,

Suivant les dispositions des articles 11 et 62 de la Loi sur le service civil, il plait à la Commission du service civil de s'unir à la Bibliothèque du Parlement pour recommander le changement de rémunération suivant, à compter du 1er janvier 1958:

Que la rémunération de la catégorie

BIBLIOTHÉCAIRE CATALOGUEUR EN CHEF

qui est présentement:

par année: $5910 6060 6210 6360

soit revisée et se lise comme suit:

par année: $5820 6060 6300 6540

Ci-joint la copie d'un rapport au sujet de ce qui précède.

Le commissaire,
RUTH E. ADDISON

Respectueusement soumis,

L'Orateur de la Chambre des communes,
ROLAND MICHENER

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 18 décembre 1957 (**Question n° 48*) demandant l'état suivant: 1. A-t-on l'habitude d'embaucher des hommes pour les navires de l'État chaque saison?

2. Des députés des circonscriptions électorales d'où partent ces navires ont-ils fourni des listes de candidats aux emplois éventuels aux préposés à l'embauchage?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces députés?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 332*) demandant l'état suivant: 1. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

2. Ce miel a-t-il été classé ou vérifié par les inspecteurs de la Division canadienne des fruits et légumes?

3. Était-il conforme aux normes concernant la qualité et la classe du miel?

4. A-t-on détenu de ce miel parce qu'il n'était pas conforme à la qualité et à la catégorie indiquées sur les contenants?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien de livres a-t-on ainsi détenues?

6. Au cours de l'année civile 1957, combien de livres de miel servant pour des fins de fabrication a-t-on importées des États-Unis d'Amérique au Canada?

7. Combien de livres ont été importées d'autres pays et quels sont ces pays?

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour l'année terminée le 31 mars 1957, suivant l'article 11 de la Loi sur le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, chapitre 4 des Statuts du Canada (1953-1954).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 22 janvier 1958 (*Question n° 315*) demandant l'état suivant: 1. M. A. Patrick De Shaye est-il à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans la province de la Saskatchewan?

2. Dans le cas de l'affirmative, depuis quand?

3. A quel titre?

4. Durant chaque année de service, quelles sommes d'argent a-t-on versées à M. De Shaye *a*) en traitements, *b*) en indemnités pour débours, *c*) en honoraires ou à d'autres titres?

5. M. De Shaye a-t-il été à l'emploi des administrations du rétablissement agricole des Prairies ou de l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours du mois de septembre 1957?

6. Durant septembre 1957, quelle somme lui a-t-on versée *a*) en traitement, *b*) en indemnités pour débours ou à d'autres titres?

7. Quel est le détail de la note d'indemnités pour débours à l'égard *a*) de mai 1957, *b*) de septembre 1957?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. Johnston (*Bow-River*)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 68)—1. Quel est le nombre actuel de travailleurs employés à l'aménagement de la route transcanadienne dans le secteur du parc national de Banff?

2. Quel en était le nombre *a*) il y a deux mois, *b*) il y a six mois?

*M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—(N° 69)—A l'égard de chacune des années 1954, 1955, 1956 et 1957, quelle est la valeur estimative des produits fabriqués au Royaume-Uni qui, parce qu'ils sont assemblés ou ouvrés aux États-Unis ou distribués par une agence établie dans ce pays, sont compris dans les importations canadiennes provenant des États-Unis?

Le ministre des Finances—Lundi prochain—En comité plénier à la prochaine séance—Le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative qui prévoit une aide financière aux provinces de l'Atlantique en autorisant le paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, pour chacune des quatre années financières de la période commençant le 1er avril 1958, d'une subvention annuelle de sept millions et demi de dollars à chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et d'une subvention annuelle de deux millions et demi de dollars à la province de l'Île du Prince-Édouard, et qui prévoit en outre, à titre de mesure provisoire, que, en tant qu'elle s'applique à l'année financière commençant le 1er avril 1958, l'expression "impôt normal sur le revenu de particuliers", figurant dans la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, se lira et sera interprétée, aux fins de ladite loi et de toutes conventions conclues sous le régime de cette loi, comme si les mots "dix pour cent" avaient été remplacés par les mots "treize pour cent".

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Lundi prochain—Bill intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les Indiens".

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 72

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 25 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, pour M. Diefenbaker, dépose devant la Chambre,—Exemplaire (en français et en anglais) du télégramme adressé le 24 janvier 1958 aux premiers ministres des provinces par le premier ministre du Canada concernant la majoration des paiements fiscaux versés par le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux.

Le Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements et étudié dans sa forme modifiée.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2h.30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958
V 72—1

N° 73

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 27 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée du 6 au 15 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de la Nouvelle-Écosse concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales.

M. Fulton, appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 246, Loi modifiant la Loi sur les Indiens, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Avec le consentement unanime, M. Fleming, appuyé par M. Pearkes, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard aujourd'hui, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative qui prévoit une aide financière aux provinces de l'Atlantique en autorisant le paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, pour chacune des quatre années financières de la période commençant le 1er avril 1958, d'une subvention annuelle de sept millions et demi de dollars à chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et d'une subvention annuelle de deux millions et demi de dollars à la province de l'Île du Prince-Édouard, et qui prévoit en outre, à titre de mesure provisoire, que, en tant qu'elle s'applique à l'année financière commençant le 1er avril 1958, l'expression "impôt normal sur le revenu de particuliers", figurant dans la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, se lira et sera interprétée, aux fins de ladite loi et de toutes conventions conclues sous le régime de cette loi, comme si les mots "dix pour cent" avaient été remplacés par les mots "treize pour cent".

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard aujourd'hui, pour étudier ledit projet de résolution.

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Gardiner, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous télégrammes, lettres, plans et autres documents échangés, depuis le 1er juillet 1954, entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec et (ou) l'Hydro-Québec, relativement à l'exécution d'ouvrages, y compris la mise en valeur de la force motrice, dans la section de Lachine du fleuve Saint-Laurent. (**Avis de motion n° 48*)

Sur motion de M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), appuyé par M. Raymond, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents et autres correspondances échangés du 1er janvier 1954 au 15 janvier 1958 entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'aménagement et la construction d'un aéroport municipal à Alma (Saint-Joseph d'Alma), province de Québec. (**Avis de motion n° 50*)

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Dechêne—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 70)—1. Les ministères de la Défense nationale et de la Citoyenneté et de l'Immigration sont-ils tombés d'accord sur un règlement définitif du dédommagement et des indemnités à verser à la bande de la réserve indienne n° 149 de Cold Lake, par suite de l'établissement d'un champ de tir pour les bombardiers de l'Aviation royale du Canada, situé au nord de Cold Lake (Alberta)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel a été le montant convenu?

3. Sur ce montant, quelles sommes a-t-on déjà versées à la bande et à quelles dates ont-elles été versées?

4. Reste-t-il à verser d'autres indemnités? Dans le cas de l'affirmative, quand en effectuera-t-on le paiement final?

M. Pickersgill—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 71)—1. A-t-on effectué un relevé dans la ville de Summerside (Île du Prince-Édouard) afin de savoir s'il y a possibilité d'établir un service de livraison par facteurs?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien de points de remise a révélés ce relevé?

3. A-t-on effectué des relevés antérieurs dans la ville de Summerside?

4. Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on effectué ces relevés et combien de points de remise chaque relevé a-t-il révélés?

5. Combien faut-il de points de remise avant que l'on établisse la livraison par facteurs?

6. Le relevé actuel s'applique-t-il à un territoire plus étendu que celui visé par les relevés antérieurs?

7. Dans le cas de l'affirmative, de quel autre secteur a-t-on tenu compte?

8. Outre le nombre requis de points de remise, quelles sont les conditions exigées avant l'établissement d'un service de livraison par facteurs?

9. Augmentera-t-on le loyer des cases postales si on établit un service de livraison par facteurs?

M. Regier—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 346)—1. Quelle somme globale a-t-on versée à la Commission du havre de New-Westminster depuis son institution?

2. A quelles dates a-t-on consenti des prêts à cette commission et quels en étaient les montants?

3. Quels montants a-t-on remboursés relativement à ces prêts?

4. Quelle somme reste-t-il à verser dans chaque cas?

5. Quel est ou quel était le taux d'intérêt dans chaque cas?

M. McWilliam—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 347)—1. A-t-on congédié la maîtresse de poste du bureau de Baie-Ste-Anne (Nouveau-Brunswick)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quand et pour quelle raison?

3. Qui a recommandé son renvoi?

M. Martin (*Essex-Est*)—Mercredi prochain—QUESTION—(N° 348)—1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations de la part de quelque organisme demandant la modification de la Loi sur l'assurance-chômage en vue d'assurer le paiement de primes d'hospitalisation et de soins médicaux en plus des prestations ordinaires versées aux chômeurs?

2. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il pris des mesures pour donner suite à une telle proposition?

CONVOCATION DES COMITÉS

Salle	Comité	Heure
	Le mardi 28 janvier 1958	
118	Affaires extérieures (*à huis clos*).....	4 heures de l'après-midi

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1958

N° 74

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 28 JANVIER 1958

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, transmet un message du député du Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

P. KERWIN,
Député du Gouverneur général

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des nouvelles sommes supplémentaires (3) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1958 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, le 25 janvier 1958

Sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, lesdits message et budget sont déférés au Comité des subsides.

Sur motion de M. Cardiff, appuyé par M. Kucherepa, il est ordonné,—Que le nom de M. Cameron soit substitué à celui de M. Stewart sur la liste des membres du comité permanent des affaires extérieures.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale sur les relations fiscales, tenue à Ottawa les 25 et 26 novembre 1957.

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire des lettres échangées les 18 et 29 octobre 1957 entre le ministre des Finances et l'honorable Paul Martin, député, concernant l'octroi éventuel, par le gouvernement fédéral, d'une subvention en vue de l'érection d'une grande salle de réunions municipale à Windsor (Ontario).

M. Diefenbaker dépose aussi devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée depuis le 27 novembre 1957 jusqu'au 3 janvier 1958 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province du Nouveau-Brunswick et entre le premier ministre de cette dernière province et le premier ministre de la province du Manitoba, concernant certains aspects des relations fiscales fédérales-provinciales.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 14 et 15 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 16 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'ordre portant le numéro 17 est appelé et réservé.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Argue: Que le Bill n° 4, Loi établissant un salaire minimum pour les employés, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux bills privés et publics est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution prévoyant une aide financière aux provinces de l'Atlantique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative qui prévoit une aide financière aux provinces de l'Atlantique en autorisant le paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, pour chacune des quatre années financières de la

période commençant le 1er avril 1958, d'une subvention annuelle de sept millions et demi de dollars à chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, et d'une subvention annuelle de deux millions et demi de dollars à la province de l'Île du Prince-Édouard, et qui prévoit en outre, à titre de mesure provisoire, que, en tant qu'elle s'applique à l'année financière commençant le 1er avril 1958, l'expression "impôt normal sur le revenu de particuliers", figurant dans la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, se lira et sera interprétée, aux fins de ladite loi et de toutes conventions conclues sous le régime de cette loi, comme si les mots "dix pour cent" avaient été remplacés par les mots "treize pour cent".

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Brooks, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus;

M. Fleming, appuyé par M. Brooks, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux et après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents qui suivent, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 octobre 1957 (*Question n° 4*) demandant l'état suivant: 1. Y a-t-il des membres du Cabinet qui font actuellement partie du conseil d'administration de quelque société, corporation, etc.?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou corporations s'agit-il et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés membres de ces conseils d'administration?

3. Depuis qu'ils ont été appelés au Conseil privé, des ministres ont-ils résigné leurs fonctions de membre de conseils d'administration?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, à quelle date ont-ils résigné et de quelles sociétés ou corporations s'agit-il?

Par Mme Fairclough,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 novembre 1957 (*Question n° 118*) demandant l'état suivant: 1. Jusqu'au 31 mars 1957, quel a été le nombre des réfugiés hongrois admis au Canada à la suite de la révolution en Hongrie, venant *a*) directement d'Autriche ou de France, *b*) de Grande-Bretagne?

2. A l'égard de combien de ces personnes, s'il en est, a-t-on suspendu l'application des règlements de santé pour l'admission au Canada?

3. Au 31 octobre 1957, combien de ces personnes étaient dans des hôpitaux ou des sanatoriums aux frais du gouvernement fédéral?

4. Quelle somme globale la Trésorerie du Canada a-t-elle dépensée pour ces réfugiés, aux titres suivants: *a*) soins médicaux et hospitaliers, *b*) entretien, *c*) transport à l'intérieur du Canada depuis leur arrivée?

5. A combien de ces personnes a-t-on fait subir un examen médical après leur arrivée au Canada?

6. Au 1er octobre 1957, à l'égard de combien de ces personnes le gouvernement fédéral a-t-il payé les frais de retour dans leur pays?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Benidickson—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 72)—1. Le ministère des Postes a-t-il étudié la question d'établir un service de livraison par facteurs à Atikokan (Ontario), plutôt que d'augmenter le nombre de cases postales disponibles au bureau de poste?

2. Si le service de livraison par facteurs n'est pas recommandé, quelles en sont les raisons?

M. Christian—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 349)—Depuis le 10 juin 1957, quelles dispositions particulières le gouvernement a-t-il prises en vue de relâcher davantage les restrictions au crédit alors en vigueur?

M. Olson—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 350)—1. Quels sont les noms et adresses de toutes les personnes employées durant l'année terminée le 31 juillet 1957 par la Division de l'assistance à l'agriculture des Prairies, *a*) en Saskatchewan, *b*) en Alberta?

2. Au cours de la même période, quelle somme a-t-on versée à chacune de ces personnes sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies?

M. Legaré—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 351)—Entre le 20 décembre 1957 et le 20 janvier 1958, combien de tonnes de fret ont été transportées par voie maritime entre le port de Québec et les ports du comté de Saguenay et entre les ports de Rimouski et de Pointe-au-Père et ceux du comté de Saguenay?

M. L'Heureux—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 352)—1. Le ministre des Travaux publics a-t-il reçu une demande sollicitant la construction d'un mur de protection le long de la rivière Yamaska, à Saint-Hyacinthe?

2. Dans le cas de l'affirmative, de la part de qui?

3. Songe-t-on à octroyer une subvention à la ville de Saint-Hyacinthe ou à toutes autres villes, dans ce comté, en vue d'y construire des murs de protection?

4. La rivière Yamaska est-elle navigable?

M. Bourget—Jeudi prochain—QUESTION—(N° 353)—1. Au cours de 1957, le ministère des Travaux publics a-t-il effectué des travaux au quai de Les Méchins, comté de Gaspé (Québec)?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms des personnes qui ont été embauchées pour ces travaux et quelle somme a-t-on versée à chacune?

3. Quels sont les noms de ceux qui ont fourni des matériaux et quelle somme a-t-on versée à chacun?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1958

N° 75

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 29 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. White, du comité permanent des affaires extérieures, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Le mardi 26 novembre 1957, la Chambre a déféré au Comité pour qu'il les étudie les postes numéros 94 à 118 du budget principal des dépenses 1957-1958, le poste numéro 617 du budget supplémentaire 1957-1958 et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2) 1957-1958.

Le Comité a tenu 15 séances, au cours desquelles il a entendu les dépositions et témoignages de l'honorable Sidney E. Smith, secrétaire d'État aux Affaires extérieures; l'honorable Ray Lawson, ancien consul général du Canada à New-York; M. William Zeckendorf, président de Webb & Knapp, Inc., New-York; certains fonctionnaires des ministères des Affaires extérieures, du Commerce, du Secrétariat d'État, du Nord canadien et des Ressources nationales, de l'Office national du film, d'Air-Canada et le président de la Commission conjointe internationale.

A l'égard des postes numéros 94 à 111 et 115 à 118 du budget principal des dépenses, du poste 617 du budget supplémentaire et du poste 778 du nouveau budget supplémentaire (2), le Comité a recueilli le témoignage de M. Jules Léger, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de M. W. D. Matthews, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, aidés des fonctionnaires suivants du ministère des Affaires extérieures: M. H. F. Clark, directeur de la Division des finances; M. Grant, directeur de la Division des biens et fournitures; M. J. H. Cleveland, directeur de la Division américaine; M. T. P. Malone, directeur de la Division consulaire; M. A. D. Ross, chef du Service de presse; M. R. Grey, de la Division économique; M. J. J. McCardle, de la Division de Liaison (I) avec la Défense; M. H. M. Robertson, de la Division des biens et fournitures; M. J. A. Irwin, de la Division des Nations Unies; MM. R. L. Rogers et W. E. Bauer, de la Division de l'Extrême-Orient; et M. J. A. Zoubie, de la Section des biens à l'extérieur, Division des biens et fournitures.

Le Comité a également entendu MM. Alan Field, chef de l'Office du tourisme du gouvernement canadien, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales; Guy Roberge, commissaire des films du gouvernement, Office national du film; et F. T. Wood, adjoint d'administration auprès du président d'Air-Canada.

A l'égard des postes numéros 112 et 113, le Comité a entendu le général A. G. L. McNaughton, président de la Section canadienne de la Commission conjointe internationale, qu'accompagnaient Mlle E. M. Sutherland, secrétaire, et MM. D. G. Chance, secrétaire adjoint, J. L. MacCallum, conseiller juridique, et E. R. Peterson, conseiller technique.

A l'égard du poste 114, le Comité a entendu M. R. G. Nik Cavell, administrateur de la Division de la coopération économique et technique internationale, ministère du Commerce, aidé de MM. R. W. Rosenthal, administrateur adjoint; F. E. Pratt, chef du Service des projets de placements; D. W. Bartlett, chef du Service de coopération technique; et J. H. Marshall, chef adjoint du Service des projets de placements.

Après avoir étudié attentivement les postes numéros 94 à 96; 98 à 103; 105 à 107, 109 à 118 du budget principal des dépenses; le poste numéro 617 du budget supplémentaire, et le poste numéro 778 du nouveau budget supplémentaire (2), le Comité les a approuvés et en recommande l'approbation à la Chambre.

A la lumière des témoignages qu'il a recueillis à l'égard des postes 97, 104 et 108 du budget principal des dépenses, le Comité recommande qu'on étudie l'opportunité de réduire de $356,500 le poste numéro 97; de $5,000 le poste numéro 104; et de $5,000 le poste numéro 108.

Le Comité se réjouit qu'après avoir réexaminé le projet de Canada-House à New-York et avoir entendu les dépositions de l'honorable Ray Lawson et de M. William Zeckendorf, le gouvernement a décidé de donner suite à l'intention du gouvernement précédent, à savoir, de louer de l'espace dans l'immeuble Canada-House.

Le Comité tient à reconnaître officiellement les services de tous ceux qui ont comparu devant lui et contribué ainsi à l'accomplissement de sa tâche, et à les en remercier.

Ci-joint, un exemplaire des procès-verbaux et témoignages du Comité.

(*Les procès-verbaux et les témoignages qui accompagnent ledit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 8 aux Journaux.*)

Les postes susmentionnés, portant les numéros 94 à 118 inclusivement du Budget principal des dépenses, le numéro 617 du Budget supplémentaire des dépenses et le numéro 778 du nouveau Budget supplémentaire (2) des dépenses, se trouvent être renvoyés devant le comité des subsides, suivant l'article 57 du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 39 du Règlement:

Question n° 113 par M. Pickersgill—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 21 juin 1957, a-t-on autorisé, par décrets du conseil, l'admission d'immigrants au Canada? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Quel est le nom de la personne au Canada qui a fait une demande pour l'admission de chaque immigrant?

Question n° 339 par M. Benidickson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er juin 1957, la province d'Ontario a-t-elle fait des demandes précises d'aide financière pour la construction de routes d'accès destinées à favoriser le développement des entreprises minières et du nord de la province, ne concernant pas la protection des forêts et l'aménagement de terrains de pique-nique?

2. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de quelles entreprises routières particulières le gouvernement de l'Ontario a-t-il demandé la participation financière fédérale?

Question n° 345 par M. Deschatelets—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on remplacé des officiers rapporteurs depuis le 10 juin dernier?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien dans chaque province?

Sur motion de M. Gauthier (Lac-Saint-Jean), appuyé par M. Villeneuve (Roberval), il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de tous documents ou autres correspondances échangés du 1er janvier 1957 jusqu'à ce jour entre le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères et les autorités municipales de la ville d'Alma, relativement à l'établissement d'un service de livraison du courrier par facteurs dans les limites de la ville d'Alma (Saint-Joseph d'Alma), comté du Lac-Saint-Jean, province de Québec (**Avis de motion n° 49*).

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts;

M. Fleming, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour remplacer la présente Loi fédérale sur les droits successoraux, en vue de prescrire que l'impôt sur les biens transmis au décès, ou censés l'être, soit calculé par rapport aux biens composant la succession du défunt, plutôt qu'aux biens contenus dans les legs provenant de la succession et destinés aux bénéficiaires; et en vue de codifier, de reviser et de simplifier les dispositions de la loi actuelle qui demeurent appropriées.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Fleming, appuyé par M. Green présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 248, Loi concernant l'impôt sur les biens transmis par décès, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Starr, appuyé par M. MacLean: Que le Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté avec un amendement.

Avec le consentement unanime, M. Starr, appuyé par M. Fleming, propose, —Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

La question est mise en délibération;

M. Knowles, appuyé par M. Barnett, propose en amendement: Que le bill n° 16 ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit déféré de nouveau au comité plénier de la Chambre en vue de faire un nouvel examen des articles 4(2) et 7(b) dudit bill.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Barnett,
Bégin,
Blackmore,
Breton,
Bryce,
Bryson,
Cameron,
Campbell (The Battlefords),
Caron,
Carter,
Castleden,
Deniset,
Deschatelets,
Dupuis,
Gingues,
Haidasz,
Hansell,
Hardie,
Herridge,
Holowach,
Johnson (Kindersley),
Johnston (Bow-River),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Leboe,
Leduc (Verdun),
Loiselle,
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
MacEachen,
McWilliam,
Martin (Timmins),
Meunier,
Murphy (Westmorland),
Nicholson,
Olson,
Patterson,
Peters,
Quelch,
Regier,
Richard (Ottawa-Est),
Robichaud,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Stefura,
Villeneuve (Roberval),
Winch,
Zaplitny—46.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Aitken (Mlle),
Anderson,
Arsenault,
Ashbourne,
Balcer,
Barbès,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bonnier,
Bourque,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Campbell (Lambton-Kent),
Cardiff,
Cathers,
Chabot,
Chown,
Churchill,
Coates,
Comtois,
Courtemanche,
Crouse,
Deslières,
Dinsdale,
Doucett,
Dumas,
English,
Fairclough (Mme),
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Gauthier (Portneuf),
Green,
Grills,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce),
Hamilton (Qu'Appelle),
Hamilton (York-Ouest),
Harkness,
Hees,
Howe,
Huffman,
Kennedy,
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Kucherepa,
Lavigne,
Legaré,
Lennard,
Lesage,
Macdonald (Kings),
Macdonnell (Greenwood),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
McCleave,

McDonald (Hamilton-Sud), McGrath, McGregor, McPhillips, Mandziuk, Martini, Milligan, Mitchell, Monteith, Montgomery, Morton, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Nielsen, Noble, Nowlan, O'Hurley, Pallett, Pearkes, Phillips, Pickersgill, Poulin, Rea, Ricard, Rynard, St-Laurent (Québec-Est), St-Laurent (Témiscouata), Schneider, Simpson, Small, Smith (Calgary-Sud), Smith (Lincoln), Smith (Simcoe-Nord), Stanton, Starr, Stuart (Charlotte), Thibault, Thompson (Edmonton-Strathcona), Thrasher, Villeneuve (Glengarry-Prescott), Walker, White, Wratten—103.

La motion principale, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, en vue d'autoriser le commissaire des territoires à emprunter des sommes d'argent à des fins territoriales, municipales ou locales, au nom des territoires, et à prêter des sommes d'argent à des fins locales; et de pourvoir, en outre, à la nomination et à la rémunération de magistrats de police suppléants.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Starr, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, qui est lu une première fois et dont la deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) d'une étude rédigée pour le compte de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, intitulée: "La fabrication secondaire au Canada".

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes pour l'année terminée le 31 mars 1957, selon l'article 9 de ladite loi, chapitre 175 des Statuts revisés du Canada (1952).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Macnaughton—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 354)—1. Le ministre des Postes a-t-il reçu une requête du maire et du Conseil municipal de la ville de Côte-St-Luc (Québec) sollicitant la construction d'un bureau de poste?

2. Dans le cas de l'affirmative, le ministre a-t-il donné suite à cette demande?

3. Le ministre des Postes a-t-il recommandé au ministre des Travaux publics la construction de ce bureau de poste?

M. Macnaughton—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 355)—1. A-t-on confié à l'examen des sociétés de lignes aériennes des plans complets et détaillés des locaux qui leur sont destinés dans le nouvel édifice en voie de construction à l'aéroport de Dorval?

2. A-t-on demandé auxdites sociétés d'étudier en détail les prix de location de ces locaux?

3. Le ministère des Transports se propose-t-il de suppléer aux installations des restaurants du service intérieur et du service international?

4. Le ministre des Transports envisage-t-il de faire connaître l'aménagement complet du nouvel édifice de l'aéroport de Dorval par l'affichage du plan détaillé dans un endroit public?

M. L'Heureux—Vendredi prochain—QUESTION—(N° 356)—1. Depuis la visite de la mission commerciale canadienne aux Îles Britanniques, le National-Canadien y a-t-il placé une forte commande de roues d'acier, comme il en est fait mention dans les journaux?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le montant de cette commande?

3. Ce matériel ne pourrait-il pas être fabriqué à St-Hyacinthe (Québec) ou ailleurs au Canada?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1958

N° 76

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 30 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill n° 237, Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles.

M. Fleming, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire des notes échangées les 23 juillet et 2 août 1957 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique touchant les propositions américaines de majoration des droits de douane sur les importations de plomb et de zinc.

M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la correspondance échangée les 21 décembre 1957 et 8 janvier 1958 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de Terre-Neuve au sujet de la mesure législative fédérale destinée à accorder une aide financière pour la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest;

M. Hamilton (Qu'Appelle), appuyé par M. Starr, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest;

M. Comtois, appuyé par M. Harkness, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill n° 246, Loi modifiant la Loi sur les Indiens;

M. Fulton, appuyé par M. Comtois, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec le consentement unanime, ledit bill est lu une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—Ministère

61	Administration centrale	$ 604,729 00

Citoyenneté

62	Division de l'enregistrement de la citoyenneté	462,955 00
63	Division de la citoyenneté	686,823 00

Subventions diverses

64	Conseil général de l'Association des Scouts	15,000 00
65	Conseil canadien de l'Association des Guides	12,000 00
66	Boys' Clubs du Canada	10,000 00
67	Fondation des écrivains canadiens	6,000 00

DIVISION DE L'IMMIGRATION

68	Exécution de la Loi sur l'immigration	$ 1,174,292 00
69	Service mobile et d'inspection au Canada, y compris $10,000 de subventions aux organisations d'assistance aux immigrants	5,962,518 00
70	Service mobile et d'inspection à l'étranger	2,343,364 00
71	Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, subvention au transport d'immigrants et de colons sur l'océan et à l'intérieur du pays et subvention pour autres secours, y compris les soins en cours de route et en attendant l'embauchage; et paiements aux provinces en conformité d'ententes conclues avec l'approbation du gouverneur en conseil à l'égard de dépenses encourues par les provinces pour venir en aide aux immigrants indigents	2,483,000 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par Mme Fairclough, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 36 de la Loi sur les impressions et la papeterie publiques, chapitre 226 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-153, approuvé le 27 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement de la *Polymer Corporation Limited* pour l'année expirant le 31 décembre 1958.

Par M. Smith (Hastings-Frontenac), membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire de l'instrument diplomatique suivant:

Accord entre le Canada et la Suisse relatif aux services aériens, fait à Berne le 10 janvier 1958, en vigueur provisoirement le 10 janvier 1958, (textes anglais et français).

A 10 heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 11 heures du matin, suivant l'article 2 du Règlement.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Stick—Samedi prochain—QUESTION—(N° 357)—1. Quel était le montant global du don que la Trésorerie canadienne a fait à la Grande-Bretagne au cours de la seconde grande guerre?

2. Quel était le montant global de l'aide mutuelle que le Canada a fournie à la Grande-Bretagne pendant la guerre?

3. Quel était le montant du prêt que le Canada a consenti à la Grande-Bretagne après la guerre pour aider au relèvement de son commerce?

M. Hardie—Samedi prochain—QUESTION—(N° 358)—1. Au mois de mars 1957, a-t-on demandé des soumissions pour l'aménagement d'une route de vingt milles allant de Yellowknife à Fort-Rea?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quels étaient les montants de chaque soumission, *b*) quel a été l'adjudicataire?

3. Au mois de mars 1957, a-t-on présenté des soumissions pour prolonger la route Mackenzie jusqu'au fleuve Mackenzie?

4. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quels étaient les montants de chaque soumission, *b*) quel a été l'adjudicataire?

5. A la fin de décembre 1957, combien de milles de route avait-on parachevés dans le secteur Yellowknife-Fort-Rea et quelle somme avait-on versée à l'entrepreneur?

6. Au 31 décembre 1957, combien de milles avait-on parachevés pour prolonger la route Mackenzie jusqu'au fleuve Mackenzie et quelle somme avait-on versée à l'entrepreneur?

M. Byrne—Samedi prochain—QUESTION—(N° 359)—1. Le ou vers le 18 novembre 1957, deux avions nolisés d'Air-Canada ont-ils été envoyés aux Antilles?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quelles fins?

3. Ces avions sont-ils rentrés au Canada?

4. A-t-on accompli la mission proposée et quelle somme globale a-t-on dépensée à cet égard?

M. Raymond—Samedi prochain—QUESTION—(N° 360)—1. Depuis juin 1957, des sommes d'argent ont-elles été versées à la ville de Saint-Jérôme et à la municipalité de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, sous le régime de la Loi sur les subventions aux municipalités?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes ont été versées?

M. LaCroix—Samedi prochain—QUESTION—(N° 361)—1. Au cours de 1957, le ministère des Travaux publics a-t-il effectué des travaux au quai de Rivière Caplan, comté de Bonaventure?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms des personnes qui ont été embauchées pour ces travaux et quelle somme a-t-on versée à chacune?

3. Quels sont les noms de ceux qui ont fourni des matériaux et quelle somme a-t-on versée à chacun?

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie,
Ottawa, 1958

N° 77

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 31 JANVIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 31 janvier 1958

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant en qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 31 janvier, à 5h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du Gouverneur général
(à l'Administration),
J. F. DELAUTE

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté le Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne le revenu, avec l'amendement suivant:

Page 1, ligne 4: Retrancher "1957" et y substituer "1958".

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 15, Loi modifiant le Code criminel.

Bill n° 247, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Fleming, appuyé par M. Churchill, l'amendement apporté par le Sénat au Bill n° 170, Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne le revenu, est lu une deuxième fois et agréé.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Sénat pour informer cette Chambre que Leurs Honneurs ont adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill n° 16, Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux.

Bill n° 249, Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

(*Appel des bills privés et publics, suivant l'article 15 du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres portant les numéros 7 et 8 sont appelés, respectivement, et réservés.

L'ordre portant le numéro 9 est appelé et, du consentement unanime, réservé.

L'ordre portant le numéro 10 est appelé et réservé.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Poulin, appuyé par M. Chabot: Que le Bill n° 9, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit maintenant lu une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Anderson,
Argue,
Arsenault,
Ashbourne,
Barbès,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Beaudry,
Beech,
Bégin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Best,
Blackmore,
Blanchette,
Bourget,
Brassard,
Breton,
Brisson,
Brooks,
Broome,
Bryce,
Bryson,
Byrne,
Cameron,
Campbell (Lambton-Kent),
Campbell (The Battlefords),
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Castleden,
Cathers,
Chabot,
Chevrier,
Chown,
Christian,
Churchill,
Coates,
Coldwell,
Crouse,
Dechêne,
Denis,
Deniset,
Deschatelets,
Deslières,
Dinsdale,
Doucett,
English,
Fairfield,
Fleming,
Forgie,
Fulton,
Gardiner,
Garland,
Gauthier (Lac-Saint-Jean),
Gauthier (Portneuf),
Gingras,
Gingues,
Gour,
Green,
Grills,
Habel,
Hahn,
Haidasz,
Hamilton (Qu'Appelle),
Hansell,
Hardie,
Harkness,
Harrison,
Herridge,
Holowach,
Howard,
Howe,
Huffman,
Johnson (Kindersley),
Kirk,
Knowles (Norfolk),
Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),
Kucherepa,
Laflamme,
Lafontaine,
Lambert,
Lavigne,
Leduc (Gatineau),
Legaré,
Lennard,
Lewry,
Loiselle,
Macdonald (Kings),
Macdonald (Vancouver-Kingsway),
Macdonnell (Greenwood),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
MacLean,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McCullough,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGrath,
McIlraith,
McIvor,
McLeod,
McPhillips,
McWilliam,
Maltais,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martini,
Michaud,
Monette,
Monteith,
Montgomery,
Morris,
Morton,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nicholson,
Nielsen,
O'Hurley,
Olson,
Pallett,
Pearkes,
Pearson,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Poulin,
Power,
Pratt,
Proudfoot,
Quelch,
Raymond,
Regier,
Ricard,
Richard (Ottawa-Est),
Richardson,
Roberge,
Robichaud,
Robinson,
Rouleau,
St-Laurent (Témiscouata),
Schulz,
Shaw,
Smith (Battle-River-Camrose),
Smith (Hastings-Frontenac),
Smith (Lincoln),
Smith (Simcoe-Nord),
Starr,
Stefura,
Stinson,
Stuart (Charlotte),
Studer,
Thibault,
Thompson (Edmonton-Strathcona),
Thompson (Northumberland),
Tucker,
Villeneuve (Glengarry-Prescott),
Villeneuve (Roberval),
Walker,
White,
Winch,
Yuill,
Zaplitny—167.

CONTRE

Messieurs

Hales,
Hodgson,
Kennedy,
McGregor,
Milligan,
Noble,
Small,
Smith (Calgary-Sud),
Wratten—9.

Ledit bill, en conséquence, est lu une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Ernest Frank Cross.

Loi pour faire droit à Gordon Frank Skilling.

Loi autorisant un prêt au gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'égard de l'entreprise de force motrice de Beechwood.

Loi ayant pour objet d'aider à la mise en valeur de l'énergie électrique dans les provinces de l'Atlantique.

Loi ayant pour objet de stabiliser les prix des produits agricoles.

Loi concernant la frontière entre la province d'Alberta et les territoires du Nord-Ouest.

Loi modifiant le Code criminel.

Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Loi donnant suite à un accord entre le Canada et l'Australie pour éviter les doubles impositions en ce qui concerne les revenus.

Loi modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest.

Loi prévoyant des vacances annuelles payées pour les personnes employées aux entreprises ou ouvrages fédéraux.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

72	Administration	$ 512,218 00
	Agences indiennes—	
73	Fonctionnement et entretien	2,890,767 00
74	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	890,783 00

	Réserves et caisses de fiducie—	
75	Fonctionnement et entretien	316,037 00
	Assistance aux Indiens—	
76	Fonctionnement et entretien	3,268,951 00
77	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	1,109,953 00
78	Subventions aux expositions agricoles et aux foires indiennes	8,425 00
79	Conservation des animaux à fourrure	320,363 00
	Instruction—	
80	Administration, fonctionnement et entretien	11,471,997 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire (en français et en anglais) de l'Index codifié et du Tableau des modifications des décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la *Gazette du Canada* pour la période allant du 1er janvier 1955 au 31 décembre 1957.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Transports pour l'année terminée le 31 mars 1957, conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Transports, chapitre 79 des Statuts revisés du Canada (1952).

Par M. Hees,—Exemplaire d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de l'article 80 de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116 des Statuts revisés du Canada (1952), ainsi qu'il suit:

Arrêté en conseil C.P. 1958-60, approuvé le 13 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement d'Air-Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1958.

Arrêté en conseil C.P. 1958-71, approuvé le 16 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement revisé du Conseil des ports nationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1957.

Arrêté en conseil C.P. 1958-109, approuvé le 23 janvier 1958: approuvant le budget d'établissement revisé de la Société canadienne des télécommunications transmarines pour l'année expirant le 31 mars 1958.

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du Guide technique n° 1 rédigé par la Commission d'assurance-chômage et contenant des directives sur la préparation des statistiques relatives aux personnes inscrites au service national de placement.

A dix heures treize minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre spécial adopté le lundi 2 décembre 1957.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

---

*M. *Johnston* (*Bow-River*)—Lundi prochain—QUESTION—(N° 73)—Quel était le nombre de personnes inscrites comme chômeurs dans la province de l'Alberta, dans les régions de Calgary, Drumheller, Carbon et Banff, *a*) le 20 janvier 1957, *b*) le 20 janvier 1958?

M. MacEachen—Lundi prochain—QUESTION—(N° 362)—Le ministère des Travaux publics a-t-il pris des dispositions en vue de faire l'acquisition d'un terrain devant servir d'emplacement pour un nouvel édifice de l'État à Inverness (Nouvelle-Écosse)?

M. MacEachen—Lundi prochain—QUESTION—(N° 363)—Quel était le nombre de personnes inscrites comme chômeurs *a*) dans les provinces atlantiques, *b*) en Nouvelle-Écosse, *c*) dans chaque bureau du service de placement en Nouvelle-Écosse, en octobre 1956, juin 1957 et janvier 1958?

*M. *Benidickson*—Lundi prochain—ADRESSE—(N° 51)—Copie des notes, mémoires, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement du Canada et les États-Unis d'Amérique depuis le 10 juin 1957, relativement au traité et à la convention canado-américaine sur les impôts, et notamment des documents ayant trait à la réclamation fiscale des États-Unis d'Amérique contre une société canadienne constituée, à savoir la *Premium Iron Ores Company Limited*.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1958

Nº 78

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 1er FÉVRIER 1958

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées au titre des crédits provisoires*):

BUDGET PRINCIPAL

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

	Instruction—	
81	Construction ou acquisition de bâtiments, ouvrages, terrains et matériel	$ 5,785,150 00
82	Subvention en vue de fournir des services supplémentaires aux Indiens de la Colombie-Britannique	100,000 00

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1957-1958

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

DIVISION DE L'IMMIGRATION

616	Service mobile et d'inspection au Canada— Crédit supplémentaire	438,000 00

NOUVEAU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (2), 1957-1958

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

A—MINISTÈRE

CITOYENNETÉ

682 Division de la citoyenneté—Crédit supplémentaire 145,150 00

DIVISION DE L'IMMIGRATION

683 Service mobile et d'inspection au Canada—Crédit supplémentaire 836,650 00

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1958-181, approuvé le 31 janvier 1958: nommant M. John Bracken aux fins de mener une enquête sur la répartition entre les élévateurs régionaux, aux différents points d'expédition de l'Ouest du Canada, des wagons couverts destinés au transport des céréales, et de recommander les procédés ou les méthodes selon lesquels ladite répartition de wagons assurera le plus haut degré possible d'équité et de rendement.

Le premier ministre ayant fait connaître à la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général avait jugé à propos de dissoudre le présent Parlement, M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6h. 13 du soir.

L'Orateur,
ROLAND MICHENER

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Christian—Lundi prochain—QUESTION—(N° 364)—1. Au cours des années 1956 et 1957, a-t-on construit des salles d'exercice en Colombie-Britannique?

2. Dans le cas de l'affirmative, combien *a*) en 1956, *b*) en 1957, et à quels endroits?

**M. Hansell*—Lundi prochain—Ordre de la Chambre—(N° 52)—Copie de toutes lettres reçues par le premier ministre, depuis mai 1957, de toute personne de High-River (Alberta), relativement à des questions ayant trait à la région du sud de l'Alberta.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, 1958

Made par
Harpell's Press Co-operative
Gardenvale